

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N°497

AOUT 2026

*La publication de ce Bulletin bénéficie de subventions du
Gouvernement français et de la Mairie de Paris*

— — — — —

Ce bulletin paraît en français et anglais

Prix au numéro : France: 6 € — Etranger : 7,5 €

Abonnement annuel (12 numéros) France : 60 € — Etranger : 75 €

Périodique mensuel

Directeur de la publication : Mohamad HASSAN

Numéro de la Commission Paritaire : 659 13 A.S.

ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS

Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66

www.fikp.org

E-mail: bulletin@fikp.org

- **TURQUIE : ADOPTION D'UNE LOI-CADRE POUR LE DÉSARMEMENT DU PKK**
- **SYRIE : L'AUTO-DISSOLUTION DES FORCES DÉMOCRATIQUES SYRIENNES**
- **IRAK : RETRAIT DE LA COALITION INTERNATIONALE DU KURDISTAN**
- **IRAN : GUERRE D'USURE ET RÉPRESSION**

TURQUIE : ADOPTION D'UNE LOI-CADRE POUR LE DÉSARMEMENT DU PKK

Au terme de plus de douze heures de débats, le Parlement turc a adopté, le 10 août, une loi encadrant le désarmement du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) et le retour à la vie civile de ses combattants ayant déposé les armes.

Cette loi, intitulée « Loi sur le renforcement de la solidarité nationale et de l'intégration sociale », a été adoptée à une très large majorité de 468 voix sur 562. Les députés du parti gouvernemental AKP, de son allié d'extrême droite MHP et du parti pro-kurde DEM ainsi que la plupart des élus du Yeni Parti (Nouveau Parti) d'Özgür Özel ont voté en faveur de la loi. Ceux du parti ultra-nationaliste İYİ Parti et certains députés du vieux Parti républicain du peuple, nationaliste, soit au total

88 députés, ont voté contre. 6 se sont abstenus.

Élaborée au terme de près d'un an de discussions, de consultations et d'auditions au sein d'une commission ad hoc de la Grande Assemblée nationale, présidée par le président de celle-ci, cette loi comporte 12 articles qui fixent les conditions de « suspension des poursuites et des peines » pour les membres de « l'organisation terroriste PKK-KCK ».

Son article premier énonce que cette loi a pour objectif de faire établir par les autorités de sécurité que « l'organisation de terreur PKK-KCK et toutes sortes d'organisations qui lui sont liées ont effectivement mis fin à leur existence », qu'elles ont rendu « des armes et des munitions de toute sorte en leur possession » et

qu'une fois « ce constat confirmé par la publication dans la Gazette officielle d'un décret du Conseil national de sécurité », seront déterminées les modalités d'ajournement des poursuites en cours et de l'exécution des peines prononcées ainsi que les autres procédures à suivre.

À l'exclusion des meurtres et des crimes commis dans le cadre des actions de l'organisation avant le 1.6.2005, passibles de réclusion à perpétuité, les condamnations allant jusqu'à 15 ans de prison seront suspendues pendant 5 ans. Les poursuites et peines passibles de plus de 15 ans de prison ou de réclusion à perpétuité seront suspendues pendant 10 ans. Les dossiers et documents relatifs à ces poursuites seront conservés. En cas de récidive pendant les périodes de sus-

pension, les peines seront exécutées. En cas de non-récidive, les dossiers de condamnation et de poursuites seront classés sans suite.

Cette loi-cadre n'est donc pas une loi d'amnistie partielle, encore moins totale. Elle exclut les condamnations antérieures à 2005, dont celle, entre autres, du chef du PKK, Abdullah Öcalan, détenu depuis 1999 dans l'île-prison d'İmralı, près d'Istanbul.

Cette loi est surtout conditionnelle : elle n'entrera en vigueur qu'une fois constaté le désarmement total du PKK par les services de sécurité turcs, qui doivent établir un inventaire détaillé et précis des armes et équipements militaires déposés par les combattants du PKK dans des centres qui seront établis au Kurdistan irakien. Le constat de désarmement doit ensuite être confirmé par un décret du Conseil national de sécurité pour que le mécanisme juridique de suspension ou d'ajournement des peines puisse être déclenché. Les bénéficiaires potentiels doivent alors s'adresser aux instances judiciaires turques appropriées pour obtenir cette suspension de peine.

D'après les estimations des députés turcs, sur les quelque 10 000 prisonniers politiques kurdes, environ 3 500 pourraient bénéficier de cette mesure, qui pourrait être suivie d'autres.

On est évidemment loin d'une « paix des braves » ou d'une réconciliation digne de ce nom. À aucun moment cette loi ne mentionne même le mot kurde, ni n'évoque une quelconque reconnaissance des droits du peuple kurde. Il s'agit d'une procédure de liquidation d'une guérilla qui, après avoir mobilisé toute une génération de jeunes Kurdes pour un Kurdistan indépendant, rend les armes sans avoir obtenu un minimum de droits culturels et

linguistiques ou une autonomie pour une population d'environ 26 millions de Kurdes de Turquie.

L'amertume est grande au sein de la population qui a souffert de ces quatre décennies de guerre, qui a fait plus de 50 000 morts et plus de 2 millions de déplacés. D'autres sont soulagés que la guerre dévastatrice prenne enfin fin. D'autres encore, comme certains dirigeants du PKK, estiment qu'il s'agit d'un premier pas dans la bonne direction.

Pour l'un des chefs du PKK, Murat Karayılan, « cette loi est un pas nouveau et important. Mais elle a de nombreuses lacunes et erreurs. Avant tout, elle ne comprend pas le leader Apo, architecte de ce processus. De même, le mot kurde n'y figure pas. On ne parle pas de démocratie. Elle réduit la question au désarmement du PKK. Or cette question se pose depuis un siècle. Il y a une approche étriquée. Cette approche étriquée n'apportera pas de solution, sans aucun doute. En conséquence de quoi la guérilla a-t-elle surgi sur la scène de l'histoire ? Si on ne comprend pas bien cela, il n'y aura pas de règlement radical de la question » (Rûdaw, 17 août).

Il a, à cette occasion, révélé que depuis la fondation, en 1976, du PKK, 25 922 militants avaient été tués dont 3262 dans la guerre contre DAEC et qu'en comptant ceux dont la mort n'a pas été répertoriée, le nombre de morts était d'environ 27 000. Ce chiffre ne comprend pas les dizaines de milliers de victimes civiles kurdes de la guerre et les disparus. L'armée turque aurait, elle, perdu environ 5 000 soldats et miliciens.

De son côté, la présidence turque a salué « un pas important vers la mise en œuvre d'une Turquie sans terrorisme. Cette étape historique renforcera la paix ainsi que l'unité et l'intégrité de notre pays » (France 24, 10 août).

Le chef du Yeni Parti, principale formation de l'opposition, Özgür Özel, estime que seules « la paix, la démocratie et la justice serviront de remède » pour la Turquie.

La mise en œuvre de la loi-cadre nécessite la création, sous l'autorité du vice-président de la République, de plusieurs comités techniques et d'une commission de suivi du Parlement.

Aucun calendrier précis n'est avancé pour les étapes suivantes, mais Ankara a déjà dépêché des émissaires à Bagdad et à Erbil pour solliciter leur aide pour le processus de désarmement de la guérilla du PKK. Le 13 août, la délégation de « médiateurs » du parti DEM, qui fait la navette entre le chef du PKK et les autorités turques, a été reçue pendant plus d'une heure par le président turc, qui a signé le 17 août cette loi-cadre, aussitôt publiée dans la Gazette officielle turque.

Face aux critiques de son électorat kurde, le parti DEM a choisi de présenter la loi-cadre comme un mécanisme permettant de passer du conflit armé à la politique démocratique. Il promet de poursuivre son combat pour l'obtention de droits plus larges, comme la reconnaissance de l'identité et de la langue kurdes, dans le cadre de réformes politiques et constitutionnelles ultérieures.

En attendant, les anciens dirigeants de ce parti comme Selahattin Demirtaş sont toujours en prison et plusieurs maires kurdes élus, comme Ahmet Türk de Mardin et Ahmet Özer d'Esenyurt (Istanbul), destitués et remplacés par des administrateurs nommés par le gouvernement, n'ont toujours pas retrouvé leurs postes.

Sous la présidence d'Erdogan, des droits linguistiques limités ont été reconnus. L'usage du kurde n'est plus interdit. Il y a une chaîne de télévision publique,

TRT 6, qui diffuse des programmes, souvent à connotation religieuse, en kurde. Le ministère de la Culture a publié des œuvres de poètes classiques kurdes des XVIe et XIXe siècles.

Des cours de kurde optionnels sont proposés aux enfants dans les provinces kurdes. Pour la rentrée 2026, plus de 60 000 enfants sont inscrits dans ces cours. Il y a des départements de langue et littérature kurdes dans six universités du Kurdistan. 448 étudiants y suivent des études de licence, de master et de doctorat.

Ces avancées, inédites dans l'histoire de la République turque qui, jusqu'en 1992, interdisait

l'usage même oral de la langue kurde, paraissent symboliques, voire « homéopathiques », par la grande majorité des Kurdes qui réclament la reconnaissance officielle du kurde comme autre langue nationale du pays et un système éducatif en kurde afin de préserver et de transmettre cette langue millénaire aux générations futures.

Les exemples catalan et basque sont souvent cités dans le débat et certains intellectuels kurdes demandent au nom de quel principe la Turquie demande un État confédéré pour les 200 000 Turcs chypriotes et refuse aux 26 millions de Kurdes de Turquie des droits élémentaires comme l'en-

seignement dans leur langue maternelle.

Le sort des Kurdes en Turquie est souvent évoqué par les dirigeants israéliens en conflit avec Ankara. De son côté, le président turc continue ses polémiques virulentes contre le Premier ministre israélien, contre lequel la justice turque a émis un mandat d'arrêt international. Washington, qui pénalise les juges de la Cour pénale internationale pour ses poursuites contre Benjamin Netanyahu, a choisi de ne pas réagir contre les diatribes d'Erdogan, dont l'influence sur le Hamas et sur le régime syrien est appréciée.

SYRIE : L'AUTO-DISSOLUTION DES FORCES DÉMOCRATIQUES SYRIENNES

Le chef des Forces démocratiques syriennes (FDS), le général Mazloum Abdi, a annoncé le 25 août, depuis le Palais présidentiel de Damas, « la fin de la mission des Forces démocratiques syriennes » et déclaré « en toute responsabilité leur dissolution en tant que force militaire indépendante ».

Dans un discours d'abord en arabe puis en kurde, prononcé après sa rencontre avec le président par intérim syrien devant un parterre de hauts responsables militaires et civils kurdes et arabes, il a notamment déclaré : « Depuis la création des FDS, leurs combattants ont assumé une grande responsabilité durant l'une des périodes les plus difficiles pour la Syrie. Ils ont libéré de nombreuses villes et localités syriennes d'abord du régime baassiste, puis du terrorisme de Daech. Les circonstances ont changé aujourd'hui et le pays est entré dans une nouvelle phase placée sous le signe de la paix et de la participation ».

Selon la télévision d'État, l'annonce du général Abdi prévoit également la dissolution de l'administration autonome kurde ainsi que de toutes les structures militaires et civiles qui en dépendent et leur intégration complète dans les institutions de l'État syrien. Le chef des FDS a précisé que « la dissolution de ces forces intervient après l'accord conclu le 29 janvier 2026 avec le président al-Charaa et l'achèvement du processus d'intégration de nos forces au sein des brigades de l'armée syrienne ».

Le 28 août, le président syrien a nommé Mazloum Abdi conseiller à la présidence en charge des affaires kurdes. Le même jour, le ministère syrien de l'Éducation a publié une ordonnance « autorisant l'enseignement de la langue kurde dans les écoles publiques et privées dans les régions où les citoyens kurdes forment une part notable des habitants », en application d'un décret présidentiel reconnaissant le kurde comme langue nationale (France 24, 28 août).

La dissolution des FDS marque la fin d'une époque. Ces forces, créées en 2015 avec le soutien des États-Unis et de la Coalition internationale de lutte contre Daech, comptaient, jusqu'à la chute du régime des al-Assad, environ 100.000 combattants kurdes et arabes. Elles contrôlaient et administraient près de 30 % du territoire syrien. Elles ont vaincu, en 2019, après d'âpres batailles, l'État islamique et libéré les territoires où il sévissait. Elles ont capturé et gardé dans leurs camps et leurs prisons près de 6.000 jihadistes dangereux et plus de 60.000 de leurs proches pour la sécurité de l'ensemble de la communauté internationale.

Plus de 13.000 jeunes combattants kurdes ont été tués et des milliers d'autres blessés dans cette guerre contre le terrorisme islamiste. Le courage des femmes kurdes dans ces combats a suscité l'admiration de l'opinion publique internationale, inspiré des films, des romans, des mangas. Puis, victimes de marchandages entre l'administration Trump et la Turquie

d'Erdogan, protecteur du nouveau régime islamique de Damas, les FDS ont été abandonnées par leurs alliés et « frères d'armes » d'hier, trahies par des tribus arabes changeant d'alliance au gré des circonstances et des avantages financiers. Elles ont dû se résoudre à « intégrer » l'armée syrienne, un conglomérat disparate d'une quarantaine de milices islamistes ou mercenaires de l'armée turque. Une épopée s'achève ainsi dans l'indifférence de l'opinion publique internationale.

Les brigades de femmes sont, elles, toujours exclues de ce processus d'intégration car, pour le régime islamique de Damas, toute présence militaire féminine est illicite (haram). Le 25 août, la commandante des YPJ (Unités de protection des femmes), Newroz Ahmed, a rencontré à Damas le président syrien Ahmed al-Charaa pour discuter avec lui du sort de ses forces. Celui-ci propose leur intégration à la police des régions kurdes.

Les FDS étaient perçues comme garantes des droits des Kurdes et de la pérennité des institutions autonomes kurdes en Syrie. Leur auto-dissolution scelle pour une durée imprévisible le rêve d'autonomie kurde en Syrie. La reconnaissance officielle de ces droits va désormais dépendre du bon vouloir du tout-puissant président par intérim syrien et de l'agrément de ses protecteurs turcs.

Les institutions de la société civile kurde créées au cours de la dernière décennie restent actives et dynamiques. Elles se focalisent désormais sur l'enseignement en langue kurde à tous les échelons de la scolarité et sur les droits des femmes. Le pouvoir syrien ne veut concéder que la possibilité d'un enseignement optionnel de 2 à 3 heures par semaine de la langue kurde dans les écoles publiques, comme c'est désormais le cas en Turquie. De

même, la signalétique kurde dans l'espace public est sous la pression des nouvelles autorités syriennes, tout comme l'appareil judiciaire de l'ex-administration autonome kurde et ses lois garantissant l'égalité des sexes et celle des religions et croyances. Une période difficile et conflictuelle semble se dessiner.

Autre sujet de conflits récurrents : le retour dans leurs foyers des déplacés kurdes ayant fui l'occupation turque des cantons kurdes syriens. Fin août, environ 16 000 familles kurdes étaient de retour à Afrin depuis le début de l'année. Beaucoup ont pu retrouver leurs villages et leurs maisons, souvent dévastés, et ont entrepris le travail de reconstruction. D'autres restent encore dans des centres d'hébergement temporaires, manquant souvent d'eau potable, d'électricité et des services de base.

Il y a encore dans le canton d'Afrin près de 7 000 familles de déplacés des régions arabes de Syrie qui attendent leur rapatriement dans des conditions de survie pénibles (Rûdaw, 6 août).

Le 10 août, un convoi de 400 familles kurdes déplacées par l'invasion turque a tenté de retourner à Serê Kaniyê (Ras al-Aïn) dans le cadre du programme de retour l'accord kurdo-syrien du 29 janvier. Leur retour a rapidement dégénéré en violences.

Les familles désarmées ont été agressées, menacées et intimidées à leur arrivée à Serê Kaniyê par des miliciens arabes auxiliaires de l'armée turque, devenus soldats de l'armée syrienne, qui occupent des maisons appartenant à ces déplacés kurdes. Les attaques filmées, dont les images ont circulé sur les médias sociaux, ont déclenché des manifestations dans tout le Rojava.

Les manifestants ont réclamé une protection pour ces familles

et la garantie de leur retour sain et sauf sur leurs terres et dans leurs foyers, ainsi que le jugement des auteurs des violences. Les partis politiques kurdes ont condamné les attaques et accusé les factions armées et les miliciens occupant illégalement les maisons des déplacés de chercher à empêcher les retours et à entériner les changements démographiques imposés après l'invasion turque de 2019.

Les préparatifs de nouveaux convois ont été suspendus jusqu'à ce que des garanties sécuritaires et juridiques puissent être mises en place. Des dizaines de milliers de déplacés de Serê Kaniyê restent donc dans l'attente de garanties d'un retour sûr et paisible.

Des conflits entre les déplacés de retour et les miliciens arabes occupant leurs terres et leurs maisons se sont également produits dans le district de Girê Spî (Tel Abyad) et dans d'autres localités kurdes.

La menace des cellules dormantes de l'État islamique persiste toujours. Le 11 août, des hommes armés ont attaqué un poste appartenant à la brigade de Qamishlo de la 60e division de l'armée syrienne, une formation qui faisait auparavant partie des FDS. Deux combattants ont été tués et deux blessés, dont l'un a succombé plus tard à ses blessures.

Une opération sécuritaire conjointe du ministère de la Défense et des forces locales de sécurité intérieure a été menée contre des positions présumées de l'État islamique dans la province de Hassaké. Depuis le début de l'année, au moins 68 attaques de Daech ont été enregistrées à travers la Syrie, dont les deux attentats spectaculaires perpétrés en juillet dernier à Damas.

Deir ez-Zor, région frontalière avec les provinces arabes sunnites de l'Irak, reste le principal foyer d'activités de Daech.

Le nouveau régime continue de soigner ses relations extérieures. Il est parvenu à conclure un accord avec Moscou sur le sort des bases russes situées sur la côte méditerranéenne. Selon l'annonce faite le 9 août par le ministère syrien des Affaires étrangères, les installations portuaires du port de Tartous et de l'aéroport de Hmeimim situées sur la côte méditerranéenne seront transformées « en centres conjoints de formation ». Elles étaient utilisées jusqu'à fin 2024 dans des opérations militaires russes en soutien au régime de Bachar al-Assad. Beaucoup de dissidents syriens sont morts sous les bombes russes pendant près de 10 ans (France 24, 9 août).

Par ailleurs, l'Agence internationale de l'énergie atomique a annoncé le 18 août la découverte de « quelques tonnes de matières nucléaires » sur un site syrien non déclaré. L'Agence n'a pas communiqué sur le type de matières fissiles, uranium ou plutonium, ni sur leur niveau d'enrichissement. En 2007, Israël avait bombardé le site d'Al-Kibar en Syrie où se trouvait un « réacteur nucléaire » construit, selon les États-Unis, avec l'aide de la Corée du Nord et destiné à produire du plutonium. Damas a fait preuve de bonne volonté pour coopérer avec le gendarme du nucléaire sur ce dossier sensible (RFI, 18 août).

Le nouveau régime mène aussi une offensive de charme auprès des investisseurs des pétromonarchies du Golfe. Dans un pays dévasté par 14 années de guerre, tout est à reconstruire. Un fonds

souverain syrien, dirigé par le propre frère du président par intérim al-Charaa, pilote ces projets. Des investisseurs du Golfe ont, selon les médias syriens, signé des accords pour la construction de 40 000 logements dans l'agglomération de Damas et autour de la ville côtière de Lattaquié pour une valeur totale de 20 milliards de dollars.

L'imposant quartier général de l'état-major de l'armée syrienne, situé au cœur de Damas, qui avait subi des bombardements israéliens l'année dernière, va devenir un complexe touristique de luxe. Les biens de l'État sont cédés dans des conditions opaques à des investisseurs privés arabes. Les Occidentaux restent prudents en raison des incertitudes qui règnent sur l'avenir du nouveau régime.

IRAK : RETRAIT DE LA COALITION INTERNATIONALE DU KURDISTAN

La coalition internationale pour la guerre contre Daech dirigée par les États-Unis a commencé le retrait de ses forces du Kurdistan, un retrait qui doit s'achever avant le 30 septembre 2026 conformément à un accord conclu avec le gouvernement irakien.

Les forces de la coalition avaient déjà évacué leurs bases situées dans les régions arabes de l'Irak et remis ces bases à l'armée irakienne il y a un an. Les bases du Kurdistan ont bénéficié d'une prolongation d'un an en raison des nécessités opérationnelles et logistiques pour les actions menées dans le Rojava et pour la protection aérienne du Kurdistan.

L'administration Trump a décidé, fin décembre, de s'allier désormais au nouveau régime syrien pour la poursuite de la guerre

contre la résurgence de Daech. En janvier dernier, par la voix de l'ambassadeur américain à Ankara Tom Barrack, elle a signifié la fin de l'alliance avec les Forces démocratiques syriennes (FDS). En conséquence, les troupes américaines présentes au Rojava se sont retirées et ont remis leurs bases à l'armée syrienne, qui a également pris la responsabilité des camps et prisons de détention des jihadistes. Près de 6 000 jihadistes détenus par les FDS ont été transférés en Irak où ils vont être jugés.

Dès lors, la mission de la coalition internationale au Kurdistan se limitait à la formation des Peshmergas kurdes et à la défense aérienne des bases à Erbil et Harir contre les attaques de drones et missiles iraniens.

Début août, les forces américaines et alliées ont commencé à

réduire leurs effectifs et leurs moyens de défense aérienne à l'aéroport international d'Erbil. Cependant, le CENTCOM a refusé de confirmer ou de démentir les informations selon lesquelles les systèmes Patriot auraient été retirés d'Erbil.

Le 26 août, l'Allemagne a officiellement mis fin à sa mission militaire de conseil dans la Région du Kurdistan lors d'une cérémonie organisée au Camp Stephan, près de l'aéroport d'Erbil. Le contingent allemand opérait depuis 2015 au Kurdistan, assurant la formation, le conseil et une assistance logistique aux Peshmergas pendant et après la guerre contre l'État islamique. Ce contingent comptait encore une trentaine de membres au Kurdistan au moment de ce retrait.

À son apogée en 2015-2017, la

coalition internationale comptait près d'une centaine de pays, dont, outre les Américains, des Français, des Britanniques, des Allemands, des Italiens, des Australiens, etc. Les effectifs se sont beaucoup réduits depuis la reprise de tous les territoires contrôlés par Daech en 2017. La fraternité d'armes dans le combat commun contre Daech a tissé des liens forts entre les Peshmergas kurdes et les soldats de la coalition alliée.

Le calendrier de retrait des forces de la coalition, en pleine guerre entre l'Iran et les États-Unis, suscite de vives inquiétudes au sein de la population kurde car le Kurdistan va être privé de tout système de défense aérienne contre les attaques de missiles et drones iraniens.

Ces attaques se sont poursuivies tout au long du mois d'août, notamment contre les camps des partis kurdes iraniens réfugiés au Kurdistan irakien. On a dénombré dans la première quinzaine d'août 16 attaques de drones et 3 attaques de missiles contre des cibles dans les gouvernorats d'Erbil et de Souleimaniye.

Le 11 août, trois missiles ont frappé les positions de l'organisation kurde d'opposition Komala dans la vallée d'Alana, dans le gouvernorat d'Erbil, blessant deux combattants kurdes. Le 14 août, trois drones explosifs ont été interceptés au-dessus d'Erbil.

L'incident le plus grave est survenu le 17 août. Deux drones Hadid-110 chargés d'explosifs ont pris pour cible le bureau privé du Premier ministre kurde Masrour Barzani ainsi que la résidence du chef de l'Agence de sécurité et de renseignement de la Région du Kurdistan à Pirmam, près d'Erbil. L'unité antiterroriste du Kurdistan a déclaré que les deux drones avaient été lancés depuis le territoire iranien aux alentours de 00 h 28. Aucune victime n'a été signalée.

Cette attaque directe contre le bureau du Premier ministre a été perçue comme une menace directe contre la sécurité du Kurdistan et la souveraineté de l'Irak. De très nombreuses personnalités étrangères, dont le président français, ainsi que le secrétaire général de l'ONU, ont vivement condamné cette attaque.

Bagdad a réagi en créant une commission d'enquête chargée de déterminer l'origine de l'attaque et d'en identifier les auteurs. Le Premier ministre irakien a téléphoné à son homologue kurde et condamné la frappe. Le ministre irakien des Affaires étrangères, Fuad Hussein, a demandé une explication officielle à Téhéran.

Cependant, le régime iranien a nié toute responsabilité dans l'attaque. Le ministre iranien des Affaires étrangères a même condamné la frappe et suggéré qu'elle pouvait avoir été destinée à créer une hostilité entre les Kurdes et Téhéran.

Dans ce climat de tensions régionales et d'insécurité, le Kurdistan a continué de souffrir d'une certaine pénurie d'essence en raison notamment de l'arrêt de la production locale et de l'insuffisance du quota alloué par Bagdad. Celui-ci est de 50 000 barils par jour alors que les besoins nécessitent environ 126 000 à 140 000 barils par jour.

Le gouvernement régional du Kurdistan a maintenu le prix de l'essence ordinaire subventionnée à 750 dinars irakiens le litre (environ 45 centimes d'euro) et distribué environ 3,5 millions de litres d'essence subventionnée par jour. Fin août, certaines compagnies, dont Gulf Keystone Petroleum, ont repris leurs opérations et la situation s'est progressivement améliorée.

Le 1er août, l'Irak et la Turquie ont

convenu de prolonger d'un an l'accord relatif à l'oléoduc Irak-Turquie reliant Kirkouk au port turc de Ceyhan, qui a une capacité d'environ 750 000 barils par jour. Mais les exportations via cet oléoduc sont tombées à environ 120 000 à 135 000 barils par jour en août contre près de 300 000 barils par jour en juillet, en raison du contexte sécuritaire ayant poussé les compagnies pétrolières à suspendre leur production.

Le difficile dialogue entre Bagdad et Erbil sur les différends, notamment financiers, qui les opposent s'est poursuivi en août. Après plusieurs semaines de retard, le gouvernement fédéral a transféré, le 17 août, au Kurdistan 830,782 milliards de dinars irakiens (environ 526 millions euros) pour le règlement des salaires de juillet des fonctionnaires et les pensions des retraités. Le retard serait en partie lié à un problème de liquidités en Irak. Des négociations vont s'engager désormais sur la dotation financière du Kurdistan dans le projet de budget fédéral irakien de 2027.

Sur le plan diplomatique, signalons la visite à Bagdad du président du Parlement iranien Mohammad Bagher Ghalibaf pour s'assurer du soutien de ses alliés chiites. À cette occasion, le conseiller à la sécurité nationale de l'Irak, Qasim al-Araji, a réaffirmé que l'Irak interdit toute présence sur son territoire de groupes armés menaçant d'autres pays, allusion claire aux partis kurdes iraniens réfugiés au Kurdistan irakien. Téhéran demande leur désarmement, voire leur extradition, ce que Bagdad promet régulièrement sans avoir les moyens de tenir ses promesses (Rûdaw, 20 août).

De son côté, le président du Kurdistan, Nechirvan Barzani, a effectué une visite très médiatisée à Damas le 3 août, où il a été reçu avec tous les honneurs par le président syrien par intérim

Ahmed al-Charaa. Le président Barzani, qui avait joué un rôle majeur dans la conclusion de l'accord kurdo-syrien du 29 janvier, a poursuivi ses efforts pour relancer le processus de l'intégration équitable des Kurdes dans les institutions de l'État syrien. À l'issue de la rencontre, le président Barzani a réaffirmé son « soutien

à une Syrie stable et prospère où les droits de toutes les composantes ethniques et religieuses sont préservés ». Il a plaidé auprès de son interlocuteur en faveur des droits linguistiques et culturels des Kurdes et cité l'exemple du Kurdistan irakien où toutes les communautés bénéficient d'un enseignement dans

leur langue dans les écoles (RFI, 4 août).

En août, plusieurs réunions ont eu lieu entre les dirigeants des deux principaux partis kurdes, le PDK et l'UPK, sans parvenir toutefois à se mettre d'accord pour la formation d'un nouveau gouvernement de coalition.

IRAN : GUERRE D'USURE ET RÉPRESSION

La guerre d'usure qui oppose l'armée américaine aux Gardiens de la révolution depuis la rupture de l'accord de cessez-le-feu de juin 2026 suit désormais un rythme de croisière et se focalise pour l'essentiel autour du détroit d'Ormuz. Les Iraniens prétendent imposer leur contrôle sur la navigation dans ce détroit stratégique et bombardent de temps à autre des navires commerciaux qui, souvent de nuit et sous escorte américaine, traversent le détroit en longeant les côtes d'Oman.

L'armée américaine riposte en bombardant à son tour les îles et îlots iraniens du détroit, comme l'île de Qeshm, les installations militaires et portuaires de la côte iranienne. Elle poursuit surtout un blocus maritime strict empêchant les navires et tankers à destination ou en provenance des ports iraniens. Un blocus qui interdit les exportations du pétrole iranien et asphyxie chaque jour davantage l'économie iranienne, qui risque de s'effondrer à brève échéance.

Les dirigeants iraniens, divisés face à l'attitude à adopter envers les Américains, tentent de leur faire payer le prix le plus élevé possible en empêchant à leur tour les exportations pétrolières des pays du Golfe et en bombardant les bases américaines de la région avec une efficacité certaine grâce aux renseignements fournis par les satellites russes et à des missiles balistiques et de

croisière de conception russe, mais assemblés et rebaptisés en Iran.

Ils espèrent que la montée en flèche du prix du baril et du litre d'essence à la pompe va obliger Trump à revenir à la table des négociations et à accepter les conditions de plus en plus maximalistes de Téhéran qui, outre la reconnaissance de sa souveraineté sur le détroit d'Ormuz, veut un déblocage immédiat de ses 24 milliards de dollars d'avoirs gelés et rejette toute ingérence extérieure dans ses programmes nucléaires et balistiques.

Pour renforcer sa main, le régime iranien cherche depuis des mois à trouver un accord avec le sultanat d'Oman, autre pays riverain du détroit d'Ormuz, sur la gestion en commun de la navigation dans cette voie d'eau (The New York Times, 3, 8 et 9 août). Téhéran cherche aussi à nouer le dialogue avec les Émirats arabes unis et l'Arabie saoudite, durement touchés par la guerre et déçus par le manque d'efficacité de la protection américaine, et à trouver un *modus vivendi*. Mais les pays arabes du Golfe ne sont pas dupes. Ils perçoivent clairement que le mot d'ordre iranien d'un « Proche-Orient sans gendarme américain » cache à peine le dessein stratégique séculaire de la République islamique de domination régionale !

Combien de temps va durer cette guerre d'usure de basse intensité

où les Américains épuisent leurs missiles et leurs stocks de munitions coûteux pour la plus grande joie des Chinois et des Russes ? Qui va ciller le premier dans ce bras de fer, se demande un éditorialiste du New York Times (20 août) ?

Le régime iranien, qui pense avoir le temps pour lui et qui se dit prêt pour une confrontation de longue durée pour « infliger une leçon inoubliable à l'Amérique arrogante », semble miser sur l'inconstance du président Trump et la lassitude de l'opinion publique américaine.

Le président américain, lui, compte sur l'effondrement de l'économie iranienne à la suite du blocus naval et fait pour l'instant la sourde oreille aux appels à la modération et à la conclusion rapide d'un « deal » pour mettre un terme à la guerre. Il affirme que la confrontation durera jusqu'aux élections américaines du 3 novembre et qu'elle pourrait cesser après, sans exclure la possibilité d'une nouvelle escalade en fin d'année avant l'entrée en fonction du Congrès nouvellement élu.

Le vice-président Vance refuse de parler d'une guerre ; il préfère évoquer des opérations pour assurer le libre passage dans le détroit d'Ormuz.

Victime collatérale majeure du conflit, en raison notamment des perturbations dans son approvi-

sionnement en pétrole et en gaz et du coût croissant de l'énergie et des carburants pour ses citoyens, l'Europe, divisée, reste aphone, inaudible et quasi absente de la table des négociations.

La population iranienne est, elle, la principale victime de cette guerre dont les conséquences économiques sont terribles pour le coût de la vie. Faute d'approvisionnement en matières premières et en marchandises d'importation, l'industrie est quasiment à l'arrêt, le commerce tourne au ralenti. Le chômage bat chaque mois de nouveaux records, la monnaie nationale dégringole, l'hyperinflation sévit. Ceux qui ont la chance d'avoir encore un emploi ont du mal à survivre avec leur maigre salaire. Un professeur de lycée gagne environ 50 dollars par mois. Comment faire vivre une famille ou même survivre avec un tel salaire de misère ? (Le Monde, 25 août).

Les médias d'État et les mollahs, dans leurs prêches dans les mosquées, ne cessent d'appeler la population à accepter les sacrifices au nom de leur foi et de la défense de la patrie en danger, citant à qui veut l'entendre des exemples des sacrifices, réels ou supposés, consentis en leur temps par des saints chiites pour la défense de leur foi, sacrifices allant jusqu'au martyr.

Ces prêches moralisateurs et édifians n'ont de prise que sur les segments les plus pieux de la population. Dans sa grande majorité, celle-ci reste rétive et se bat surtout pour sa survie au quotidien. La répression massive des manifestations de décembre-janvier derniers étant encore très présente dans les esprits, peu de gens osent ou jugent utile de descendre dans la rue pour protester.

Et pour ceux qui s'y aventurent, le quadrillage policier et un appareil

judiciaire expéditif apportent prestement une réponse ferme et brutale.

La répression ne vise plus les mœurs, le fait pour les femmes de porter ou non le voile islamique. Elle vise toute forme d'opposition au régime, toute protestation contre la guerre, toute forme de dissidence.

En raison des difficultés d'accès à Internet et aux réseaux sociaux, il n'est guère possible d'établir un bilan précis de la répression dans l'ensemble de l'Iran. Voici un résumé des informations collectées par des ONG de défense des droits humains, notamment l'ONG kurde Hengaw et le Washington Kurdish Institute sur la répression au Kurdistan iranien.

Le régime iranien a continué à exécuter des prisonniers kurdes tout au long du mois d'août, notamment des prisonniers condamnés dans des affaires de sécurité nationale.

Parmi les affaires les plus sensibles sur le plan politique figurait celle d'Omid Behzad, étudiant universitaire kurde de 21 ans originaire d'Urmia. Behzad a été exécuté à la prison centrale d'Urmia le 3 août aux côtés de Pouria Safvat après que les deux hommes eurent été accusés d'espionnage au profit d'Israël. Behzad était étudiant à l'Université islamique Azad d'Urmia et avait été arrêté en mars 2026.

Le 8 août, Payam Pakzad, prisonnier kurde de 41 ans originaire de Bojnord et père de quatre enfants, a été exécuté à la prison centrale de Zanjan. Le 18 août, Kaveh Refousheh, un homme kurde de 35 ans originaire de Senna, a été exécuté à la prison centrale de Senna malgré une mobilisation publique visant à empêcher l'exécution. Il avait été condamné à mort en

vertu du qisas à la suite d'un homicide survenu lors d'une altercation environ trois ans plus tôt. Le soir précédant son exécution, des habitants et des militants de la société civile se sont rassemblés devant la prison, ont appelé à la clémence et scandé des slogans contre les exécutions. Le régime a exécuté la sentence tôt le lendemain matin.

Le lendemain, Donya Mohammadi, une femme kurde de 20 ans originaire d'Eyvan-e Gharb qui avait 18 ans au moment de son arrestation, et Khodad Mohammadi, enseignant kurde à la retraite et père de cinq enfants originaire de la même région, ont été exécutés à la prison centrale d'Illam dans deux affaires distinctes. Tous deux avaient été emprisonnés pendant environ deux ans avant leur exécution le 19 août. Aucune des deux exécutions n'avait été annoncée publiquement par les médias d'État.

Également le 19 août, Mohsen Darabi, prisonnier kurde originaire de Kermanshah, a été exécuté à la prison centrale d'Ispahan pour des accusations liées à la drogue. Il avait été transféré à l'isolement avant l'exécution et a été mis à mort aux côtés de plusieurs autres prisonniers condamnés dans des affaires distinctes liées à la drogue. Son exécution n'a pas été annoncée publiquement par le régime.

Le 23 août, Ardalan Sabzi Balkhkanlou, prisonnier kurde de 38 ans et père d'un enfant, a été exécuté à la prison de Makou après environ quatre années d'emprisonnement.

Le 10 août, les gardes-frontières du régime ont abattu Mohammad Towhid-Panah, un kolbar de 25 ans originaire de Saqqez, dans la zone frontalière de Hangeh-ye Zhal à Baneh. Les forces frontalières ont ouvert le feu à courte

distance sur un groupe de kolbars sans avertissement préalable, tuant Towhid-Panah sur place. Il s'était marié environ quatre mois plus tôt et son épouse était enceinte.

Trois jours plus tard, Musa Zibapour, kolbar kurde originaire de Piranshahr et père de trois enfants, a été tué par des tirs directs des gardes du régime près de Baneh. Les forces frontalières ont ouvert le feu sans avertissement vers 16 heures le 13 août, le tuant sur place.

D'autres kolbars ont été grièvement blessés au cours des premiers jours d'août. Goran Khedri a été blessé par balle par les gardes-frontières le 4 août, tandis que Hassan Mostafazadeh a été blessé par balle le lendemain dans la même zone frontalière de Hangeh-ye Zhal et a dû être transféré vers un établissement médical à Tabriz en raison de la gravité de ses blessures. Bakhtiyar Amini, père de trois enfants originaire de Baneh, a été grièvement blessé à la jambe par l'explosion d'une mine terrestre dans la même zone frontalière.

Le 18 août, Milad Tabad, kolbar de 28 ans originaire de Marivan et père d'un enfant, est mort des suites de blessures infligées lorsque les forces frontalières du régime lui avaient tiré dans la tête près d'un an auparavant. Tabad avait été atteint par balle le 25 août 2025 dans les hauteurs frontalières de Tateh alors qu'il ne transportait aucune marchandise. Il a passé des mois en soins intensifs et est resté dans un état physique précaire avant de succomber à ses blessures le 18 août.

Le 19 août, les forces frontalières du régime ont tué Yousef Mamehpour dans la zone frontalière de Barda Spian, près de Sardasht. Mamehpour, un Kurde de 30 ans originaire du village de Vardeh et père d'un jeune garçon,

transportait du bétail vers la Région du Kurdistan d'Irak lorsque les forces ont ouvert le feu. Une balle l'a atteint au niveau du rein et de l'abdomen et il est mort de ses blessures. Un autre civil kurde a été grièvement blessé au cours de la même fusillade.

La mort de Mamehpour reflète la réalité économique des communautés kurdes frontalières, où le travail de kolbar, le déplacement de bétail et le petit commerce transfrontalier se chevauchent fréquemment. Pour les familles de ces régions, ces activités restent une importante source de revenus, mais les forces du régime continuent de traiter ces routes comme des zones de sécurité dans lesquelles des civils kurdes non armés risquent d'être la cible de tirs meurtriers.

La violence a également touché des civils kurdes loin de la frontière. Le 20 août, Pouria Naderi, un Kurde yarsani de 29 ans originaire de Kermanshah, qui avait auparavant été arrêté lors du soulèvement Jin, Jiyan, Azadi, a été tué lors d'une opération des forces du ministère du Renseignement à Kermanshah. Naderi avait auparavant passé plusieurs mois en détention de sécurité et était resté sous la pression des services de sécurité. Un affrontement armé a éclaté après que les forces du renseignement l'eurent encerclé, faisant un mort, Naderi, et deux blessés parmi les agents du renseignement.

Le régime iranien a arrêté ou détenu au moins 66 citoyens kurdes au cours du mois d'août, les opérations étant concentrées dans l'ensemble du Rojhelat, notamment à Mahabad, Boukan, Marivan, Kamyaran, Piranshahr, Oshnavieh, Urmia, Sardasht, Senna, Divandarreh, Takab et Ilam.

L'une des premières opérations

d'envergure s'est déroulée autour de Marivan et Kamyaran. Le 4 août, Jamal Rostami, 57 ans, membre fondateur d'une organisation caritative locale, a été arrêté à Kamyaran. Deux jours plus tard, les forces de sécurité du régime ont encerclé le village de Ney près de Marivan et ont arrêté Saman Khosravi, Hawre Parvazeh, Arya Maroufi, Zanyar Asvar, Poshtivan Tatar et Saro Roshani. Plusieurs de ces hommes étaient engagés dans des activités environnementales ou communautaires.

À Mahabad, Shirzad Payaniani, 32 ans, a été arrêté le 3 août après que des forces du ministère du Renseignement (Ettela'at) eurent perquisitionné le domicile de sa famille sans présenter de mandat. Le lieu où il était détenu n'a pas été divulgué après son arrestation. Le lendemain, Bahman Modirzadeh, membre du conseil municipal de Qotur, a été arrêté par les forces de renseignement des Gardiens de la révolution. Son arrestation faisait suite à une activité en ligne s'opposant aux exécutions.

L'Organisation Hengaw pour les droits humains a également signalé l'arrestation de Zanyar Fathi à Marivan, tandis que Rahim Hassanpour a été arrêté à Sardasht et transféré dans un centre de détention du renseignement des Gardiens de la révolution à Urmia. Le militant écologiste Awat Karami, connu pour son travail lié à la protection des forêts du Zagros, a été violemment arrêté à son domicile de Negel, près de Senna. Seyed Latif Sabri a ensuite été arrêté à Mahabad.

La répression a également touché des militants kurdes en dehors du Rojhelat. Shahriar Shams, ancien prisonnier politique et militant étudiant, a été arrêté à Téhéran le 11 août. Dans la province d'Ilam, Arian Tarvand, 21 ans, a été violemment arrêté par les forces de renseigne-

ment des Gardiens de la révolution à Mehran le 12 août. L'arrestation de Tarvand a fait suite à une opération du renseignement des Gardiens de la révolution à son domicile.

À la mi-août, le régime avait élargi la répression à Boukan, Miandoab, Mahabad et Oshnavieh. Le Kurdistan Human Rights a également indiqué qu'au moins 11 citoyens kurdes avaient été arrêtés dans ces quatre zones entre le 13 et le 15 août, dont Sediq Karimi, Masoud Alani, Kohneh-Ghaleh, Hadi Azizi, Omid Chavbazi, Amir Soleimani, Mohammad Hajizadeh, Shwana Divazi, Loghman Ghorbani, Rahman Khouzan, Esmaeil Badsar et Zakaria Badsar.

Des enfants ont également été entraînés dans les opérations de sécurité. Le 16 août, les forces de renseignement des Gardiens de la révolution ont fait irruption dans le village de Kachaleh, près d'Urmia, et ont arrêté Eyvaz Behnamoun, Shaban Ahmadvash et Ebrahim Ahmadvash. Bafirin Ahmadvash, une enfant kurde, a également été arrêtée au cours de l'opération.

À Piranshahr, Nazanin Hosseinpour, 34 ans et mère de deux enfants, a été arrêtée le 16 août après avoir été convoquée au bureau du ministère du Renseignement. Elle s'est vu refuser l'accès à un avocat et les visites de sa famille. Son père serait affilié à un parti d'opposition kurde hors d'Iran, ce qui inscrit son cas parmi plusieurs arrestations du mois d'août au cours desquelles des proches de personnalités politiques ont eux-mêmes été soumis à la pression du régime.

Une autre famille a été visée à Divandarreh. Maryam Moradian, Sirous Hamidi et leur fille de 16 ans, Kurdia Hamidi, ont été arrêtés le 14 août et placés en détention. Kurdia a été libérée quatre

jours plus tard, tandis que ses parents restaient détenus sans accès à un avocat ni visites familiales au moment où leur affaire a été documentée. L'arrestation de la famille de Divandarreh concernait notamment leur fille de 16 ans.

Le régime s'en est également pris à des personnalités civiques et communautaires locales. À Mahabad, le membre d'un conseil de village Karim Rasouli a été arrêté, tandis que Farzin Khediripour et l'ingénieur municipal Mohammad Vatmani ont été arrêtés lors d'opérations distinctes. La militante civile Shirin Masoudi a été violemment arrêtée sur son lieu de travail le 19 août et transférée dans un centre de détention du ministère du Renseignement à Urmia, où elle s'est vu refuser l'accès à un avocat et tout contact avec sa famille. Masoudi a été arrêtée sur son lieu de travail à Mahabad.

Les activités culturelles et médiatiques ont également subi des pressions. Abed Alizadeh, militant kurde des médias originaire de Takab, a été arrêté après des années d'activité publique portant sur des questions sociales, des mouvements de protestation ainsi que sur la langue et la culture kurdes. À Mahabad, la blogueuse Seyran Arabi a été arrêtée par la cyberpolice après avoir publié une vidéo liée au chanteur kurde Mohammad Mamli, et sa page sur les réseaux sociaux a été mise hors ligne.

Une nouvelle vague a suivi les 23 et 24 août. À Piranshahr et Naqadeh, les forces du régime ont arrêté Soran Mahmoudi, Mohammad Danesh-Mayeh, Loghman Seyyideh ainsi que l'ancien prisonnier politique Salam Azari et les ont transférés vers des lieux non divulgués.

Mahmoudi et Azari avaient déjà fait l'objet de procédures liées à des liens présumés avec le Parti

démocratique du Kurdistan d'Iran.

À Oshnavieh, Sanan Farasati, Saadoun Dastari et Rahman Azarakhsh ont été arrêtés les 23 et 24 août par les forces du ministère du Renseignement et emmenés vers des lieux inconnus. Moloud Roosta et Kamran Jangoli ont également été arrêtés lors des opérations menées dans la région à la fin du mois d'août.

La répression a de nouveau atteint la province d'Illam les 23 et 24 août. Le chanteur kurde Amin Naseri a été arrêté après avoir été blessé par balle à la jambe lors d'une opération de sécurité. Younes Bakri, Yaser Havazizadeh et Rouhollah Gholami ont été arrêtés le lendemain sans mandat, sans accès immédiat à un avocat ni contact avec leur famille.

L'une des plus importantes affaires judiciaires du mois d'août s'est déroulée à Mahabad, où 16 habitants kurdes ont été condamnés au total à plus de 77 ans de prison. Abdullah Houshmand et Abdulrahman Qoveh ont chacun éclopé de sept ans et un mois. Douze autres accusés ont été condamnés à cinq ans de prison, tandis que Nazanin Elyasi, également connue sous le nom de Golaleh, a été condamnée à deux ans et Kamal Masoudi à cinq mois. Les chefs d'accusation comprenaient « rassemblement et collusion », une appartenance présumée au Parti pour une vie libre au Kurdistan (PJAK), « propagande contre l'État » et des activités sur les réseaux sociaux en soutien aux partis d'opposition kurdes.

À Boukan, Rahim Shilani et Azad Rasouli-Fard ont chacun été condamnés à deux ans de prison pour l'achat et la vente d'équipements satellitaires Starlink. Les deux hommes avaient été arrêtés le 30 janvier et transférés dans un centre de détention du ministère du

Renseignement à Urmia, où ils avaient été détenus pendant 52 jours. Pendant leur détention, ils s'étaient vu refuser l'accès à des avocats et les visites de leur famille et avaient subi des tortures physiques et psychologiques.

Dans une autre affaire à Boukan, Manijeh Khoshnoud, militante kurde de 58 ans, a été condamnée à trois mois de prison pour « propagande contre l'État ». Elle avait été arrêtée au domicile familial le 26 mai après que les forces de sécurité du régime

eurent perquisitionné la résidence sans mandat et saisi son ordinateur portable, son téléphone mobile et des livres. Elle avait déjà été condamnée à dix mois de prison en 2024 pour la même accusation générale.

The New York Times

David E. Sanger, Farnaz Fassihi, Eric Schmitt
Aug. 3, 2026

An Emerging Deal Between Iran and Oman to Reopen Hormuz Would Come at a Cost for Trump

The deal would address President Trump's most urgent political problem by allowing ships to move again. But it would give Iran strategic leverage it did not have before the war.

Iran and Oman are closing in on an agreement to reopen shipping traffic in the Strait of Hormuz, according to Iranian and American officials, but if the accord goes into effect it could come at a high price — ratifying Tehran's control over what, before the war, was an open, international waterway.

As described by officials familiar with the emerging accord, vessels heading into the Persian Gulf will transit a channel controlled by Iran, and close to its coast. Ships leaving the Gulf will travel on a channel near Oman.

Iranian officials say that while there will be no tolls charged the agreement includes a "service fee" to cover the environmental impact of the shipping, security for the cargo ships and tankers, and staffing. Revenues would be divided equally between Iran and Oman, two Iranian officials said.

But a U.S. official familiar with the negotiations said on Monday that the Iranian account was "not accurate," and said that any "temporary" routes established through the strait would not involve approvals or permissions by Iran, and would involve no tolls.

For President Trump, the deal, if it happened, could address his most urgent political problem allowing ships to flow again. For their part, Iranian

officials said the strait would remain closed, despite any agreement, until the U.S. lifts its naval blockade against Iranian ports in the Persian Gulf and both countries return to the 14-point plan laid out in the Islamabad memorandum of understanding.

The U.S. could ease the market pressure even further, some officials said, if it decided to issue exemptions on sanctions against Iran so it could legally sell and deliver oil.

But if, ultimately, Iran asserts continued control over the passageway, the opening might come with a geopolitical cost. Iranian officials say they are designing the accord to ratify their capacity to control the strait and therefore retain strategic leverage that they did not employ before the war.

Such restrictions would directly violate the goal set by Secretary of State Marco Rubio, who said repeatedly in recent months that the strait must return to the kind of open waterway that it was before the United States and Israel attacked Iran on Feb. 28.

"If we create a precedent in the Middle East where a nation state can decide that they are going to control an international waterway," he said recently at a meeting of Southeast Asian officials, "charge a toll and if you don't pay them blow up your ships, we have created a very dangerous

precedent, which will repeat itself in other parts of the world."

"What is at stake here is not simply the issue of what is happening in the Straits of Hormuz, it's a very fundamental principle about freedom of navigation," Mr. Rubio said, adding that "the rules which have underpinned 150 years of international trade and commerce are also threatened, and that cannot be allowed to happen."

Mr. Trump has said little about the emerging agreement, which was part of the return to negotiations that he said led him to call off a broad new attack on Iran over the weekend. The agreement gives Iran and Oman 60 days to negotiate the opening of the strait, but envisions that during that time the United States and Iran will resume discussions of the future of Iran's stockpile of 11 tons of enriched uranium, including about a half ton of fuel that is now near bomb-grade.

The United States is demanding that the fuel be diluted, so that it is not easily converted for use in weapons, and ultimately shipped to the United States or another nation where it can be disposed of or used in nuclear power plants.

A plan signed in mid-June by Vice President JD Vance and, separately, by Mr. Trump, led both men to declare enthusi-

astically that a nuclear accord would be negotiated in 60 days. But that deadline would run out in two weeks, and officials now concede that any negotiations, if they get started, will extend far into the fall, and perhaps beyond. In private comments, some officials doubt there will be a nuclear accord, and that Mr. Trump may simply declare, as he has suggested in the past, that Iran's stockpiles should remain buried under the rubble created after an air attack on three nuclear facilities in June 2025.

But getting the strait reopened is vital for Mr. Trump politically. And so despite Mr. Rubio's statements, the administration appears to be preparing the world for a reopening in which Iran exerts daily control over traffic.

"You'll find out today or tomorrow," Mr. Trump said of the emerging agreement at the White House on Monday. "They're going to go quickly one way or the other. It's not very complex."

The strait, he predicted, could be open "literally by tomorrow," a claim he has made many times in the past few months. "The first phase is the opening of the straits. The second phase will be the denuclearization," he said.

Yet inside the Pentagon, some senior officials appear skeptical of the emerging Omani-

Iranian arrangement, according to current and former officials who have been briefed on the concerns. Some worry that it amounts to capitulation to the Iranians. They note that on the route from the Gulf through the strait via Oman's waters, there are still so many mines that ships would need to coordinate with Iran to navigate it safely.

Some Iranian officials even voiced skepticism about whether or not the agreement would function as intended and remove the risk of another wave of U.S. attacks.

United States Central Command has been guiding ships through that route, but they are also under Iranian missile threat. President Trump has twice in two weeks called off a plan by Adm. Brad Cooper, the head of Central Command,

for a short, intense bombardment of the Iranian sites where those attacks originate and other military targets. But Mr. Trump has made no secret of his intense desire to reopen traffic in the strait, even if that means some kind of fee structure and some level of Iranian control.

Mahdi Mohammadi, a senior adviser to Iran's lead negotiator, told state television on Monday night that Iran and Oman have been negotiating for a resolution on how to manage the strait. He said the negotiations are separate from the war with the United States.

Iran has said that the U.S. violated the peace plan when it directed ships to go from the southern coast of the Strait near Oman. The language in the agreement was vague on

who controls the Strait. But then Iran also violated that plan, and opened fire on ships that were transiting the Gulf without its permission.

Ali Vaez, deputy Middle East program director for the International Crisis Group, said Iran is adamant about keeping its leverage over the strait because it sees it as its only achievement from the war and the deal with Oman will put Iran in a better place than it was prior to the current round of fighting.

"Whatever solution leaves Iran in control of the strait will be a very tough sell for Trump but there is also no military solution to remove Iran's control of the strait," Mr. Vaez said. "Trump's options are between an unwinnable war and an unpalatable peace."

David E. Sanger covers the Trump administration and a range of national security issues. He has been a Times journalist for more than four decades and has written four books on foreign policy and national security challenges.

Farnaz Fassihi is the United Nations bureau chief for The Times, leading coverage of the organization. She also covers Iran and has written about conflict in the Middle East for 15 years.

Eric Schmitt is a national security correspondent for The Times. He has reported on U.S. military affairs and counterterrorism for more than three decades. Contact him securely on Signal: [@eric-schmitt.36](https://t.me/eric-schmitt).



Aug 03, 2026

IOM says 200,000 Yazidis remain displaced 12 years after genocide

ERBIL, Kurdistan Region - Around 200,000 Yazidis remain displaced 12 years after the Islamic State (ISIS) committed genocide against the community in Shingal (Sinjar), the International Organization for Migration (IOM) chief in Iraq told Rudaw on Monday.

"In August 2014, between 250,000 and 400,000 Yazidis fled Sinjar during the invasion of Daesh. Of those displaced, we can estimate that about 150,000 Yazidis have returned to Sinjar," Pascal Reyntjens told Rudaw's Jafar Mubasher, noting that "we still have another 200,000 who are most likely still displaced, either in

the country... or abroad."

Monday marks 12 years since ISIS militants launched their assault on Shingal, killing an estimated 5,000 to 10,000 Yazidi men and elderly women, abducting 6,417 women and children, and forcing hundreds of thousands from their homes in what has been widely recognized internationally as genocide.

"Twelve years after what happened, we still have 2,500 Yazidis, mostly women and children, who are still missing," Reyntjens said.

The IOM mission chief said the largest group of Yazidis living abroad is believed to be in Germany, where an estimated 30,000 remain.

Reyntjens said the IOM runs reintegration and reparations programs to help families return to their home communities and rebuild their livelihoods. The organization also assists Yazidis whose asylum applications have been rejected in host countries as they plan their futures, including the possibility of returning to Iraq.

The following is the full transcript of the interview with Pascal Reyntjens:

Rudaw: From your organization's perspective, what is the current situation of migrants from Sinjar?

Pascal Reyntjens: First and foremost, thank you for receiving me in your show and this commemoration. I think it's very important to commemorate what happened 12 years ago. To your question, basically, we remember that in August 2014, between 250,000 and 400,000 Yazidis fled Sinjar during the invasion of Daesh.

Of those displaced, we can estimate that about 150,000 Yazidis have returned to Sinjar,

though we still have another 200,000 who are most likely still displaced, either in the country, either abroad, so some of them are in the camps in KRI or in other informal sites. Also, to be noted that, as I speak, 12 years after what happened, we still have 2,500 Yazidis, mostly women and children, who are still missing. The main point also is to mention the fact that this year we also do celebrate the five years of the Yazidi survivor law, which is de facto an important legal instrument that tentatively needs to be put in place in an enhanced manner very soon.

So, many Yazidis have been supported in order to claim their rights linked to this law.

What do your statistics say about Yazidi displaced persons and migrants?

Well, basically we know that the main population in terms of Shingalis outside of the country are living in Germany mainly. The statistics, which are not official, it's an estimate, we talk about something like 30,000 who are still in Germany.

As I said a bit earlier on, we know that something like 200,000 have not returned yet to their place of origin.

What assistance does IOM provide to Yazidis?

Well, basically, it's a variety of assistance. I think that the need to commemorate the terrible events is there. So, we do work at the community level to make sure that everyone will remember what happened in 2014. We also make sure that, as mentioned earlier on, we have the Yazidi survivor law.

We do accompany Yazidis in order to put their claim properly towards the authorities. So, we have a specific legal team who is following up with individuals so that they can put in their claim. But what we also do, and I think is important, I mentioned the number of people who are still displaced, we also try to have a top-down approach as well as a bottom-up.

So, basically, what we try to do is to listen to the Yazidis, to their own hopes and expectations, knowing that when Daesh left Sinjar, basically, the entire city had and still needs to be rebuilt. But it's not only the infrastructure that needs to be put in place, it's the entire social setting, including schools, on the one hand, but also teachers, access to health care, but also specialists. And basically, to succeed in doing so, the ap-

proach that we are having is to listen to the concerns, the needs, but also the hopes of the Yazidi survivor when they envisage to return to Sinjar, and then to make sure that we try to align as much as we can our actions in that direction to favor the return to Sinjar as a first option.

Some countries are deporting some Yazidis, what do you do for these people?

Yeah, all right. So, yeah, I mean, one of the realities is that you have the legal framework that is around people who have fled, in this case, the Daesh issues, and who did not obtain, as I speak, or did not have a full administrative situation in the host country. We have, as IOM, what we call the reintegration and reparation programs, which are there to support families, households, to travel back to their place of origin, to support them in terms of livelihood.

And as I said earlier on, it's the same for the ones who are coming from abroad, and the ones who didn't go outside of the country. We do support them in terms of legal follow-up of their case, so that they can be recognized as survivor, so that they can also move towards rebuilding a future, and also that they keep re-

membering the past in order to build a better future for them, for their families, and so on.

Some countries also do not grant asylum rights to Yazidis, what can you do for them?

Well, basically, when it comes to asylum rights, some of the Yazidis have obtained the asylum and the protection under international law in a third country.

I mean, some of them in Germany, some in other countries. Well, in this case, basically, it's the choice of the individuals at some point to decide to return, they don't have to leave to come back. But if they do so, IOM still will be there to support the legal framework once they are back.

Now, if it's to obtain protection abroad, based on international protection linked to the refugee status, we are not directly dealing with it. It's a matter of, in many instances, from the authorities in the host countries with their own asylum system. What we can do, basically, is to be next to the people who, unfortunately, would receive negative answers from this country, and we'll have to envisage their future differently and tentatively back in the country.

Kurdistan au féminin

Le Kurdistan à travers le regard féminin

Kaf1
04 Août 2026

Holly Mason Badra : Je veux que les Kurdes soient vus dans toute leur intégralité

Dans cette interview pour The Amargi, je me suis entretenu avec l'écrivaine, universitaire et éditrice kurde-américaine Holly Mason Badra pour discuter de son anthologie marquante, *Sleeping in the Courtyard* :

Contemporary Kurdish Writers in Diaspora.

Réunissant poésie, fiction et essais d'autrices kurdes contemporaines et d'autrices non binares, ce recueil constitue un puissant acte de pré-

servation littéraire et de solidarité. Notre conversation a exploré la richesse et la diversité de la littérature kurde, les nuances du déracinement et du sentiment d'appartenance au sein de la diaspora, ainsi que l'impérieuse néces-

sité de dépasser les représentations médiatiques occidentales qui réduisent trop souvent la vie kurde au conflit et au statut de victime.

Amargi [TA] : Après avoir lu d'autres interviews, j'ai

eu l'impression que l'édition de ce livre était aussi un cheminement personnel. En tant que personne d'origine kurde vivant en diaspora, vous avez évoqué le désir de renouer avec vos racines et votre communauté. Comment ce cheminement s'est-il déroulé depuis la parution du livre ?

Holly Mason Badra [HMB] : Même en travaillant sur l'ouvrage « *Sleeping in the Courtyard* », je me suis sentie plus proche de la culture et de la communauté kurdes. Nombre des autrices présents dans ce livre sont devenus comme une famille. Nous partageons nos histoires et nos faiblesses. Nous nous protégeons les unes les autres. Nous pansons nos blessures et nous nous réjouissons de nos joies respectives.

Depuis la parution du livre, son impact s'est considérablement accru sur internet, les Kurdes partageant leurs impressions et leurs liens avec l'ouvrage, que ce soit en ligne ou lors d'événements. La communauté kurde avec laquelle j'ai été en contact grâce à ce livre a manifesté un grand enthousiasme pour ce recueil.

Je pense que l'approche intersectionnelle qui consiste à se concentrer sur les femmes kurdes et les écrivains non binaires a une portée multiple, touchant à la fois ceux qui s'intéressent à la littérature, ceux qui se soucient des expériences et des droits des femmes kurdes, et ceux qui se soucient de la préservation et de la reconnaissance de la culture kurde en général.

Pouvoir entrer en contact avec la communauté kurde grâce à ce livre a été incroyablement enrichissant et apaisant pour moi, en tant que Kurde de la diaspora.

TA : Un aspect crucial et unique de ce livre réside dans son incroyable diversité, tant au niveau des

formes littéraires que des thèmes abordés. Aviez-vous l'intention de présenter cette grande variété de styles et de thèmes dès le départ, ou s'est-elle développée naturellement au fil du temps ?

HMB : Dès le départ, il était essentiel pour moi que le livre s'oppose à tout stéréotype monolithique sur les Kurdes et les femmes kurdes en particulier. Pour ce faire, il me fallait proposer une diversité de voix, de styles, de perspectives et de contenus. J'étais ravie de pouvoir inclure des œuvres formellement novatrices comme les poèmes de Tracy Fuad, « *Object Exercise* » et « *Jin-Jiyan-Azadî* », l'essai de Maha Hassan, « *In Anne Frank's House* », l'entretien oral de Meryem Rabia Uzumcu, « *Family Rashomon* », et des pages du roman graphique de Rooz Mohammed, « *Between Two Rivers* ».

Je souhaitais présenter des œuvres qui, ensemble, permettraient de communiquer l'étendue de la littérature et de la vie kurdes.

TA : De nombreux Kurdes estiment que les médias occidentaux ont souvent une vision très réductrice et monolithique de la communauté kurde, ne s'y intéressant généralement qu'en temps de guerre ou de troubles politiques. Récemment, des personnalités comme le footballeur Deniz Undav et le champion du monde WBC des poids lourds Agit Kabayel ont remis en question cette perception en attirant l'attention du monde entier grâce au sport.

Selon vous, que faut-il de plus pour élargir la perception occidentale de l'identité kurde, et quel rôle voyez-vous pour la littérature dans ce processus ?

HMB : Oui, exactement ! J'aspire tellement à ce que les

Kurdes soient reconnus au-delà de la guerre et de la dévastation. L'Occident les réduit souvent à leurs terres, leur pétrole et leurs montagnes. Je veux que l'on voie les Kurdes dans toute leur complexité et leur richesse.

Je pense que le paysage littéraire est un espace où les écrivains kurdes peuvent offrir des représentations plus nuancées de la vie, des expériences et des terres kurdes. Il y a plus que la simple fracture. Ils devraient aussi percevoir la complexité d'une vie queer et kurde, que ce soit sur papier ou à l'écran.

Bien sûr, la beauté et la complexité ne devraient pas être les seuls critères permettant de définir l'humanité d'un peuple, mais il n'en reste pas moins que des récits plus nuancés de la vie et de la diaspora kurdes suscitent une plus grande attention de la part des publics non kurdes. Notre travail artistique mérite d'être reconnu. Artistes, écrivains, créateurs, universitaires, féministes, nous devons nous soutenir mutuellement.

TA : Et comment pensez-vous que les voix spécifiques de « *Sleeping in the Courtyard* » — en particulier les femmes et les auteurs non binaires — remettent en question ces récits occidentaux simplistes ?

HMB : Ce livre donne la parole aux écrivaines kurdes elles-mêmes. Je m'intéresse beaucoup moins aux livres et aux films sur les Kurdes qui ne sont pas réalisés par des Kurdes. Je souhaite que chaque Kurde puisse s'exprimer librement.

Ce faisant, nous passons des affirmations générales à des récits plus précis. Nous nous éloignons des expériences x, y, z vécues par « *tous les Kurdes* » ou « *toutes les femmes kurdes* » pour parvenir à une véritable compréhension des expériences

kurdes nuancées, spécifiques et individualisées. Dans cet ouvrage, les contributions de différentes autrices s'harmonisent tout en soulignant la singularité et la diversité des points de vue. L'émancipation m'intéresse. Et les œuvres de ce recueil, dans toute leur richesse, sont des instruments de pouvoir.

TA : Il existe un débat de longue date au sein des cercles littéraires kurdes entre les « instrumentalistes » — qui estiment que la littérature doit strictement servir la libération sociale et politique — et ceux qui prônent « l'art pour l'art ».

Quel est votre avis sur cette tension, notamment en tant qu'éditeur travaillant sur une anthologie qui aborde des thèmes à la fois profondément personnels et politiques ?

HMB : Oui, j'ai assisté il y a quelques années à une conférence en ligne sur la littérature kurde où un intervenant affirmait qu'une œuvre ne pouvait être considérée comme de la littérature kurde si elle n'abordait pas directement « *la question kurde* » (c'est-à-dire les souffrances, le génocide, la fragmentation, l'occupation, la politique, etc.). Je comprends ce raisonnement, mais je n'adhère pas à cette théorie.

L'œuvre de Balsam Karam, par exemple, ne mentionne pas explicitement l'identité kurde, et pourtant, connaissant son contexte culturel et l'existence kurde, nous pouvons y déceler des éléments kurdes. Dans son roman « *Event Horizon* » (que je suis ravie de retrouver dans ce recueil), il est impossible de ne pas voir en ces femmes en prison des figures kurdes, notamment lorsqu'elles se relaient pour être battues afin de protéger les plus vulnérables, à l'image des liens de sororité kurdes qui transcendent les liens du sang. Parallèlement, on peut

peut-être les percevoir comme représentant d'autres groupes de femmes marginalisées, ce qui confère à ses récits une force particulière.

À mon sens, suggérer que la littérature kurde soit cantonnée à un rôle précis risque de servir les intérêts de l'opresseur. Pourquoi les écrivains kurdes ne pourraient-ils pas explorer la nature, la culture populaire, la sexualité, le capitalisme et d'autres thèmes encore, au-delà des attentes ?

TA : Pensez-vous que le fait d'écrire sur l'identité personnelle, la joie ou l'intimité puisse constituer en soi un acte politique radical pour un écrivain kurde, ou voyez-vous une ligne de démarcation nette entre les deux camps ?

HMB : Je pense que le fait de considérer les écrits sur l'identité personnelle, la joie et l'intimité comme radicaux ou politiques témoigne de

notre histoire marquée par le génocide, le linguicide, la répression culturelle, l'oppression et la criminalisation. J'estime qu'explorer des sujets tabous en littérature est un acte de libération.

Cette question m'évoque aussi le roman d'Ava Homa, « *Daughters of Smoke and Fire* » (dont des extraits figurent dans ce recueil), et la façon dont, avant leur exécution par l'État iranien, les prisonniers kurdes mangent du cho-

colat. Pour moi, c'est emblématique de l'esprit kurde, et cela illustre mon propos : nous devons écrire ce que notre cœur aspire à écrire, sans nous sentir obligés de nous conformer à des normes. Face à la destruction, nous pouvons aussi nous tourner vers ce qui nous fait du bien. Ils veulent nous effacer ; nous sommes là. Écrivons dans toutes les directions.

**Par l'universitaire
Azad Welat**



RFI
04 Août 2026

Le président du Kurdistan irakien en visite en Syrie pour relancer l'intégration des Kurdes

Le président du Kurdistan irakien, Nechirvan Barzani, est arrivé à Damas, lundi 3 août, pour sa première visite en Syrie depuis la chute de Bachar el-Assad fin 2024. Alors qu'il fait parti des principaux parrains de l'accord négocié entre les Forces démocratiques syriennes (FDS) et les nouvelles autorités syriennes le 29 janvier dernier, ce dernier s'est entretenu avec le président Ahmed al-Charaa. Sa visite a pour but de favoriser l'intégration des Kurdes au sein des nouvelles institutions du pays.

Signé le 29 janvier après des affrontements entre les forces gouvernementales et les Forces démocratiques syriennes (FDS), l'accord prévoyait l'intégration des forces à majorité **kurde** dans les nouvelles institutions nationales. Mais, six mois plus tard, cette intégration reste très partielle. Selon une source officielle syrienne à l'AFP, le déplacement de Nechirvan Barzani vise précisément à faire le point sur l'application de cet

accord et sur « les mesures d'intégration des FDS au sein du gouvernement ».

Si quelques postes ont été proposés à des gradés kurdes, le processus reste limité. En cause, selon Kerim Kamar, représentant en France de l'Administration autonome du Nord et de l'Est de la Syrie (Aanes) : une divergence d'interprétation entre les deux parties. « Pour le gouvernement syrien, l'intégration concernait le fait que les membres des FDS viennent individuellement intégrer l'armée syrienne », explique-t-il. « Or, pour les forces kurdes, l'intégration signifiait rejoindre le ministère de la Défense tout en conservant leur propre division, et donc entrer dans l'armée en tant que telle », poursuit ce dernier.

Après la chute de Bachar el-Assad, les nouvelles autorités ont cherché à réunifier le pays. Sous la pression militaire de Damas, les forces kurdes ont dû se retirer de larges pans du

nord de la Syrie, abandonnant notamment l'aéroport de Qamichli et les champs pétroliers, principale **source de financement de l'administration autonome**.

À lire aussi Syrie: Damas et les Kurdes du nord du pays annoncent un accord « global »

Un retour des déplacés, mais une insécurité persistante

L'avancée des forces gouvernementales a permis de rétablir une relative unité dans le nord-est de la Syrie. De nombreux Kurdes déplacés depuis plusieurs années ont ainsi pu regagner leurs villes d'origine.

Pour autant, la peur demeure, affirme Kerim Kamar. « Il y a toujours un sentiment d'insécurité parce que les forces du gouvernement syrien, c'est un amalgame de groupes ethniques, de groupes djihadistes et de milices pro-turques. Ces groupes, qui sont toujours payés par la Turquie, rendent la vie

de ces Kurdes très, très difficile au quotidien », reprend celui-ci.

Selon lui, certains enseignants kurdes sont empêchés d'exercer et l'enseignement de la langue kurde est parfois interdit dans les écoles. Plus largement, l'accord du 29 janvier tarde encore à produire des effets concrets dans la vie quotidienne des habitants.

À l'issue de la rencontre, Nechirvan Barzani a réaffirmé son « soutien à une Syrie stable et unie, où les droits de toutes les composantes ethniques et religieuses sont préservés ». Les deux dirigeants ont également insisté sur la nécessité de renforcer leur coordination, notamment économique, afin de contribuer au « renforcement de la paix, de la sécurité et de la stabilité dans la région ».

À lire aussi Moyen-Orient: le Kurdistan irakien, cible à « bas coût » pour le régime iranien

LA DÉPÊCHE

05 Août 2026

Le génocide yézidi commémoré à Montauban

Il y a 12 ans, le 3 août 2014, l'organisation Etat islamique attaquait les monts Sinjar, en Irak, en vue d'éradiquer la communauté yézidie. Une date tragique commémorée par la communauté kurde de Montauban.

Mardi après-midi, à l'invitation de l'association mondiale des

victimes du génocide kurde (AMVGK France) présidée par le Montalbanais Tchiayi Emin, une cérémonie avait lieu au jardin des Plantes, au pied de l'olivier de la paix planté en mars 2025 par la Ville de Montauban pour honorer la mémoire de toutes les victimes du génocide kurde.

Didier Lallemand, maire de la cité d'Ingres était présent ainsi que Pierre-Henri Carbonnel, député ; Clarisse Heulland, conseillère départementale et Mgr Alain Guellec, évêque de Montauban.

Tchiayi Emin a lancé «un appel solennel aux députés, sénateurs, au gouvernement et

au président de la République : reconnaissez officiellement les génocides subis par le peuple kurde. Cette reconnaissance ne changera pas le passé mais elle transformera l'avenir. Elle dira aux victimes qu'elles n'ont pas été oubliées et aux survivants qu'ils ne sont pas seuls».

LA CROIX

07 Août 2026

Huit ans après leur fuite, les Kurdes rentrent en Syrie

Les premiers Kurdes d'Afrin rentrent chez eux, des années après l'offensive turque. Les autorités syriennes ont déjà organisé neuf convois de rapatriement.

Les deux chatons roux dépassent à peine du carton qu'Aydar serre contre lui. « Je ne pouvais pas les abandonner », glisse ce jeune de 17 ans en descendant de l'un des bus qui ramènent des familles kurdes déplacées dans leur région d'origine, à Afrin. Aydar n'avait que 9 ans lorsque les siens ont fui cette enclave à majorité kurde du nord-ouest. Après huit années passées à Hassaké, dans le Rojava, le territoire autonome du nord-est de la Syrie, lui et les siens rentrent sans savoir ce que leur réserve l'avenir. « Pour mes études, c'est trop tard. J'ai besoin de travailler. Beaucoup de choses nous ont été enlevées. On a tellement perdu... », murmure-t-il, fatigué et tendu.

L'accord conclu fin janvier avec les Forces démocratiques syriennes (à dominante kurde), destiné à réintégrer le nord-est dans les institutions syriennes, prévoit le retour des déplacés kurdes dans leur foyer. À ce jour, neuf convois ont été organisés dans la région d'Afrin, permettant à environ 15 000 d'entre eux de rentrer. Une goutte d'eau quand 150 000 à 200 000 avaient fui lors de l'offensive turque de 2018, menée avec des factions syriennes alliées. Depuis, des dizaines de milliers de déplacés venus notamment de la Ghouta (périphérie de Damas), de la région d'Alep et d'autres régions arabes ravagées par la guerre, se sont installés à Afrin, bouleversant sa démographie en profondeur.

« Leur réintégration est une priorité », assure Imad Al Naémé, directeur des affaires sociales du conseil local d'Afrin, où responsables

arabes et kurdes siègent ensemble dans une volonté affichée de rétablir une gouvernance plus inclusive. Pour Damas en effet, Afrin est un test quant à sa capacité à rétablir son autorité dans une région longtemps dominée par des factions armées et à garantir les droits de la minorité kurde, avec laquelle les tensions restent fortes.

À l'ombre d'un bus, sur le gros rond-point de l'entrée de la ville, une vieille femme se repose, assise sur le trottoir. « C'est indescriptible. Revenir... C'est un sentiment de libération, même si on n'a plus rien », confie sa fille, qui l'accompagne. Leur habitation de Jindires, au sud d'Afrin, a pourtant été détruite. Un logement provisoire dans un camp vidé de ses anciens occupants leur a été attribué. Car pour beaucoup, revenir ne signifie pas retrouver un foyer. « Certains possèdent une maison, des terres agricoles, des oliveraies, mais

celles-ci sont occupées. D'autres retrouvent une habitation détruite ou inhabitable. Il faut faire du cas par cas, tout reconstruire, tout rééquiper », explique une employée kurde chargée d'enregistrer les personnes revenues.

Des associations kurdes leur versent 2 000 dollars (1 733 €) pour les aider à redémarrer. Avec l'appui des autorités locales, des médiations ont été engagées pour régler les centaines de litiges fonciers. Des familles kurdes acceptent de signer un bail aux actuels occupants ; d'autres les indemnisent – quelques centaines, voire des milliers de dollars – pour qu'ils quittent les lieux. Ce que des ONG dénoncent comme une « rançon foncière ». « Trouver un dédommagement pour que ces derniers puissent se reloger ailleurs accélère le processus », justifie Imad Al Naémé. « Les familles doivent faire authentifier leurs titres de propriété avant de pouvoir saisir les

commissions locales ou les tribunaux », ajoute Fouad Manan, vice-président des affaires sociales du conseil local d'Afrin.

Dans un café récemment ouvert, un homme d'une cinquantaine d'années sert ses premiers clients. Kurde, il n'a jamais quitté la ville, se

contentant d'envoyer sa famille en Allemagne. Lui dit s'être « fait voler » deux appartements. « Ici, les milices gouvernaient chaque rue. Aujourd'hui, les barrages ont disparu ; la sécurité s'est améliorée, mais leur influence demeure en partie », dit-il. Ses logements sont occupés par des membres d'Al-Hamza, an-

cienne faction pro-turque aujourd'hui intégrée à la nouvelle armée syrienne, ainsi que leurs familles. « Je demande leur départ. On me promet : Aujourd'hui... demain... et rien n'arrive. Pire, ils m'ont menacé. »

Pour autant, le commerçant refuse de désigner un seul

coupable. « À Hassaké et à Rakka, des Arabes ont subi des injustices de la part des Kurdes. Ici, ce sont des Kurdes qui ont été opprimés par des Arabes. Chacun finit par vouloir se venger de ce qu'il a subi. Mais chacun a commis des erreurs. »

LA CROIX

17 Août 2026

Les Kurdes de Turquie tentés par le retour au pays

Ankara cherche à mettre fin à plus de quarante ans de guerre avec le mouvement kurde durant laquelle près de 50 000 personnes auraient péri et des centaines de villages ont été rasés. Malgré les incertitudes, des familles tentent désormais de se réinstaller sur leurs terres.

Des nœuds de fumée émanent du mont Djoudi. Ce n'est pas, ou plutôt ce n'est plus la guerre, mais des dizaines de familles rassemblées autour de barbecues. Ce versant turc de la frontière avec l'Irak a été pendant quarante ans le paysage escarpé d'un conflit entre Turcs et Kurdes, qui a fait entre 40 000 et 50 000 morts. Désormais, les enfants se laissent flotter dans la rivière. Les pères sont allongés, maillot de bain jusqu'aux chevilles, ventre à l'air.

Un téléphone passe de la variété kurde. On dirait même qu'Ahmet Abay prend racine, affalé qu'il est parmi des coussins colorés. Âgé de 67 ans, ce chef de famille fait plus vieux, suffisamment pour que ses prédictions aient valeur de sages prophéties. L'une d'elles est plus osée que les autres : « Le mont Djoudi redeviendra

kurde. »

Pour briser l'insurrection du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), qui prit les armes contre l'État turc à partir de 1984, les autorités avaient compliqué l'accès au Djoudi, dont le sommet culmine à 2089 mètres. Peu importe que la tradition musulmane considère que sept pèlerinages à son sommet valent celui de La Mecque. Cette terre est sacrée : d'après le Coran, et même pour les vieux chrétiens syriaques qui remplissaient ces collines avant leur extermination en 1915, c'est en haut de ce col que Noé aurait fait atterrir son arche.

Dans les grandes heures de la lutte armée, ce cadre accidenté a favorisé les insurgés. Prendre le maquis, c'était « aller à la montagne » disait-on. En représailles, l'armée turque a brûlé plus de 2 000 villages, contraignant les Kurdes de tout le sud-est de la Turquie à fuir vers les villes.

À la faveur d'un processus de paix engagé depuis fin 2024 entre Ankara et le mouvement kurde pour mettre fin au bain de sang, Ahmet Abay s'apprête, « enfin » dit-il, à

avoir raison : en juin, les Kurdes ont pu célébrer sans entrave leur fête millénaire en mémoire du Déluge. Le temps du repos, pour ce retraité qui vit de l'argent envoyé par ses fils, est presque venu.

Ahmet Abay se sait toutefois surveillé. Par la quinzaine de tours d'observation de l'armée turque visibles à l'œil nu depuis ses coussins. Par les contrôles de gendarmerie, qui arrêtent chaque véhicule. Mais aussi – c'est sa théorie – par ces Turcs envoyés ici comme enseignants, médecins ou fonctionnaires : autant d'« espions », estime-t-il dans une région à composante quasi exclusivement kurde.

Ce sentiment de siège est partagé par la totalité des interlocuteurs rencontrés par La Croix. Les combattants kurdes, perçus comme des « terroristes » par les Turcs et leurs alliés, ont été contraints d'aller s'établir dans le nord de l'Irak et de la Syrie. Le fief du PKK a été brisé, ses chefs mis en prison, ou tués. Même la contrebande a été asséchée. La guerre, sur le terrain militaire, est perdue depuis longtemps par la guérilla.

Les précédentes tentatives de négociations s'étaient soldées par des échecs, et avaient provoqué le retour des échauffourées. Cette fois-ci, la supervision des discussions par Abdullah Öcalan – le fondateur du PKK, dont l'aura est celle d'un demi-dieu malgré son incarcération depuis 1999 – laisse entrevoir l'espoir d'un retour sur ces terres longtemps interdites. L'émanation légale du mouvement, le parti DEM, promet « une nouvelle ère qui remplacera les armes par la politique et le conflit par le droit ».

Mais tous n'y croient pas. Les Kurdes représentent le quart de la population de Turquie, soit 15 à 20 millions de personnes et presque autant d'opinions différentes. Certains ont été déracinés, partis s'établir à Istanbul ou à l'étranger. La langue, le kurmandji, s'est déjà perdue chez la jeune génération. Les familles restées dans les zones urbaines de la région y sont moins exposées. Pour elles, le timing paraît plus opportun.

Ahmet Zeybek, l'élégant mukhtar (sorte de maire local) du village de Yogurtçular, qu'il appelle Hestan (par

son nom en kurde), reçoit de plus en plus d'appels. « Comment c'est sur place ? », lui demandent les déplacés. Lui, toujours en chemise blanche repassée, répond que les conditions sont « presque réunies » et suggère de venir voir par soi-même. « On vit sous surveillance, mais il n'y a pas violence », assure-t-il sous une branche de chêne.

La zone dont il a la charge, à flanc de coteau, est quadrillée par l'armée turque et les sangliers. L'effet combiné de ces deux occupants empêche de faire paître les troupeaux dans certains secteurs délimités. À table, on parle du Kurdistan comme d'un pays

blesse, à qui l'espoir d'un État a été confisqué.

Les retours se font au compte-goutte et commentent à chaque fois par des visites préliminaires pour déterminer l'étendue du chantier à venir. Dans les années 2000, les autorités turques avaient fourni ciment et matériaux nécessaires à la reconstruction de plusieurs maisons détruites. Il fallait pour cela reconnaître que c'étaient bien les « terroristes » qui en avaient causé la perte – et non les forces de sécurité turques. Ahmet Zeybek avait signé sans broncher. Sa maison a désormais trois niveaux, mais les financements n'existent plus.

Ce jour-là, des employés de la compagnie d'électricité sont en train d'installer des pylônes pour raccorder Yorgurtçular/Hestan. Il faut aussi refaire les routes ; Ahmet Zeybek attend d'interminables autorisations. Un voisin plaisante : « La bureaucratie est devenue notre ennemie. »

À quelques collines de là, la répression de l'État turc a longtemps fait d'Agaçyurdu une particularité statistique : après avoir été vidé, le village n'a plus compté qu'un habitant selon les registres officiels. Au printemps 2026, des familles de la région de Sîrnak ont décidé de le sortir de

sa solitude. Sur leur temps de congé, elles sont venues constater l'état de délabrement de l'endroit. Au premier jour, un groupe non identifié est venu, armé de pierres et de bâtons selon des témoins, pour les en dissuader.

La guerre est finie, mais la haine n'a pas disparu. Sur-tout, derrière eux, les déplacés de force ont laissé des terres et des maisons vides, créant, des décennies plus tard, un empilement d'inextricables conflits fonciers. Au conseil des anciens de statuer... si ses membres sont encore en vie.

The New York Times

Yeganeh Torbati, Leily Nikounazar,
Aaron Boxerman
Aug. 8, 2026

Iran Issues List of Demands, Dampening Hopes of Reopening Strait of Hormuz

The head of Iran's Supreme National Security Council said that the Strait of Hormuz would remain closed until the United States met certain conditions.

A top Iranian national security official delivered a sweeping set of demands on Saturday that he said the United States must meet before the Strait of Hormuz can reopen to maritime traffic, throwing the fate of the critical trade waterway into question.

Mohammad Bagher Zolghadr, the secretary of Iran's Supreme National Security Council, issued a [statement](#) carried by state media laying out multiple requirements for reopening the strait. He called for the United States to lift its naval blockade and sanctions on Iran, withdraw the U.S. military from around

Iran, pay war reparations and release frozen Iranian assets, as well as end attacks on Iran's allies in the region and threats against the country.

The White House did not immediately respond to a request for comment on Iran's demands. A previous cease-fire between Iran and the United States, agreed to in June, had said that sanctions would be fully lifted only in the event of a final deal regarding Iran's nuclear program. And U.S. officials have [said in the past](#) that Iran could access its frozen funds only if it committed to giving up its highly enriched

uranium first.

The statement from Mr. Zolghadr came as Iran and Oman have been negotiating an agreement on the future management of the Strait of Hormuz, which sits between the two countries. Iran effectively closed the strait in retaliation for being attacked by the United States and Israel in February.

Mr. Zolghadr's list of demands upended expectations that a deal with Oman would soon allow commerce to flow through the strait once more and ease global energy prices. They will likely put pressure on President

Trump to consider Iran's conditions if he wants to lower consumer prices for Americans, which pose a risk for Republicans ahead of November's midterm elections.

Even before Mr. Zolghadr's statement, Iranian officials had hinted on Saturday that the reopening of the strait was not imminent. Hossein Mohebbi, a spokesman for Iran's Islamic Revolutionary Guards Corps, said that reopening the strait was "not contingent on the Iran-Oman negotiations."

In comments [carried by Tasnim](#), an Iranian news outlet affiliated with the Guards,

Mr. Mohebbi said that it would depend “on the United States fully accepting Iran’s conditions.” He did not specify those conditions, other than to say that the United States must not interfere in Iran’s ongoing negotiations with Oman or other countries.

Abbas Araghchi, Iran’s foreign minister, said on Saturday that Iran and Oman were “very close” to an agreement, according to Tasnim.

“However, the reopening of the Strait of Hormuz is contingent on other conditions, including the United States compensating for its violations of the Islamabad Memorandum,” Mr. Araghchi was quoted as saying, referring to the cease-fire agreement that Iran and the United States signed in June.

The June agreement — a “memorandum of understanding” brokered by Pakistani mediators in Islamabad — called for the opening of the Strait of Hormuz and the temporary lifting of oil sanctions on Iran. Yet the deal’s language was vague, and the United States and Iran had differing interpretations of what it meant.

The United States backed a southern route for ships that skirted Oman’s coastline and avoided Iranian waters, and Iran responded by warning and striking ships that took that route. The cease-fire soon collapsed, and the United States reimposed its naval blockade of Iranian ports.

“The Americans were seeking to establish new routes through the Strait of Hormuz,

and despite the warnings issued by our country, they sought to undermine Iran’s management of the strait,” Mr. Araghchi said. “Therefore, any violation of the memorandum of understanding or of Iran’s management of the Strait of Hormuz is absolutely unacceptable to the Islamic Republic of Iran.”

Iran’s foreign minister, Abbas Araghchi, in Najaf, Iraq, on Monday, Credit...Anmar Khalil/Associated Press

Mr. Araghchi said that Iran and Oman were discussing a temporary route through the strait, and that the two countries’ militaries were negotiating the specifics. Officials familiar with the emerging deal have said it could formalize some of Iran’s claims of control over shipping in the waterway.

The comments by Iranian officials could be part of an effort to manage domestic political concerns. Mr. Araghchi and the Iranian president, Masoud Pezeshkian, have been under fire from hardliners who oppose any deal with the United States.

Raz Zimmt, an Iran expert at the Institute for National Security Studies, an Israeli research institute, said the comments by Mr. Mohebbi and Mr. Araghchi reflected Iran’s view that its negotiations with Oman were intended “at most” to work out how the waterway will be reopened in the future.

Even if Iran and Oman agree to specifics on the strait, “it is clear that Tehran will not agree to implement them without a return to the U.S. commitments under the memorandum, including lift-

ing the naval blockade and resuming the process of sanctions relief,” Mr. Zimmt wrote on social media.

On Saturday, the Emirati foreign ministry said an Iranian attack had targeted a tanker belonging to the state-owned Abu Dhabi National Oil Company as it crossed the Strait of Hormuz. The company said on Friday that at least 15 of its vessels were attacked in the waterway since the conflict began, leading to one death and 20 injuries among crew members.

In a statement, Oman’s foreign ministry on Saturday condemned “repeated attacks on ships transiting the Strait of Hormuz,” saying they constituted a violation of international law and territorial sovereignty.

The statement said that negotiations with Iran were “proceeding in a positive and constructive atmosphere” and urged “avoiding any actions that could affect these negotiations and the progress that has been achieved, which is to the benefit of all the parties.”

In an interview with Fox News on Saturday, Vice President JD Vance portrayed the United States as a player in Iran’s discussions with Oman, and said the talks were in “the middle of the game” — even though U.S. officials had previously said that a deal to reopen the strait was nearly in hand. It was unclear whether he was aware of Iran’s latest demands at the time of the interview.

“What we’re really working through now is how you can actually set up a traffic

scheme so that the ships that pass can pass through safely,” Mr. Vance said. “That includes of course demining, but it also includes a commitment from the Iranians that they’re not going to fire at commercial vessels.”

Mr. Vance did not say what the United States might concede to Iran as part of a possible deal. Instead, he argued that Washington holds major leverage over Tehran.

“They’re hurting in a big way,” he said. “They want this thing to be over. The question is whether they’re able, their system is able, to give the things that are necessary for us to be happy.”

Just over a dozen ships per day have navigated the strait over the past week, according to Kpler, a maritime data company. Before the war, an average of 130 ships used the route daily.

To avoid detection by the Iranian or American forces imposing blockades on the strait, some ships switched off the transponders that transmit their locations, making an accurate count of crossings difficult to compile.

Maggie Haberman contributed reporting.

With this article misstated the location visited by Abbas Araghchi, Iran’s foreign minister. The city of Najaf is in Iraq, not Iran.

Aaron Boxerman is a Times reporter covering Israel and Gaza. He is based in Jerusalem.

The New York Times

Anton Troianovski, Jonathan Swan,
Eric Schmitt, Julian E. Barnes
Aug. 8, 2026

The U.S. Is Burning Through Weapons in Iran. Russia and China Are Taking Note.

The Iran war has depleted U.S. weapons stockpiles, resulting in a significant erosion of firepower. A more drawn-out Iran conflict benefits Moscow and Beijing, some analysts say.

President Trump's war against Iran has depleted U.S. weapons stockpiles to troubling levels, siphoning supplies from Asia and Europe, according to senior officials.

The rapidly shrinking supply of air-defense missiles and other critical weaponry in Europe and Asia not only leaves the U.S. military less equipped, but could also leave Russia and China feeling emboldened should they contemplate a potential conflict with the United States, experts said.

Bombing Iran burned through thousands of multimillion-dollar missiles that contain precision parts from a global web of suppliers and can take years to produce. Defending against Iran's retaliatory barrages has worn down U.S. stocks of air-defense missiles to an extent that has privately alarmed top officials in the Trump administration and has led to the United States' delaying deliveries to European and Asian customers.

The Iran campaign has forced the Pentagon to rush ships, aircraft and air-defense units from across Europe and Asia to the Middle East, an effort with cascading consequences for equipment maintenance and troop morale, U.S. officials said. The result is a significant erosion of American firepower in those regions, a shift with

long-term implications that are a growing concern in the military and intelligence communities, senior U.S. and Western officials said.

Karoline Leavitt, the White House press secretary, said the United States has "more than enough firepower to carry out any operation the president orders at any time and place." But experts say the munitions crisis — part of which Mr. Trump inherited from President Joseph R. Biden Jr. — is almost certain to outlast his presidency.

Tom Karako, a senior fellow at the Center for Strategic and International Studies in Washington, said the depletion of munitions was a "generational annihilation of the means of conventional deterrence." The impact on how decisions are made in Beijing and Moscow, he said, could resonate for years.

"It's impossible for that not to have a significant effect on the decision calculus of Russia and China," said Mr. Karako, who has been tracking U.S. weapons stockpiles. "They may do something quite deliberate and at the time of their choosing, because keep in mind — we're going to take years to reconstitute."

In meetings in the lead-up to the Iran war, Gen. Dan Caine, the chairman of the Joint Chiefs of Staff, informed the

president of the risks of dipping deeper into drained stockpiles, according to two officials with knowledge of the exchanges. Mr. Trump still decided to go ahead, believing the war would be over quickly. A spokesman for General Caine declined to comment on his private conversations with the president.

After attacking Iran alongside Israel on Feb. 28, Mr. Trump repeatedly promised victory within weeks. More than five months later, he remains unable to bend Iran to his will, or even to find a way to end the war. The munitions shortage [is said to have played a role in persuading Mr. Trump to put aside](#) a major bombing campaign late last month. But it also shows how the president's decision to attack Iran has left the United States and its allies more vulnerable to other threats.

The Trump administration has worked with military contractors to try to accelerate and expand production. But even accounting for those efforts, it could take more than two years for the United States to replenish the more than 1,500 Patriot air-defense interceptor missiles that have been used in the Iran war. The current U.S. inventory of those missiles is fewer than 1,700, according to two people briefed on the stockpile who spoke on the condition of anonymity to discuss sensitive military

details.

Mr. Trump has been enraged about news stories covering the munitions shortages. He has ordered a massive leak hunt across his government and is demanding criminal prosecutions. He has told advisers in private that any discussion of the munitions crisis signals weakness to the country's enemies, and he continues in public to downplay the issue, deny it exists or blame his predecessor.

"Our defense companies are making more munitions than ever before, while rapidly expanding their plants and equipment at record levels," Ms. Leavitt, the White House press secretary, said in a statement. "Anyone entrusted with access to classified military information who leaks it to the media is betraying that trust and breaking federal law, and should be prosecuted to the fullest extent of the law."

Sean Parnell, the chief Pentagon spokesman, said reports of weapons shortages are false, adding that the United States has "everything required to strike at the time and place of the president's choosing."

The most immediate impact of the munitions shortage is being felt in Kyiv, the Ukrainian capital. President Volodymyr Zelensky of Ukraine said this week that the number of air-

defense missiles being provided to his country by Western allies had dropped three-fold this year compared with 2025. On Wednesday, Ukraine failed to intercept any of the 28 missiles fired by Russia, which killed at least 17 people. More interceptors, Mr. Zelensky said, “could have saved the lives of those killed today.”

The fundamental problem, analysts say, is that Russia has ramped up its missile production to a greater extent than Ukraine’s Western supporters have been able to manufacture air defenses. The Iran war exacerbated the mismatch.

Representative Jason Crow, a Colorado Democrat who sits on the House Armed Services and Intelligence Committees, said the “antiquated” U.S. defense procurement process “doesn’t allow us to actually keep pace with the rapidly evolving nature of warfare.”

“Frankly, our adversaries don’t have those hindrances,” Mr. Crow said.

The United States and its allies have begun to hoard air-defense missiles amid the global supply crunch. Mr. Trump, asked by a reporter in the Oval Office on Thursday about Mr. Zelensky’s plea for more missiles, shot back: “We want missiles too.”

Mr. Trump regularly insists that Mr. Biden’s support for Ukraine is to blame for any shortfalls in U.S. weapons stocks. He [said](#) on social media on Thursday that the United States had “massive amounts of ‘munitions,’ especially of certain types.”

It is true that the United States has a vast arsenal of less advanced munitions, including more than 100,000 guided bombs that are dropped from aircraft, according to the

Center for Strategic and International Studies. The problem with many of those weapons is that they have to be released close to their targets, putting more warplanes at risk of getting shot down.

High-end cruise missiles avoid that risk because they can be launched from hundreds of miles away. But the U.S. military largely exhausted its stocks of certain types of long-range missiles — such as the Army Tactical Missile Systems, or ATACMS, and Precision Strike Missiles — during the Iran war, officials said.

Long-range missiles would be critical in a war against China or Russia, countries with far more advanced air defenses than Iran. Both governments are tracking U.S. stockpiles closely, estimating them through public sources like the congressional budget process and defense contractor announcements, as well as via their spy satellites and other surveillance systems, according to a U.S. official familiar with defense intelligence.

“The situation is shaping up very favorably,” a popular Russian pro-war blogger, Aleksandr Kots, recently [wrote](#). “The less precision-guided weaponry the U.S. has, the less will reach Ukraine.”

Even if Mr. Trump’s successor wants to ramp up aid to Ukraine, Mr. Kots added, “doing so will be impossible with empty arsenals.”

The long-term impact of the depletion may be greatest in Asia, where the United States has long been preparing for the possibility of a Chinese invasion of Taiwan, the self-governing island that Beijing claims as its own. The U.S. military’s Indo-Pacific Command became a major source of munitions for the Iran war, with many of its Tomahawks

and other long-range missiles in the region — critical to a fight with China — transferred from its stocks.

Hundreds of advanced air-defense interceptors have been sent to the Middle East from South Korea and elsewhere in Asia, while a carrier strike group and some of the Navy’s highest-end destroyers were deployed from the region to support the Iran campaign. U.S. troops in South Korea would be more vulnerable in a war with North Korea because the Pentagon has redirected tactical surveillance assets to the Middle East and withdrawn air defenses, a U.S. official said.

The depletion has wide-ranging effects. In Asia, some U.S. officials fear that South Korea and Japan will doubt the ability of the United States to protect them with nonnuclear defenses, and will be more inclined to seek their own nuclear weapons to establish more credible deterrence. In Europe, U.S. allies are already looking to increase weapons purchases from other countries, given the production backlog in the United States.

Russia and China have long understood that the U.S. stockpile is limited, officials say, and now understand that inventories will take time to be refilled to levels that would allow for the execution of certain war plans. In that sense, a more drawn-out Iran conflict benefits Moscow and Beijing, some analysts said.

“The longer this war runs and the more we continue to exchange fire with Iran, the worse the munitions problem becomes for the United States, and the larger and more visible this window of vulnerability becomes,” said Todd Harrison, a defense analyst at the American Enterprise Institute.

Dara Massicot, an expert on the Russian military at the Carnegie Endowment for International Peace, said that Moscow had already been reassessing its assumptions about U.S. military stockpiles before the start of the Iran war. The four years of conflict in Ukraine, she said, might have shown Russian military planners that the United States was slower at ramping up weapons production than they had believed.

“That’s the wrong kind of math to go into the Russian system, because then they start changing their perception of their own power vis-à-vis NATO,” said Ms. Massicot, who recently returned from a trip to Ukraine. “It causes them to come to conclusions that we may not want them to.”

Xinyun Wu contributed reporting from Taipei.

[Anton Troianovski](#) writes about American foreign policy and national security for The Times from Washington. He was previously a foreign correspondent based in Moscow and Berlin.

[Jonathan Swan](#) is a White House reporter for The Times, covering the administration of Donald J. Trump. Contact him securely on Signal: [@jonathan.941](#)

[Eric Schmitt](#) is a national security correspondent for The Times. He has reported on U.S. military affairs and counterterrorism for more than three decades. Contact him securely on Signal: [@eric-schmitt.36](#).

[Julian E. Barnes](#) covers the U.S. intelligence agencies and international security matters for The Times. He has written about security issues for more than two decades.



Agust 08, 2026

Iran launches new missile, drone attack on Kurdish opposition bases in Erbil

ERBIL, Kurdistan Region

- Iran fired several missiles and drones at locations in Alana Valley, about 90 kilometers northeast of Erbil, targeting positions of the Kurdish opposition groups Komala and the Kurdistan Democratic Party of Iran (KDPI), a senior Komala commander told Rudaw English on Wednesday.

A Kurdistan Region government security official told Rudaw that two drones struck the area, causing no casualties. The attacks targeted the headquarters and camps of Iranian Kurdish opposition groups based in the Kurdistan Region, a day after Iranian missiles struck the same area, injuring at least two Komala Peshmerga fighters.

Andam Jabar, Rudaw's reporter in the area, said four drones struck locations across Soran, Khalifan, and Harir districts at around 6:00 am local time. Two drones crashed in Khalifan, while another struck a civilian home in Soran and

one crashed in Harir, where it caused a fire in the brushwood and grasslands of the Bani Harir mountains. Jabar reported no casualties at any of the three locations.

The attack comes amid stalled diplomatic talks between the US and Iran following weeks of renewed fighting over the Strait of Hormuz, as a maritime blockade remains in effect.

On Tuesday, Iran launched three missiles at Komala's headquarters in the same location at around 1:20 pm local time, according to Amjad Hussein Panahi, head of the group's communications.

"Although the attack was carried out intensely, our forces were able to protect themselves safely because of their preparedness and implementation of security measures," Panahi said.

He later told Rudaw that two people were injured in the attack, but that their injuries were "very slight."

"Just now, the Islamic Republic of Iran carried out a third missile attack against the headquarters and camp of the Komala Toilers Party of Kurdistan in the Alana Valley," Panahi said shortly afterward.

Panahi said the latest strikes were part of an ongoing Iranian campaign against Kurdish opposition groups in the Kurdistan Region. According to him, more than 102 missiles and drones have targeted Komala positions since the start of the US-Iran war on February 28.

The latest attacks came about two weeks after an Iranian missile strike on a Komala base in the Alana Valley injured six members of the group. Panahi told Rudaw at the time that the missiles were Khaybar Karar missiles.

In mid-July, nine Komala members were killed when Iran struck the group's headquarters in Zirgwez, near Sulaimani province. The group said six missiles

were used in that attack.

Iranian Kurdish opposition groups based in the Kurdistan Region have repeatedly accused Tehran of targeting their bases. Iran has repeatedly demanded that Baghdad and the Kurdistan Regional Government (KRG) disarm or expel the groups, saying they threaten Iran's security.

The attacks have not been limited to the bases of Iranian Kurdish opposition groups.

Rudaw has recorded more than 950 Iranian drone and missile attacks on the Kurdistan Region since the start of the US-Iran conflict, killing 32 people and wounding 154 others as of early August.

The KRG has repeatedly stated that the Kurdistan Region is not a party to the conflict and has called for an end to attacks on its territory.



Aug 08, 2026

Kurdistan Region hit by 19 drone, missile attacks in first two weeks of August

ERBIL, Kurdistan Region - The Kurdistan Region was targeted in 16 drone and three missile strikes in the first two weeks of August, Rudaw tracking showed on Friday, with the capital of Erbil bearing the brunt of the attacks.

Erbil province was targeted by eight drones and three missiles since the start of August, while the Region's eastern Sulaimani province was struck by eight drones.

The latest attack was recorded

in the Kurdish capital city in the early hours of Friday, the Region's Directorate General of Counter Terrorism (CTD) said in a statement, detailing that "between 2:17 and 2:25 am [local time, US-led] Coalition forces intercepted and shot down three bomb-laden drones in the skies over Erbil."

Two days earlier, Iran on Wednesday fired several drones and missiles at locations in the Alana Valley, about 90 kilometers northeast of Erbil, targeting positions of the Kur-

dish opposition groups Komala Toilers of Kurdistan and the Kurdistan Democratic Party of Iran (KDPI), a senior Komala commander told Rudaw English that day.

On Tuesday, Iranian missiles struck the same area, injuring at least two Komala fighters.

According to Rudaw tracking, the Kurdistan Region has recorded more than 965 drone and missile attacks launched by Iran and allied armed groups in Iraq since the out-

break of the six-week war in late February. The assaults have killed 32 people and wounded 154 others as of early August. Among those killed are 19 members belonging to five Iranian Kurdish opposition parties.

The attacks continue despite Kurdish leaders repeatedly stating that the Kurdistan Region is not a party to the conflict and calling for an end to attacks on its territory.



09 Août 2026

La Syrie annonce un accord sur le sort des bases russes situées sur la côte méditerranéenne

Fruit d'un an et demi de négociations, un accord a été trouvé entre Damas et Moscou sur l'avenir de deux bases russes sur le territoire syrien, a annoncé le ministère syrien des Affaires étrangères, cité par Sana, dimanche. Les installations militaires du port de Tartous et de l'aéroport de Hmeimim, situées sur la côte méditerranéenne, seront transformées «en centres conjoints de formation».

La Syrie a annoncé, dimanche 9 août, être parvenue à un accord sur l'avenir des deux bases russes sur son territoire, que Moscou avait utilisées pour soutenir le président Ba-

char al-Assad jusqu'à sa chute fin 2024.

La Russie était une alliée indéfectible de Bachar al-Assad durant les 13 années de guerre civile syrienne, fournissant, grâce à ces bases, un soutien aérien capital aux forces de l'ex-président, lui permettant de se maintenir au pouvoir.

Les installations militaires du port de Tartous et de l'aéroport de Hmeimim, sur la côte méditerranéenne, seront transformées «en centres conjoints de formation (...), dans le cadre de nouveaux arrangements préservant les intérêts mutuels», a déclaré le minis-

tère syrien des Affaires étrangères, cité par l'agence de presse officielle Sana.

L'accord, fruit d'un an et demi de négociations, «a fixé un délai n'excédant pas trois mois pour achever le processus», a précisé l'agence. Parallèlement, les installations civiles des deux bases seront remises aux autorités de Damas.

À lire aussi Quel bilan pour Ahmed al-Charaa, un an après la chute d'Assad en Syrie ?

Moscou n'a pas commenté cette annonce dans l'immédiat.

Tartous et Hmeimim constituaient les seuls avant-postes militaires officiels de la Russie en dehors de l'ex-URSS et sont restées opérationnelles pendant les négociations.

La Syrie disposée à coopérer avec Moscou

Le renversement de Bachar al-Assad en 2024, par une coalition de rebelles islamistes, a porté un sérieux coup à l'influence de Moscou dans la région. Le président Vladimir Poutine s'efforce depuis de nouer des relations avec les nouvelles autorités de Damas.

Le ministre syrien des Affaires étrangères, Assaad al-Chai-

bani, a inspecté dimanche les installations et infrastructures incluses dans l'accord, qualifié d'«historique» par l'agence Sana.

De son côté, l'Autorité syrienne de l'aviation civile, a déclaré par la voix de son directeur Omar al-Hasri, avoir pris le contrôle de l'aéroport international de Lattaquié, une installation civile adjacente à Hmeimim, dont les activités étaient étroitement liées à la

présence russe sur la base militaire.

À lire aussi Pourquoi la Syrie et la Russie cherchent à «nouer une nouvelle relation plus équilibrée»

L'Autorité va oeuvrer à sa «remise en état», a précisé Omar al-Hasri, une étape «importante» en vue de réintégrer les aéroports du pays «dans le système national de l'aviation civile».

La Syrie s'est déclarée disposée à coopérer avec Moscou et le président Ahmed al-Charaa a été reçu à deux reprises par Vladimir Poutine à Moscou depuis son accession au pouvoir. Lors de sa dernière visite en janvier, Vladimir Poutine avait salué les progrès dans les relations bilatérales, félicitant son homologue pour ses «efforts visant à rétablir l'intégrité territoriale de la Syrie».

Damas a exigé à plusieurs reprises que la Russie extradé Bachar al-Assad, qui se réfugie à Moscou avec son épouse depuis son éviction.

Plus tôt cette année, le Kremlin avait retiré ses forces de l'aéroport de Qamichli, dans la zone autonome kurde dans le nord-est de la Syrie.

Avec AFP

The New York Times

Steven Erlanger
Aug. 9, 2026

Iran, Holding Firm to Hormuz, Pushes for Return to June MOU

The Strait of Hormuz is Iran's best leverage to get Washington to release Iran's frozen assets, lift economic sanctions and end its naval blockade.

Iran's demands for reopening the Strait of Hormuz, as laid out in [a statement](#) on Saturday, are largely what President Trump had already agreed to do in the [memorandum of understanding](#) that was signed on June 17 and [quickly fell apart](#). But Iran sees control over the strait as its best chance of getting Mr. Trump to deliver on those promises — and is not willing to give it up just yet.

For Iran, analysts suggest, denying Mr. Trump the ability to claim victory over the strait is the most efficient lever to persuade him to recommit to those agreements and to implement them. Keeping the strait largely closed keeps energy prices high and is also a way to ensure that Persian Gulf states, which depend on the strait for exports, will also encourage Washington to return to the memorandum.

The level of mistrust between Iran and the United States is so high that Tehran wants to ensure it gets the economic

relief it has been promised, to enable reconstruction, before it gives up even partial control over the strait, said Esfandiyar Batmanghelidj, founder of the Bourse & Bazaar Foundation, a think tank focused on economic diplomacy.

"Iranian officials are concerned that if the strait opens, Trump would walk away from this conflict without feeling the need to resolve it," he said. "They want to use the strait as a commitment mechanism to ensure Trump implements the various provisions of the MOU."

Ali Vaez, Iran project director for the International Crisis Group, compared the strait to a "sword of Damocles over Trump."

"Iran wants to front-load benefits without surrendering its main leverage, which is Hormuz," Mr. Vaez said.

On Sunday, [Mr. Trump told Axios](#) that he believes that

Iran will eventually come around because of economic distress and inflation. He did not threaten new military action against Iran, saying, "We are low-keying it."

Iran's demands were listed on Saturday by Mohammad Bagher Zolghadr, the secretary of Iran's Supreme National Security Council. [He called](#) for the United States to lift its naval blockade and sanctions on Iran's oil and petrochemical exports, withdraw the U.S. military from around Iran, pay war reparations and release frozen Iranian assets, as well as end attacks on Iran's allies in the region, including in Lebanon, and threats against the country.

All those demands, except for reparations, are spelled out in the 14-point June memorandum. Most of the agreement's terms were [violated within weeks](#), with even Mr. Trump declaring the deal "over."

The demand for reparations

is also a familiar one, and Iranian officials have said in local media that the issue is a bargaining chip to get as much sanctions relief from Washington as possible, Mr. Vaez said.

Iran's negotiations with Oman on how traffic would move through the strait once it is open are essentially done, Mr. Vaez said. But Iran wants to tie the strait to the restoration of the memorandum, which would require further talks with the United States, he said. Any talks on the future of Iran's nuclear program, which is one of the main reasons Mr. Trump said he began this war, are dependent on a restoration of the memorandum.

On Sunday, speaking to journalists, Foreign Minister Abbas Araghchi of Iran said, "Talks with Oman on the Strait of Hormuz are progressing well and in final stages as experts are working on maps."

He continued, "However, an agreement with Oman does

not mean reopening the strait, which remains dependent on fulfilling conditions conveyed through mediators.”

Part of the confusion stems from divisions within the Iranian system about how to proceed, which has led to the emphasizing of these demands, said Sanam Vakil, the director of the Middle East and North Africa program at Chatham House, the London think tank.

Some officials see diplomacy as the best path to economic reconstruction, she said. While others, the hard-liners, “are

so skeptical and paranoid that they would prefer to hold on to their leverage rather than think of the economy,” gambling that Mr. Trump will not resume the war.

But the Iranians also see Washington as divided, she said, with some officials pushing for diplomacy and others for more bombing, and Mr. Trump “blowing one way or another.” There are also those in Washington who believe that once the strait is open, Mr. Trump would be tempted to walk away from the whole issue and leave Iran’s highly enriched uranium buried in

the ground.

The Iranians “don’t want to do this for free,” Ms. Vakil said. “The strait is not about fees, it’s about control and leverage for the rest of the package.”

And it is about trust, Mr. Batmanghelidj said. Iran could have made more extreme demands, he said, but has chosen to try to return to the memorandum as the basis for a permanent end to the war. “What matters less is the particular figure or amount or concession, but what the U.S. can do to prove to Iran that it

can make good on any of these commitments.”

The memorandum of understanding “is the floor from which everyone will try to build a structure for a deal,” Ms. Vakil said. “But we’re far away from that.”

Steven Erlanger is the chief diplomatic correspondent in Europe and is based in Berlin. He has reported from over 120 countries, including Thailand, France, Israel, Germany and the former Soviet Union.



10 Août 2026

La Turquie adopte une loi historique visant à la réintégration des combattants du PKK

Les députés turcs ont adopté à une très large majorité, lundi, un texte encadrant le retour à la vie civile des combattants du PKK renonçant aux armes. Cette loi historique ne prévoit toutefois pas d’amnistie générale et ne tranche pas le sort d’Abdullah Öcalan, le fondateur et chef historique de la guérilla kurde emprisonné depuis 1999.

Les députés turcs ont adopté lundi 10 août une loi historique ouvrant la voie à la réintégration des combattants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), étape majeure du processus de paix visant à mettre fin à plus de quatre décennies de guérilla.

Le texte, officiellement intitulé «Loi sur le renforcement de la solidarité nationale et de l’intégration sociale», a été adopté en soirée à une très large majorité de 468 voix sur

562 au terme de douze heures de débat. Il encadre le retour à la vie civile des combattants du PKK renonçant aux armes, sans toutefois prévoir d’amnistie générale ni trancher le sort d’Abdullah Öcalan, le fondateur et chef historique de la guérilla kurde emprisonné depuis 1999.

À lire aussi Le rêve brisé du peuple kurde ?

Le gouvernement, conscient des réticences d’une opinion publique turque marquée par un conflit qui a fait au moins 50 000 morts depuis 1984, avait pris soin d’insister sur le fait que le texte préparé ces dernières semaines ne constitue pas une loi d’amnistie générale. L’opposition comme les partis au pouvoir ont soutenu l’initiative.

Abdullah Öcalan n’est pas mentionné dans le texte

La présidence turque a salué «un signe important vers la mise en œuvre d’une Turquie sans terrorisme». «Cette étape historique renforcera la paix ainsi que l’unité et l’intégrité de notre pays, elle sera porteuse de résultats bénéfiques pour que la Turquie se débarrasse totalement du fléau du terrorisme» a indiqué sur X le directeur de la communication présidentielle Burhanettin Duran, remerciant tous les acteurs du processus.

Le chef du parti nationaliste MHP, Devlet Bahçeli, allié du gouvernement et initiateur du processus de paix fin 2024, a été vu serrant les mains des responsables du parti pro-kurde DEM à l’issue du vote.

Portée notamment par le Parti de la justice et du développement (AKP, islam-conservateur) du président Recep Tayyip Erdogan et le

DEM, la loi prévoit de suspendre les poursuites et l’exécution des peines des auteurs de certaines infractions pour une période allant de cinq à dix ans.

Quelque 3 500 ex-membres de la guérilla sur les près de 10 000 détenus dans les prisons turques pourraient être libérés au cours d’une première phase, selon des députés turcs. En l’absence de récidive au cours de ce sursis de cinq à dix ans, les enquêtes seront classées et les peines considérées comme purgées. Les auteurs de crimes les plus graves, comme les homicides volontaires, seront toutefois exclus du mécanisme prévu par la loi, qui ne fait aucune mention d’Abdullah Öcalan.

Des débats émaillés de tensions

Le vice-président turc, Cev-

det Yılmaz, a affirmé que le sort du chef historique du PKK, âgé de 77 ans, «ne relève pas de cette loi». Mais Abdullah Öcalan, qui purge une peine de prison à vie, restera «en mesure de contribuer au processus» de paix, a-t-il assuré la semaine passée.

Les débats, retransmis longuement lundi par la chaîne publique TRT, ont été émaillés de tensions. «Comment peut-on négocier avec les terroristes (...) ? Vous aviez dit qu'ils déposeraient les armes sans condition», a lancé Turhan Çömez, responsable du parti İyî (nationaliste, opposition).

Özgür Özel, chef du Yeni

Parti (Parti nouveau, social-démocrate), principale force de l'opposition, s'était prononcé en faveur du texte, estimant que seule «la paix, la démocratie et la justice serviront de remède» pour la Turquie.

«C'est un seuil historique. Que 468 personnes aient voté en faveur de cette proposition de loi prouve que le bloc au pouvoir pourrait proposer des amendements qui améliorent la vie de tout le monde et obtenir du soutien» a déclaré la députée du DEM Ceylan Akç à l'AFP. «Ce soir, nous pouvons tous respirer profondément. C'est la première étape d'une longue marche vers une égalité absolue, réelle et authentique

(de la communauté kurde en Turquie, NDLR). Je choisis d'être optimiste... et pleine d'espoir» a-t-elle salué.

De «graves erreurs et lacunes» dans le texte

Abdullah Öcalan, détenu à l'isolement sur une île-prison au large d'Istanbul, avait appelé l'an passé les combattants du PKK à déposer les armes, répondant à la main tendue d'un proche allié du président Recep Tayyip Erdoğan.

La direction du PKK avait annoncé dans la foulée sa dissolution, avant de procéder quelques semaines plus tard à une très symbolique cérémonie de dépôt d'armes, en

juillet 2025, dans le nord de l'Irak, où des combattants «en nombre limité» restent retranchés, selon Ankara.

Dimanche, les responsables du PKK ont toutefois dénoncé les «graves erreurs et lacunes» du texte, jugeant que ce dernier ne permettra pas de régler la question kurde dans sa globalité. Le PKK continue par ailleurs de réclamer la libération d'Abdullah Öcalan, en exigeant qu'il a joué un rôle de «coordinateur du processus de paix». Dans le cas contraire, affirmait le groupe armé, «de nombreuses dispositions de la loi resteront lettre morte» prévenait-il sans autre précision.

Le Monde

10 août 2026

La Turquie adopte une loi historique sur la réintégration des combattants du PKK ; le sort d'Abdullah Öcalan reste à régler

Le fondateur de la guérilla kurde du Parti des travailleurs du Kurdistan, Abdullah Öcalan, 77 ans, condamné à la prison à vie, avait appelé l'an passé les combattants du PKK à déposer les armes.

Le sort du fondateur de la guérilla kurde du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), Abdullah Öcalan, reste à régler, aux termes de la loi adoptée lundi 10 août en Turquie pour mettre un terme à quatre décennies de guérilla.

Le texte, adopté à une très large majorité de 468 voix pour, 88 contre et six abstentions, encadre le retour à la vie civile des combattants du PKK renonçant aux armes, sans toutefois prévoir d'amnistie générale.

M. Öcalan, 77 ans, condamné à la prison à vie et détenu à l'isolement depuis 1999 sur une île prison au large d'Istanbul, avait appelé l'an passé les combattants du PKK à déposer les armes, répondant à la main tendue d'un proche allié du président Recep Tayyip Erdoğan.

50 000 morts

Le gouvernement, conscient des réticences d'une opinion publique turque marquée par un conflit qui a fait au moins 50 000 morts depuis 1984,

avait pris soin d'insister sur le fait que le texte préparé ces dernières semaines ne constitue pas une loi d'amnistie générale. L'opposition comme les partis au pouvoir ont soutenu l'initiative.

Le chef du parti nationaliste MHP, Devlet Bahçeli, allié du gouvernement et initiateur du processus de paix fin 2024, a été vu serrant les mains des responsables du parti prokurde DEM à l'issue du vote. Portée notamment par le Parti de la justice et du développement (AKP, islamo-conserva-

teur) du président Recep Tayyip Erdoğan et le DEM, la loi prévoit de suspendre les poursuites et l'exécution des peines des auteurs de certaines infractions pour une période allant de cinq à dix ans.

10 000 détenus

Quelque 3 500 ex-membres de la guérilla sur les près de 10 000 détenus dans les prisons turques pourraient être libérés au cours d'une première phase, selon des députés turcs. En l'absence de

récidive au cours de ce sursis de cinq à dix ans, les enquêtes seront classées et les peines considérées comme purgées.

Les auteurs de crimes les plus graves, comme les homicides volontaires, seront toutefois exclus du mécanisme prévu par la loi, qui ne fait aucune mention d'Abdullah Öcalan. Le vice-président turc, Cevdet Yilmaz, a affirmé que le sort du chef historique du PKK « ne relève pas de cette loi ». M. Öcalan restera « en mesure de contribuer au processus » de paix, a-t-il assuré la semaine passée.

Les débats, retransmis longuement lundi par la chaîne publique TRT, ont été émaillés

de tensions. « *Comment peut-on négocier avec les terroristes (...) ? Vous aviez dit qu'ils déposeraient les armes sans condition* », a lancé Tühan Çömez, responsable du İyi Parti (nationaliste, opposition). Özgür Özel, chef du Yeni Parti (social-démocrate), principale force de l'opposition, s'était prononcé en faveur du texte, estimant que seule « *la paix, la démocratie et la justice serviront de remède* » pour la Turquie.

« Égalité absolue »

« *C'est un seuil historique. Que 468 personnes aient voté en faveur de cette proposition de loi prouve que le bloc au pouvoir pourrait proposer des*

amendements qui améliorent la vie de tout le monde et obtenir du soutien », a déclaré la députée du DEM Ceylan Akça à l'Agence France-Presse. « *Ce soir, nous pouvons tous respirer profondément. C'est la première étape d'une longue marche vers une égalité absolue, réelle et authentique* [de la communauté kurde en Turquie]. *Je choisis d'être optimiste... et pleine d'espoir* » a-t-elle salué.

La direction du PKK avait annoncé dans la foulée sa dissolution, avant de procéder quelques semaines plus tard à une très symbolique cérémonie de dépôt d'armes, en juillet 2025, dans le nord de l'Irak, où des combattants « en

nombre limité » restent re-tranchés, selon Ankara.

Dimanche, les responsables du PKK ont toutefois dénoncé les « *graves erreurs et lacunes* » du texte, jugeant que ce dernier ne permettra pas de régler la question kurde dans sa globalité.

Le PKK continue par ailleurs de réclamer la libération de M. Öcalan, en rappelant qu'il a joué un rôle de « *coordinateur du processus de paix* ». Dans le cas contraire, affirmait le groupe armé, « *de nombreuses dispositions de la loi resteront lettre morte* », prévenait-il, sans autre précision.

The New York Times

Farnaz Fassihi, Shirin Hakim
Aug. 10, 2026

The Places Where the Bombs Have Rarely Stopped Falling in Iran

While fighting has abated in much of Iran, near-constant U.S. airstrikes in Qeshm island and other southern spots have upended lives and livelihoods.

The reporters interviewed two dozen local residents, business owners, tour operators and fishermen in the south of Iran, including in Qeshm island, for this story.

The turquoise blue waters, white sandy beaches and dramatic cliffs on the island of Qeshm until recently drew millions of annual visitors and a devoted community of artists, investors and designers who helped turn the island into Iran's hottest vacation spot.

It is so exquisite that it earned a UNESCO Global GeoPark designation because of its [natural wonders](#), with names that seem out of a fairy tale: the Valley of Stars, the Hara Forest mangroves and the Hawksbill turtles of Shib Deraz. But the war with the United States and Israel, now stretching

into its sixth month, has upended life, leaving the once bustling destination desolate and its population struggling.

Farideh, 25, works in the tourism industry in Qeshm and said in a telephone interview from the island that everyone in the tourism sector had been affected and that the war never abated for the people of the south, unlike elsewhere in Iran, because of near-constant airstrikes. She said they lived in a perpetual state of alert.

"Many people owned boats and transported passengers, ran guesthouses, rented motorbikes to tourists or operated cafes. Almost all the cafes gradually closed, sometimes one or two a day. Some people simply packed up and left the island," said Farideh, who, like everyone

interviewed for this article, spoke on the condition that her last name not be used for fear of retribution.

Qeshm was one of Iran's rare economic success stories, fueled by robust domestic investment that led to development and job growth. In 2025, nearly four million visitors traveled to Qeshm, and investment in the island grew by 241 percent compared with the year before, according to government data.

The tourism sector employed about 40 percent of Qeshm's 150,000 people, and the island's free-trade zone, allowing for imports and exports at minimal cost and free of tax, made Qeshm a trade hub.

But that has all changed, par-

ticularly as the U.S. bombing campaign has become largely focused on the south of Iran, targeting Iranian forces, installations involved in attacking vessels in the nearby Strait of Hormuz, and critical infrastructure used by civilians.

City dwellers who once hopped to the island for [weekend and winter getaways](#) have stopped coming, people say. The traditional houses turned into [stylish boutique hotels](#), typically booked weeks ahead, remain empty. Cafes and restaurants along the beach, known for impromptu dance parties to the beat of local drummers, are mostly closed.

The island's other main economic activity — fishing — has come to a near halt as fishermen fear venturing into the

open sea, according to interviews with nearly two dozen residents, business owners and frequent travelers to Qeshm island.

"My life has been completely disrupted," said Ali, 48, a fisherman on Qeshm reached by phone. "I have spent my entire life fishing. It was my only source of income, but at the moment, I have no income whatsoever."

He said fellow fishermen from nearby islands and on the coast of the mainland faced a similar predicament. "We have fear, fear, fear," he said. "Fear of terrible events and fear of war."

Tayeb Mofidi, a member of Qeshm's tourism board, told local media recently that the island's economic distress had rippled widely, from hotel owners facing bankruptcy to the local fishing industry and handicraft market. He said some people had started selling personal belongings to survive.

"The situation is simply devastating," said Hossein, a 29-year-old teacher from Qeshm. "The regional economy has practically come to a standstill."

Endless War

For the south of Iran, the violence that first erupted with American and Israeli airstrikes on Feb. 28 never ended, except for two intervals, even as a fragile cease-fire held in other parts of the country. The U.S. military said it had targeted military and surveillance facilities, as well as infrastructure like coastal radar towers, ports and bridges.

But bombs have also landed on tunnels, ports, railways, harbors lined with fishing boats, factories and water desalination plants, according to videos, Iranian state media and officials. The U.S. military said just last month after the cease-fire collapsed that more than 1,000 new targets were hit in the south, with the strategy being to cut off the area from resupplying.

From April 8 — when Tehran and Washington announced a cease-fire and began negotiating over an interim peace deal — until July 30, the United States attacked the south of Iran almost nightly except for from April 8 to May 7 and then again from May 7 to 25, according to a review of statements from U.S. Central Command.

The fighting has followed a predictable pattern: Iran attacks ships trying to bypass its blockade of the Strait of Hormuz, the U.S. bombs targets in the south of Iran, and then Iran retaliates with drones and ballistic missiles against U.S. military bases in the region.

The south of Iran is the heart of the country's oil and gas industry and home to major ports, refineries, energy and military installations, making it a vital region for the country's economy and security. But it is also home to millions of civilians who are increasingly bearing the economic and human toll of the war.

The effects have been felt in many southern cities. In Jask, at least 100 fishing boats in the harbor were destroyed, local officials said, affecting the livelihood of more than 3,500 people. In Kenarak, 17 fishermen have been missing since May when their boat disappeared in the Sea of Oman after warning shots from an American helicopter, the state news agency IRNA reported.

"Since the attacks began, there has been a constant feeling of uncertainty," said Reza, 28, a resident in Bandar Abbas, the largest city in southern Iran. "Even when Bandar Abbas itself is not being attacked, people are still worried because no one knows what might happen next."

Fatemeh, 35, a mother of two small children in the city of Lar, close to Iran's southern coast, said the repeated airstrikes and gnawing sense of uncertainty were taking a toll on her mental health. She said she has had

panic attacks, shortness of breath and a feeling of hopelessness.

"Every time I hear the word 'war,' I immediately panic, and it continues for several days," said Fatemeh. She added, "We have no way out. In front of us is an enemy attacking, and behind us a government that is brutal and making life difficult for people."

For the residents of Qeshm, July 30 marked the moment when the abstract fear evoked by explosions in the distance became a tangible threat of being killed in your sleep.

In the early hours of that day, an enormous explosion rocked the island, rattling walls and windows like an earthquake. When neighbors and rescue workers arrived at the scene of the blast, they found a modest family house of mud bricks reduced to a pile of debris and a family of five trapped under the rubble. The bomb had created a giant crater.

A New York Times visual investigation found that the U.S. had dropped a 2,000-pound bomb, one of the most powerful weapons used in this war, on the house, located in a densely populated residential area in the village of Chah-Tangou. There were no military facilities in its vicinity.

The airstrike killed the father and mother and their 2-year-old son. It injured their two other sons, 8 and 14, according to official reports. The father, Gheysar Jaffari, had worked as a taxi driver. He had been struggling to find work and make ends meet during the war, according to comments by his relatives to Iran's top newspaper Shargh.

"Under the blazing 125-degree heat, he drove around all day looking for a passenger," Mr. Jaffari's cousin told Shargh.

The Highest Price

Amir, 45, a businessman from Tehran, moved to Qeshm about

10 years ago with his family, drawn to the island by its slower pace of life, natural beauty and economic opportunities. He bought a property, renovated it and then began a business of converting homes into trendy hotels. He said there were challenges: a poor road network, inadequate medical care and spotty internet.

But the past year, Amir said, has been the hardest. First, the government shut down the internet to quell protests during a nationwide uprising crushed by brutal force in January, disrupting advertising and booking, which is mainly done through social media. Then came the war in February at the peak of the tourism season, and the financial losses piled up.

Daily power and water cuts, amid extreme heat, and travel difficulties because of damage to infrastructure have added to the misery, Amir said.

"I would like the world to know that ordinary people have never wanted this war and are not on either side of it," he said. "Yet they are the ones paying the highest price."

Abbas, 38, a surfer, tour guide and boat operator, said the island, its waters and its beaches were his home, and like many native residents, he could never leave it behind no matter how bad it gets. But he said it pained him to watch the years of work building a thriving economy slip away.

"People are deeply frightened, and feeling everyone else's fear affects me too," Abbas said. "It weighs on me."

"I swear we are exhausted," he said. "The best thing the government can do is make peace with the world."

Farnaz Fassihi is the United Nations bureau chief for The Times, leading coverage of the organization. She also covers Iran and has written about conflict in the Middle East for 15 years.

The New York Times

Ben Hubbard, Safak Timur
Aug. 10, 2026

Turkey Moves to Advance Peace Process With Kurdish Militants

The government adopted a law that might prove a significant step toward ending an outlawed group's decades-long battle with the Turkish state.

Turkey adopted a law on Monday aimed at advancing its peace process with the Kurdistan Workers' Party, a potentially significant step toward ending the outlawed militant group's decades-long battle with the Turkish state.

The law, which passed by a vote of 468 to 88 in Parliament, could allow for the repatriation of thousands of militants from the group, known as the P.K.K. It may also lead to the suspension of prison sentences for people convicted of belonging to or supporting the group.

The legislation is the most concrete step yet by the Turkish government to formalize a peace process that began in 2024 and aims to end a bloody [ethnic insurgency](#) that has killed more than 40,000 people in Turkey since the 1980s. The conflict has spilled across the borders into Syria and Iraq.

Supporters of the bill included President Recep Tayyip Erdogan's Justice and Development Party, its governing coalition partners and Turkey's largest Kurdish party. The government has hailed the process as a major step against terrorism.

Efkan Ala, the deputy chair of Mr. Erdogan's party, said in a television interview on Monday before the vote that the law sought to ensure security inside Turkey to strengthen the country against turmoil in the Middle East.

"This is to transform a situation where everybody was being hurt

to a situation where everybody is benefiting," he said. "The arms will be surrendered entirely, and the group will be dissolved."

Turkey, the United States and other countries consider the P.K.K. a terrorist organization.

The new law sets the terms for the group's disarmament and the decommissioning of its fighters. It stipulates that Turkey's National Security Council must confirm that the P.K.K. has given up its arms, and it establishes a committee composed of senior government officials and the head Turkish intelligence to oversee the process, including the returns of militants from neighboring countries.

The law does not include a blanket amnesty, but it offers reprieve to militants who were not involved in killings, suspending their prison sentences and giving those in exile six months to return to Turkey without facing prosecution. Those who do not commit new crimes will eventually have the right to enter politics, the law says.

The terms of the law appeared to open a path out of prison for [Selahattin Demirtas](#), Turkey's most prominent Kurdish politician. He has been in prison since 2016 on charges including supporting terrorism and insulting Mr. Erdogan. Human rights organizations and European legal bodies have dismissed his prosecution as politically motivated.

Government officials have not said publicly whether Mr. Demirtas would be released under the law.

The legislation will not change the status of those wanted for or convicted of violent crimes, nor those with convictions preceding June 2005. That rules out the [P.K.K. leader Abdullah Ocalan](#), who has been serving an aggravated life sentence since 1999, much of it in near isolation in an island prison south of Istanbul.

Mr. Ocalan, 77, [issued a public call](#) last year for the group to disarm, arguing that its armed struggle for Kurdish rights had outlived its time and that it should pursue further progress through politics.

The group announced that it would [heed his call](#) last May and held a public ceremony in northern Iraq last July, during which militants [burned weapons in a giant bonfire](#).

Some nationalist politicians have criticized the peace process, saying it would reward militants and accusing Mr. Erdogan of using it to woo Kurdish voters. Addressing the Parliament before the vote, Musavat Dervisoglu, the chairman of the Iyi Party, called the law a "betrayal."

"Terrorism is not ending," he said.

He said the measure would allow the P.K.K. to "do whatever it couldn't do with weapons with politics."

The P.K.K. also criticized the legislation in a statement before the vote for not releasing Mr. Ocalan from prison or giving him an official role in the disarmament process. The statement, released

by a P.K.K.-affiliated news agency on Sunday, said that the law failed to address broader issues of Kurdish participation in social and political life in Turkey.

But the group stopped short of calling on its supporters to oppose the law.

The P.K.K. began as a secessionist movement to create an independent Kurdish state in territory that includes southeastern Turkey. Later, Mr. Ocalan shifted the group's ideology to focus more on expanding Kurdish rights in the countries where they live, which include Iraq, Syria and Iran.

Turkey's Kurds have long suffered from discrimination by the Turkish government, which over many decades denied that the Kurds were a distinct ethnic group and suppressed their language and cultural traditions.

In recent years, some of these restrictions have been loosened, but Kurdish activists and politicians have continued to campaign for Kurdish language education and broadcasting and against the government's frequent removal of elected Kurdish mayors from office, many on suspicion of links to the P.K.K.

[Ben Hubbard](#) is the Istanbul bureau chief for The Times, covering Turkey and the surrounding region.

[Şafak Timur](#) covers Turkey and is based in Istanbul



Aug 10, 2026

First convoy of Kurdish displaced families returns to Sari Kani

ERBIL, Kurdistan Region - The first convoy of Kurdish displaced families departed Washokani camp in Hasaka for Sari Kani in northeast Syria (Rojava) on Monday, marking the start of a process to end seven years of displacement.

«After 7 years of misery in these camps, reaching this day was a dream. We hope the file of the displaced will be completely closed, the camps will be eliminated, and everyone will return to their homelands to start a new life,» Jwan Issa, a member of the Sari Kani internally displaced persons (IDP) committee, told Rudaw's Viviyan Fetah.

The Kurdish-majority city of Sari Kani, also known in Arabic as Ras al-Ain, and its surrounding areas fell under the control of the Turkish army and Syrian armed opposition groups following an October 2019 military offensive that displaced tens of thousands

of Kurdish, Arab, and other residents into camps like nearby Washokani.

The current return process stems from a January 29 landmark agreement reached between the Kurdish-led Syrian Democratic Forces (SDF) and the Syrian interim government which followed weeks of intense fighting. The deal established a permanent ceasefire and set out the gradual integration of military, security, and civil administrative institutions in Rojava into the Syrian state.

It also outlined measures to facilitate the safe return of displaced people to their hometowns.

One of the displaced residents preparing to return to Sari Kani spoke to Rudaw with tears in their eyes, describing the journey home as a deeply emotional moment.

“I feel as if I have been born

again,” they said. “The day we left Sari Kani was a black day, but today is a white day for us. People have longed to return to that sacred land. I even saw a picture of a child who was born far from their homeland saying they wanted to return and see the soil of Sari Kani, because the pain of Sari Kani has remained in their heart.”

However, others expressed concern over housing after their homes were occupied for seven years. Issa said the committee is working to address the issue.

«Through the committee that has been formed, we are in constant contact. I am confident that in the near future, the houses will be completely evacuated, and those who came after 2019 will be expelled,» Issa said, noting that “in the near future, the houses will be completely evacuated.»

Out of 647 registered families, 410 began their journey on Monday, while the rest are scheduled for future convoys due to health problems and education affairs of their children.

The Syrian transitional government is providing \$10,000 to each returning family for home renovations, an increase from the initially planned \$1,000 following local protests, and is covering all transportation costs.

Rojava Internal Security Forces and General Security forces of the Syrian government are escorting the convoy to the city center and surrounding villages to ensure the safety of the returnees. Local officials confirmed that the process of expelling individuals who settled in the empty homes after 2019 has already begun.



Aug 10, 2026

Killing of pro-regime religious reciter fuels fears of new crackdown, executions in Iran

ERBIL, Kurdistan Region - The brutal killing of a pro-government religious reciter in Tehran has triggered calls for

retribution among supporters of the Islamic Republic, raising concerns that authorities could use the case to

justify another wave of arrests, harsh sentences and executions.

Hamidreza Rajabzadeh,

a 26-year-old maddah - a Shiite religious reciter - disappeared around two weeks ago. Iranian media reported that

footage showing him being tortured and killed later circulated online, while authorities confirmed his abduction and murder. His body was subsequently found on the outskirts of Tehran on Sunday.

Police say five people - four men and one woman - have been detained, including a person described as the main suspect. The motive remains unclear, and authorities have yet to establish who ordered the killing publicly.

According to Rokna News Agency, which focuses on domestic issues and crime in Iran, the investigators found Rajabzadeh had been in contact for around six months with a young female blogger he had met online. Rajabzadeh repeatedly urged the woman to observe the Islamic dress code on her Instagram page and warned her against commenting on political issues he believed she did not understand.

Rokna reported that the woman asked Rajabzadeh to meet her in person on the day he disappeared, and he agreed. Investigators later identified a vehicle leaving the area where the meeting was supposed to take place, after which Rajabzadeh was no longer seen. The investigation sub-

sequently led police to the woman and several men, according to Rokna.

The particularly gruesome nature of Rajabzadeh's death has prompted numerous pro-government figures and accounts online to demand the execution of those responsible.

Pro-regime figures mocked public personalities who dared to post #NoToExecution messages online following the public hanging of two protesters in Isfahan in recent weeks.

Such calls are significant in a country where the state has repeatedly used similar incidents to instil fear through rushed, politically charged trials and subsequent executions.

The most recent example came in Isfahan, where authorities publicly hanged two protesters, Abolfazl Sepahi Badjani and Amirhossein Safari Hosseini, in Alikhani Square in the early hours of July 28. The two men had been arrested over the January protests and accused of involvement in the killing of members of the security forces in the same square on January 8. Human rights organisations say Iranian authorities use confessions extracted under torture to justify the

execution of political prisoners.

Videos from the scene showed crowds gathering before dawn in an attempt to prevent the executions. Iran Human Rights said security forces dispersed those who gathered, describing the hangings as Iran's first recorded public executions of 2026.

Two other defendants in the same Isfahan case, Erfan Esfandiari and Gol Mohammad Mohammadi, had already been executed on July 19.

More than 70 people detained over the January protests were facing execution at Isfahan Central Prison alone as of late July, according to the Norway-based rights organization.

Hundreds of others face execution or life imprisonment over their involvement in the September 2022 and January 2026 protests. Many families have kept their loved ones' cases out of the public eye after threats from the authorities, hoping that silence may improve their chances of receiving clemency.

Another case from the 2022 protests that the state used to justify a wider crackdown was the killing of Basij member Arman Aliverdi in November 2022.

Authorities launched a major propaganda campaign around his death and sentenced at least six people to death. Their sentences are currently under review.

The Rajabzadeh case therefore comes amid an already accelerating use of capital punishment.

Iran Human Rights documented at least 1,639 executions in 2025, a 68 percent increase from the previous year and the highest annual total it had recorded since 1989.

At least 444 people were executed during the first seven months of 2026, including 24 protesters and 12 people accused of espionage or collaboration with foreign states. Only 15 percent of those executions were officially announced, according to the organisation.

Rajabzadeh's killing is a criminal case whose motive and organisers remain unknown. But with demands for executions already spreading among supporters of the establishment, the case risks becoming another rallying point for a security apparatus that has repeatedly responded to periods of unrest and violence with mass arrests and the gallows.



Aug 10, 2026

Kurdish kolbar killed by Iranian forces near Baneh border

ERBIL, Kurdistan Region - A 25-year-old Kurdish border porter, known in Kurdish as a *kolbar*, was killed by Iranian border forces while working at a border point in Baneh, in Iran's Kurdistan province, Hengaw Organization for Human Rights reported Monday.

Mohammad Tawhidpana, a resident of Wazmala village in Saqqez, was killed in the early hours of Monday after Iranian border guards opened fire on a group of kolbars without prior warning, according to the Oslo-based rights watchdog.

"According to informed sources, the border guard forces opened fire on this kol-

bar without any advance warning," Hengaw said in its report.

The organization said Tawhidpana died at the scene following the shooting.

Kolbars are Kurdish border porters who carry goods across the mountainous frontier between Iran and the Kurdistan Region and Turkey. Many turn to the work because of unemployment, rising living costs and limited economic opportunities in Iran's Kurdish-majority areas.

From the Kurdistan Region, kolbars commonly transport goods such as food, clothing and cosmetics into Iran.

The work is physically demanding and dangerous, with porters traveling long distances through rugged and heavily militarized terrain for relatively low wages.

Hengaw and other rights organizations have repeatedly reported Iranian forces opening fire on kolbars, often alleging that the shootings occur without warning.

Last month, Hengaw reported that 21-year-old Rasul Qalandari, a father of two, was killed by Iranian border guards near the village of Qatur in Khoy, West Azerbaijan province. The organization said Qalandari was initially injured when border forces fired on a group of

kolbars and was subsequently killed by three shots to the head while lying on the ground.

According to Hengaw, more than a dozen kolbars have been targeted by direct gunfire from Iranian forces since the beginning of 2026, leaving at least seven dead and several others injured.

The rights group attributed the lower number of reported cases compared with previous years partly to reduced border activity during closures linked to the US-Iran war and subsequent regional escalations.



Aug 10, 2026

PKK says disarmament depends on Ocalan's freedom, political participation

ERBIL, Kurdistan Region - The Kurdistan Workers' Party (PKK) has criticized Turkey's proposed peace-process legislation as flawed, warning that its fighters will not lay down their arms unless jailed leader Abdullah Ocalan is granted the "free life and work" needed to lead the process and they are guaranteed the right to engage in democratic politics.

In a Sunday statement issued after Turkey's parliamentary Justice Committee approved the draft bill on Saturday, the PKK, which adopted the name Kurdistan Freedom Movement following its dissolution in May last year, said the legislation contained "serious errors and flaws" and failed to comprehensively address the Kurdish issue.

"By failing to use the term

'Kurdish' and referring to laying down arms, it shows that the issue has not been evaluated in a comprehensive manner," the statement said.

The draft law, formally titled the Bill on Strengthening National Solidarity and Social Cohesion, was prepared jointly by Turkish President Recep Tayyip Erdogan's Justice and Development Party (AKP) and the Nationalist Movement

Party (MHP), and was also signed by the pro-Kurdish Peoples' Equality and Democracy Party (DEM Party) and the opposition Republican People's Party (CHP).

The legislation is expected to be considered by the Turkish parliament later this month. It would establish a legal framework for the next stage of the peace process, including provi-

sions to suspend certain investigations, prosecutions and sentences linked to PKK-related offenses if the group fully disarms and dissolves.

The proposed legislation also provides a framework for the return and reintegration of PKK members who have not been involved in violent acts, while establishing a government body to oversee the process and procedures for registering surrendered weapons and other materials.

However, the PKK said in its statement that the law could not succeed without a central role for Abdullah Ocalan, the imprisoned founding leader of the PKK.

"If a law is to be passed and this process is to proceed, it can only happen under the conditions of the free life and work of Reber Apo [Abdullah Ocalan]," read the statement.

"Steps regarding our movement can only be taken and implemented based on the conditions of Reber Apo's freedom to live and work."

The group also pointed to comments by MHP leader Devlet Bahçeli, who has repeatedly advocated for Ocalan to benefit from the «Right to Hope», a legal principle under which prisoners serving life sentences should have a realistic prospect of release and periodic reviews of their sentences.

"From day one, Devlet Bahçeli promised to guar-

antee and implement the 'Right to Hope' for Reber Apo," the statement said.

It argued that although Bahçeli and AKP officials have described the peace process as state policy, the draft legislation does not clearly define Ocalan's role.

"Devlet Bahçeli emphasized that in the process of peace and a democratic society, Reber Apo would become the 'coordinator of the politicization and peace process,'" it said. "State officials also accepted this proposal by Bahçeli. However, the role that Reber Apo will play in this process is not defined in the law."

The PKK said the absence of guarantees for democratic political participation could also prevent PKK fighters from returning to Turkey.

"There is a demand for the guerrillas to lay down their arms and return," the statement read. "If they go to Turkey and are unable to conduct democratic politics on the basis of freedom of thought and organization - if they are criminalized and arrested based on their past affiliations and statements - then not only will the 'descent of the guerrillas to the plains' [disarmament] not occur, but those politicians who were forced to move to Europe will also be unable to return."

The warning comes as Ankara prepares to move forward with legislation designed to provide a legal framework for the PKK's disarmament and dissolution.

Under the proposed law, the process would take effect following a National Security Council decision confirming that the PKK and affiliated organizations had ended their physical existence and surrendered their weapons and ammunition, as verified by security institutions.

The bill would allow certain prosecutions linked to PKK membership, leadership, knowingly aiding the organization and propaganda to be postponed. Intentional murder committed as part of organizational activity would be excluded from the provisions.

The legislation follows months of developments in Turkey's latest peace initiative, which became more prominent after Bahçeli's October 2024 handshake with DEM Party lawmakers in parliament and subsequent meetings between a DEM delegation and Ocalan.

On February 27, 2025, Ocalan called on the PKK to disarm and dissolve, prompting the group to announce a ceasefire. On July 11, 2025, 30 PKK fighters symbolically burned their weapons at a ceremony near Sulaimani in the Kurdistan Region.

Bahçeli has continued to publicly support the process, including his recent call for jailed Kurdish politician Selahattin Demirtaş to be released and for Ocalan to benefit from the "Right to Hope."

"This historic step we have

taken is the strongest guarantee of social reconciliation and national unity," Bahçeli said on Wednesday. "Our thousand-year-old brotherhood has been reaffirmed once again. In this process, 86 million people will be winners."

The PKK said the proposed law should instead serve as the beginning of broader democratic reforms addressing the Kurdish issue.

"The law aims to open the way for democratic political work on the basis of democratization," the PKK said, arguing that political participation could only be guaranteed through "freedom of organization and thought."

"This law must be a beginning," it added. "If it becomes a law that opens the way for subsequent developments, it will then fulfill its fundamental and 'framework' role."

The group called on Kurds and democratic forces to organize around further democratization, saying that the proposed legislation alone would not resolve the Kurdish issue.

"For the solution of all issues, foremost the Kurdish issue, the struggle for democratization must be advanced," it said. "Therefore, our people and all democratic forces must organize and struggle for democratization and a solution to the Kurdish issue."

The
Guardian

José Olivares
Aug 10, 2026

‘Shoved the tube so hard it tore my nose’: Kurdish film-maker recounts ‘inhumane’ ICE force-feeding

In June 2025, a sluggish and thin Gabar Choli, with sunken temples and bones visible under his skin, braced himself for the immigration detention center guards to charge into his cell once again.

Choli was in a solitary confinement medical cell inside the Port Isabel service processing center, an Immigration and Customs Enforcement (ICE) detention facility in south Texas where immigrants arrested in Donald Trump’s anti-immigration crackdown are detained.

Choli, a 40-year-old Kurdish asylum seeker with a thick beard and long dark hair, had been on hunger strike for over two months, demanding improved conditions for detained immigrants and to be released or deported. That day in June 2025, Choli’s nose was swollen, his throat hurt and he could still taste blood from previous days of treatment for which he never gave his consent, he said.

The film-maker and activist for an independent Kurdistan has spoken out for the first time, talking exclusively to the Guardian last week from Canada about the ordeal in the United States that he said “broke him”.

He recounted the vile routine as the detention center guards would rush towards him and wrestle him to the concrete cell floor, shackle

his wrists and ankles, and drag him to the detention center infirmary. There, the guards pinned Choli on a bed while medical staff forcibly inserted a feeding tube through his nose and down his throat, and pumped nutritional liquid into his stomach. Choli was being force-fed by ICE.

“Two guards would hold my feet; two hold my hands; one hold my head – and they would shove tubes in my nose,” Choli said. “It’s not easy to be wrestled to the ground twice a day by men that are stronger than you. And you just take it. You have 60cm of tube going through you and you just feel every centimeter of it.”

An investigation by the Guardian, based on dozens of pages of court records and interviews with medical and legal experts, found that Choli was quietly and intermittently force-fed by ICE for nearly eight months – from late May 2025 until he was deported in January.

He was not alone – he even met a fellow hunger striker, an Afghan man the Guardian also learned about, as they were both forcibly fed in the same ICE facility.

Force-feeding is an excruciating and traumatizing process that has been widely condemned by human rights organizations as torture. For Choli and others, refusing food is a last resort to protest

against harsh conditions and lack of progress in their immigration cases, but sometimes brings only harsher conditions.

“I understood the necessity of making a stand for what was right,” Choli said, speaking by phone with the Guardian, talking in a very matter-of-fact way about his recent experience. At various times, Choli would sarcastically chuckle, almost incredulous now when remembering the officials’ actions. “I was respectful. I just told them I am protesting for humane treatment, nothing else. But they were determined to break me,” he said.

Choli suffered swollen sinuses, a damaged esophagus, stomach problems and psychological torment, according to court records and his own account.

“It just broke me, mentally broke me,” Choli said gravely. After sometimes twice-daily sessions “they would take me to [a] solitary cell and I would just choke on my blood and drink the blood from inside [my throat],” he said, describing how the feeding tube would scrape him inside. Many of his court records remain sealed and he did not have a lawyer – and medical staff there did not respond to the Guardian’s reporting – so some details in Choli’s account remain uncorroborated.

The Trump administration has not officially acknowledged force-feeding anyone in immigration jails. But an investigation by the Guardian found that since January 2025, the administration used court orders in plans to subject at least 10 hunger strikers in ICE detention to involuntary medical procedures, including force-feeding.

However, it has since emerged that the number is even higher. Sources with the Department of Homeland Security (DHS), ICE’s parent agency, later told the Guardian that between January 2025 and 4 August 2026, ICE received “a court order for involuntary treatment for 18 hunger strikers”.

The DHS did not respond to questions concerning Choli’s specific case, but a spokesperson said in a statement: “ICE respects an individual’s right to refuse medical treatment where appropriate. However, when an individual’s medical condition presents a serious risk of death or permanent harm, or when other compelling legal or operational interests are implicated, ICE may seek judicial authorization for appropriate medical interventions consistent with applicable law.

“Any involuntary medical treatment is undertaken only pursuant to legal authority and under the direction of qualified medical profes-

nals,” the spokesperson added.

The US attorney’s office in the southern district of Texas did not respond to a detailed request for comment.

“This likely amounts to torture,” said Dr Chanelle Diaz, an assistant professor of medicine at Columbia University’s medical center, in New York. Diaz has medically evaluated other ICE force-feeding cases and advocated for hunger strikers’ release. She reviewed the limited court records available for Choli’s case, at the Guardian’s request. “I would say that it’s even difficult to capture the degree of risk that he was being put at, long-term,” she said.

Choli, a deeply religious Muslim, had been living in Vancouver, where he was a filmmaker and activist campaigning for an independent [nation of Kurdistan](#), having come to Canada in 2007 from what he considers occupied territory in Iran. His life was and is complicated. He said he had previously served nine months in prison in Canada following a 2012 drug-smuggling charge and [court records](#) show the case was related to receiving just over one kilogram of opium in the mail from Turkey.

Then his activism for Kurdish independence drew death threats and in 2022 he crossed the border into the US in Blaine, Washington, and requested asylum. He was quickly released by the authorities and made his way to Los Angeles to try to pursue his ambitions in film while his asylum case played out, attending regular mandatory check-ins with ICE and qualifying for a work permit. Court records say a judge denied his asylum claim in 2024 but granted him protection from deportation to Iran.

Then Donald Trump [returned](#) to the White House after campaigning on [a promise](#) of mass deportation and, at a 25 February 2025 check-in with ICE, Choli was arrested. He was first sent to the Desert View Annex in California, an immigration detention center that has been repeatedly criticized for [substandard conditions](#). While in detention, Choli says he was pressured by ICE officials to sign a deportation order to be sent to Iran. He refused and after demanding better conditions and a fairer resolution to his immigration case, he began his hunger strike on 24 March, court records show.

“I am not suicidal,” Choli would later write in a declaration to a federal judge. “I am using hunger strike as the only available option to protest the abuse and mistreatment.”

Choli was then transferred to the privately run Port Isabel facility in Texas for a “higher level of medical care”, an ICE court declaration says. There, Choli refused to end his strike and was placed in a solitary medical cell, which ICE describes as administrative segregation, meaning he was under frequent observation by medical staff. It features a perpetually illuminated cell, alongside other cells in that unit with suicidal or other medically vulnerable detainees.

Almost 10 days later, ICE sought their first court order to force-feed Choli. He broke his strike, believing the federal court’s involvement could help his immigration case move along. “God opened a door for me,” he said he was thinking, and wrote a letter to the federal judge requesting assistance.

But three weeks later, Choli

said he learned the case was closed and no one had responded to his letter. Furious, he stopped accepting meals again. On 23 May 2025, ICE and the US attorney’s office for the southern district of Texas filed a second request for a court order to conduct involuntary medical procedures, including force-feeding. According to ICE’s request, a social worker at the detention facility evaluated Choli and found he was “operating under his own free will”.

The World Medical Association and other medical organizations “have said that it is an individual’s right to decide to go on hunger strike, as long as they are of sound mind – which he was”, Dr Parveen Parmar said about Choli after reviewing some of his records shared by the Guardian. Parmar is a doctor and expert with Physicians for Human Rights, a New York-based advocacy group. Like Diaz, she has provided expert medical testimony in other ICE force-feeding cases and also reviewed the limited court records available for Choli’s case.

“Patient autonomy is one of the core tenets of medicine,” Parmar added.

But as Choli’s hunger strike went on, it threatened his health and also, in the government’s opinion, posed “a serious threat to the security and good order” of the facility, ICE argued in court filings. “The public interest is served by not allowing [Choli’s] attempts to manipulate the immigration system and by maintaining prison and inmate safety and security,” the case documents say.

Such filings not only contradict federal silence or denials about hunger strikes going

on intermittently in various ICE detention facilities, but they appear to speak to a desire by authorities to limit such [protests](#) from [spreading](#).

In Choli’s case, doctors working for ICE, Dr Benjamin Salinas and Dr Shauna Kincheloe, also submitted declarations to the court last May requesting the procedures take place – and continue. One day later, the federal judge, Rolando Olvera, ordered Choli to be force-fed, without hearing from Choli himself.

When contacted, Salinas told the Guardian: “Thanks for reaching out, but I’m not interested.” Kincheloe did not respond to requests from the Guardian for comment. Olvera’s assistant declined to make the judge available for comment.

“Immigration detention is civil, it is not necessary,” Diaz said, referring to the fact that many alleged immigration violations, such as remaining in the US without legal status, involve civil, not criminal law. She said that ICE’s court arguments “feel like a false dichotomy”, adding that detained immigrants “could be released, that is always a choice. And that should be the default, not force-feeding.”

In most cases seen by the Guardian, federal judges will often approve ICE’s requests without hearing from the hunger strikers first, or their lawyers – those that have one.

Choli did not have an attorney during his detention and the entire force-feeding proceedings, records show, and was not provided with one by the government.

“In my view, those proceedings shouldn’t continue with-

out the person having legal representation if they don't have it already," said Rebecca Sharpless, the founding director of University of Miami's immigration clinic. Sharpless is not familiar with Choli's case but represented an ICE hunger striker in 2021 who was ordered force-fed. "It makes a big difference when people understand that there are people who are fighting for them – both in terms of their legal case but also their right to make choices about their body."

The very first time Choli was force-fed, he had voluntarily gone with the guards to the detention center's infirmary. But after experiencing the painful and traumatic process for the first time, he began to resist.

"First I did not resist. But after I saw they were torturing me, I started protesting: 'I'm not coming with you people,'" he said.

Then the guards, employees of the private prison company Akima Global Services, "started wrestling", he said. Many ICE detention centers are run by private US contractors. Akima and its parent company did not respond to detailed requests for comment.

During the first days of Choli's force-feeding, his nose and throat were swollen from the repeated tube insertions and removals, according to Choli and court records. He recalled an occasion in which, while being restrained, an ICE nurse "shoved the tube so hard" that "he tore my nose from the inside". His nose bled for days, Choli wrote in a declaration to the court recounting the incident.

Parmer of Physicians for Human Rights said repeated force-feeding can produce such symptoms and is "just inhumane from beginning to end".

The rapid administration of nutrients after Choli had been starving himself also triggered stomach problems. During one early session last June, Choli said he immediately had diarrhea. He was then taken to a cell with no toilet, he said, where he further defecated on himself.

"I kept looking at my soiled body and clothing and went on crying," Choli wrote in the declaration to the judge. "I cried for being objectified and inhumanely treated, for seeking a humane treatment."

Weeks passed and Olvera, the judge, continued to extend the force-feeding order. Choli, with swollen sinuses, presented his declaration to the court at one hearing in mid-June, telling Olvera he could not afford a lawyer and requested a court-appointed attorney.

Olvera denied Choli's request, writing in his court order that attorneys are not guaranteed in civil proceedings and that, even if Choli had one, it would be of no use – he would continue to grant force-feeding orders.

The twice daily process became a grim routine.

Weeks turned to months. At one point, Choli recalled a guard's rough treatment injuring his ribs, making breathing painful for weeks. At another, guards who were restraining him "pressed so hard on my shoulder, I

thought my chest was going to break in half".

"I lost my breath" and he heard the doctor say, "Take him to the hospital, he's dead." [Then] I completely went 'out,'" Choli said in an interview.

Another time he recalls that despite his warnings a medical staffer incorrectly inserted the tube and it entered his lung, causing him to choke and then cough that end of the tube up into his mouth.

Choli remembers that as he was passing out, he "lost [his] senses" and vaguely remembers "reaching for [the guard's] hand with my mouth". The DHS, ICE and Akima did not respond to this specific allegation.

Choli said that at one point he made a deal with the facility staff: on Fridays, he agreed to drink the nutritional liquids if they allowed him to pray with other detainees. "That was my opportunity to socialize," Choli said, calling those Fridays his "peace days".

Late October rolled around. It was Choli's birthday and, incredibly, he recalls that Kincheloe, one of the facility doctors, and other nurses sang "Happy Birthday" to him in Spanish. The Guardian has not been able to verify this detail. Choli does not remember whether he drank the nutritional liquids that day or was force-fed.

"In Choli's case, where he was force-fed for eight months, you're looking at easily over 100 NG tube placements, possibly over 200 ... that is just not medical care, that is torture," Diaz said, referring to nasogastric tubing.

ICE finally deported Choli to Canada on 6 January this year, where he reunited with his siblings who also live in Canada.

He told the Guardian how, the next day, he nervously ate his first solid meal in months, a small, simple salad. He was fine, but his jaw hurt for days.

"It may sound strange, but I had to learn how to eat [again]," Choli said. He is still struggling today, physically and mentally, but hopes that speaking out may help others in ICE detention.

"The price of [the hunger strike] was my life," Choli said in an angry but level and determined tone. "The price of it was my kidneys, my gallbladder. My intestines. My being. My bladder, you know, is damaged. Every time I twist and turn, I feel pain. But this is the price you pay for making a stand for what is right."

Does he blame Trump?

"Trump is just one person," he said, indicating his problem is with the broader treatment of immigrants and refugees by the US. "Trump is not here torturing me."

ICE and the US attorney's office requested Choli's force-feeding court case be dismissed in January, saying he was no longer in their custody. An envelope addressed to Choli, containing the dismissal notice, was sent to the Port Isabel detention center. The envelope was returned to the court.

En Iran, le nouveau Guide suprême prépare l'appareil militaire et sécuritaire à une confrontation prolongée avec les Etats-Unis et Israël

Invisible depuis son accession au pouvoir, début mars, Mojtaba Khamenei a procédé, ces derniers jours, à une série de nominations renforçant son autorité au sommet de l'appareil d'Etat de la République islamique d'Iran.

Le nouveau Guide suprême iranien, Mojtaba Khamenei, toujours absent du regard du public depuis sa prise de fonctions, en mars, a procédé, ces derniers jours, à une série de nominations qui lui permettent de recomposer une large partie de la direction militaire et sécuritaire de la République islamique. Le mouvement semble répondre à un double objectif : consolider son propre pouvoir et transformer l'appareil sécuritaire en une structure capable de se préparer à une confrontation prolongée avec les Etats-Unis et Israël, en combinant dissuasion, capacités offensives, contrôle intérieur et pression autour du détroit d'Ormuz.

Lundi 10 août, Mojtaba Khamenei a ainsi placé plusieurs hauts gradés des gardiens de la révolution, l'armée idéologique de la République islamique, à des postes stratégiques. **C'est le cas d'Ali Abdollahi, nommé à la tête de l'état-major.** Celui-ci doit notamment achever l'intégration du quartier général central Khatam Al-Anbiya (une structure interarmée chargée de superviser et de coordonner les opérations militaires) au sein de l'état-major, afin de centraliser davantage le commandement et la coordination des forces armées.

Ahmad Vahidi, qui avait pris provisoirement la tête des gardiens de la révolution après la mort de Mohammad Pak-

pour, tué dans les bombardements israélo-américains, a également été confirmé à son poste et promu général de division. Dans le décret de nomination, Mojtaba Khamenei lui demande de chercher une « *dissuasion maximale* », tout en maintenant les gardiens prêts à conduire des « *opérations offensives puissantes contre l'ennemi* ». La doctrine iranienne semble ainsi ne plus reposer uniquement sur la capacité de riposte, mais aussi sur la possibilité de prendre l'initiative et d'imposer directement un coût à l'adversaire.

Le retour de Hossein Taeb, ancien chef des services de renseignement des gardiens de la révolution et figure particulièrement redoutée par la société civile, à la tête du Bassidj (la milice paramilitaire liée aux gardiens, notamment chargée de la répression dans le pays), souligne parallèlement l'importance accordée à la sécurité intérieure. Son mandat prévoit de renforcer les réseaux de renseignement locaux, de recourir davantage aux technologies modernes et de développer l'organisation du Bassidj à l'échelle des quartiers. Cette nomination confirme que, désormais, le régime iranien considère tout mouvement de contestation comme étant élaboré ou encouragé par les ennemis de l'Iran, et comme visant à préparer le terrain à d'éventuelles attaques militaires. La nomination de Hossein Taeb risque

de renforcer la répression.

Les nominations de ces derniers jours semblent traduire une volonté d'« *institutionnaliser les enseignements tirés de la guerre et de préparer l'Iran à une confrontation prolongée, plutôt que de sortir progressivement d'une posture de guerre* », analyse Sina Toossi, chercheur au Center for International Policy à Washington.

« Modifier l'équilibre interne du pouvoir »

Mojtaba Khamenei, lui, n'est toujours pas apparu publiquement depuis qu'il a succédé à son père, tué le 28 février, au premier jour des frappes israélo-américaines. Seuls des communiqués écrits qui lui sont attribués ont été diffusés. Cette absence prolongée, officiellement justifiée par des mesures de sécurité destinées à empêcher une éventuelle tentative d'assassinat, continue d'alimenter les interrogations sur son état de santé.

Ø

Depuis mai, le président iranien, Massoud Pezeshkian, a toutefois affirmé l'avoir rencontré à deux reprises. La dernière rencontre, qui aurait eu lieu fin juillet et dont l'existence a été annoncée dimanche 9 août, aurait duré sept heures. Les deux hommes auraient notamment discuté des « *questions et problèmes du pays* », ainsi que de la situation militaire. Massoud Pezeshkian s'est

voulu rassurant sur l'état physique du Guide suprême : « *Sur le plan physique, il était en parfaite santé* », a-t-il déclaré, lundi, de Téhéran.

Dimanche 9 août, Mojtaba Khamenei a également désigné Mohsen Rezaï, son conseiller militaire, pour le représenter au sein du Conseil suprême de sécurité nationale. Cet ancien commandant des gardiens de la révolution, âgé de 71 ans, doté d'une longue expérience militaire et politique, et réputé proche du nouveau Guide suprême, remplace Mohammad Bagher Zolghadr au poste de secrétaire du Conseil.

L'éviction de ce dernier pourrait traduire la volonté de Mojtaba Khamenei de contenir l'influence croissante du président du Parlement, Mohammad Bagher Ghalibaf, devenu l'un des principaux acteurs des négociations avec Washington. Mohammad Bagher Ghalibaf et Mohammad Bagher Zolghadr entretiendraient en effet des liens étroits.

« *Cette nomination démontre la volonté de Mojtaba Khamenei de modifier l'équilibre interne du pouvoir*, explique Hamidreza Azizi, chercheur indépendant spécialiste de l'Iran et des dynamiques géopolitiques régionales au Moyen-Orient, à Berlin. *Il cherche ainsi à organiser son propre réseau autour du système collégial qui s'était constitué pendant la guerre. Jusqu'à*

présent, Mohammad Bagher Ghalibaf avait la main haute au sein du Conseil suprême de sécurité nationale. »

« Obtenir davantage de concessions »

A cet égard, le choix de Mohsen Rezaï est significatif. Celui qui a dirigé les gardiens de la révolution pendant la guerre Iran-Irak, dans les années 1980, dispose d'un vaste réseau au sein de l'appareil sécuritaire et politique iranien. Il fait partie de ceux qui ne rechignent pas à l'escalade, qu'elle soit rhétorique ou militaire.

Ses prises de position contre le cessez-le-feu conclu avec Washington, en avril, et contre le protocole d'accord d'Istanbul, signé en juin, rejoignent celles de Mojtaba Khamenei et d'une partie de l'appareil sécuritaire, qui estiment que Téhéran aurait dû poursuivre la confrontation avant d'en-

gager des négociations. Le cessez-le-feu s'est rapidement vidé de sa substance avec la reprise des hostilités, début juillet, autour du détroit d'Ormuz : les frappes américaines ont repris, tandis que l'Iran poursuivait ses attaques contre des navires dans le détroit.

« M. Rezaï est connu comme un responsable militaire et sécuritaire qui bénéficie d'une grande considération au sein des gardiens de la révolution, explique l'analyste politique à Téhéran Peiman Salehi, lui aussi critique de l'accord conclu avec les Etats-Unis. Avec sa nomination, le poids du courant représenté par [le ministre des affaires étrangères, Abbas] Araghtchi, [le président] Pezeshkian et [le chef du Parlement] Ghalibaf sera réduit. »

Le 18 juin, après la signature de l'accord d'Islamabad, Mojtaba Khamenei avait publié

un message dans lequel il laissait entendre qu'il était opposé à l'accord, mais qu'il l'avait finalement accepté parce que celui-ci avait été approuvé par le Conseil suprême de la sécurité nationale. La nomination de Rezaï au sein de cet organe constitue donc un message clair adressé à ceux qui ont œuvré à la conclusion de ce pacte et à ceux qui l'ont approuvé.

Pour autant, cette recomposition ne traduit pas une rupture entre les différents centres de pouvoir. Le désaccord ne porte pas fondamentalement sur le principe de recourir à la diplomatie, mais plutôt sur le moment de conclure un accord et sur les concessions que l'Iran doit accepter en échange.

« Le courant représenté par Rezaï estime que l'accord est intervenu trop tôt, analyse Hamidreza Azizi. Selon eux, l'Iran peut encore poursuivre la

guerre, continuer à avancer et obtenir davantage de concessions. Mojtaba Khamenei partage également cette opinion. »

Ces responsables estiment qu'une pression militaire et politique accrue permettrait d'obtenir un meilleur accord et de contraindre les Etats-Unis à réduire leur présence dans la région. Ils considèrent également que Washington n'ira pas jusqu'à engager une guerre visant directement les infrastructures iraniennes.

A ce stade, il serait imprudent de parler de fracture au sein du régime iranien. « Il y a une compétition et une volonté de rééquilibrage, mais pas de rupture », estime Hamidreza Azizi. Pour lui, si les Etats-Unis attaquent de nouveau, tous se rassembleront autour du pouvoir. « C'est ainsi que fonctionne le système de la République islamique. »

Le Monde

Céline Pierre-Magnani
11 août 2026

En Turquie, la loi sur le désarmement du PKK ne règle pas la question kurde

Le Parlement turc a adopté, lundi, une loi-cadre ouvrant la voie à la libération de plusieurs milliers de combattants et cadres du Parti des travailleurs du Kurdistan. Mais son approche sécuritaire ignore les revendications politiques du mouvement kurde et laisse en suspens le sort de leur leader, Abdullah Öcalan, en détention depuis 1999.

Aucun des 12 articles du texte soumis aux députés n'a fait consensus, mais tous étaient d'accord sur un point : une page « historique » vient de se tourner en Turquie. Lundi 10 août, le Parlement turc a adopté à une large majorité (467 voix pour, 87 contre, 7 abstentions) la loi-cadre pour le retour à la vie civile

des membres du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), organisation armée classée « terroriste » par la Turquie et ses partenaires occidentaux.

Rendu public le 5 août, le texte, intitulé « Renforcement de la solidarité nationale et de l'intégration sociale », concrétise un processus lancé

en octobre 2024. Rien ne laissait alors présager que le gouvernement entamerait un nouveau cycle de négociations avec le mouvement kurde, victime, pendant des années, d'une criminalisation tous azimuts.

Le chef historique du PKK, Abdullah Öcalan, 77 ans, emprisonné depuis 1999 dans

la prison de l'île d'Imrali, au large d'Istanbul, avait appelé son organisation à déposer les armes, le 27 février 2025. La dissolution de son mouvement, annoncée le 12 mai 2025, avait été symboliquement mise en scène en juillet de la même année lors d'une cérémonie de dépôts des armes, organisée dans le nord de l'Irak.

A propos de la loi-cadre adoptée lundi soir, le gouvernement se garde d'utiliser le terme d'« amnistie » de peur de braver sa base électorale, mais le texte ouvre bien la voie à la libération de milliers de prisonniers politiques et au retour légal, sur le sol turc, de cadres basés à l'étranger.

Entre 5 000 et 7 000 personnes

Les militants condamnés pour appartenance au PKK et autres infractions liées bénéficieront d'une suspension de leur peine sur une durée de cinq à dix ans, qui conduira à l'abandon des poursuites en cas de non-récidive. Les membres de l'organisation accusés d'homicide seront, quant à eux, exclus du processus. Ces dispositions pourraient concerner entre 5 000 et 7 000 personnes : des combattants positionnés au nord de l'Irak, des membres de l'organisation en exil en Europe, et des personnes emprisonnées en Turquie. Ils auront six mois, à compter de la publication de la loi au *Journal officiel*, pour déposer leur demande auprès des autorités judiciaires.

Le caractère général et flou de certains libellés inquiète cependant les avocats rodés aux surinterprétations et aux

utilisations opportunistes de certaines lois, comme celle sur le terrorisme. « Une route de 10 000 kilomètres doit commencer par un premier pas. Rien n'est encore réglé, mais il n'y a pas lieu de s'opposer à ce texte », a déclaré Abdullah Öcalan lors d'une dernière visite d'une délégation du parti DEM (prokurde, troisième force politique au Parlement), début août. Si le parti et l'organisation continuent de suivre d'un seul homme les directives de leur leader, la loi a suscité des critiques.

Des voix s'élèvent dans les rangs de l'opposition – à commencer par celle du PKK – pour fustiger l'approche purement sécuritaire du texte. Dans un communiqué publié le 9 août, la direction du PKK déplore les « erreurs et lacunes » du projet de loi qui donne la priorité au désarmement et qui ne prendrait pas suffisamment en compte l'objectif de « démocratisation » de la question kurde.

A aucun moment, il n'est question de justice restaurative, alors que le conflit qui dure depuis plus de quarante ans a fait plus de 50 000 victimes, essentiellement kurdes. Par ailleurs, aucun article de la

loi ne permet d'aménagement de peine pour Abdullah Öcalan. « On espérait que le texte comporterait au minimum une disposition permettant de donner un fondement juridique au statut d'Öcalan », décrypte l'universitaire et spécialiste du Moyen-Orient et de la question kurde, Arzu Yilmaz.

« Cette loi est censée renforcer l'intégration sociale [des combattants kurdes]. (...) Les deux parties doivent mettre en œuvre des politiques permettant de rendre ce processus collectif véritablement effectif, de l'ancrer dans la société. Or, je ne vois rien de tel », poursuit l'universitaire. Le doute plane également quant au traitement qui sera réservé à d'autres prisonniers politiques de premier plan, comme les anciens coprésidents du parti prokurde, Selahattin Demirtas et Figen Yüksekdağ, en prison depuis 2016.

Des mois d'attente

Si les frustrations s'expriment au sein du mouvement kurde après des mois d'attente, l'approche sécuritaire du texte n'a rien d'une surprise. Le président Erdogan et son gouvernement ont toujours parlé de « Turquie sans terrorisme », sans jamais laisser

miroiter autre chose qu'un désarmement pur et simple du PKK.

Qu'advient-il des demandes politiques du mouvement kurde, comme l'enseignement en langue maternelle, l'égalité des droits et le respect des instances de démocratie locale ? Si le parti prokurde du DEM a soutenu la loi, c'est qu'il y voit une chance d'empêcher le pouvoir de criminaliser, à l'avenir, les acteurs du champ politique et de la société civile qui luttent pour l'avancée de la reconnaissance des droits des citoyens kurdes. Mais la dégradation de l'Etat de droit dans le pays, au cours des dernières années, risque de compromettre ces espoirs.

Les premières démarches en vue de la libération de militants du PKK pourront être entreprises lors de la publication de la loi-cadre au *Journal officiel*. Mais celle-ci est conditionnée à une validation préalable : la confirmation, par le Conseil national de sécurité, que le PKK aura bien « mis fin à son existence et remis toutes les armes et munitions en sa possession ». Une décision qui pourrait n'être prise qu'à l'automne.

The New York Times

Eric Schmitt, Helene Cooper
Aug. 11, 2026

How Iran Adapted Its Attacks as U.S. War Munitions Dwindled

The Iranian strikes that killed three U.S. soldiers in Jordan show how quickly Iran's war-fighting skills have evolved, as the Pentagon runs low on interceptors.

During five intense days last month, Iran launched waves of drones and missiles at U.S. troops on three bases in Jordan, hoping to break through the formidable American air defenses.

Using advanced missiles that can suddenly change course, Iran pummeled the bases' defensive systems, forcing the Americans to burn through scarce supplies of Patriot interceptors.

On the fifth day, the Iranians broke through.

A missile struck prefabricated housing units at one of the bases on July 17, **killing three U.S. soldiers** and wounding

more than 100. Pentagon officials later acknowledged that scores of other troops were injured and several aircraft damaged in attacks in Jordan that week.

"We shot down almost all the missiles," Secretary of State Marco Rubio said when asked about the fatal attack. "One leaked through."

The strikes reveal a deadly confluence of two important trends: First, Iran has become a more skilled adversary as the war has progressed, learning how to evade U.S. air defenses as it widened the battlefield to include most of the Middle East and enlisted allies like the Houthis in Yemen and militias in Iraq.

Second, the Pentagon's supply of interceptors has quickly dwindled, with the weapons becoming more precious each day of the off-and-on conflict.

The two trends drive home a point that has slowly emerged in the months since the war started, that a global superpower with a mighty military footprint can still be held at bay by a lesser adversary willing to wage asymmetric warfare to find any advantage it can.

The Pentagon has [used more than 1,500 Patriot interceptor missiles](#) in the war and has fewer than 1,700 interceptors left, according to two people briefed on the stockpile levels who spoke on the condition of anonymity to discuss sensitive military details. The United States produced about 600 interceptors in all of 2025.

The rapid depletion is occurring as Iranian forces study another war. In Ukraine, Russia has used combinations of ballistic and cruise missiles to distract Ukrainian air defenses, and then rushed in drones.

"The Iranians are making it more difficult on air defenses when you have a range of both missiles and drones coming in," said Seth G. Jones, the president of the defense and security department at the Center for Strategic and International Studies.

"They have effectively leveraged the Russian tactic," he said, "to make it more difficult to protect across locations in the Gulf."

On a single day during that deadly week last month, according to two U.S. officials, American forces in the Middle East fired about 50 Patriot interceptors, which cost about \$4 million each.

The Pentagon has continued to face a powerful threat, which it has tried to minimize, in the months since major combat ended in early April.

Defense Secretary Pete Hegseth told reporters on April 8 that Iran's missile program was "functionally destroyed," that its launchers and missiles were "depleted and decimated and almost completely ineffective."

Most of Iran's missiles and launchers were stored in vast underground facilities that U.S. and Israeli forces heavily bombed during the first five weeks of the war. But Iran dug out many of those sites and resumed firing, bringing shipping in the Strait of Hormuz to a near standstill and threatening American troops in the region.

President Trump and his national security advisers assumed the fight would be short and would not jeopardize the Pentagon's stockpiles of Patriot interceptors, said Vali Nasr, a professor at the Johns Hopkins School of Advanced International Studies.

But Tehran, he and other Iran experts say, had been waiting for this moment since the conflict began more than five months ago. During a 12-day war in June 2025, Iran's leaders had seen how quickly Israeli and American forces burned through ballistic missile interceptors to knock down barrages of Iranian drones and missiles.

Iran's deadliest strikes against U.S. forces in Jordan targeted Muwaffaq Salti Air Base in Azraq, a Jordanian military installation that the U.S. Air Force has increasingly used as [a major hub](#) for dozens of aircraft and several thousand service members.

Many U.S. troops previously stationed in Kuwait, Bahrain, Qatar and the United Arab Emirates were moved before and during the war to bases like Muwaffaq Salti in Jordan that were farther from Iran and deemed safer from drone and ballistic attacks.

In the days immediately after the strike on July 17, American military commanders strengthened air defenses in Jordan and elsewhere in the region, said a senior U.S. military official, who spoke on the condition of anonymity to discuss operational matters but declined to provide more details.

U.S. military specialists who have also studied drone and missile attacks in Ukraine have been working with the military's Central Command for months, sharing lessons learned from that campaign. Two of the three soldiers killed in Jordan were assigned to air defense units based in Germany that became part of that effort.

This new reality is having geopolitical consequences.

In late July, Mr. Trump asked Mr. Hegseth about the dwindling American weapons supplies, U.S. officials said, confirming [reporting by The Washington Post](#).

The Pentagon has maintained publicly that it does not have a shortfall. "Claims of U.S. munition shortages are false," the chief Pentagon spokesman Sean Parnell said in a statement. "When the fake news media irresponsibly amplifies these lies, the real-world consequence is clear:

Our enemies are emboldened to provoke — or attack — American troops."

Two weeks ago, Mr. Trump [called off bombing raids against Iran](#) after he said the leaders of Saudi Arabia, the United Arab Emirates and Qatar had asked him to pursue diplomatic talks to end the war, which has killed an estimated 1,700 Iranian civilians.

In a phone call, Mohammed bin Salman, the de facto ruler of Saudi Arabia, told Mr. Trump that major airstrikes would probably prompt Iran to retaliate against energy sites and other infrastructure in the kingdom and its neighbors, according to a Saudi official, who spoke on the condition of anonymity to discuss confidential discussions.

With the United States running low on interceptors and Iran's demonstrating that it could pierce those defenses, the threat of serious damage was very real, the Saudi official said. Prince Mohammed urged Mr. Trump to de-escalate, the official said.

The Jordan attack was not the first time Iran has adapted its skills and tactics in this war.

In April, [Iran shot down an American F-15E fighter jet](#) over southern Iran with a shoulder-fired surface-to-air missile. Both the pilot and the weapons officer ejected. The pilot was rescued quickly, but the weapons officer was missing for nearly two days, hiding from Iranian security forces until U.S. Special Operations forces rescued him in a daring operation.

In this case, Iran learned from Ukraine and deployed a swarm of drones in an area American fighter jets had penetrated, a senior U.S. military official said. In interviews with Pentagon officials, the crew said that the F-15E's defensive countermeasures provided

only half a second of warning before Iran hit the \$60 million advanced fighter jet with a shoulder-fired missile.

American military officials concluded that the drones fed three critical pieces of information to Iranian commanders that helped them target the F-15E: its GPS location, speed and direction, one senior military official said.

Mr. Trump announced a "pause" in the fighting shortly after that incident. Military officials needed time to adjust

to Iran's new tactics, two military officials said. Even during breaks in fighting, those tactics have continued to evolve.

When the Houthi militia in Yemen entered the war last month, experts said it signaled Iran's intention to force the United States and its allies to defend themselves from aerial attacks from all directions. Yemen is hundreds of miles south of Iran.

International inspectors also believe that Iran is storing ele-

ments of its nuclear program in a heavily fortified underground complex in central Iran. The site, which the United States [refers to as Pickaxe Mountain](#), is buried more than 300 feet beneath a mountain.

And Iran has sent its troops and leaders to hide-outs scattered across the country, experts said.

"Where are they?" asked Mr. Nasr, of Johns Hopkins. "It's not like they're sitting in a place where you can bomb them. You don't find them."

Jonathan Swan contributed reporting.

[Eric Schmitt](#) is a national security correspondent for The Times. He has reported on U.S. military affairs and counterterrorism for more than three decades. Contact him securely on Signal: [@eric-schmitt.36](#).

[Helene Cooper](#) is a Pentagon correspondent for The Times. She was previously an editor, diplomatic correspondent and White House correspondent.

LA CROIX

12 Août 2026

La Turquie adopte son « processus de paix » avec les Kurdes

Les députés turcs ont voté un plan pour mettre fin à plus de quarante ans de guerre entre le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) et l'État turc.

Le tour de force est indiscutable. Rédiger douze articles censés mettre fin à la vieille guérilla kurde, et trouver une majorité de députés pour adopter une loi visant à « renforcer la solidarité nationale et la cohésion sociale » – c'est son nom – aurait été impensable il y a encore quelques années en Turquie. Après presque un demi-siècle de guerre entre Ankara et les militants kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), les députés turcs ont voté, dans la soirée du lundi 10 août, un plan de désarmement de l'ennemi public n°1 en Turquie (à tel point que prononcer son nom est encore tabou) et l'amorce d'un retour à la vie civile de ses insurgés.

Pour obtenir ce texte, il a fallu vingt-deux mois de négociations avec le mouvement kurde, et de nombreux allers-retours avec l'île-prison d'Imrali où est incarcéré Abdullah Öcalan, le fondateur du

PKK et leader indépensable de la cause kurde. Vendredi 7 août, la Diyanet, la Direction des affaires religieuses de Turquie, a fait réciter dans les 90 000 mosquées du pays cet avertissement de la huitième sourate du Coran : « Ne vous disputez pas, sinon vous fléchirez et perdrez votre force. » L'unité avant tout. Selon Gulistan Kiliç Koçyigit, députée de l'émanation légale du mouvement kurde, le parti DEM, « l'avenir des relations turco-kurdes est en jeu ».

Dans le détail de la loi, le renseignement turc doit d'abord s'assurer que le PKK a bien déposé armes et munitions. Commence ensuite une seconde phase : la suspension des procédures judiciaires et des peines déjà prononcées contre près de 4 000 ex-insurgés, permettant leur retour à la vie civile. Ces derniers ont six mois pour déposer leur demande. Ce deuxième volet exclut toutefois une partie des combattants responsables de crimes graves, dont fait partie Abdullah Öcalan. Le parti DEM a exigé sa libération, en vain. Selon un membre de la délégation qui l'a visité récemment, « Apo

», comme il est surnommé chez les Kurdes, aurait lui-même assuré qu'« un voyage de mille kilomètres commence par un premier pas ». Un doute subsiste sur l'avenir de l'autre visage du mouvement kurde, le charismatique Selahattin Demirtas. Derrière les barreaux depuis 2016, après avoir osé faire perdre une élection législative à Tayyip Erdogan l'année précédente, son cas a fait l'objet d'arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) ordonnant sa libération, jamais appliqués par la Turquie. Autre problème : le racisme ordinaire dont les Kurdes sont victimes est toujours bien ancré. Quant aux milliers de disparitions de Kurdes jamais résolues mais orchestrées par les forces de sécurité turques, elles ne sont même pas évoquées dans le texte.

« Beaucoup de responsables du parti DEM sont en prison, donc ils ont négocié en position de faiblesse. Le gouvernement n'a d'ailleurs pas négocié : il a transmis un ensemble de propositions sans compromis, confie le politologue turc Berk Esen, de l'université Sabanci, à Istanbul. Cette

loi, en revanche, donne plus de pouvoir au président Erdogan, dont le Conseil de sécurité nationale supervisera la suite du processus. Cela lui permettra d'obtenir à l'avenir davantage de concessions des Kurdes, que ce soit pour amender la Constitution ou pour qu'ils ne soutiennent pas l'opposition lors de prochaines élections. »

Historique, cette loi l'est par un autre aspect : elle confirme la domination totale de Recep Tayyip Erdogan sur la vie politique en Turquie. Aux yeux de l'opposition, la façon dont le texte a navigué au Parlement ressemble à du travail expédié, les députés de l'AKP ayant signé « des feuilles blanches ». S'agissant du processus de paix, le Parlement ne pourra désormais plus que formuler des recommandations. Les nationalistes turcs les plus zélés ont toutefois fait voter, en parallèle, une autre loi en faveur des « martyrs » et vétérans de l'armée – 2 000 des près de 50 000 victimes du conflit sont des militaires turcs. L'appel à l'unité paraît bien cosmétique.

Loi votée sur la réintégration des combattants du PKK

Les députés turcs ont adopté lundi une loi historique ouvrant la voie à la réintégration des combattants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), étape majeure du processus de paix visant à mettre fin à plus de quatre décennies de guérilla.

Le texte, officiellement intitulé « Loi sur le renforcement de la solidarité nationale et de l'intégration sociale », a été adopté dans la soirée de lundi à une très large majorité de 468 voix sur 562 au terme de douze heures de débat.

Il encadre le retour à la vie civile des combattants du PKK renonçant aux armes, sans toutefois prévoir d'amnistie générale ni trancher le sort d'Abdullah Öcalan, le fondateur et chef historique de la guérilla kurde emprisonné depuis 1999. Le gouvernement avait pris soin d'insister sur le fait que le texte préparé ces dernières semaines ne constitue pas une loi d'amnistie générale. L'opposition comme les partis au pouvoir ont soutenu l'initiative. Le chef du parti nationaliste MHP, Dev-

let Bahçeli, allié du gouvernement et initiateur du processus de paix fin 2024, a été vu serrant les mains des responsables du parti prokurde DEM à l'issue du vote.

Portée notamment par le Parti de la justice et du développement (AKP, islamo-conservateur) du président Recep Tayyip Erdogan et le DEM, la loi prévoit de suspendre les poursuites et l'exécution des peines des auteurs de certaines infractions pour une période allant de cinq à dix ans.

Quelque 3 500 ex-membres de la guérilla sur les près de 10 000 détenus dans les prisons turques pourraient être libérés au cours d'une première phase, selon des députés turcs. En l'absence de récidive au cours de ce sursis de cinq à dix ans, les enquêtes seront classées et les peines considérées comme purgées.

Aucune mention d'Öcalan

Mais le texte ne fait aucune mention d'Abdullah Öcalan. Le vice-président turc, Cevdet

Yılmaz, a même affirmé que le sort du chef historique du PKK, âgé de 77 ans, « ne relève pas de cette loi ». Mais ce dernier, qui purge une peine de prison à vie, restera « en mesure de contribuer au processus » de paix, a-t-il assuré la semaine passée. Les débats, retransmis longuement lundi par la chaîne publique TRT, ont été émaillés de tensions.

« C'est un seuil historique. Que 468 personnes aient voté en faveur de cette proposition de loi prouve que le bloc au pouvoir pourrait proposer des amendements qui améliorent la vie de tout le monde et obtenir du soutien » a déclaré la députée du DEM Ceylan Akç. « Ce soir, nous pouvons tous respirer profondément. C'est la première étape d'une longue marche vers une égalité absolue, réelle et authentique [de la communauté kurde en Turquie, ndr]. Je choisis d'être optimiste... et pleine d'espoir » a-t-elle salué.

Abdullah Öcalan, détenu à l'isolement sur une île-prison

au large d'Istanbul, avait appelé l'an passé les combattants du PKK à déposer les armes, répondant à la main tendue d'un proche allié du président Recep Tayyip Erdogan. La direction du PKK avait annoncé dans la foulée sa dissolution, avant de procéder quelques semaines plus tard à une très symbolique cérémonie de dépôt d'armes, en juillet 2025, dans le nord de l'Irak, où des combattants « en nombre limité » restent retranchés, selon Ankara.

Dimanche, les responsables du PKK ont toutefois dénoncé les « graves erreurs et lacunes » du texte, jugeant que ce dernier ne permettra pas de régler la question kurde dans sa globalité.

Le PKK continue par ailleurs de réclamer la libération d'Abdullah Öcalan, en affirmant qu'il a joué un rôle de « coordinateur du processus de paix ». Dans le cas contraire, « de nombreuses dispositions de la loi resteront lettre morte » prévenait-il également.

AFP

Syrie : la condamnation de responsables du régime Al-Assad, un test pour la justice transitionnelle du pays

L'ancien général Atef Najib a été condamné, mardi, à la peine de mort pour crimes contre l'humanité. Si les victimes du régime se réjouissent, plusieurs ONG dénoncent un procès inique.

Le visage pâle et le crâne rasé, en tenue de prisonnier, Atef Najib se tient, seul, debout dans la cage de métal de la 4^e chambre criminelle du tribunal de Damas. A l'annonce de sa condamnation à la peine

de mort, mardi 11 août, pour crimes contre l'humanité, il reste mutique. L'ancien général est accusé d'avoir supervisé, alors qu'il était chef de la sécurité politique de Deraa (sud du pays), l'arrestation

de 15 adolescents dont la torture en détention fut l'étincelle de la révolution syrienne, en mars 2011. La répression meurtrière qu'il a ensuite exercée, jusqu'à sa mise à l'écart en avril 2011, contre les ma-

nifestations pacifiques dans cette ville précipita le pays dans la guerre civile.

Cités dans l'acte d'accusation, son cousin le dictateur Bachar Al-Assad, et son frère Maher, ancien chef de la 4^e division armée, ainsi que plusieurs responsables sécuritaires du régime, ont été condamnés à mort par contumace. La Russie, qui a accueilli Bachar Al-Assad lors de la chute du pouvoir de ce dernier, le 8 décembre 2024, et qui lui a accordé l'asile politique, refuse de le remettre à la Syrie. Tous ont été reconnus coupables de crimes contre l'humanité et de crimes de guerre, assortis des chefs d'« assassinat avec préméditation, meurtre intentionnel de plusieurs personnes, meurtre intentionnel d'enfants de moins de 15 ans (...), torture ayant entraîné la mort et privation de liberté ».

Ces premières condamnations sont un test pour le processus de justice transitionnelle lancé par le nouveau pouvoir en Syrie. Elles ont été accueillies avec liesse par ceux, nombreux, qui ont subi les crimes du clan Al-Assad durant cinq décennies, mais critiquées par les organisations de défense des droits humains, qui dénoncent l'iniquité de ce procès. « Ce verdict constitue une étape importante sur la voie de la justice transitionnelle, et un message clair à tous ceux qui ont commis des crimes et versé le sang syrien : dans la nouvelle Syrie, l'impunité n'a plus sa place », commente l'avocate Noha Al-Masri, qui représente, avec six autres avocats bénévoles, 82 victimes ou proches de victimes de Deraa, dont elle-même.

Confrontation libératrice

Son frère, Achraf Al-Masri, un agent immobilier de 37 ans, a été tué, le 23 mars 2011, lors de l'assaut donné par les forces de sécurité contre la mosquée Al-Omari, alors épicentre du soulèvement à Deraa. La culpabilité d'Atef Najib est, à ses yeux, incontestable.

« En tant que chef de la sécurité politique de Deraa, il intervenait dans chacune des décisions de la région, petite comme grande. Il a été placé à la tête de la commission de sécurité responsable d'écraser les manifestations. C'est à cause de lui que le pays a pris cette direction sans retour », accuse l'avocate de 56 ans.

La confrontation avec Atef Najib devant la cour a été libératrice. « J'ai envie de le tuer, mais j'ai confiance dans la justice rendue au nom du peuple syrien. Il doit être exécuté », confiait Nayef Al-Abizeid à la sortie de son audition, le 14 juillet. Il avait 13 ans lorsqu'il a été arrêté, fin février 2011, pour un graffiti qu'il nie encore aujourd'hui avoir écrit sur le mur de son école : « Jay alek eddour, ya douktour » (« ton tour arrive, docteur »). Après la chute du raïs égyptien Hosni Moubarak et du président tunisien Zine El-Abidine Ben Ali, lors des « printemps arabes », le message était sans équivoque pour Bachar Al-Assad, ophthalmologue de formation.

« Je prie Dieu pour qu'il me garde en vie assez longtemps pour voir Bachar Al-Assad devant un tribunal et obtenir vengeance », poursuit le Syrien de 29 ans, qui garde des séquelles psychologiques des tortures qu'il a subies chaque jour jusqu'à sa libération, le 22 mars 2011. « Il n'y aura pas de justice transitionnelle, et le peuple syrien ne sera pas apaisé, tant que Bachar Al-Assad ne sera pas traduit devant un tribunal syrien pour assumer ses responsabilités », abonde Ahmed Al-Boukaï, un membre de la Commission sur la justice transitionnelle, mise sur pied en mai 2025.

« Le peuple a été privé de la vérité sur les crimes »

La capacité du nouveau pouvoir à organiser ces procès dans le respect du droit est cependant questionnée. « Les procès contre les responsables du régime d'Al-Assad

doivent permettre de révéler la vérité sur les atrocités qu'ils ont commises, tout en garantissant équité et impartialité. Atef Najib n'a pas bénéficié d'un procès équitable, et le peuple syrien a été privé de la vérité sur les crimes qui ont déclenché le conflit », regrette Mohammad Al-Abdallah, directeur exécutif de l'ONG internationale de défense des droits humains, Syria Justice and Accountability Centre (SJAC).

La peine de mort est « cruelle et irréversible, particulièrement quand un procès équitable n'est pas garanti », alerte sur X Hiba Zayadin, spécialiste de la Syrie pour Human Rights Watch. L'application de celle-ci devrait dissuader de nombreux Etats de remettre à la Syrie des membres du régime Al-Assad en fuite.

Depuis l'ouverture du procès d'Atef Najib, le 29 avril, les experts en droit pénal international déplorent l'empressement des nouvelles autorités à juger les membres du régime Al-Assad. Le processus de justice transitionnelle est à l'état embryonnaire. La commission, créée pour documenter les crimes « majeurs » commis depuis l'arrivée au pouvoir de Hafez Al-Assad, en 1971, s'attelle encore à bâtir sa structure et un mécanisme, avec l'aide d'ONG internationales telles que le SJAC, d'agences onusiennes et d'Etats qui ont connu une expérience similaire. « Nous avons trop d'affaires à gérer, et nous manquons de financements et d'expérience », reconnaît Ahmed Al-Boukaï, un des membres de la commission sur la justice transitionnelle.

« Il y a des dizaines de milliers de cas. Si on parvient à les résoudre en cinquante ans, ce sera magnifique. Peut-être que notre génération mourra, qu'une autre viendra et qu'on ne saura pas toute la vérité », poursuit le Syrien de 42 ans, qui a perdu 30 membres de sa famille dans une attaque chimique dans la Ghouta

orientale. La loi sur la justice transitionnelle n'a pas encore été votée par le Parlement, intronisé mi-juillet. Le ministère de la justice, engagé à rebâtir le système judiciaire avec le soutien d'experts internationaux, n'a pas la capacité de se saisir de milliers d'affaires. Il insiste néanmoins pour juger, sans attendre, devant les tribunaux syriens, des caciques de l'ancien régime.

« Nous ne pouvons pas garder des milliers de personnes en prison sans procès. Ces procès vont recréer un sentiment de stabilité et de sécurité en Syrie, et donner aux citoyens le sentiment que la justice suit son cours, car ils cherchent actuellement à faire justice par eux-mêmes », plaide le vice-ministre de la justice, Mustafa Al-Qassem, un ancien juge de 64 ans qui a fait défection lors de la révolution. « Il était important de lancer ces procès pour calmer la population. La rue est en ébullition et les gens sont en colère, car nous n'avons pas entamé le processus de justice transitionnelle », abonde Ahmed Al-Boukaï, qui évoque un risque de « guerre civile ».

« Volonté d'aller vite »

Les affaires relevant de la justice transitionnelle ont été confiées à la 4^e chambre criminelle de Damas, présidée par le juge Fakhr Al-Din Al-Aryan, spécialiste en droit pénal qui a lui aussi fait défection lors de la révolution. « C'est un bon juge, désireux d'apprendre et de combler ses lacunes en droit pénal international, mais le ministère de la justice essaie de le contrôler. Il doit pouvoir bénéficier d'une totale indépendance », plaide Aweiss Al-Dobouch, un avocat spécialisé en droit pénal international et vice-directeur du SJAC.

Dans la liste des accusations, le juge Al-Aryan a retenu les qualifications de « crimes de guerre » et de « crimes contre l'humanité » sur la base de conventions et de traités internationaux que la Syrie n'a

pas encore ratifiés. Ces chefs d'accusation figurent dans la future loi sur la justice transitionnelle. « *Les jugements dans ces procès seront fondés sur les lois actuelles en vigueur en Syrie, qui sont celles de l'ancien régime, jusqu'à ce qu'elles soient modifiées* », précise Mustafa Al-Qassem. La déclaration constitutionnelle de mars 2025, qui fixe le cadre de la justice transitionnelle, prévoit une exception au principe de non-rétroactivité des lois pour les crimes de guerre, les crimes contre l'humanité et le crime de génocide commis par l'ancien régime.

Le déroulement du procès a été un « *désastre* », estime M^e Al-Dobouch. Lors de l'audience du 14 juillet, à laquelle il a assisté, le juge a auditionné 18 témoins en deux heures. « *Le juge est enclin à accepter tout ce qui accuse Atef Najib sans questionner la véracité des témoignages et sans établir le lien entre le crime et le criminel. On sent une volonté d'aller vite pour criminaliser Atef Najib* », commentait-il alors. L'expert en droit pénal international, qui a participé à la constitution de dossiers judiciaires devant la justice allemande, dans des

affaires liées aux crimes du régime Al-Assad, affirme que « *le dossier est très faible* ». Il relève l'absence de documents et de témoins-clés, à l'instar de membres des forces de sécurité ayant fait défection ou qui seraient prêts à témoigner contre la garantie d'une amnistie pour raconter le système de l'intérieur.

« *S'il avait eu une véritable défense, Atef Najib pouvait être acquitté* », poursuit M^e Al-Dobouch. L'avocat désigné pour le défendre, cible de pressions sur les réseaux sociaux, n'est jamais intervenu

durant le procès. Atef Najib n'a, lui, jamais eu la parole, hormis pour répondre au juge sur les faits lui étant reprochés. « *Non, mon président* », a-t-il systématiquement déclaré. Il peut faire appel de sa condamnation. Le vice-directeur du SJAC préconise de suspendre la tenue d'autres procès pour « *remettre sur pied le système judiciaire, renforcer l'Etat de droit et prendre le temps d'établir les dossiers avant que le processus de justice transitionnelle ne devienne un désastre* ».

The New York Times Maggie Haberman, Eric Schmitt,
Zolan Kanno-Youngs
Aug. 10, 2026

Trump Said to Have Secretly Used Military Jet to Leave Turkey Amid Threats From Iran

President Trump hid in an airport catering container and was taken to a military jet for a secret flight out of country after the NATO summit last month.

Top administration officials engaged in an elaborate deception to spirit President Trump out of Turkey during the NATO summit there last month, transporting him in a catering container to a military jet because of a threat against him and Air Force One from Iran, two senior U.S. officials said on Monday.

Mr. Trump and other officials had said publicly that he would be leaving Turkey on July 8 aboard one of the older versions of Air Force One rather than a luxury 747-8 donated by Qatar that he had flown in on. Mr. Trump told reporters at the time that he was making the switch for “old time’s sake.”

Mr. Trump boarded the older plane from the left-side door in view of cameras, and news organizations, including The New York Times, reported that he had traveled on it to Britain,

where he switched back to the newer plane. The Times [reported at the time](#) that the decision was driven in part by concern about the security of the new plane donated by Qatar, which had not been equipped with all of the defensive capabilities of older versions.

But instead of flying out aboard that older, powder blue, modified 747, Mr. Trump was whisked off that plane via a catering container that had been lifted to the opposite side of the plane from where the journalists traveling with him boarded, one of the U.S. officials said. The president was then taken to a third plane, which he flew in secret to Britain, the official with knowledge of the matter said.

Reporters on the older plane were not told that Mr. Trump had not flown with them from Turkey to an air base in Britain,

making them unwitting participants in the ruse and leaving them, along with some White House staff members, to serve as unknowing decoys.

After Mr. Trump arrived in Britain, he was secretly moved back to the older version of Air Force One. He then disembarked in view of reporters and walked across the tarmac to the plane donated by Qatar, which he flew to Washington.

The elaborate plan appears to have been developed in a matter of hours after officials determined that a threat against Mr. Trump from Iran was credible. It came after years of threats against Mr. Trump from Iran and amid the war he launched against that country. And it was an unusual instance of the public being deceived about a president’s whereabouts. Officials have not previously

acknowledged that Mr. Trump was not where they claimed he was. The furtive operation was reported earlier by [the Washington Post](#), which identified the plane that carried the president to Britain from Turkey as a C-32A, a military variant of a Boeing 757.

It is rare for presidents to travel without the reporters who comprise the press pool designated to be with them, or in their vicinity, without some general awareness of the commander in chief’s whereabouts.

President George W. Bush kept a slimmed-down press pool with him as he flew first to a military base and then back to Washington in the chaotic hours after the Sept. 11, 2001, terrorist attacks. And presidents — including Mr. Trump — have traveled to war zones with reporters alongside them.

Donald Mihalek, a former Secret Service agent who worked in the protective details for Mr. Bush and President Barack Obama, said the Secret Service has used decoy motorcades and flights in the past to move presidents secretly.

"Anytime the president is in a theater where there's potential combat danger, the Secret Service has employed protective counter measures including the use of a decoy," Mr. Mihalek said.

He added that the agency has long prioritized the security of the president over transparency with the public.

"The agency is not the agency of public affairs," he said. "The agency is the agency of the Secret Service. Their number one job is to keep the president safe."

In this case, the threat led the White House to purposely mislead reporters assigned to cover Mr. Trump, leaving journalists to report that he was traveling on board a plane that was being used as a decoy.

After The Times reported last month on the security shortcomings of the Qatari-donated jet amid the concerns about the threat from Iran, Steven Cheung, the White House communications director, seemed to hint that subterfuge might have been involved in Mr. Trump's departure from Turkey.

"As the president has said recently, there are many enemies of America who have their sights on him, and we use every tool at our disposal — including distraction and misdirection — to address those threats," he said at the time.

The threat from Iran was not specific to the Qatari-donated jet, people familiar with the sequence of events said. Instead, Mr. Trump was being

targeted on whatever airplane he was traveling on, as The Times has previously reported.

Mr. Trump was briefed on the threat while in Turkey, and a plan was soon put in place, with a small group of top government officials involved, including Gen. Dan Caine, the chairman of the Joint Chiefs, and Defense Secretary Pete Hegseth, the official with knowledge of the deception plan said.

The Defense Department and a spokesman for General Caine referred all questions to the White House on Monday. The White House reissued Mr. Cheung's statement from the week of the NATO summit, only without the clause mentioning "distraction and misdirection." The U.S. officials with knowledge of the deception plan spoke on the condition of anonymity to discuss sensitive security issues.

When Mr. Trump arrived at the airport to leave Turkey, a camera that had been positioned beforehand captured him getting on the old Air Force One, and journalists traveling with him, rushing to board the plane through lower steps in the back, had only a glimpse of him. A pool report noted as the plane took off, "We have been advised to keep our window shades in the press cabin closed."

The older Air Force One landed at 10:16 p.m. at the Mildenhall military base in England, a pool report said, with Mr. Trump stepping off it 40 minutes later. Before that, unbeknown to reporters, Mr. Trump was brought by vehicle from the third plane that he had arrived on to the older Air Force One, boarded it through a different entrance and strode down the step from the upper left-side door as he would typically do, according to the U.S. official.

He walked from there to the Qatari jet, as the small group of reporters who had traveled

aboard the older jet watched. The president and the press pool then boarded the new plane to fly back to Washington.

When asked by reporters during that flight back to the United States about why they had flown on the old Air Force One to England, Mr. Trump claimed he had wanted the troops stationed at the U.K. base to see the new plane. When pressed on why the window blinds had been directed to be shut on the flight from Turkey, Mr. Trump said that he knew of no specific threat, but described himself as under constant siege from Iran.

"I'm number one on their list, before you," he told the reporters. "But if I go, you go. Right?"

Mr. Trump and a number of his advisers have faced threats from Iran for years, especially after Mr. Trump, during his first term, ordered the killing of a powerful Iranian commander, [Maj. Gen. Qasim Suleimani](#).

Mr. Trump's advisers during the 2024 campaign privately told allies that they were given intelligence that Iran still hoped to harm Mr. Trump. That led to the occasional use of decoy planes during the campaign. His staff at times put the candidate aboard a secret jet, without alerting the media, while his staff flew his private plane. The Biden administration increased security for Mr. Trump that summer after new intelligence about plots to kill Mr. Trump; a short time later, he faced an unrelated assassination attempt in Butler, Pennsylvania at an outdoor rally. There was a second unrelated attempt in September 2024.

The collective threats, which ranged from a prosecuted murder-for-hire plot by an Iranian proxy to the hacking of Trump campaign officials' email and social media ac-

counts, created a siege climate for the candidate and his aides. It led to fear, insularity and, at times, paranoia, that shaped how officials interacted with the Biden administration, which was responsible for allocating Secret Service resources, as well as with the media, and with other government officials.

After the Times reported about the security concerns in Turkey, and the fact that the Qatari jet lacked the same defensive capabilities as the older presidential aircraft, Mr. Trump was enraged by the leaks. The Justice Department issued subpoenas for grand jury testimony to the reporters who had been on the bylines of the stories, as well as some of their family members. Those subpoenas were withdrawn after a federal judge admonished federal prosecutors for the process involved.

Mr. Trump has continued to rage about information coming from his government that contradicts what he is telling the public, particularly about the war in Iran that he began on Feb. 28, according to multiple officials.

Katie Rogers, Erica L. Green and Doug Mills contributed reporting.

[Maggie Haberman](#) is a White House correspondent for The Times, reporting on President Trump.

[Eric Schmitt](#) is a national security correspondent for The Times. He has reported on U.S. military affairs and counterterrorism for more than three decades. Contact him securely on Signal: [@eric-schmitt.36](#).

[Zolan Kanno-Youngs](#) is a White House correspondent for The Times, covering President Trump and his administration.



Aug 12, 2026

President Barzani hails Turkey's PKK integration law as 'turning point' for peace

ERBIL, Kurdistan Region - The Turkish parliament's bill allowing the reintegration of Kurdistan Workers' Party (PKK) members who lay down arms is a «turning point» toward fostering coexistence and achieving peace in Turkey and beyond, Kurdistan Region President Nechirvan Barzani said Wednesday, hailing the landmark law.

"I warmly welcome the passage of the Law on Strengthening National Solidarity and Social Integration in the Turkish Parliament," the Kurdish President said, affirming that "this courageous step represents an important turning point toward achieving lasting peace, security, and stability in Turkey and the entire region."

President Barzani emphasized his longstanding belief in "peace and dialogue" as "the

best options" to address thorny issues and that "the era of arms and military solutions is over."

"This law presents a great opportunity to build trust and peaceful coexistence among all components of Turkey," he said, urging all sides to "support it and work for the success of peace."

Turkish lawmakers on Monday passed the landmark bill with 468 votes in favour, 88 against, and six abstentions in Turkey's 562-member parliament.

The legislation comprises 12 articles and establishes the legal framework for post-disarmament procedures and the reintegration of PKK members under the peace process.

The bill was jointly prepared by Turkish President Recep

Tayyip Erdogan's Justice and Development Party (AKP) and the Nationalist Movement Party (MHP), and was also signed by the pro-Kurdish Peoples' Equality and Democracy Party (DEM Party), along with lawmakers from the opposition Republican People's Party (CHP).

President Barzani on Wednesday reiterated his "appreciation and commendation" to Erdogan and "all the leaders and parties involved in bringing this law to fruition."

"As always, we reaffirm the Kurdistan Region's full support for the success of peace and stability," the Kurdish leader concluded.

The move comes 18 months after PKK leader Abdullah Ocalan in February 2025 called on the group to lay down its arms and dissolve

itself as a prelude to a political solution to the decades-long conflict with the Turkish state - a conflict that has claimed nearly 40,000 lives, mostly Kurds.

In May 2025, the group declared its dissolution and an end to its armed campaign, temporarily rebranding itself as the Kurdistan Freedom Movement and later in October, it announced the withdrawal of all its fighters from Turkey as part of its push for peace with Ankara.

Of note, while the Monday bill offers partial amnesty to PKK fighters, lawmakers did not address the fate of the group's leader, Ocalan, who has been serving a life sentence in solitary confinement on Imrali island since 1999.



Aug 13, 2026

Kurdish MPs call for increased fuel allotment for Region

ERBIL, Kurdistan Region - A group of Kurdish lawmakers submitted a petition requesting Prime Minister Ali al-Zaidi to increase the Kurdistan Region's share of crude oil for domestic fuel production from 50,000 to 140,000 barrels per day (bpd), as the region faces an ongoing gasoline shortage and high prices.

Sipan Sherwani, a Kurdistan Democratic Party (KDP) lawmaker, secured the signatures of 169 members of parliament as of Wednesday, including lawmakers from the Patriotic Union of Kurdistan (PUK), Kurdistan Islamic Union, as well as Shiite and Sunni representatives.

"Today, the document was for-

mally referred by the second deputy speaker of parliament [Farhad Atrushi] to the prime minister for a decision," Salwan Akreyi, a KDP lawmaker, told Rudaw's Hastyar Qadir on Thursday.

This comes as the Kurdistan Region faces acute fuel shortages following suspensions in production during the war

since late February as well as renewed escalations in mid-July. Kurdistan Region Prime minister Barzani in late July stepped in to instate price caps on gasoline which have fallen short of meeting the Region's consumer demands amid intermittent closures of gas stations and insufficient supply from Baghdad.

The lawmakers are calling on the federal government to take urgent measures to address the gasoline crisis in the Kurdistan Region by increasing its crude oil quota to 140,000 bpd.

PUK lawmaker Sarwa Mohammed told Rudaw on Thursday that her committee signed the request "in the interest of the people."

Under an August 2025 agreement between Erbil and Baghdad, the Kurdistan Regional Government retains 50,000 bpd of crude oil from fields in the Region for domestic use, while the remainder is handed

to the federal State Organization for Marketing of Oil (SOMO), according to a 2025 statement published by the Kurdistan Region Ministry of Natural Resources

The Kurdistan Region Ministry of Natural Resources clarified on Tuesday that the 2025 agreement outlining 50,000 bpd allocation was "the result of a temporary agreement" and did not represent what it considers a fair share based on the Region's population.

"The share of the Kurdistan Region's crude oil for domestic consumption, according to all criteria, should be more than

double the current amount," the ministry said in a statement.

Basim Mohammed Khudair, Iraq's Oil Minister, said the first week of August that Baghdad was prepared to provide the Kurdistan Region with its domestic fuel needs at a subsidized national rate "if the Kurdistan Regional Government hands over the 50,000 barrels of oil," in reference to the current agreement in which the KRG currently manages its petroleum products independently.

The gasoline crisis has been worsened by disruptions to

oil production and refining in the Kurdistan Region following repeated attacks on energy infrastructure.

The Region's crude output has fallen sharply, limiting the supply available to local refineries and contributing to shortages.

Prime minister Barzani introduced measures including fuel price caps and a pilot electronic-card system for subsidized gasoline in Erbil continuing into August, but shortages, price surges and long queues continue to persist.



Karwan Faidhi Dri
Aug 13, 2026

PKK-Ankara peace mediators meet Erdogan as process progresses

ERBIL, Kurdistan Region - Pro-Kurdish lawmakers mediating the ongoing peace talks between the Turkish state and the Kurdistan Workers' Party (PKK) met President Recep Tayyip Erdogan on Thursday, days after parliament passed a law providing a legal framework for the process - seen as the first major state contribution to the peace initiative.

Pervin Buldan and Mithat Sarıcar, lawmakers from the pro-Kurdish Peoples' Equality and Democracy Party (DEM Party), said in a joint statement that they held a one-and-a-half-hour meeting with Erdogan at the presidential palace to discuss the law, which was passed on Monday with 468 votes in favor, 88 against, and six abstentions in Turkey's 600-seat parliament. «Both sides assessed the sig-

nificance of the stage reached in the process and the steps to be taken going forward,» read the statement. «It was emphasized that, with this law, opening the door to a period in which democracy and the political sphere will be strengthened is of vital importance for all our citizens and our country. During the meeting, the shared determination to continue the process with resolve was reaffirmed.»

There was no immediate statement from the Turkish presidency on the meeting.

Ahead of the meeting, the DEM Party delegation told reporters that they will discuss all issues with Erdogan, adding that they plan to visit jailed PKK leader Abdullah Ocalan soon.

The law allows PKK fighters who have not been involved in violent actions to be reintegrated and temporarily suspends PKK-related prosecutions. However, it does not address the fate of Ocalan - an omission that has drawn criticism from the group.

Mustafa Karasu, a senior PKK commander, has criticized the law for failing to define Ocalan's status and role, saying his direct participation is essential for the peace process to move forward.

"The failure to refer to the resolution of the Kurdish issue in the law is considered a significant shortcoming," Karasu said in a recent interview with the PKK-affiliated Firat News Agency (ANF) published on Wednesday.

"It concerns thousands of fighters. It concerns thousands of cadres. Yes, the PKK has dissolved itself, but there is still a community here," said Karasu, affirming that, "without the direct and official participation of Ocalan, this law will not be effective."

Karasu said the legislation focuses too heavily on disarmament while failing to address the Kurdish issue and democratic reforms.

The DEM Party has strongly endorsed the law while acknowledging that it falls short of its expectations.

"This law does not meet all our expectations, but we cannot devalue it. To meet our expectations, it is necessary to intensify the joint struggle. We evaluate the law as a law

that creates the ground for democratic politics,» DEM Party spokesperson Aysegul Dogan told reporters during a press briefing on Thursday.

She later told Rudaw's Ma-shallah Dakak that two committees will be formed - one affiliated with the presidency and the other with parliament - to oversee the process.

«These two committees need to work together in coordina-

tion. Once these committees are established, it will become clear how applications will be received,» she said.

Dogan also said that the PKK is awaiting instructions from Ocalan on how to lay down its arms, noting that the law stipulates that it will not be enacted until the National Security Council confirms that the PKK has dissolved itself and laid down its arms, with the results subsequently pub-

lished in the Official Gazette.

«Coordination between the committees and Ocalan is seen as necessary for the return of the PKK,» Dogan stressed.

Asked about the future of the DEM Party as the process moves forward, Dogan said the party has decided to hold a congress on September 6, bringing it forward from the previously scheduled date of

September 20.

«The congress will be a preparatory congress for restructuring. Our preparations for the congress are continuing. With the September 6 congress, we will launch the restructuring process,» she said. «For this process to conclude successfully, we will also hold meetings with different segments of society.»



Aug 13, 2026

SDF chief meets Sharaa's envoy over Hasaka security after attack on displaced Kurds

ERBIL, Kurdistan Region - Mazloun Abdi, commander of the Kurdish-led Syrian Democratic Forces (SDF), received Ziad al-Ayesh, envoy of Syrian interim President Ahmed al-Sharaa, for key talks on the "security and stability" of Hasaka province in north-east Syria (Rojava), days after the return of a convoy carrying hundreds of displaced Kurdish families to a town in Hasaka was marred by attacks from armed assailants.

In a late Thursday statement on X, the SDF commander said he received presidential envoy Ziad al-Ayash and Awad al-Jassem, commander of the Syrian army's 60th Division - which comprises SDF fighters integrated into the Syrian state in Hasaka - to discuss «a number of important files and issues related to the

security and stability" in the Kurdish-majority province.

The meeting further addressed «the attacks on state institutions, the issues of displaced civilians, as well as accelerating and completing the integration processes,» Abdi said, adding, «We reached a set of solutions and sensed a positive atmosphere and serious steps toward addressing these files in a way that serves the security and stability of the province.»

The key meeting comes days after the first convoy of displaced Kurdish families returning to Sare Kani (Ras al-Ain) in Hasaka came under attack by «saboteurs» on Monday, Sipan Hemo, a Syrian defense ministry official - previously a senior SDF commander - confirmed.

«We condemn and denounce the attacks carried out by a number of saboteurs against families returning to the city of Sare Kani and their attempts to prevent residents from returning to their city,» said Hemo, who was appointed deputy Syrian defense minister in March.

Sare Kani and its surrounding areas fell under the control of the Turkish army and allied Syrian armed groups following an October 2019 military offensive that displaced tens of thousands of Kurdish, Arab and other residents.

The return of displaced persons on Monday aligns with a January 29 agreement between the SDF and the Syrian interim government, reached after weeks of intense fighting. The deal established a per-

manent ceasefire and set out the gradual integration of military, security and civil administrative institutions in Rojava into the Syrian state.

It also outlined measures to facilitate the safe return of displaced people to their hometowns.

The Monday incident sparked protests in at least three major cities in Rojava: Hasaka, Qamishli and Kobane.

Abdi then condemned the attack on Sare Kani returnees, urging accountability as well as restraint on «the Kurdish street,» while pointing to coordination with Damascus authorities to facilitate safe returns.



Aug 14, 2026

Kurdish families forced back to camps after Sare Kani attack

ERBIL, Kurdistan Region - Some Kurdish families from Sare Kani (Ras al-Ain) in northeast Syria (Rojava) were forced back to displacement camps after armed assailants attacked them as they attempted to return home. Local officials tell Rudaw that those who managed to stay now need protection, as an uneasy calm has settled over the city.

Bahiyah Ahmed returned to her displacement camp in Rojava's Hasaka province in dismay. She had set out for Sare Kani with the first convoy of returning Kurdish families on Monday which came under attack from armed assailants, forcing the families to turn back.

Ahmed told Rudaw's Vivyan

Fatah that she made it as far as her house, but was not able to step inside. "They destroyed our entire house - no doors, no windows. They even ripped out the tiles and everything else," she said.

Despite this, Ahmed said the families still seek the restitution of their properties, so they "can return and live in peace."

Sare Kani and its surrounding areas fell under the control of the Turkish army and allied Syrian armed groups after an October 2019 offensive, forcing some 200,000 Kurds to flee as armed groups and settlers seized their properties.

"This sacrifice is for a cause - for the [Kurdish] nation. I have

spent eight years in the camp, but I do not regret it. It is all for the Kurdish cause," Ahmed stressed.

Monday's return effort followed a January 29 agreement between Damascus and Rojava, reached after weeks of deadly fighting. The deal established a permanent ceasefire and set out the gradual integration of the Kurdish-led enclave's military, security, and civil administrative institutions into the Syrian state. It also outlined measures to facilitate the safe return of displaced people to their hometowns.

However, Jwan Iso, a member of the Sare Kani Displaced Persons Committee, told Rudaw that "after Monday's events, it became clear that

the situation in Sare Kani is not safe."

"The security, military, and administrative institutions are not carrying out their duties. The truth about those attacks must be revealed, the perpetrators identified and held accountable, and the displaced who managed to return to Sare Kani need protection," Iso emphasized.

The Monday incident sparked protests in at least three Rojava cities - Hasaka, Qamishli, and Kobane - as Kurdish leaders continue to call for restraint on the street. But with provocations ongoing, it remains to be seen how long that calm will hold.



Aug 16, 2026

Nearly 7,000 displaced families remain in Afrin camps

ERBIL, Kurdistan Region - Nearly 7,000 displaced families from different parts of Syria remain in camps in the Kurdish city of Afrin, a local official said on Sunday, as dwindling humanitarian assistance adds to challenges facing displaced people while thousands of others return to their homes.

"There are currently nearly

7,000 displaced families from different areas of Syria in the Afrin region," Imad Nimeh, the official in charge of Social Affairs and Labor Department in Afrin, told Rudaw's Nushin Heme.

"The number of camps in the region has fallen by half, with 80 camps remaining. These camps are mainly spread across central Afrin, Jindires

and Shera," Nimeh said.

"Support for these camps has almost completely been cut off, with only a few organizations providing limited assistance, such as hygiene kits," he added.

Afrin, a predominantly Kurdish region in northwest Syria, has experienced years of displacement and demographic up-

heaval since Turkey and allied Syrian armed groups seized the area from Kurdish forces in 2018.

An agreement between the Kurdish-led Syrian Democratic Forces and the interim government in Damascus in January has allowed tens of thousands to return.

"The number of families who

have recently returned to the Afrin region and registered with us has reached 17,000. Most of these families have returned from Aleppo and the Jazira region,” the local official said.

Local authorities are working to provide returning families with non-food items, direct financial assistance and rent support, according to Nimeh.

Nearly 100 recently returned families no longer have homes

and have been accommodated in the Yed al-Oun residential village in the Shera area, where housing has been provided to them, he added.

Nimeh said authorities are also coordinating with the

United Nations refugee agency (UNHCR) to arrange transportation for displaced families who want to return to their areas of origin.



Aug 16, 2026

Ocalan's freedom key to lasting peace in Turkey: Senior PKK commander

ERBIL, Kurdistan Region - Jailed Kurdistan Workers' Party (PKK) leader Abdullah Ocalan must be granted physical freedom and play a direct role in ongoing peace efforts with Turkey, a senior commander of the group has stated, arguing that recent legislation passed by the Turkish parliament falls short of creating the conditions needed for a lasting settlement.

In a message released Sunday by PKK-affiliated Sterk TV marking the anniversary of the PKK's August 15, 1984 insurgency, Murat Karayilan, a member of the People's Defense Central Command, welcomed Turkey's newly adopted framework law as a significant step but said it contains major shortcomings.

"The process needs to be led by leader Apo [Abdullah Ocalan]. In other words, leader Apo needs to have his physical freedom. Without this, nothing works," Karayilan said.

The comments come days after pro-Kurdish lawmakers mediating talks between Ankara and the PKK met Turkish President

Recep Tayyip Erdogan to discuss the newly adopted law, widely viewed as the first major legislative contribution by the Turkish state to the peace initiative.

The law allows PKK members who have not been involved in violent acts to be reintegrated into society, including provisions to suspend certain investigations, prosecutions and sentences linked to PKK-related offenses provided the group fully disarms and dissolves, but does not address the future status of Ocalan, imprisoned since 1999.

Karayilan argued that the law, approved by the Turkish parliament on Monday, fails to address Ocalan's role despite him being "the architect of this process."

"Above all, it fails to include the architect of this process, leader Apo. Yet it is leader Apo who initiated this process," Karayilan said. "Likewise, the word 'Kurd' doesn't even appear in it. Democracy is never mentioned at all."

Karayilan said the legislation focuses too narrowly

on disarmament and does not adequately address the broader Kurdish issue.

"The matter has been reduced simply to the guerrilla laying down arms. Yet this is a century-old, immense problem," he said. "Without doubt, this narrow approach cannot bring the problem to resolution."

Karayilan said the PKK's decision to dissolve itself was based on expectations that Ocalan would be able to guide the process. He added that Ocalan's direct engagement would be crucial in convincing fighters to lay down their arms.

"I said before, 'if leader Apo is in prison, I cannot tell anyone to lay down their weapons and leave,'" Karayilan said. "But now I can say this: 'Dear comrade, go - leader Apo will receive you. He will give you the perspectives for this new period.'"

Despite his criticism of the legislation, Karayilan reiterated support for the peace process and said the PKK wants to move beyond armed conflict.

"We are ready to move this struggle off the ground of war and weapons and onto the ground of politics and law," he said. "We want to bring this war to an end, and that is our sincere approach."

Karayilan also called for the creation of a "Truth and Justice Commission" to investigate abuses committed during decades of conflict between the Turkish state and the PKK.

"We genuinely want to reach an understanding with Turkey, to end this enmity. We want to open a new page," he said. "We will not be joining the enemy - we will be joining the democratic republic."

While stressing that the PKK has abandoned its strategy of armed struggle, Karayilan described the August 15 insurgency as a defining moment in Kurdish history.

"We are now moving into the stage of democratic politics," he said. "But the August 15th Offensive is a milestone in the history of our people."



Aug 16, 2026

President Barzani facilitated Trump administration's contact with IRGC

ERBIL, Kurdistan Region

- Washington turned to Kurdistan Region President Nechirvan Barzani to serve as a diplomatic contact point with Iran's Islamic Revolutionary Guard Corps (IRGC), amid concerns that the Iranian negotiating team was being overruled by the powerful force in the peace talks, Axios reported on Sunday.

Citing three informed sources, the US-based outlet said the Trump administration sought Barzani's help after Iranian negotiators backed away from an attempt to reach a deal in early May. US officials subsequently suspected that public-facing officials such as Parliament Speaker Mohammed Bagher Ghalibaf and Foreign Minister Abbas Araghchi might not have the authority to finalize an agreement and could be overruled by the IRGC.

US officials have repeatedly pointed to divisions within Iran's decision-making circles and uncertainty over who has the final say in the talks. The concern has been heightened by the killing of at least 40 senior political and military leaders

- including late Supreme Leader Ali Khamenei - in the initial strikes of the US-Israeli military campaign against Iran in late February.

Khamenei's successor and son, Mojtaba Khamenei, has not made a public appearance or delivered a public address since the strikes, with widespread reports suggesting that he suffered significant injuries.

Axios reported that officials in US President Donald Trump's administration took an "unconventional" approach, bypassing Ghalibaf and Araghchi to reach out directly to the IRGC leadership. The outlet described Barzani as well suited for the role because he is trusted by both Washington and the IRGC.

The report said former US Director of National Intelligence Tulsi Gabbard called Barzani and asked him to help establish contact with Ahmad Vahidi, then the IRGC's deputy commander, who was promoted to lead the force last week.

Gabbard told Barzani that she was making the re-

quest with the approval of Trump and US Vice President JD Vance.

Axios also highlighted Barzani's personal relationships with Iranian and IRGC officials, as well as his background as a graduate of the University of Tehran and his fluency in Farsi, citing veteran US diplomat Brett McGurk as saying: "Nechirvan Barzani is a pragmatic problem solver. He's respected across the region. He knows nearly everyone in Tehran as well as Washington. That's who you call in a pinch."

Barzani agreed to Gabbard's request and contacted his connections within the IRGC to relay a message from the Trump administration, according to Axios.

One of the outlet's sources said Barzani insisted on speaking directly with Vahidi. An IRGC official subsequently arrived at Barzani's office in Erbil carrying an encrypted phone to facilitate a secure call.

During the conversation, Vahidi told Barzani that the

IRGC "fully" supports the negotiating team.

"We prefer to solve this crisis through negotiations," Vahidi said.

Barzani then called Gabbard back and informed her of the IRGC's position.

After receiving Iran's response, the Trump administration put forward another proposal, asking Barzani to host secret talks between US and IRGC representatives in Erbil. The Iranian side, however, raised security concerns, fearing that Israeli intelligence had a significant presence in the Kurdistan Region and could target its negotiators in Erbil or while they were traveling to and from the city.

The meeting did not take place.

Kurdistan Region officials have repeatedly denied the presence of Israeli intelligence bases in the Region and have emphasized that the Kurdistan Regional Government has no relations with Israel.



18 août 2026

Syrie: l'AIEA annonce la découverte de «quelques tonnes de matières nucléaires»

L'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) a annoncé ce mardi par la voix de son directeur avoir effectué des prélèvements sur un site afin d'analyser ces substances radioactives en Syrie. Le gouvernement syrien a prévenu le gendarme du nucléaire de cette trouvaille, et des experts syriens vont collaborer avec l'agence afin d'assurer le stockage de ces matières nucléaires.

Depuis plus de 20 ans, le régime de Bachar el-Assad

était accusé, notamment par Israël, de mener un programme nucléaire secret et cela semble donc se confirmer. C'est ce qu'affirme Rafael Grossi, le directeur de l'AIEA, pour qui cette trouvaille corrobore l'évaluation de l'agence « *selon laquelle une installation nucléaire était en train d'être construite en secret* » par l'ancien dictateur.

Les informations restent très floues alors que des travaux et des analyses sont en cours. Assaad al-Chaibani, le ministre des Affaires étran-

gères syrien, évoque « *des matières nucléaires sur site non déclaré, faisant partie de l'héritage laissé par l'ancien régime* ». Le type de matière fissile, uranium ou plutonium, ou encore leur niveau d'enrichissement n'ont pas encore été communiqués.

En 2007, Israël avait bombardé le site d'Al-Kibar en Syrie, où se trouvait un « *réacteur nucléaire* » **construit, selon les États-Unis, avec l'aide de la Corée du Nord**, et destiné à produire du plutonium. Le

média américain Axios affirme que d'autres sites étaient surveillés de près par les autorités israéliennes, l'un d'eux baptisé site 99. En 2024, des particules d'uranium avaient été trouvées lors d'une inspection de l'AIEA dans le pays. Damas a en tout cas montré sa volonté de coopérer avec le gendarme du nucléaire sur ce dossier, extrêmement sensible pour son voisin israélien.



august 18, 2026

Erdogan signs peace process law, says bill will secure Turkey's future

ERBIL, Kurdistan Region - Turkish President Recep Tayyip Erdogan signed into law a bill supporting the country's peace process with the Kurdistan Workers' Party (PKK), saying the legislation will help secure Turkey's peaceful, prosperous and safe future.

The Law on the Strengthening of National Solidarity and Social Integration was approved by the Turkish parliament last week with the support of 467 lawmakers and published in the country's Official Gazette on Monday.

"I wish for the Law on the Strengthening of National Solidarity and Social Integration - which was adopted in our Veteran Assembly with the support of 467 members of parliament as an example of a historic consensus and has entered into force as of today - to be beneficial for our nation," Erdogan wrote on X.

The Turkish president said the measure was an "important step taken for the peaceful, prosperous, and secure future for Turkey," thanking Nationalist Movement Party (MHP) leader Devlet Bahçeli, parliament speaker Numan

Kurtulmus, members of his Ruling Justice and Development Party (AKP) and other lawmakers who supported the legislation.

Law No. 7595, which has officially taken effect after its publication in the Official Gazette issue **No. 33344** on Tuesday, establishes a legal framework for handling members of the PKK and its affiliated Kurdistan Communities Union (KCK) network after the group officially disarms and ceases its activities.

Under the law, investigations,

prosecutions and prison sentences for certain PKK-related offenses may be suspended for periods ranging from five to 10 years, excluding intentional murder and other serious crimes.

Individuals who commit another terrorism-related offense during the postponement period will lose the benefit and face renewed legal proceedings. Those who remain offense-free will have their cases closed or sentences deemed served.

The legislation also creates a high-level oversight committee

chaired by Turkey's vice president to monitor implementation and report to parliament. Eligible individuals must apply within six months of the National Security Council's decision.

Erdogan praised state institutions involved in the process, saying, "We will continue to manage this process, which we have conducted with an approach that considers the

sensitivities of our entire nation, particularly the relatives of our martyrs and our veterans, within the framework established by the Law and under the leadership of our relevant institutions and boards, with the same sincerity and meticulousness."

The law comes amid renewed efforts to end the decades-long conflict between Ankara and the PKK.

Senior PKK commander Murat Karayilan on Sunday argued that the legislation does not go far enough, calling for jailed PKK leader Abdullah Ocalan freedom and insisting he play a direct role in the peace process.

"The process needs to be led by leader Apo [Abdullah Ocalan]. In other words, leader Apo needs to have his physical freedom. Without this, no-

thing works," Karayilan said in a message broadcast by PKK-affiliated Sterk TV.

Karayilan welcomed the legislation as a significant step but criticized it for failing to address Ocalan's future status despite him being "the architect of this process." Ocalan has been imprisoned in Turkey since 1999.



Fazel Hawramy
August 18, 2026

Six months after clashes, northeast Syria's Kurds remain unsure of their future

Qamishli, Northeast Syria (Rojava) - The first sign that things have shifted in northeast Syria comes immediately after crossing the Semalka border from the Kurdistan Region.

Inside border control, two Damascus-appointed officials demand permits issued by the Ministry of Information before journalists can work in the region. Photographs that once lined the forlorn walls depicting Kurdish fighters who paid the ultimate price during 15 years of war against jihadist groups have completely disappeared.

In their place are pictures of European landscapes and horses galloping through green fields. Almost all the signage is in Arabic, except for a calendar hanging in a corner marking the beginning of the Kurdish New Year.

The man in charge refuses to give his name. He travels around 14 hours from Damascus and works at the crossing for two weeks at a time. He is the representative of the central government and, ultimately, has the final say.

It is a small scene that captures the much larger transformation underway across northeast Syria a mere six months after bloody clashes between Kurdish forces and Damascus fundamentally altered the balance of power.

"They [Kurds of Syria] are still in shock," an official in the Kurdistan Region told me about the state of affairs in northeast Syria (Rojava). "When we were fighting Baghdad, the whole world was against Saddam Hussein. Now, everyone in the world is with Ahmad al-Sharaa. They are in a difficult position."

For nearly 15 years, Syria's Kurds fought a succession of jihadist groups, most notably the Islamic State (ISIS) and the Nusra Front, once headed by Syria's current president, Ahmad al-Sharaa, then known as Abu Mohammed al-Jolani.

Bashar al-Assad fled Syria in late 2024, ending more than a half a century of authoritarian rule in what could be best described, even by the most conservative accounts, as a 'torture chamber.' The scenes from the

infamous Sednaya and other prisoners bore witness to decades of state terror, sending shockwaves throughout the free world.

Graffiti in Qamishli reads "No one can darken our destiny," August 16, 2026. Photo: Fazel Hawramy

Sharaa's forces captured Damascus, and the Kurdish-led administration spent almost a year negotiating with the new authorities. Those talks failed to prevent several weeks of clashes in the middle of winter earlier this year. Kurdish forces lost most of the non-Kurdish territory spanning Raqqa to Baghouz in the lower Euphrates, which they had controlled with the backing of the US-led coalition against ISIS.

A ceasefire in late January ended the major fighting. Since then, the region has remained largely calm.

But calm is not a certainty.

On the road from Semalka to Qamishli, Kurdish security forces, known locally as

Asayish, still man the checkpoints, though in smaller numbers than before. The road, once notorious for its potholes, has even been repaired in places. Towns along the route appear busy and bazaars are open.

There are also new arrivals. Before reaching Qamishli, we tried to book one of the city's better hotels, only to be told that [American oilmen](#) had taken most of the rooms.

A oil well pumpjack in operation in northeast Syria. August, 16, 2026. Photo: Fazel Hawramy

Damascus now controls the region's oil facilities, border crossings and airport, as well as the potentially vital commercial crossing linking Qamishli with Nusaybin in the Kurdish region in southeast Turkey. The crossing has yet to fully reopen, but preparations are underway and many residents hope trade with Turkey might finally inject some life into Qamishli's stagnant economy.

On the surface, however, much of the city looks as it did before.

Electrical wires hanging over a street in Qamishli on August 14, 2026. Photo: Bilind Taher

Assad's forces in Qamishli's Security Square have been replaced by a small contingent loyal to Damascus. They do not patrol the wider city. Kurdish Asayish still drive their pickup trucks through the streets and appear at impromptu checkpoints.

There is defiance, too.

"The Kurds," Hoger, the 28-year-old owner of a mobile phone shop, replied when I asked who was now in charge.

"The central government forces are just guests," he added, sweating inside his tiny shop during yet another power cut.

Qamishli remains a city of dust, rubbish and wires. Tangled electricity cables hang above streets where people have endured war since 2011. The national grid is unreliable, and privately operated generators provide only limited electricity. Solar panels cover rooftops with increasing frequency.

A view of solar panels on rooftops in the city of Qamishli. August, 14, 2026. Photo: Fazel Hawramy

A few buildings are under construction. Much of the rest of the city appears to be holding its breath.

An accountant anticipates answers

Manal Mohammed, a 48-year-old accountant and father of three, has spent most of his life waiting for governments to change and life to improve.

"There is security now, but the future is uncertain," he said from the money exchange booth where he works. "We are all just waiting to see what happens next."

Before working with numbers and exchange rates, Manal

worked at Qamishli airport.

He remembers the absurdities and brutality of the old bureaucracy under the Hafez Assad regime. In 1998, he lost his identity card. It took three years to replace it, he said, and intelligence officers interrogated him about why he had lost it.

Today, he worries less about intelligence officers and more about how families can survive.

A police officer, he said, might earn only \$100 to \$150 a month.

"Everyone here has a second job," he said. "They either have agricultural land or a relative who sends money from Europe."

Manal has managed to send his three children, aged between 12 and 20, to private schools, but he is unsure what future Syria can offer them.

"This country has no leader," he said.

His criticism is not reserved to Damascus. The money exchange where he works used to contribute between \$2,500 and \$3,000 a year in taxes to the Kurdish administration, he said, yet received little in services.

"The Kurds made a mistake by turning to socialism for the past 15 years," he said. "They should have left the market to dictate prices."

Yet, the alternative worries him too. Manal doubts whether Sharaa can recognize Kurdish rights while overcoming the nationalist attitudes deeply entrenched in the bureaucracy of Damascus.

"We are mentally exhausted," he said. "But this will pass, too."

People in this part of Kurdistan have learned resilience after 15 years of war and more than half a century of discriminatory policies imposed by the central government. Tens of thousands of Kurds were stripped of citi-

zenship documents under measures introduced in 1962, leaving them effectively invisible within society. Without identity papers, many could not enroll their children in school, access healthcare or register basic aspects of daily life.

That history has also bred a deep suspicion of central government authority - less a political reflex than a survival mechanism shaped over generations.

President Ahmed al-Sharaa has taken some positive steps, but rebuilding Kurdish trust in Damascus will take far longer.

Still, the city itself is calm. The Kurdish administration is secular and places enormous emphasis on women participation in daily life and running the region.

Despite the appalling state of the roads, there is remarkably little honking. Men and women mingle easily in cafés and bars. Daily life often feels entirely ordinary, until the power goes out.

A generator in Qamishli co-owned by Mohammed Marwan and Khalid Sigh, August 14, 2026. Photo: Fazel Hawramy

Eight hours of electricity

A few minutes away, next to an Assyrian cemetery, two men run to provide part of the city with electricity when the national grid fails.

Khalid Sigh, a father of three, and Mohammed Marwan, co-own a neighborhood generator that supplies electricity to around 250 homes.

The machine is deafening. Two young employees operate the generator for around \$140 a month each.

To provide subscribers with eight hours of electricity a day, Khalid says he needs about 13,000 liters of fuel every month. During the fighting in January, demand surged as tens of thousands of displaced people

crammed into Qamishli, with many sheltering in schools.

Now the displaced have largely gone, but business has not recovered.

"Our life has got worse since the agreement in January," Mohammed shouted over the generator.

Solar panels are steadily replacing neighborhood generators. Families who cannot afford them outright buy them on credit, often paying around \$100 in installments.

"We used to provide 1,300 amps," Mohammed said. "Now, we provide only 300."

Even among their remaining customers, poverty is visible.

"Twenty families are struggling to pay their fees," Khalid said. "They are simply too poor."

A construction worker, he added, earns around \$8 a day. In the corner of the room sits a plaque with a photo of a commander named Dijwar Kobane from the Syrian Democratic Forces (SDF).

"He was a good friend," Mohammad said, adding that he placed the plaque there to remember the sacrifices that were made for the security of the Kurdish region. Veteran commander Kobane was **killed with another fighter** from the SDF in a Turkish drone strike in August 2022.

The SDF and other security forces in Rojava lost more than 10,000 fighters over 15 years of fighting various groups including ISIS. There are no signs of the force anymore as it is being integrated within the wider Syrian security apparatus to include several brigades for the Kurdish areas.

Among Qamishli's dead

Across from the generator, Bashar Yaghoob George spends his days in a quieter place.

Bashar Yaghoob George at the Assyrian cemetery in Qamishli, August 14, 2026. Photo: Fazel Hawramy

Born in 1978, Bashar is the caretaker of an Assyrian Christian cemetery. Tall and long-bearded, he lives much of his life among graves, cigarettes and the birds he raises inside the cemetery.

His chickens and turkeys wander between the tombstones.

"I don't really collect their eggs," he said. "Each one lays its egg next to a grave and it is difficult to find them."

His mother, father and a brother who died in a car accident are buried here.

The cemetery itself tells another story about Qamishli. The city's once substantial Christian population - Assyrians, Chaldeans, Armenians and Syriacs - has dwindled after years of war and migration. Some graves have even begun to collapse.

Bashar earns money when families ask him to repair a grave.

"Not that many want to fix them," he said. "They have forgotten about their dead."

One grave he has not forgotten belongs to his close friend, Michael Shelmon, a member of the SDF who was killed during ISIS's massive 2022 assault on Ghweiran prison in Hasaka.

"I was with Michael the night before he went to Ghweiran," Bashar recalled. "He told me to bury him in this spot if he fell in battle."

Bashar believes Christians remain secure under Kurdish rule and is fond of commander Mazlum Abdi who led the SDF for more than a decade.

But he fears what might follow if Damascus extends its authority further.

"The way they think has not changed since coming to power," he said. "They still have their extremist mentality."

Such fears have been reinforced by abuses carried out by the central government forces against minorities in Druze and Alawite areas.

There are disturbing reports of activities taking place inside what has been widely dubbed as the 'torture chambers' that the Assad regime left behind.

Syrians for Truth and Justice said in a [report](#) this week that testimonies from former detainees and relatives documented severe beatings, electric shocks, humiliation and deaths in custody, warning that elements of Syria's old "machinery of violence" were being rebuilt.

For Bashar, political arguments about Syria's future feel distant next to the tombstones.

I asked him what it was like to come here every day and spend so much time among the dead.

"I feel more at peace with the dead than the living," he said.

The taxi driver

Back in the city, Fawaz Diab, 43, spends his days behind the wheel of a yellow Iranian-made taxi.

An Iranian-made taxi in Qamishli, August, 14, 2026. Photo: Fazel Hawramy

There is no air conditioning. Under Qamishli's 40 degree heat, the inside of the car feels like a sauna.

Fawaz purchased the vehicle for about \$5,000 several years ago. The Iranian car itself is a relic of the Assad era, when Tehran's economic and political influence seeped into almost every corner of Syria. Ironically the SAIPA Pride vehicle exported to Syria is known in Iran as the "carriage of death" due to its low quality engineering

and high casualty rates in road accidents.

But Fawaz has little time for geopolitics; he has five children to feed.

"People have been violated for so long," he says as we drive through the city. "I swear, I left my home today and there was no money in the house."

His words capture the contradiction of Qamishli six months after fighting has ended. There is security. The checkpoints are quieter. Turkish drones no longer routinely hunt Kurdish commanders. Damascus and the Kurdish authorities are meeting at the negotiating table rather than fighting.

"We are hoping for the best and calling on God to help us," Fawaz said.

But peace has yet to produce prosperity. Young people continue to leave.

Recently, authorities in Sulaimani detained a group of young Kurds from Kobani and Aleppo who had been smuggled into the Kurdistan Region from Iran without documents.

Among them was Abdu Ahmad, 17, who said he sold his mother's gold to finance his journey in search of work. He was detained and sent back toward Semalka by Sulaimani police.

Abdu and others went from Kobani to Damascus and then flew to Dubai, and from Dubai to Iran before being smuggled into the Kurdistan region.

"As soon as I arrive back in Kobani, I will plan another journey," he said. "Many young men are leaving because there is no work."

In contrast, Mazlum Abdi, the towering figure in Kurdish politics in Rojava who commanded tens of thousands of fighters from SDF for many years in the fight against ISIS,

is cautiously positive about the prospect of a permanent truce with Damascus.

He praised the Kurdish youths for taking up arms and protecting their land for many years but believes the timing for war is over. "I will do whatever is good for our people," Abdi said in an extensive interview with Rudaw's Dilbixwin Dara from his fortified base near Hasaka.

The interview is scheduled to be broadcast later on Thursday. He admits that the Kurdish authorities made mistakes during the 15 year rule in the region.

Abdi rejected the suggestion that the United States and European countries had betrayed the Kurds in Rojava during the fighting earlier this year, saying Washington had been clear from the onset that its mission in northeast Syria was focused on fighting terrorism.

He paused before adding quietly, "I was hoping they would do more."

With American oilmen contracted by the central government of President al-Sharaa to extract the riches of the land, many who remain in the city of Qamishli and the region feel there is little choice but to wait.

At the money exchange, Manal remains slightly more optimistic.

"In Syria today, you have two classes of people: poor and wealthy, with almost no one in between," he said.

He then returned to the long view of Kurdish history - decades of governments, wars, uprisings, disappointments and survival.

"We have seen a lot in our history as Kurds," Manal said. "This time will pass too."

He paused.

"I hope we learn from our mistakes."

En Syrie, la mort d'un casque blanc met en évidence l'usage persistant de la torture au sein des lieux de détention

Le décès d'un membre de la défense civile, battu par des policiers en garde à vue, suscite la colère de Syriens qui espéraient en avoir fini avec les violences des forces de l'ordre et de sécurité après la chute de Bachar Al-Assad.

La mort, dimanche 16 août, de Mohammed Ghumeira, un membre des casques blancs, la défense civile syrienne, des suites de coups reçus dans un commissariat a mis en lumière la persistance de la torture et des mauvais traitements dans les centres de détention gérés par les nouvelles autorités. Elle a suscité la colère de Syriens, qui espéraient avoir tourné la page des années noires de la dictature des Al-Assad, durant lesquelles des milliers de prisonniers ont été tués sous la torture ou exécutés au sein d'un système carcéral devenu l'instrument d'une répression massive. Face à la médiatisation de l'affaire, loin d'être un cas isolé selon les défenseurs des droits humains, les autorités de Damas ont promis de faire toute la lumière sur les circonstances de cette mort.

Agé de 29 ans, le Syrien avait été convoqué, le 11 août, au commissariat de Al-Haffah, dans la province de Lattaquié (nord-ouest du pays) puis placé en garde à vue à la suite d'une plainte l'accusant d'avoir volé de l'argent. Son oncle, Issam Ghumeira, a indiqué à la chaîne nationale SANA que la famille avait prévenu le commissaire de police de l'hémophilie dont souffrait Mohammed Ghumeira, une maladie qui empêche le sang de coaguler normalement, et l'avait mis en garde contre le fait de le frapper. L'homme a

pourtant été battu par des officiers de police, ce qui a provoqué une hémorragie et des symptômes neurologiques qui l'ont plongé dans le coma, a-t-il déploré. Libéré faute de preuves, Mohamed Ghumeira a été admis à l'hôpital universitaire de Lattaquié, où il est mort des suites de ses blessures.

L'émoi de Raed Al-Saleh, ministre chargé de la gestion des situations d'urgence et des catastrophes, et lui-même ancien chef des casques blancs syriens, célébrés en héros pour leur rôle durant la révolution syrienne, a donné un écho national à la mort de Mohammed Ghumeira. Dimanche, le ministre avait confirmé, sur X, la mort de « [son] frère, ami et jeune collègue » des suites de « complications liées à une hémorragie cérébrale et digestive, consécutives aux coups reçus lors de sa détention ». Il a salué l'annonce, par les autorités syriennes, de l'arrestation de sept membres du personnel du commissariat accusés de l'avoir battu. « Les Syriens ont fait des sacrifices pendant quatorze ans pour obtenir une Syrie qui protège leur dignité », a-t-il ajouté, promettant qu'« il n'y aura pas d'impunité ».

Bâtons, tuyaux, barres

Le ministre de l'intérieur, Anas Khattab, a annoncé la mise sur pied d'une commission d'enquête chargée de faire la

lumière sur la mort de Mohammed Ghumeira. Il a promis d'y répondre « avec fermeté ». Cette annonce n'a pas suffi à apaiser la colère de nombreux Syriens, qui réclament désormais des comptes aux autorités issues de la coalition islamiste qui a pris le pouvoir à la chute de Bachar Al-Assad, en décembre 2024. « Ce qui est arrivé à Mohammed rouvre les plaies liées à la torture et à la mort en détention de proches, pour des milliers de familles syriennes – des pratiques auxquelles les Syriens tentent de mettre fin depuis des années et dont la récurrence est aujourd'hui inacceptable », a dénoncé le groupe Families for Freedom, qui représente les proches de détenus disparus ou morts dans des centres de détention sous le régime d'Al-Assad.

Bien que la Déclaration constitutionnelle de mars 2025 interdise la torture, sa prédominance dans les centres de détention a été soulignée par des enquêtes indépendantes. Dans un rapport publié en mars, la commission d'enquête internationale indépendante des Nations unies sur la Syrie a documenté des cas survenus dans 18 centres de détention officiels et 12 « lieux de détention de fortune » situés dans différentes régions du pays entre janvier et octobre 2025. Les pratiques documentées comprennent des coups portés à l'aide de crosses de fusil, de bâtons,

de tuyaux, de barres et de câbles, ainsi que le recours à des décharges électriques, aux simulacres d'exécution et aux violences sexuelles.

« On ne peut pas parler de pratiques systématiques, car cela impliquerait l'existence d'une politique et d'ordres émanant du haut commandement, comme sous le régime Al-Assad. Ce qui, je pense, n'est pas le cas. Mais ces pratiques sont répandues. Des dizaines et des dizaines de cas ont été recensés, liés à certains groupes ou individus intégrés aux structures gouvernementales, ou à l'identité des détenus », estime Bassam Al-Ahmad, le directeur exécutif de l'organisation de défense des droits humains Syriens for Truth and Justice (STJ), qui a documenté 14 cas de torture et de morts en détention entre juin 2025 et juin 2026 dans [un rapport publié le 13 août](#).

« Lacunes et défaillances »

Les abus recensés ont été commis par des services de police, des formations militaires, des factions armées et des forces locales, parfois dans des lieux de détention temporaires ou tenus secrets. A plusieurs reprises, la discrimination fondée sur l'origine ethnique, confessionnelle et politique, notamment contre la minorité alaouite, dont est issu le clan Al-Assad, a motivé des actes de torture. STJ voit dans « l'absence ou la fai-

blesse des garanties fondamentales régissant la détention » – comme l'accès à un avocat, la comparution rapide devant une autorité judiciaire, l'examen médical indépendant et le placement en détention uniquement dans des lieux officiellement reconnus et contrôlés – un terreau propice à ces violations.

« C'est la première affaire que les autorités prennent au

sérieux. Les mesures prises sont nécessaires, mais elles doivent s'appliquer à tous les cas et aux causes profondes qui favorisent la culture de la torture en Syrie », estime Bas-sam Al-Ahmad. Reconnais-sant l'existence de « lacunes et de défaillances » au sein de certains services de police du pays, le porte-parole du ministère de l'intérieur, Nou-reddine Al-Baba, a dit espérer que « cet incident douloureux

serve de catalyseur à un chan-gement positif dans le fonc-tionnement du ministère de l'intérieur ».

Pour l'expert syrien Haid Haid, la réponse doit passer par « une réforme globale du sec-teur de la sécurité ». La pu-blication par le ministère de l'intérieur d'un code de conduite interdisant la torture et les traitements dégradants, ainsi que la formation des

nouvelles recrues et de cer-taines unités à cette problé-matique, constituent une ré-ponse insuffisante. Une ré-forme d'envergure, écrit-il dans [une tribune pour le journal en ligne Al-Majalla](#), nécessitera une aide extérieure pour combler le manque de com-pétences et de ressources des nouvelles autorités.



Aug 19, 2026

Kurdish language department to open at Beijing Foreign Studies University

ERBIL, Kurdistan Region - A Kurdish language department is set to open at Beijing Foreign Studies University in China in co-operation with the Kurdistan Region's Salahaddin University-Erbil, with course offerings in both major Kurdish dialects, the Kurdish university announced Tuesday.

"Salahaddin University-Erbil serves as the primary partner and coordinator for the opening of this department," the university said in a statement issued on Tuesday.

Saman Abdullah, spokes-person of Salahaddin Uni-

versity, told Rudaw's Soran Hussein that the department is aimed at fostering interest among Chinese students and "will begin admitting students this year, with an expected enrollment of 10 to 20 students."

The program will provide comprehensive instruction in the two main dialects of the Kurdish language.

"The students admitted to the Kurdish department in China will study the Sorani dialect for the first three years and Kurmanji in the fourth year," Abdullah said. "This is to ensure that graduates have a compre-

hensive understanding of the different dialects and branches of the Kurdish language."

Salahaddin University said the establishment of the first-ever Kurdish department in the country will also serve as an academic and cultural bridge between the Kurdistan Region and China, further strengthening educational ties between the two.

Eleven students have registered for the upcoming academic year and will study Sorani Kurdish over a four-year program. The department is the 103rd foreign language studies

department at the univer-sity.

The move comes amid a growing expansion of academic and economic col-laboration between the Kurdistan Region and China in recent years.

Salahaddin University opened Iraq and the Kurdistan Region's only Chinese language department in 2019, which saw the enrollment of 100 students in its Chinese language department, according to Abdullah, with 2026 marking its third cohort.

La Turquie, un ennemi utile pour Benjamin Nétanyahou

A l'approche d'un scrutin difficile, le premier ministre israélien s'en prend à un nouvel adversaire opportun.

Après plus de deux ans à faire feu de tout bois contre les adversaires d'Israël dans le Moyen-Orient, le premier ministre Benjamin Nétanyahou, à l'approche d'une campagne électorale difficile en vue de sa réélection, jette désormais son dévolu sur un autre ennemi présumé : la Turquie.

Mardi, des avions de combat ont bombardé un aéroport militaire hors service dans le nord-ouest de la Syrie, juste après la visite d'une délégation officielle turque.

M. Nétanyahou a affirmé que la Turquie cherchait à y établir une présence militaire, malgré la mise en garde d'Israël, ce que la Turquie a démenti.

Jeudi, son ministre de la Défense, Israël Katz, a accusé M. Erdogan de s'engager dans de « dangereuses aventures en Syrie », ajoutant qu'« Israël ne permettra à aucune entité de menacer sa sécurité ».

Dans le cadre de sa campagne pour sa réélection, M. Nétanyahou a fait afficher les photos de plusieurs dirigeants, dont celle du président turc, Recep Tayyip Erdogan, avec la mention : « Ils veulent voir perdre Nétanyahou ».

M. Erdogan a vertement critiqué l'offensive menée par Israël à Gaza après l'attaque du Hamas le 7 octobre 2023, et les relations se sont encore détériorées après les interceptions brutales par Israël d'une flottille venue de Turquie qui cherchait à acheminer de l'aide à Gaza.

Mais contrairement à d'autres pays de la région attaqués par M. Nétanyahou, la Turquie dispose de puissants alliés. Elle est membre de l'OTAN et jouit de bonnes relations avec les Etats-Unis, dont l'ambassadeur à Ankara a condamné les frappes israéliennes.

La Turquie a toutefois été le premier pays majoritairement musulman à reconnaître l'Etat d'Israël et entretient de solides relations commerciales avec lui, même si Ankara a dit, pendant la guerre à Gaza, vouloir y mettre fin.

Yair Golan, chef des Démocrates, l'opposition de centre gauche, a qualifié l'attaque en Syrie de « provocante et dangereuse ». « Cela nous rapproche d'une confrontation avec la Turquie et aggrave la fracture avec nos alliés, au premier rang desquels les Etats-Unis », a-t-il affirmé.

« Une fois encore, la force militaire est employée pour répondre à des considérations politiques. »

La Turquie nie toute présence militaire sur l'aéroport visé par Israël en Syrie. La Turquie a démenti jeudi toute présence militaire de sa part sur l'aéroport syrien visé mardi par Israël, se déclarant prête à protéger la souveraineté de Damas, sans toutefois envisager de riposte.

Israël a frappé mardi une base aérienne dans la province d'Idlib, dans le nord-ouest de la Syrie, fortement endommagée

durant la guerre et restée hors service depuis 2012, estimant que le déploiement de troupes turques constituait une « menace ».

« Nous affirmons qu'il n'y avait aucune délégation militaire turque sur la base aérienne d'Abu Ez-Zuhur avant ou pendant l'attaque menée par Israël contre cette base en Syrie », a déclaré à la presse un responsable du ministère turc de la Défense.

En retour, Ankara a prévenu jeudi qu'il continuera « résolument » de protéger l'intégrité et la souveraineté de la Syrie.

En revanche, la présidence turque a tenu à préciser qu'elle n'envisageait pas de riposte et qu'Ankara « ne tombera pas dans le piège » tendu par le premier ministre israélien, Benjamin Nétanyahou.

« Nous sommes suffisamment expérimentés pour ne pas tomber dans le piège de personnes comme Nétanyahou, qui visent à saper la paix et la stabilité dans notre région », affirme le directeur de la communication de la présidence, Burhanettin Duran, dans un entretien à l'agence étatique Anadolu.

Agence France-Presse, à Ankara

« Carte anti-Turcs »

Mais le rejet de M. Erdogan, qui a autorisé les dirigeants du Hamas à vivre dans son

pays, dépasse les cercles de M. Nétanyahou. Plus tôt cette année, Naftali Bennett, figure de l'opposition de centre droit et ancien premier ministre, avait accusé M. Nétanyahou d'ignorer « la nouvelle menace turque » en « se concentrant exclusivement sur l'Iran ».

Pour Gallia Lindenstrass, chercheuse à l'Institut d'études sur la sécurité nationale de Tel-Aviv, Israël « craint également, puisque la Turquie accueille le Hamas, qu'elle puisse permettre à des groupes militants d'opérer en Syrie, ce qui pourrait constituer à l'avenir une menace pour Israël ».

Elle souligne toutefois qu'Israël, qui a créé une « zone de sécurité » dans le sud de la Syrie, a la plupart du temps composé avec les intérêts turcs dans le nord.

« Nétanyahou joue la carte anti-Turcs. Je pense qu'il la voit comme quelque chose qui peut rassembler sa base autour de lui », ajoute la chercheuse.

M. Nétanyahou est critiqué pour n'avoir pas rempli les objectifs des guerres qu'il a déclenchées, comme mettre fin à la République islamique d'Iran ou détruire le Hamas, indique Gönül Tol, chercheuse au Middle East Institute, à Washington.

Aux Etats-Unis, où M. Erdogan compte pourtant nombre de détracteurs, une quelconque action directe de plus d'Israël contre la Turquie

risque de donner à M. Nétanyahou l'image d'un « dirigeant imprudent, prêt à tout pour s'accrocher au pouvoir », avance Mme Tol.

La chercheuse souligne que le démenti de la Turquie est une façon d'apaiser les tensions. « Erdogan [...] aurait très bien pu suivre le mouvement et déclarer : "Nous allons attaquer, nous allons riposter", mais il ne l'a pas fait. »

A lire aussi

• Dans un Israël polarisé, la crainte de la violence politique en amont des élections • Nétanyahou tente de sécuriser sa réélection au détriment d'un accord à Gaza

« Théâtre du conflit des autres »

Historiquement, les intérêts de la Turquie en Syrie ont toujours consisté à endiguer le séparatisme kurde, dont la région est à cheval sur les deux pays.

Aujourd'hui, sa priorité est davantage de relancer l'économie syrienne pour que les réfugiés présents sur son sol puissent s'y réinstaller, mais aussi de se forger un allié régional solide, au moment où la Grèce, Chypre et Israël s'opposent à la Turquie en Méditerranée orientale, indique Gönül Tol.

Ankara a soutenu le président syrien, Ahmad al-Chareh, ancien djihadiste sunnite et chef de la coalition qui a chassé le

président Bachar al-Assad, mettant fin à 13 ans de guerre civile.

Pour la Syrie, le défi est de cesser d'être le théâtre du conflit des autres, fait observer Maher Tamran, écrivain et chercheur à Damas.

« Elle doit profiter de la rivalité israélo-turque pour reprendre possession de sa souveraineté. »



20 août 2026

“Nouvelle phase” en Syrie : l'intégration des institutions kurdes au sein de l'État est achevée

A Qamichli, jeudi 20 août, le chef des Forces démocratiques syriennes (FDS), Mazloun Abdi, a annoncé en kurde que *“la phase d'intégration des institutions militaires, sécuritaires et administratives [kurdes] aux institutions nationales de l'État [syrien] est achevée”*, [rapporte le média kurde Rudaw](#). Dominées par les Kurdes, les FDS, qui ont combattu le groupe djihadiste État islamique avec le soutien d'une coalition internationale menée par les États-Unis, constituaient le bras armé de l'administration autonome mise en place à la faveur de la guerre qui a ravagé le pays entre 2011 et 2024.

Syrie : le difficile retour des déplacés kurdes SOURCE : ISW AND AEI'S CRITICAL THREATS PROJECT

C'est Mazloun Abdi qui avait signé en janvier l'accord

avec les autorités syriennes prévoyant l'intégration complète des structures de l'administration autonome dans les institutions syriennes. Un accord conclu après les affrontements qui avaient permis aux forces gouvernementales de reprendre une partie importante des territoires auparavant contrôlés par les FDS.

Depuis, les forces gouvernementales sont entrées à Hassaké et à Qamichli, les deux plus grandes villes du nord-est de la Syrie, et ont repris le contrôle des champs pétroliers de la région. Les FDS ont été intégrées au sein de l'armée syrienne sous la forme de *“brigades composées d'anciens combattants des FDS et commandées par d'anciens officiers des FDS”*, explique Rudaw. Et le président de transition syrien, Ahmed El-Charaa, a nommé un Kurde originaire de Qamichli gouverneur de la pro-

vince de Hassaké et un ancien commandant des FDS, adjoint du ministre de la Défense pour la région orientale.

“Inscrire dans la Constitution les droits légitimes de notre peuple”

Pour autant, ce n'est pas la fin des revendications kurdes. *“Notre lutte se poursuivra afin de faire inscrire dans la Constitution les droits légitimes de notre peuple”*, a affirmé Mazloun Abdi. Le futur texte constitutionnel devra être rédigé et adopté avant la fin de la période de transition, prévue pour durer cinq ans. Les Kurdes espèrent y obtenir des garanties concernant leurs droits politiques et culturels.

Un premier pas avait été franchi en janvier, lorsque Ahmed El-Charaa avait signé un décret reconnaissant des droits nationaux aux Kurdes et faisant du kurde

une langue nationale. Cette décision constituait une rupture avec des décennies de politiques discriminatoires. Représentant environ 15 % de la population syrienne, les Kurdes ont longtemps été empêchés d'enseigner leur langue ou de célébrer publiquement certaines de leurs fêtes.

Par ailleurs, Abdi a annoncé que des *“milliers”* de combattants kurdes, venus d'Iran, d'Irak et de Turquie pour soutenir les FDS ont quitté la Syrie. La présence de ces combattants, dont beaucoup gravitent autour du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), était une *“source de préoccupation pour la Turquie”*, souligne Rudaw.

“Nous entamons désormais une nouvelle phase”, a déclaré Mazloun Abdi.

Syrie : l'administration kurde désormais intégrée dans celle de l'Etat, la fin des espoirs d'autonomie de cette minorité

« Notre lutte se poursuivra afin de faire inscrire dans la Constitution les droits légitimes de notre peuple », a promis le leader kurde Mazloum Abdi.

L'annonce sonne le glas des espoirs d'autonomie de cette minorité. Le leader kurde Mazloum Abdi a annoncé, jeudi 20 août, la fin du processus d'intégration des institutions civiles et militaires kurdes au sein des institutions de l'Etat syrien.

Ce développement fait suite à des mois de négociations consécutives à un [accord conclu en janvier entre les Kurdes et les autorités islamistes](#) ayant renversé le président Bachar Al-Assad, prévoyant l'intégration complète des institutions dans l'appareil d'Etat.

« La phase d'intégration des institutions militaires, sécuritaires et administratives aux institutions nationales de l'Etat est achevée », a déclaré, en kurde, M. Abdi, chef des Forces démocratiques syriennes (FDS), composées en majorité de Kurdes, à l'occasion des célébrations du centenaire de la fondation de la ville de Kamechliyé, dans le nord-est du pays.

« Nouvelle phase »

« Nous entamons désormais une nouvelle phase », a-t-il assuré. « Notre lutte se poursuivra afin de faire inscrire dans la Constitution les droits légitimes de notre peuple », a-t-il ajouté, alors que le Parlement doit rédiger ce texte avant la fin de la période de

transition, censée durer cinq ans.

L'accord de janvier, signé par M. Abdi et le président, Ahmed Al-Charaa, survenait après des affrontements entre combattants kurdes syriens et les forces des nouvelles autorités. Ces combats avaient entraîné pour les Kurdes la perte de vastes territoires qu'ils contrôlaient dans le Nord et le Nord-Est, riches en pétrole, les confinant à des zones à majorité kurde situées principalement dans la province de Hassaké.

Dans ce contexte de violences, Ahmed Al-Charaa avait signé en janvier un décret consacrant les droits nationaux des Kurdes et reconnaissant le kurde comme langue nationale, une mesure sans précédent depuis l'indépendance de la Syrie, en 1946.

En vertu de l'accord, le président, Ahmed Al-Charaa, avait nommé le mois suivant Nour Al-Din Ahmad Issa, un Kurde originaire de Kamechliyé, gouverneur de Hassaké, et, en mars, Sepan Hamo, un important commandant militaire kurde, adjoint du ministre de la défense pour la région orientale.

Depuis la mise en œuvre de l'accord, les forces gouvernementales ont pénétré dans les villes de Hassaké et de

Kamechliyé, et Damas a pris en main la gestion de l'aéroport de Kamechliyé ainsi que les champs pétroliers stratégiques.

A la faveur du chaos déclenché par la guerre civile en Syrie en 2011, les Kurdes avaient mis en place une administration autonome dotée de ses propres institutions civiles et militaires dans le nord et le nord-est du pays, prenant le contrôle de champs pétroliers et de terres fertiles. Avec l'appui de la coalition internationale menée par les Etats-Unis, les FDS avaient vaincu le groupe djihadiste Etat islamique, qui s'était emparé de vastes pans du territoire à partir de 2014. La force comptait alors environ 100 000 combattants, selon Mazloum Abdi, et se composait de Kurdes et d'Arabes.

Mais après l'arrivée au pouvoir d'Achmed Al-Charaa, Washington est rapidement devenu un soutien essentiel du nouveau président et de ses efforts pour unifier le pays après des années de conflit. Les Kurdes ont perdu la majeure partie des combattants arabes qui les soutenaient et qui ont rejoint les autorités. Les effectifs des forces kurdes sont ainsi tombés à environ 50 000 hommes, selon le chercheur spécialiste de la Syrie Fabrice Balanche.

Dans son discours de jeudi,

M. Abdi a reconnu que « des milliers de jeunes hommes et femmes kurdes » avaient soutenu les FDS depuis « d'autres parties du Kurdistan », en faisant référence à des zones d'Irak, d'Irak et de Turquie. Il a ajouté qu'à « notre demande et selon un plan pratique, ces forces se sont retirées d'ici, et nous pouvons dire qu'une nouvelle phase a commencé dans cette région ».

Avant le début de la guerre civile, les Kurdes, qui représentent environ 15 % de la population totale, ont longtemps souffert de marginalisation et de persécutions de la part des gouvernements syriens successifs. Pendant des décennies, il leur était interdit d'enseigner leur langue, de célébrer leurs fêtes et de pratiquer leurs traditions. Des dizaines de milliers d'entre eux ont été déchus de leur nationalité.

« La dissolution des FDS marque une fin amère », analyse auprès de l'Agence France-Presse (AFP) Mutlu Civirolu, expert de la question kurde basé à Washington. Ces forces, organisées et entraînées, auraient pu constituer un « modèle » au sein du nouvel Etat, estime-t-il, mais elles incarnent désormais « la fin d'une époque pour la puissance kurde en Syrie ».

The New York Times

Yeganeh Torbati
Aug. 20, 2026

As Iran and U.S. Settle Into an Uneasy Standoff, Who Will Blink First?

For weeks, there has been no diplomatic progress, but also no full-scale fighting, as each side seems to believe it can hold out longer than the other.

They are not seriously negotiating, nor are they shooting at each other. Instead, Iran and the United States have settled into an uneasy, in-between state that risks either a return to fighting or a hardening stalemate.

At the core of this unresolved status are calculations, perhaps miscalculations, by each side.

Iranian officials believe they have more to gain from withstanding U.S. economic pressure and maintaining control over the Strait of Hormuz than they do from making major concessions in a negotiated deal, analysts said. And the United States appears to be betting that putting Iran in a tighter economic stranglehold will succeed where military strikes have not. On Wednesday, [President Trump vowed](#) to impose “tremendous economic consequences” on countries that do business with Iran.

So far, neither the United States nor Iran has gotten what it wants.

When the countries agreed to a cease-fire two months ago, it was supposed to put them on a path to a broader deal within 60 days, covering Iran’s nuclear program and the lifting of U.S. sanctions. [That deadline passed this week](#) and, on Tuesday, Mr. Trump said on social media that there were “no talks or conversations” going on or scheduled.

Instead, the two countries are “in a state of constant limbo,” said Nicole Grajewski, an assistant professor at the Center for International Studies at Sciences Po in Paris. “Not that much has fundamentally changed over the past several months,” she added, “beyond a further entrenchment of the Iranian position and repeated, so far unsuccessful, U.S. efforts to find some kind of way out.”

This month, Tehran issued [a list of demands](#) on Washington for reopening the Strait of Hormuz, which sits along Iran’s southern coast and is a major transit point for much of the world’s oil.

The demands included the removal of sanctions, the release of frozen assets and the payment of war reparations. Similar conditions were previously mentioned as being part of a possible future deal between the two sides, outlined in a memorandum of understanding that was agreed on in June but quickly unraveled.

For weeks, Iran has been [negotiating with Oman](#) over future management of the strait, but the list of demands suggested that, even in the event of a deal, Iranian forces would continue to threaten and attack transiting marine traffic. At least two ships have been [attacked in the strait](#) in recent days.

“Having recovered from the initial shock of the war, Tehran is now determined to demon-

strate strength,” said Mehrzad Boroujerdi, dean of the College of Arts, Sciences and Education at Missouri University of Science and Technology. “Its weaponization of the Strait of Hormuz and hard-line bargaining in parallel talks with the United States and Oman should be understood in that context,” he added.

Over the past few months, Mr. Trump’s rhetoric has swung between threats of annihilation and promises that a diplomatic deal was close.

If that approach was meant to scare Iranian officials into making concessions, it seems to have had the opposite effect. They appear to have become convinced that Mr. Trump is unwilling to fully relaunch a war that threatens to raise oil prices and has been unpopular with the American public, especially [before midterm elections](#).

“Iran appears to believe the United States will eventually tire of an expensive, open-ended confrontation,” said Alex Vatanka, a senior fellow at the Middle East Institute, a Washington-based research organization.

At the same time, the United States has emphasized the economic pressure on Iran.

Mr. Trump’s son-in-law and envoy, Jared Kushner, [told Fox News on Monday](#) that Iranian officials were “not showing any interest in doing something that makes sense for us.” When asked where talks

stood, he pointed to a naval blockade aimed at further hobbling Iran’s economy as Mr. Trump’s current focus.

On Tuesday, Mr. Trump said on social media that the blockade remained in full effect. He also asserted that the strait was fully open, even as maritime officials noted the attacks on ships recently.

U.S. Treasury Secretary Scott Bessent [said in an interview](#) with Newsmax recently that his department planned to apply measures that “have never been seen in the history of the economic isolation” of a country.

Iran’s leaders have survived international economic pressure before, though they did agree to concessions on their nuclear program in 2015 after a ratcheting up of sanctions during the Obama administration.

Given Tehran’s stance so far, the immediate cost of sanctions will most likely be [borne by the Iranian people](#), who are already contending with sky-high inflation and struggling to afford basic goods.

In the face of American sanctions, Iran “will try to transfer the resulting economic pain onto its population for as long as possible, betting that Washington will blink first,” Mr. Boroujerdi of the Missouri University of Science and Technology said.

Iran’s supreme leader, Ayatollah Mojtaba Khamenei, has

appointed hard-line loyalists to key military positions, [signaling his intent](#) to keep the country on a war footing. A renewed conflagration would probably drag in regional energy infrastructure, U.S. bases

in the Middle East and commercial shipping, Mr. Vatanka said.

For now, it appears just as likely that the stalemate will continue with the core issues unresolved — including Iran's

nuclear program and the Strait of Hormuz.

"The longer this limbo persists, the more entrenched it becomes and the harder it is to construct an off-ramp that

either side can present as anything other than a concession," Ms. Grajewski said.

Yeganeh Torbati is the Iran correspondent for The Times.



Aug 20, 2026

Iraq reaffirms to Iran's Ghalibaf ban on armed groups threatening other countries

ERBIL, Kurdistan Region - Iraq's constitution bars the presence of armed factions that pose a threat to other countries, Baghdad's National Security Advisor Qasim al-Abboudi confirmed to Iran's Parliament Speaker Mohammad Bagher Ghalibaf in a Thursday meeting in the Iraqi capital.

"The Iraqi constitution does not permit the existence of armed groups that threaten the security of other countries," Abboudi's office quoted him as telling Iran's Parliament Speaker Mohammad Bagher Ghalibaf in a meeting that "addressed the security agreements" between the two sides.

Iran and Iraq in March 2023 signed a security pact under which Baghdad committed to disarming

Kurdish opposition groups and tightening security along the shared border, with Tehran threatening military action if Baghdad failed to fulfill the agreement.

The accord came after Tehran accused Iranian Kurdish opposition groups based in the Kurdistan Region - namely the Kurdistan Democratic Party of Iran (KDPI), Komala, the Free Life Party of Kurdistan (PJAK), and the Kurdistan Freedom Party (PAK) - of fueling Iran's nationwide protest movement in 2022.

The groups, which seek greater rights for Iran's Kurdish minority, have fought an on-and-off war with the Islamic Republic for decades.

In the wake of the Iran war,

which broke out in late February, Tehran ramped up attacks on Kurdish opposition groups in the Kurdistan Region.

According to Rudaw tracking, the region has endured more than 965 drone and missile strikes launched by Iran and allied Iraqi armed groups since the conflict began, much of which targeted Kurdish dissent.

Beyond the security agreements between Baghdad and Tehran, Abboudi's meeting with Ghalibaf on Thursday also touched on the initiative led by Iraqi Prime Minister Ali al-Zaidi's government to bring weapons held by non-state armed groups - including Iran-aligned factions - under state control.

The Iraqi security official

told the Iranian speaker that Baghdad is "moving forward with consolidating weapons under state authority," emphasizing that "the security of Iraq is integral for regional stability."

"The meeting also addressed the latest regional developments and ways to strengthen relations between Iraq and the Islamic Republic of Iran in a manner that serves the interests of both countries and their friendly peoples," Abboudi's office added.

Ghalibaf, for his part, was quoted as affirming that his country "values its relations with Iraq and supports the [Zaidi] government's program regarding the establishment of a legal framework" to place weapons under the command of the Iraqi state.

La fragile désescalade entre l'Iran et les Emirats arabes unis vole en éclats

Les Emirats ont suspendu leurs échanges commerciaux et financiers avec l'Iran, après l'avoir accusé d'avoir tiré deux missiles vers leur territoire. Cette crispation intervient sur fond de tensions autour du détroit d'Ormuz et de pression croissante des Etats-Unis sur la République islamique.

La brève période de détente entre l'Iran et les Emirats arabes unis semble toucher à sa fin. Mardi 18 août, la riche fédération du Golfe a annoncé **la suspension, « jusqu'à nouvel ordre », de ses transactions commerciales et financières avec Téhéran**. Une décision lourde de conséquences pour la République islamique : après la Chine, les Emirats sont son principal partenaire commercial et une importante porte d'accès aux marchés internationaux, alors que le pays est placé sous un régime strict de sanctions internationales.

« A la lumière des escalades régionales qui compromettent la paix et la sécurité régionales et internationales, tous les échanges commerciaux, les relations commerciales et les transactions financières avec l'Iran sont suspendus jusqu'à nouvel ordre », a précisé le ministère des affaires étrangères émirati.

Quelques heures plus tôt, le ministère de la défense émirati avait affirmé que l'Iran avait tiré deux missiles balistiques en direction des Emirats, déclenchant une alerte sur les téléphones des habitants. Il s'agirait de la première attaque directe attribuée à Téhéran contre le pays depuis mai. Selon les autorités de défense émiraties, l'un des missiles est tombé hors des eaux territoriales, le second les a atteintes. Cette trajectoire laisse

penser qu'ils visaient d'abord la navigation maritime que le territoire émirati. Téhéran a démenti avoir tiré en direction des Emirats, Esmail Baghaei, porte-parole du ministère des affaires étrangères iranien, estimant que ces *« accusations infondées »* nuisaient aux efforts pour *« renforcer la confiance »* entre les deux pays.

Cet épisode intervient après plus de deux mois de tentatives de désescalade entre Abou Dhabi et Téhéran, dans un contexte régional profondément bouleversé depuis le déclenchement, le 28 février, de la guerre menée par les Etats-Unis et Israël contre l'Iran. Lors des combats, une part importante des représailles iraniennes avait visé les pays du Golfe, et notamment les Emirats, qui disent avoir été la cible d'environ 3 000 missiles et drones. La République islamique accusait Abou Dhabi de faciliter les opérations américano-israéliennes. Selon le *Wall Street Journal*, les Emirats auraient riposté par des dizaines de frappes.

Navires frappés

La tension avait baissé entre les deux pays après la conclusion, le 17 juin, à Islamabad, d'un protocole d'accord entre Washington et Téhéran. Des échanges commerciaux entre les Emirats et les ports iraniens avaient progressivement repris, des liaisons aériennes

s'étaient rétablies. Mais l'accord d'Islamabad a commencé à se fissurer début juillet, notamment autour de la question du contrôle du détroit d'Ormuz, avant que les Etats-Unis imposent un blocus maritime à l'Iran. Depuis, la République islamique concentrait sa pression militaire sur Bahreïn, le Koweït et la Jordanie, semblant jusqu'ici épargner le territoire émirati.

Les attaques iraniennes contre les navires tentant de franchir le détroit d'Ormuz se sont multipliées, y compris contre des bâtiments exploités par des entreprises d'Abou Dhabi. Depuis début août, les autorités émiraties ont accusé l'Iran d'avoir attaqué trois navires de la compagnie pétrolière publique d'Abou Dhabi, Adnoc, alors qu'ils transitaient par le détroit. Le 17 août, un pétrolier lié aux Emirats a par ailleurs été saisi par les autorités iraniennes.

La décision d'Abou Dhabi de couper les liens économiques avec Téhéran intervient alors que les deux pays entretiennent des relations commerciales particulièrement étroites. Selon la chambre de commerce iranienne, les Emirats arabes unis sont, depuis cinq ans, le premier fournisseur de l'Iran, représentant près d'un tiers de ses importations, dont des produits essentiels comme la viande, le soja, les smartphones et certaines machines industrielles. Même pendant la guerre, les

Emirats sont restés son principal fournisseur.

« Les Emirats arabes unis ont longtemps constitué un pilier économique essentiel pour les entreprises iraniennes opérant à l'international, y compris sous le régime des sanctions américaines », écrit sur X Francesco Sassi, chercheur en relations internationales et en géopolitique de l'énergie à l'université d'Oslo. Par ses ports et ses plateformes commerciales, Dubaï est l'une des principales portes d'entrée de la République islamique vers l'économie mondiale.

« En coordination avec les Etats-Unis »

Pour Hamidreza Azizi, chercheur indépendant spécialiste de l'Iran et des dynamiques géopolitiques régionales au Moyen-Orient, basé à Berlin, la décision d'Abou Dhabi de suspendre sa coopération économique et ses transactions bancaires avec Téhéran n'est probablement pas directement liée aux tirs de missiles. *« Ce n'est pas une décision qui aurait pu être prise en une heure, explique-t-il. Cette décision avait très probablement déjà été décidée en amont, en coordination avec les Etats-Unis. »*

Mardi, le secrétaire d'Etat américain, Marco Rubio, et le conseiller à la sécurité nationale des Emirats, le cheikh Tahnoun Ben Zayed, se sont entretenus par téléphone.

Marco Rubio a insisté sur la nécessité de préserver la liberté de navigation dans le détroit d'Ormuz et sur la poursuite de la coordination entre Washington et Abou Dhabi face à l'Iran et à ses alliés dans la région.

Pour Hamidreza Azizi, la décision émiratie et les menaces de Donald Trump de bombarder Oman, si ce dernier se plie à un accord sur le détroit d'Ormuz favorable à l'Iran, doivent être considérées comme les éléments d'une stratégie plus large. « Il s'agit d'empêcher les pays de la ré-

gion d'adopter des positions susceptibles de permettre à l'Iran de prendre l'ascendant », explique-t-il.

Le président américain semble désormais privilégier la pression économique plutôt que de nouvelles opérations militaires, notamment à travers le blocus maritime imposé à Téhéran. « Pour y parvenir, les Etats-Unis doivent réduire autant que possible les voies de contournement économique dont dispose l'Iran », soutient Hamidreza Azizi. L'objectif serait aussi de fermer les canaux permettant à Té-

héran de passer outre les sanctions économiques américaines.

Dans ce contexte, les critiques se multiplient en Iran contre Abou Dhabi, accusé de faire le jeu de Washington. La situation de « ni guerre ni paix », conjuguée à l'aggravation des difficultés économiques, pourrait pousser les dirigeants iraniens à durcir leur position. Ils pourraient en venir à considérer que le coût d'une nouvelle confrontation militaire est désormais inférieur à celui d'une érosion progressive de leurs capacités, sous l'effet

combiné des sanctions et du blocus.

« Alors que les discussions sur la nécessité d'une action préventive et d'une posture plus offensive se multiplient en Iran, il est possible que Téhéran recoure à l'action militaire pour tenter de modifier le rapport de force actuel », explique Hamidreza Azizi. Avec, pour objectif, de contraindre Donald Trump à lever le blocus maritime ou à accepter un accord plus favorable à l'Iran.

Le Monde

Hélène Sallon
22 août 2026

A Kobané, l'épineux processus d'intégration des zones kurdes à la Syrie d'Ahmed Al-Charaa

Reportage : Après plus d'une décennie de guerre, les combattants kurdes ont vu s'effondrer leur rêve d'autonomie au Rojava, dans le nord du pays. Si l'intégration des Forces démocratiques syriennes et de l'Administration autonome du nord et de l'est de la Syrie est en bonne voie, l'incorporation administrative de la ville est un processus de longue haleine.

Des fleurs ornent la tombe de Bercem Berxbotan au fond du « cimetière des martyrs » de Kobané. Ce combattant de 23 ans des forces antiterroristes kurdes est tombé en janvier au front, près de la grande cité kurde de 50 000 âmes du nord de la Syrie, [face aux forces gouvernementales syriennes](#). Sa dépouille n'a été retrouvée qu'en juillet dans une morgue du Nord-Est, où l'avaient transportée ses frères d'armes.

« J'ai fait trois morgues pour le retrouver : à Hassaké, Kamachliyé et Derik [Malikiyé], dit sa mère, Basse Qassem.

Beaucoup de corps y sont encore. Et beaucoup de jeunes de Kobané sont portés disparus. Tous nos enfants sont des combattants. »

La dépouille de Bercem Berxbotan a rejoint celle de milliers de jeunes hommes et femmes de Kobané qui ont donné leur vie pour le Rojava, la patrie kurde en Syrie, pendant plus d'une décennie de guerres : contre l'organisation Etat islamique, contre la Turquie et ses affidés syriens, puis contre les forces du président de transition syrien, Ahmed Al-Charaa.

Leur rêve d'autonomie s'est

effondré avec la perte des territoires que les Kurdes contrôlaient dans le nord et le nord-est syrien et [la signature, le 30 janvier, d'un accord d'intégration](#) des Forces démocratiques syriennes (FDS) et de l'Administration autonome du nord et de l'est de la Syrie (Aanes) au sein de l'Etat syrien. Jeudi 20 août, le général Mazloum Abdi, le chef des FDS, a annoncé que cette phase d'intégration était achevée.

Alors que les morts et les disparus de la guerre continuent de refaire surface, l'intégration suit son cours à Kobané, de nouveau rattachée adminis-

trativement à la province d'Alep. Les combattants FDS de la ville ont rejoint l'une des trois brigades kurdes en voie d'intégration au sein du ministère de la défense.

La brigade de Kobané n'a pas encore de base mais les salaires lui sont déjà versés. « Le problème se pose pour les 400 à 500 soldats de Kobané, car les femmes ne sont pas acceptées au sein du ministère de la défense. L'Etat a proposé de les intégrer au ministère de l'intérieur. Elles ont refusé », témoigne Amine Saleh, le responsable de la sécurité intérieure de Kobané (Ayn Al-Arab, en

arabe), un Kurde de 45 ans qui servait au sein des Asayiches (les forces intérieures kurdes) à Rakka jusqu'à la fin de la guerre.

La sécurité de la cité kurde a été confiée aux Asayiches, dont un tiers des membres sont désormais intégrés à des unités conjointes avec la sûreté générale (police) de la province d'Alep. « Ils ne reçoivent pas encore de salaires de l'Etat, donc l'Aanes s'en charge. A terme, 1 500 à 1 700 d'entre eux seront incorporés, dont 150 femmes », précise Amine Saleh. Il pilote leur intégration avec Majd Eddin Al-Cheikh (dit « Abou Omar »), le chef de la sécurité de la région de Kobané. « On prépare une nouvelle structure. Je ne pense pas y faire entrer des personnes extérieures à la ville. Le travail sera fait plus efficacement par ceux qui connaissent sa population. On enverra peut-être des éléments de Kobané en mission dans d'autres villes, comme Alep », dit ce dernier.

Cet Arabe de 36 ans, originaire du quartier de Bab Al-Nayrab, à Alep, s'est taillé la réputation d'un homme de dialogue. Il a fait ses armes, durant la guerre civile (2011-2024), au sein du groupe djihadiste Front Al-Nosra, puis avec Hayat Tahrir Al-Cham (HTC), sous la direction d'Ahmed Al-Charraa. A la chute du dictateur Bachar Al-Assad, en décembre 2024, il a été affecté au dossier kurde. Il a participé aux négociations avec les FDS, puis à la bataille, négociant la reddition de tribus arabes et de combattants des FDS avec son frère, Jihad Al-Cheikh, un haut responsable de HTC qui supervise le dossier tribal.

Deux hommes « sur la même longueur d'onde »

A Kobané, le succès de l'intégration doit beaucoup à la rencontre entre Amine Saleh et Majd Eddin Al-Cheikh. « Nous avons discuté avec beaucoup de sincérité des défis auxquels nous pouvions

faire face. Nous étions sur la même longueur d'onde », dit Amine Saleh. L'ancien étudiant en littérature française de l'université d'Alep, qui a participé à la révolution, dit vouloir bâtir « un pays et un futur meilleurs pour l'ensemble des Syriens », respectant les droits fondamentaux des Kurdes.

« Amine Saleh est quelqu'un de très rationnel, qui comprend les enjeux de terrain. Il y a une confiance assez forte entre nous. Il a le sens de l'appartenance à la Syrie, ce qui est rare chez les FDS », dit Majd Eddin Al-Cheikh. « Mais il subit des pressions, poursuit-il. Quelques cadres turcs du Parti des travailleurs du Kurdistan [PKK, une organisation politique kurde dont sont issus les FDS et le Parti de l'union démocratique syrien, PYD] sont encore à Kobané et font obstacle à la procédure d'intégration. »

Les deux hommes se sont attelés à résoudre les différends entre habitants arabes et kurdes, et entre l'administration kurde et l'Etat syrien. « Il y avait tellement de martyrs, d'otages, de prisonniers et de violations de la part de membres du ministère de la défense que tout petit problème pouvait dégénérer. Lorsqu'on lui signalait des plaintes d'habitants kurdes, Abou Omar intervenait rapidement », salue Amine Saleh, utilisant le nom de guerre de son interlocuteur. Le dossier des prisonniers reste sensible. « Des familles réclament leurs garçons qui sont en garde à vue. Il reste 160 prisonniers et plus de 1 000 disparus, certains depuis des années », ajoute-t-il. « J'ai reçu des habitants de Kobané une liste de 30 portés disparus. Le ministère de l'intérieur enquête sur ces cas. Le reste des prisonniers est sorti », affirme Majd Eddin Al-Cheikh.

Lui a également veillé à solder les griefs des villages arabes environnants, comme Chouyoukh. « Pendant des années, la majorité des habitants ont été déplacés et la

moitié des infrastructures et des maisons détruites. On a déminé les routes et les habitations, et fermé des tunnels, pour qu'ils puissent rentrer. On leur a fait comprendre que leurs problèmes venaient des FDS et non de la population kurde », dit-il. Il reste encore à régler le problème des 200 000 Kurdes de Manbij, Djarabulus, Tall Abyad et Rakka, réfugiés à Kobané, dont les maisons ont été confisquées ou sont occupées par des villageois arabes.

L'intégration administrative de la ville de Kobané et de sa région s'annonce, elle, bien plus longue. « On a lancé le processus dans plusieurs départements de la ville et de la région. Mais l'Etat n'a pas encore attribué de budget pour le fonctionnement des services, donc l'Aanes continue de donner un coup de main », explique Anouar Muslim, le vice-président de la région, avocat kurde de 50 ans ancien opposant politique au régime Al-Assad. Il fait état de « divergences de vues ». « On a, par exemple, obtenu que les postes soient occupés par des locaux mais ils veulent réduire le nombre des employés. Les 10 000 à 15 000 fonctionnaires de la région doivent être intégrés à l'Etat », plaide-t-il.

La nomination de ce cadre politique du PYD, le Parti de l'union démocratique syrien, qui fut l'un des fondateurs de l'Aanes, a été annoncée, avec celle du maire, Muhammad Muhammad, un membre de la coalition rivale du Conseil national kurde, après le tollé suscité par la désignation d'Ibrahim Al-Muslim comme président de la région. Ce doyen d'université de Djarabulus, un Kurde qui n'a jamais vécu à Kobané, est vu comme un « étranger ». « Le gouverneur d'Alep l'a nommé sans me consulter ni me laisser préparer le terrain. C'était une erreur ; mais le choisir était la bonne solution. Il fallait trouver quelqu'un qui n'a pas combattu dans les FDS et qui soit accepté par les Arabes

de la région », défend Majd Eddin Al-Cheikh.

« Ceux qui vont diriger la ville sont les enfants de la ville. On essaie de faire en sorte que tous les Kurdes soient représentés », promet-il. Cela requiert beaucoup de doigté dans une ville où toutes les sensibilités politiques sont représentées, notamment les vieux rivaux que sont le PYD et le Conseil national kurde. Les anciens griefs restent vifs et ce d'autant que les FDS et le PYD sont accusés par leurs détracteurs de monopoliser les postes politiques et administratifs. Des appels à l'unité se font néanmoins entendre autour de revendications communes, comme la décentralisation de l'Etat syrien et la gestion par les Kurdes des zones à majorité kurde ou l'inscription des droits kurdes (langue, éducation et culture) au sein de la future Constitution.

« Le droit d'apprendre en kurde »

Le sort de l'université de Kobané, construite en 2017 en lisière de la ville, est un enjeu central. Parmi ses 1 250 étudiants se trouvent une majorité de femmes, signe d'une ville transformée par l'exil, la conscription et la mort de nombreux jeunes hommes. L'enseignement y est principalement en kurde. « Le ministère de l'éducation n'a pas encore envoyé de délégation pour préparer l'intégration. Il est possible qu'il nous demande d'enseigner en arabe. Les professeurs refuseront, car c'est notre droit d'étudier dans notre langue nationale, le kurde », défend la coprésidente de l'université, Rezna Ibrahim.

Des signaux positifs ont été envoyés concernant l'enseignement primaire et secondaire. Celui dispensé par l'Aanes sera maintenu jusqu'en 2027. Un programme national unifié à toute la Syrie permettra ensuite l'enseigne-

ment du kurde dans les zones kurdes. Les brevets et les baccalauréats délivrés par l'Aanes seront reconnus. « Nous espérons la reconnaissance de nos diplômes universitaires. Je crains, en revanche, qu'ils retirent la "jinéologie" de l'enseignement universitaire parce qu'ils veulent contrôler les femmes », confie Golistan Gebi, 20 ans, l'une des 30 étudiantes de cette « science de la femme et de la vie » conceptualisée

par le chef du PKK, Abdullah Öcalan.

« Ils doivent reconnaître notre langue, le kurde, et notre droit à apprendre en kurde à l'université », plaide, pour sa part, Ojalan Sydo, un étudiant en sciences de l'éducation. Le jeune homme de 26 ans reconnaît parler un arabe approximatif. Du fait de l'autonomie des régions kurdes durant la guerre civile, le niveau d'arabe des enfants kurdes

s'est effondré. Ojalan Sydo n'est toujours pas sorti de Kobané, disant redouter les brigades aux barrages, voire un enlèvement.

L'un des tests de l'intégration au sein du nouvel Etat sera, à ses yeux, le maintien de « Kobané » comme nom officiel. « Notre droit le plus fondamental est que le nom de notre ville représente notre identité. Elle s'appelle Kobané et non Ayn Al-Arab », reven-

dique Ojalan Sydo. Les représentants de l'Etat, dont le président Al-Charaa, utilisent « Kobané » dans leurs discours mais, dans les documents officiels, la ville est appelée par son nom arabe. « Le nom de la ville est Kobané et celui de la région est Ayn Al-Arab », tranche Majd Eddin Al-Cheikh, faisant la promesse que ce « détail administratif » serait bientôt modifié par le nouveau Parlement.

Le Monde

Luc Bronner
22 août 2026

Entre Israël et la Turquie, des tensions révélatrices de rivalités personnelles et stratégiques entre Benjamin Nétanyahou et Recep Tayyip Erdogan

Du devenir de Gaza à l'évolution de la situation en Syrie, les points de friction ne manquent pas entre les deux puissances militaires de la Méditerranée orientale. Depuis trois ans, leurs relations ne cessent de se dégrader sur plusieurs fronts.

La liste des accrochages, des menaces et des insultes continue de s'allonger entre les dirigeants de deux des principales puissances militaires de la Méditerranée orientale. Vendredi 21 août, le premier ministre israélien, Benjamin Nétanyahou, a accusé le président turc, Recep Tayyip Erdogan, d'être « un dictateur antisémite », reprenant, presque au mot près, une accusation similaire formulée en juin après que le dirigeant turc avait présenté l'Etat hébreu comme une « menace » directe pour son pays.

« Erdogan est un dictateur antisémite qui a massacré des Kurdes, abrite des terro-

ristes du Hamas, occupe la moitié de Chypre et emprisonne un nombre record de journalistes et de politiciens qui s'opposent à lui. Il cherche désormais à étendre son agression contre Israël jusqu'en Syrie. Israël ne le tolérera pas », a fustigé M. Nétanyahou dans son communiqué.

La déclaration répondait à l'annonce, quelques heures plus tôt, par le ministre de la justice turc, Akin Gürk, de l'émission d'un mandat d'arrêt contre M. Nétanyahou, dans le cadre d'une enquête sur l'interception de la « flottille pour Gaza », en mai, au cours de laquelle des militants avaient subi des violences

graves. Cette mise en cause intervient, là aussi, après un épisode similaire, fin 2025, lorsque la justice turque avait émis un autre mandat d'arrêt contre M. Nétanyahou accusé de « génocide » et de « crimes contre l'humanité » à Gaza.

Les relations entre la Turquie et Israël n'ont cessé de se dégrader depuis trois ans sur plusieurs fronts. Le premier concerne la Syrie, perçue par les deux puissances comme un territoire stratégique pour leurs propres intérêts. Après la chute de l'ancien président, Bachar Al-Assad, en décembre 2024, l'aviation de l'Etat hébreu a détruit une partie significative de ce qui restait de l'armée de Damas. Israël

occupe une zone de « sécurité », le long de sa frontière avec la Syrie, sur le modèle des zones de protection mises en place à Gaza et dans le sud du Liban. La Turquie, de son côté, a pris position, depuis plusieurs années, dans le nord du pays.

L'Etat hébreu affirme que ses services de renseignement auraient identifié un nouveau projet d'installation de militaires turcs sur l'aéroport d'Abou Al-Douhour, au sud de ses positions actuelles. Mardi 18 août, l'aviation israélienne a frappé le site à plusieurs reprises.

« Israël et la Syrie se sont entendus sur un statu quo en

matière de sécurité, que Damas était sur le point de rompre en autorisant le déploiement de troupes turques sur une base aérienne près d'Alep, a justifié M. Nétanyahou. Israël a averti la Syrie à plusieurs reprises qu'un tel déploiement représenterait une menace pour [sa] sécurité. Damas a choisi d'ignorer ces avertissements. » C'est une « escalade inutile », a commenté, agacé, l'envoyé spécial de Donald Trump pour la Syrie, Tom Barrack, par ailleurs ambassadeur des Etats-Unis en Turquie.

Sondages défavorables

Le devenir de la bande de Gaza et le rôle du Hamas constituent un deuxième terrain d'affrontement majeur. La Turquie, qui a rejoint la procédure lancée, fin décembre 2023, par l'Afrique du Sud devant la Cour internationale de justice, accusant l'Etat hébreu de génocide dans l'enclave, a fait de la défense des Palestiniens un des axes de sa diplomatie. « Qu'Allah détruise et anéantisse l'Israélioniste », a déclaré M. Erdogan en mars 2025, en réaction à la destruction du territoire gazaoui.

Israël, de son côté, récuse toute intervention d'Ankara

sur Gaza au nom de sa proximité – perçue comme une complicité – avec le Hamas. M. Nétanyahou avait toutefois dû s'incliner au moment de la négociation du cessez-le-feu, en octobre 2025, lorsque la Turquie était intervenue pour faciliter les ultimes discussions avec l'organisation islamiste palestinienne, dont une partie de l'appareil est installée sur son territoire, au grand dam des dirigeants israéliens.

Le contexte électoral en Israël contribue à attiser les querelles. Beaucoup d'observateurs estiment que toute situation de tension ou de crise sécuritaire est favorable au premier ministre, et que celui-ci pourrait chercher à en profiter alors que les sondages lui sont défavorables.

« Le président Erdogan a ouvertement appelé à la destruction d'Israël. Le 7-October a montré clairement à tout le monde que lorsque votre ennemi vous dit qu'il veut vous détruire, vous devriez probablement le croire », justifie l'entourage de M. Nétanyahou. Celui-ci tente, pour les mêmes raisons, de s'opposer à l'hypothèse d'achats d'avions de combat américains F-35 par la Turquie – un autre sujet sensible –, arguant auprès de Donald Trump que cette dé-

cision « détruirait l'équilibre au Moyen-Orient ».

L'hostilité vis-à-vis d'Ankara dépasse toutefois largement les rangs de l'actuelle coalition gouvernementale. Naftali Bennett, un des principaux leaders de l'opposition, a ainsi déclaré, en février : « La Turquie est le nouvel Iran. »

Yaïr Lapid, qui pourrait devenir le ministre des affaires étrangères si l'opposition gagne les élections législatives en octobre, a publiquement soutenu le bombardement de l'aéroport militaire d'Abou Al-Douhour, en Syrie, tout en plaçant pour une voie diplomatique. « Nous devons faire comprendre que nous ne tolérerons pas que la Turquie joue dans notre arrière-cour, mais aussi mettre en place un mécanisme de gestion des conflits qui évitera des catastrophes inutiles. La situation actuelle n'est pas bonne pour nous. Nous n'avons pas besoin de créer de plus en plus de conflits régionaux, mais de les prévenir », a expliqué M. Lapid, mercredi.

L'évaluation d'une menace accrue est partagée, au-delà des responsables politiques, par les élites militaires. « Nous voyons ce qui se passe et nous suivons de près l'évolu-

tion sur le front syrien ; nous devons nous préparer en conséquence. Nous ne permettrons pas à des forces hostiles de s'implanter à nos frontières », a prévenu le chef d'état-major israélien, Eyal Zamir, lors d'une visite aux troupes présentes sur le sol syrien au lendemain des frappes.

Une commission de réflexion confiée au général Jacob Nagel avait sonné l'alarme, début 2025, sur l'appétit croissant de la Turquie et son influence au Moyen-Orient, évoquant même, selon les médias israéliens, le spectre d'une confrontation directe entre les deux pays. Une analyse reprise par des experts, inquiets de voir les antagonismes se multiplier.

« La proximité géographique de la Turquie avec Israël, la taille et les capacités de [son] armée, son influence régionale croissante et son poids diplomatique grandissant en font un enjeu de sécurité qui justifie une surveillance étroite », relevait, en juin, le chercheur Ely Karmon dans une note pour l'Institut international de contre-terrorisme à l'université Reichman d'Herzliya.



22 Août 2026

Passe d'armes entre la Turquie et Israël après un mandat d'arrêt international émis contre Netanyahu

Israël et la Turquie sont engagés dans une confrontation verbale depuis plusieurs jours maintenant. Dernier épisode en date : la Turquie a émis un mandat d'arrêt international ce 21 août contre

Benjamin Netanyahu qui, en réponse, accuse le président Erdogan d'être un dictateur antisémite.

Ankara a frappé fort ce matin, rapporte notre correspondante

à Jérusalem, **Frédérique Misslin**. La **Turquie** a émis une notice rouge auprès d'Interpol pour que **Benjamin Netanyahu** soit arrêté n'importe où dans le monde pour génocide, crime contre l'hu-

manité, torture. Ce mandat d'arrêt international s'inscrit dans le cadre des poursuites engagées par la justice turque le mois dernier contre le Premier ministre israélien. L'affaire porte sur l'interception

très brutale de la flottille qui devait acheminer de l'aide à Gaza en mai dernier. Les activistes partis de Turquie avaient été détenus en [Israël](#), parfois maltraités avant d'être expulsés. La Turquie tient Benyamin Netanyahu pour responsable.

La réponse du Premier ministre israélien aujourd'hui a été cinglante : le président turc est un « *dictateur antisémite, qui a massacré les Kurdes et opprime son peuple* ». Pour le pouvoir israélien, la Turquie cherche à déstabiliser la région. Israël promet « *d'agir contre ces tentatives* ».

Une escalade qui s'intensifie

En retour, la présidence turque a dénoncé dans la soirée « *les tactiques politiques mesquines de [Benyamin] Netanyahu et de ses acolytes, qui visent à obtenir un avantage électoral* », alors que des élections législatives sont prévues

en octobre en Israël. « *La tentative du gouvernement [israélien] Netanyahu de présenter la Turquie comme une nouvelle menace relève aussi de cette manœuvre politique* », a ajouté la direction de la communication de la présidence sur X.

C'est donc une escalade qui s'intensifie. Les relations entre les deux pays ne cessent de se détériorer et en pleine période électorale, Benyamin Netanyahu a visiblement décidé de jouer la carte anti-turque. Mardi 18 août, Israël a bombardé le nord de la Syrie, accusant Ankara de vouloir s'y déployer militairement. C'est faux, répondent les Turcs qui assurent ne pas vouloir tomber dans le piège tendu par Israël, sous-entendu le piège d'une confrontation militaire.

À lire aussi [Israël-Turquie : pourquoi la Syrie devient-elle un nouveau foyer de tensions?](#)

Une hypothèse d'un conflit à prendre au sérieux ?

Depuis la chute de Bachar el-Assad, la Turquie et Israël tentent chacune d'étendre leur zone d'influence sur le territoire syrien, encore dépourvu d'une armée solide. En Syrie, les intérêts de la Turquie et d'Israël sont aux antipodes, souligne notre correspondante à Ankara, **Céline Pierre-Magnani**. Ankara accompagne la reconstruction du pays, et soutient le développement d'une armée syrienne. Tel-Aviv, à l'inverse, vit comme une menace existentielle la consolidation d'une Syrie dirigée par l'ancien jihadiste Ahmed al-Charaa.

Pour l'analyste Mehmet Akif Koç, spécialiste du Moyen-Orient, le risque de confrontation directe entre les deux pays est à prendre très au sérieux. « *En Syrie, il y avait, depuis environ un an et demi, un statu quo qui reposait sur une situation où la Turquie*

était plus forte dans le nord de la Syrie et Israël plus fort dans le sud », explique-t-il. « *Aujourd'hui, Israël veut renverser ce statu quo. Si la Turquie continue d'accroître son influence en Syrie, si elle poursuit dans cette voie, alors il sera inévitable qu'elle entre en guerre avec Israël, qu'un affrontement armé éclate entre les deux pays.* »

De son côté, Tom Barrack, envoyé spécial américain pour la Syrie, travaille à la mise en place d'un mécanisme de déconfliction qui rassemblerait la Turquie, la Syrie et Israël afin d'éviter que la situation ne s'envenime.

En novembre 2025 déjà, la justice turque avait émis des mandats d'arrêt pour « génocide » contre Benyamin Netanyahu et plusieurs responsables israéliens, dénonçant le « *génocide et les crimes contre l'humanité perpétrés de manière systématique par l'État israélien à Gaza* ».

Le Monde

23 Août 2026

L'Iran exécute un homme accusé d'« actions opérationnelles » lors des manifestations antigouvernementales de janvier

L'exécution de Majid Adineh intervient alors que le nombre de condamnations à mort est en hausse en Iran, sur fond de répression accrue des mouvements de contestation.

La justice iranienne a annoncé, dimanche 23 août, l'exécution d'un homme condamné pour avoir mené des « *actions opérationnelles* » en faveur d'Israël et des Etats-Unis lors des manifestations antigouvernementales de janvier.

Majid Adineh a été reconnu coupable d'« *actions opérationnelles en faveur de groupes hostiles, du régime sioniste et des Etats-Unis et de "moharebeh" [guerre contre Dieu], pour des incendies volontaires, rassemblements et collusion en vue de commettre des crimes contre la sécurité*

intérieure du pays », a publié le site de l'agence de presse officielle du pouvoir judiciaire, Mizan Online News Agency.

« *Sur la base de nombreux documents et éléments de preuve versés au dossier ainsi que des déclarations de l'accusé, le tribunal révolution-*

naire de Karaj l'a condamné à mort et à la confiscation de tous ses biens », a ajouté Mizan. « *Après recours, le verdict a été intégralement confirmé par la Cour suprême du pays et la sentence a été exécutée ce matin* », a précisé le site.

Lire aussi le décryptage | Ar-

ticle réservé à nos abonnés
[En Iran, la répression écrase la société civile](#)

Hausse des exécutions

Un mouvement de contestation, initialement déclenché à la fin de décembre par la hausse du coût de la vie, s'était rapidement transformé en vastes manifestations an-

tigouvernementales, qui ont culminé les 8 et 9 janvier.

Les autorités iraniennes ont fait état de plus de 3 000 morts, dues, selon elles, à des « *actes terroristes* » orchestrés par les Etats-Unis et Israël, tandis que des organisations de défense des droits humains basées à l'étranger affirment que les

forces de sécurité ont tiré sur les manifestants.

Le nombre d'exécutions en Iran a augmenté depuis le début de la guerre au Moyen-Orient, déclenchée le 28 février par des frappes américano-israéliennes contre Téhéran. Un grand nombre de ces exécutions sont liées aux manifestations.

Les autorités iraniennes ont exécuté au moins 1 639 personnes l'an dernier, un record depuis 1989, selon l'ONG Iran Human Rights, basée en Norvège, et Ensemble contre la peine de mort (ECPM), dont le siège est à Paris. Selon Amnesty International, l'Iran est le deuxième pays au monde qui exécute le plus de personnes, après la Chine.

l'Opinion

Rémy Pigaglio
24 Août 2026

Syrie : l'improbable intégration des milices kurdes à l'armée

Après les combats qui les ont opposés en janvier, l'Etat central et les FDS ont lancé des négociations pour réunifier le pays

La carpe et le lapin

Le chef de s Forces démocratiques syriennes (FDS), Mazloum Abdi, a annoncé jeudi que l'intégration du Nord-Est syrien à l'Etat central était « *achevée* ». L'autonomie de ces régions à majorité kurde reste néanmoins partiellement en place. Les craintes de discriminations à l'encontre des Kurdes restent bien présentes. LE CHARISMATIQUE chef des Forces démocratiques syriennes (FDS), Mazloum Abdi, l'a annoncé solennellement, jeudi 20 août, dans la ville syrienne à majorité kurde de Qamichli. « La phase d'intégration des institutions militaires, sécuritaires et administratives aux institutions nationales de l'Etat est achevée », a-t-il assuré. Autrement dit, c'en serait donc fini de l'autonomie du nord-est syrien, à majorité kurde, et de ses forces de sécurité.

Les FDS, dominées par les milices kurdes, et l'armée syrienne étaient pourtant à couteaux tirés au début de l'année. Après avoir renversé Ba-

char al-Assad en décembre 2024, le nouveau président syrien Ahmed al-Charaa, issu d'un mouvement islamiste, souhaitait restaurer la souveraineté de l'Etat syrien sur les régions qui lui échappaient encore. C'était le cas, en particulier, du Nord-Est, dirigé par l'Administration autonome du nord et de l'est de la Syrie (Aanes), dominée par le mouvement kurde socialiste du PYD et ses milices. Ces dernières, soutenues par les Occidentaux, avaient repris la région à Daech pendant la période de la guerre civile.

En 2025, les négociations pour trouver un accord entre FDS et l'Etat central syrien n'avaient rien donné. En janvier dernier, Ahmed al-Charaa est passé à l'offensive : en quelques jours, son armée a reconquis la très grande majorité du Nord-Est. Si beaucoup craignaient une répétition des massacres commis contre les alaouites et les druzes en 2025, la reconquête se fait cette fois sans effusion de sang majeure parmi les civils.

« Le mouvement kurde a alors estimé qu'il ne bénéficiait pas d'une protection internationale. Après avoir adopté pendant plusieurs mois une ligne dure, celui-ci opère un tournant pragmatique et décide de négocier avec Damas », décrit Félix Legrand, chercheur indépendant et spécialiste de la Syrie. Les combats du début de l'année ont ainsi fait place à des discussions sur la manière d'intégrer ces combattants principalement kurdes et socialistes que tout semble opposer à l'armée syrienne issue majoritairement de mouvements islamistes radicaux.

Dès la fin janvier, un accord a pavé la voie à une intégration du Nord-Est et des miliciens des FDS à l'Etat central, tout en garantissant des droits pour la minorité kurde. Pour Cédric Labrousse, l'intégration annoncée par Mazloum Abdi a déjà progressé. « Depuis plusieurs mois, des volontaires – et j'insiste sur le mot "volontaires" – des FDS ont été intégrés à des brigades de l'armée syrienne. Avant cela, ils sont allés suivre des formations en dehors des régions

du nord-est syrien. Et, à leur retour, ils ont été intégrés dans trois brigades de la région de Hassaké et une brigade à Kobané », détaille le spécialiste du nord-est du pays, qui précise néanmoins que la question des sections féminines des FDS n'est pas réglée.

Situation délicate. « Ainsi, le compromis trouvé consiste à, certes, intégrer ces anciens des FDS à l'armée syrienne, mais dans des brigades installées dans des territoires dont ils sont natifs », explique Cédric Labrousse. La solution a permis d'éviter de trancher entre une répartition des anciens miliciens kurdes dans l'armée, sans aucune distinction avec les autres soldats, ou une autonomie conservée par les FDS au sein de l'armée.

Selon Félix Legrand, sur le terrain, l'autonomie kurde reste pour le moment partiellement en place. « A Kobané, Qamichli et Hassaké, l'administration civile comme les questions sécuritaires sont toujours en partie gérées par les

Kurdes. Donc le président Ahmed al-Charaa n'a pas encore totalement le contrôle sur ces zones », décrit le chercheur.

L'Aanes, qui a porté un projet politique socialiste aux accents autoritaires, a donné aux populations kurdes syriennes, dans le contexte de la guerre civile, une forme d'autonomie.

« Les concessions accordées par les FDS à Damas leur ont coûté beaucoup de leur crédibilité au sein de la population kurde, qui a considéré qu'elle devait bénéficier des sacrifices consentis pendant la guerre », notamment lors des combats contre Daech, avertit Félix Legrand. Signe que la situation reste délicate,

des tensions sont apparues ces dernières semaines quand des Kurdes déplacés pendant la guerre sont rentrés dans leur région d'origine.

La réunification totale n'est donc pas encore actée. « Le discours de Mazloum Abdi suggère qu'il y aura une négociation pour conserver une

petite autonomie locale et des discussions sur les droits de la minorité kurde », anticipe Cédric Labrousse. Au-delà des annonces, les questions sur la place qu'occuperont les Kurdes dans la nouvelle Syrie restent posées.



avec AFP
25 août 2026

Syrie : les forces kurdes annoncent leur dissolution après l'accord avec Damas

Les forces kurdes syriennes qui ont combattu les jihadistes du groupe [État islamique](#) ont été dissoutes, a annoncé, mardi 25 août, leur chef Mazloum Abdi. Cette dissolution est intervenue en vertu d'un accord avec le président Ahmed al-Charaa, déterminé à réunifier la [Syrie](#).

"Nous annonçons aujourd'hui la fin de la mission des [Forces démocratiques syriennes](#) (FDS) et déclarons, en toute responsabilité, leur dissolution en tant que force militaire indépendante", a affirmé Mazloum Abdi dans un discours au palais présidentiel à Damas.

Il avait annoncé la semaine dernière que l'intégration des institutions kurdes civiles, militaires, administratives et sécuritaires au sein de l'État syrien était achevée, près de huit mois après la conclusion

d'un accord avec Damas. Mazloum Abdi a précisé que la dissolution de ses puissantes forces intervenait "après l'accord conclu avec le président Charaa et l'achèvement du processus d'intégration de nos forces au sein des brigades de l'armée syrienne".

C'est "absolument historique", a déclaré l'envoyé spécial américain en Syrie, Tom Barrack, également ambassadeur des États-Unis en Turquie. "Voilà à quoi ressemble une véritable intégration : pas de gagnants ni perdants, mais d'anciens adversaires aux points de vue divergents qui élaborent une solution diplomatique visant à renforcer la souveraineté de la Syrie", a-t-il écrit sur X.

À lire aussi [En Syrie, les institutions kurdes désormais intégrées dans celles de l'État](#)

Les FDS, formées en 2015 à l'initiative de Washington, constituaient l'armée de l'administration autonome kurde en Syrie et avaient combattu les jihadistes du groupe État islamique, soutenues par la coalition internationale pilotée par les États-Unis.

"Nouvelle phase placée sous le signe de la paix et de la participation"

À leur apogée, elles comptaient environ 100 000 combattants, [Kurdes](#) et Arabes, et contrôlaient de vastes zones du nord et du nord-est de la Syrie, des régions riches en pétrole.

"Depuis la création des FDS, leurs combattants ont assumé une lourde responsabilité durant l'une des périodes les plus difficiles pour la Syrie, a fait valoir le chef kurde.

"Ils ont libéré de nombreuses

villes et localités syriennes, d'abord du régime baassiste, puis du terrorisme de Daech", a-t-il ajouté, en référence au pouvoir du président déchu [Bachar al-Assad](#) et en utilisant la désignation arabe de l'EI.

La dissolution de cette force, longtemps la mieux entraînée et la plus organisée de Syrie, marque, selon les experts, la fin d'une époque pour les Kurdes du pays.

Ces derniers avaient longtemps rêvé d'autonomie avant la chute, en 2024, de Bachar al-Assad, qui a conduit Washington à réorienter son soutien au profit des nouvelles autorités de Damas, favorables aux États-Unis.

"Les circonstances ont changé aujourd'hui et le pays est entré dans une nouvelle phase placée sous le signe de la paix et de la participation", a ajouté Mazloum Abdi.

« Öcalan en a conclu que le PKK avait perdu la lutte armée »

Après plus d'un demi-siècle sanglant de lutte armée, le PKK et son chef Abdullah Öcalan ont entamé l'an passé avec Ankara un processus de paix qui a abouti le 10 août au vote d'une loi historique. Erdogan peut rêver d'un troisième mandat pourtant aujourd'hui interdit par la constitution.

C'est un vote historique qui s'est déroulé le 10 août au parlement à Ankara. Par 467 voix pour et seulement 67 voix contre, les députés turcs ont adopté une loi-cadre qui ouvre la voie à un retour à la vie civile des militants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Après plus de 50 ans d'un conflit, qui aurait causé la mort de 45.000 personnes, le processus de paix avec la minorité kurde, dont le poids démographique est estimé entre 15 et 25 % de la population du pays, n'a jamais paru aussi bien engagé. Mais si, avec cette nouvelle loi, près de 7.000 membres du PKK, en exil ou actuellement en prison, pourraient être de fait amnistiés, de nombreuses embûches demeurent sur le chemin de la réconciliation, estime Ahmet Inel. L'économiste et politologue, ancien professeur de l'université de Galatasaray, voit derrière ce processus, entamé en février 2025 avec le dépôt des armes par le PKK, de fortes arrière-pensées politiques chez Recip Tayep Erdogan avec en ligne de mire un troisième mandat consécutif.

Comment qualifieriez-vous cette loi historique ?

D'abord, ce n'est pas une loi d'amnistie. Parce qu'on n'amnistie pas tout le monde d'une

part, et en même temps, ce n'est pas une amnistie. C'est une remise de peine conditionnelle dont les conditions ne sont pas encore fixées. Ce n'est pas une mauvaise chose de vouloir "rétablir la fraternité nationale", son intitulé exact.

Mais il y a un « mais » ?

Le problème, c'est que manifestement le chef historique du PKK, Öcalan, qui a négocié depuis sa prison sur l'île d'Imralı, a accepté que son organisation soit légalement et officiellement dénommée, décrite comme terroriste. Et le parti pro-kurde au parlement vote cette loi. C'est assez intrigant mais cela montre que du côté du PKK, il y a une volonté de fermer définitivement le chapitre de la lutte armée. Deuxième chose, c'est une disposition qui ne concerne pas tous les cadres du PKK. La loi d'intention précise que les personnes qui ont été condamnées pour leur action avant 2005 ne sont pas concernées. Au premier chef, Öcalan. Probablement tous les cadres fondateurs du parti PKK qui sont à Qandil (Irak) ou en Allemagne ne sont pas concernés. Ça, c'est un problème. Pourquoi en 2005 ? Il n'y a aucune explication pour le moment.

Existe-t-il d'autres restrictions ?

Les personnes qui ont volontairement et délibérément participé à des actions meurtrières sont exclues aussi de cette loi de remise partielle de peine. Et enfin, les modalités d'application ne sont pas générales, elles sont individuelles pour chaque cas. Il y

a une commission composée des représentants des services secrets, du ministère de la Justice, du secrétariat général de la présidence et du ministère des Affaires étrangères et de l'Intérieur qui va décider de conseiller au tribunal la remise de peine de la personne ayant fait sa demande. Ce n'est pas une décision automatique.

Pourquoi le PKK et le parti pro-kurde ont-ils consenti de telles concessions ?

Je crois qu'Öcalan, en particulier, en a conclu que le PKK avait perdu la lutte armée. En Turquie, depuis quelques années, il n'y avait quasiment aucune activité armée. Le PKK a déposé les armes l'an passé et retiré ses militants armés de la Turquie. Il restait sa présence en Syrie. Mais, sous la pression de la Turquie et des Américains, et face à la réalité du terrain, la prétention de créer une zone kurde autonome sous hégémonie du PKK a échoué. Les dirigeants kurdes de Syrie sont en train de négocier avec le nouveau pouvoir politique à Damas. Une nouvelle donne qui ne laisse pas de place à la lutte armée autonome du PKK.

Cette loi est-elle de nature à ramener réellement la concorde nationale et unifier la Turquie ?

U nifier, je ne sais pas. Mais la seule chose positive dont on peut être sûr, c'est que si, vraiment, le PKK s'auto-dissout et qu'il n'y a plus de mouvement utilisant la violence du côté des Kurdes, la justification de l'état sécuritaire et de toutes les panoplies de

répressions dans la région à dominante kurde en Turquie n'a plus de raison d'être. De ce point de vue là, il peut y avoir effectivement une ouverture d'une période beaucoup plus pacifique. Je pense que les dirigeants kurdes qui soutiennent ce processus espèrent que, avec la suppression de la justification des mesures d'État sécuritaires, un espace politique démocratique puisse s'ouvrir pour négocier après les revendications des Kurdes. N'oublions pas que dans la loi en question, le mot "kurde" n'existe pas. Mais le mouvement kurde a des revendications sur l'enseignement en langue maternelle, sur l'autonomie municipale, la reconnaissance de l'identité kurde, etc. Je pense que les dirigeants kurdes espèrent que ce qu'ils n'ont pas pu obtenir par la lutte armée, ils puissent l'obtenir dans un contexte pacifié. C'est un pari qui n'est pas irrationnel.

N'y a-t-il pas surtout une forme de lassitude ?

La partie kurde est probablement fatiguée aussi d'avoir conduit cette lutte depuis les années 80. Quand on dit 45.000 personnes mortes, l'immense majorité est quand même des Kurdes. Les pertes dans les familles sont énormes. Il y a une fatigue du côté de la population kurde. On comprend mieux pourquoi une partie importante de la population kurde n'est pas totalement enthousiaste devant cette loi, mais optimiste, disons.

Cet optimisme est-il justifié au regard de la dérive autoritaire du pouvoir turc, que vous qualifiez de "poutinisation" ?

Cette loi ne résout pas le problème de l'État autoritaire, parce que l'État autoritaire va continuer. Il n'y a aucune intention de changement de régime. Ce qui va être bizarre, c'est que pour le moment, aucun des maires kurdes déçus n'a été réinstallé dans ses fonctions. Non seulement, on ne le voit pas venir mais dans le même temps, le gouvernement est en train d'appliquer la même méthode contre le principal parti d'opposition en Turquie. Plus de 30 maires élus du CHP, le principal parti d'opposition de centre-gauche kémaliste, ont été destitués et la plupart sont en prison, dont Ekrem Imamoglu, le

maire d'Istanbul. Autrement dit, ce qu'on craint, c'est que la justification de la permanence de l'état sécuritaire, qui était la lutte contre le terrorisme du PKK, se substitue maintenant à la lutte contre l'opposition en général.

Le grand vainqueur ne s'appelle-t-il pas Erdogan ?

Oui, bien sûr. Politiquement, il encaisse un gain énorme en réussissant à arrêter cette guerre infinie. D'autre part, il espère probablement gagner le soutien de l'électorat kurde dans une prochaine élection ou un prochain référendum constitutionnel.

Aujourd'hui, la Constitution lui interdit de se présenter pour un troisième mandat. Il a donc besoin d'une réforme constitutionnelle...

Ou d'une élection anticipée votée par le Parlement, qui nécessite une majorité qualifiée des 3/5 e dont il ne dispose pas. Je pense qu'il va beaucoup plus jouer sur la carte d'une élection anticipée votée par le Parlement avec le soutien des députés du parti kurde. Il lui faut 360 voix pour ça. Maintenant, il en dispose avec ses alliés de 330. S'il peut le faire six mois avant l'échéance électorale, et que le Parlement vote une élection

anticipée, automatiquement l'élection du président est aussi annulée et dans ce cas-là, il peut se représenter.

La présidence à vie, est-ce son but ?

Je dirais plutôt que la présidence encore très longtemps est son but. Il est un peu coincé aussi parce que, vous savez, dans tous les régimes dictatoriaux avec corruption, népotisme, etc., l'alternance fait peur au pouvoir sortant, et surtout à son entourage qui perdrait très gros. I

Le Monde

Ghazal Golshiri
25 août 2026

En Iran, le lent effondrement du pouvoir d'achat, sous la pression économique des Etats-Unis

Alors que Washington renforce sa pression sur Téhéran, le rial, la monnaie iranienne, poursuit sa chute, et les inquiétudes gagnent les marchés. Mais derrière les mauvaises statistiques économiques, ce sont surtout les ménages qui absorbent le choc, en réduisant leur consommation, leur épargne et leurs dépenses essentielles.

Lundi 24 août, quelques heures avant l'annonce de nouvelles sanctions américaines, de longues files d'attente se sont formées devant les stations-service de Téhéran. Certaines, notamment celles situées place Ferdowsi, dans le centre de la capitale iranienne, ont dû annoncer l'épuisement de leurs stocks. « *C'est surtout l'effet de panique* », dit un ingénieur qui préfère, comme les autres personnes ci-

tées, rester anonyme.

Sur le marché noir des changes, devenu l'un des principaux thermomètres des inquiétudes économiques en Iran, le dollar et l'or ont une nouvelle fois atteint des niveaux record. Le rial – la devise de la République islamique – et le toman, une monnaie de compte toujours utilisée par les Iraniens, poursuivent, eux, leur dépréciation : le billet vert a franchi le seuil symbolique des 200 000 to-

mans pour 1 dollar.

Quelques heures plus tard, [les Etats-Unis dévoilaient leur projet visant à élargir les sanctions secondaires](#) contre les entreprises et les pays qui continuent de commercer avec l'Iran. De Téhéran, le ministre de l'économie, Ali Madanizadeh, se voulait rassurant. « *Il n'est pas si simple de prétendre que l'on peut couper complètement les artères financières et commerciales de l'Iran* »,

a-t-il déclaré dans un entretien accordé à la télévision d'Etat. Il a également affirmé que « *le gouvernement se préparait depuis longtemps à une telle situation* » et qu'il disposait d'« *un plan sur deux ans* » pour faire face à ces événements.

Lundi matin, Mohammad Bagher Ghalibaf, le président du Parlement, a, lui aussi, affirmé dans un message publié sur X que les partenaires commerciaux

de Téhéran avaient envoyé des messages aux responsables iraniens, leur disant qu'ils « *ne tenaient aucun compte* » des déclarations des responsables américains concernant l'imposition de pressions économiques sur la République islamique. « *Les Etats-Unis ne sont pas, sur le plan économique, dans une situation qui leur permette de restreindre davantage leurs relations avec les autres pays* », a-t-il écrit.

Hausse du chômage

Pour Téhéran, l'enjeu central reste celui des exportations pétrolières, la Chine étant la principale destination de l'or noir transporté par la flotte fantôme iranienne. Mais ces fournitures sont déjà affectées. Selon Reuters, les livraisons vers la Chine seraient passées d'environ 823 000 barils par jour en juillet à 534 000 en août, dans un contexte marqué, notamment, par le blocus maritime américain. Ces flux sont pourtant devenus particulièrement importants pour l'Iran : si les sanctions secondaires parviennent à dissuader davantage les acheteurs chinois et les intermédiaires financiers, Téhéran pourrait voir ses recettes en devises diminuer davantage.

La situation est également compliquée par la [décision des Emirats arabes unis de suspendre les relations commerciales et financières avec la République](#)

[islamique, le 18 août](#). Ce pays du Golfe est un partenaire commercial majeur et une importante porte d'entrée pour les marchandises et les circuits financiers utilisés par Téhéran. Pour l'économie iranienne, cela signifie potentiellement moins de recettes pétrolières, des importations plus coûteuses et des circuits commerciaux plus longs et plus risqués.

Ces évolutions surviennent alors que les conséquences de la guerre israélo-américaine sont déjà visibles dans les indicateurs macroéconomiques. Au printemps, le taux de chômage a atteint 9,1 %, soit une hausse de 1,8 point sur un an ; la population active a diminué d'environ 450 000 personnes par rapport au printemps précédent, selon les données du Centre iranien des statistiques rapportées par la presse du pays. Quant au Fonds monétaire international, il prévoit pour 2026 une contraction de 5,4 % du produit intérieur brut réel iranien et une inflation moyenne de 68,9 %.

Mais derrière ces chiffres se trouve une réalité beaucoup plus concrète : celle des ménages qui réduisent progressivement leurs dépenses. Selon une estimation publiée le 1^{er} août par le journal iranien *Donya-e Eqtesad*, 74,5 % du salaire minimum seraient désormais consacrés à l'alimentation, contre environ

59 % un an auparavant. Certaines denrées ont connu des hausses spectaculaires : l'huile solide (+ 399,5 %), l'huile liquide (+ 344 %), la mayonnaise (+ 253 %) et le riz importé (+ 211 %).

Revenus complémentaires

Cette situation laisse aux ménages à faibles revenus une marge extrêmement réduite pour financer les autres dépenses essentielles : logement, santé, transport, vêtements, éducation et loisirs. « *J'ai renoncé à acheter des vêtements, à voyager et à sortir : tout ce qui faisait auparavant mon quotidien*, explique une Iranienne d'une quarantaine d'années qui travaille dans une imprimerie à Téhéran. *Bientôt, je crains que les médicaments que je prends, notamment pour ma dépression, ainsi que les compléments alimentaires et les vitamines, deviennent eux aussi inabordable*. »

Les revenus complémentaires deviennent indispensables. Dans les grandes villes, de nombreux travailleurs cumulent désormais leur emploi principal avec une activité de chauffeur pour des plateformes comme Snapp, sur le modèle d'Uber, afin de compenser la perte de pouvoir d'achat.

Malgré ce contexte, l'éco-

nomie iranienne a fait jusqu'ici preuve d'une résilience réelle, mais de plus en plus coûteuse. En dépit des sanctions, elle continue de fonctionner grâce à une production intérieure importante, aux réseaux informels, au troc, aux monnaies alternatives et à des mécanismes commerciaux parallèles. Cette capacité d'adaptation permet d'éviter un effondrement brutal, mais elle repose largement sur un transfert des chocs économiques vers les ménages.

Ces derniers, écrit Bijan Khajepour, directeur associé chez Eurasian Nexus Partners, une société internationale de conseil stratégique basée à Vienne, sur le site analytique *Amwaj.media*, jouent ainsi le rôle d'« *amortisseurs* » : ils réduisent leur consommation, puisent dans leur épargne, vendent des actifs, reportent leurs investissements et s'appuient davantage sur leurs réseaux familiaux, tandis que la dépréciation du rial et l'inflation réduisent progressivement leur pouvoir d'achat.

Selon un rapport du Centre de recherche du Parlement iranien, publié en juillet, 45,5 % de la population pourraient vivre sous le seuil de pauvreté d'ici à 2028 si les tendances actuelles se poursuivaient.



avec AFP
25 AOÛT 2026

Syrie: le chef des forces kurdes annonce officiellement leur dissolution

Le chef kurde syrien Mazloum Abdi a annoncé, mardi 25 août dans la soirée, la dissolution des Forces démocratiques syriennes (FDS), qui avaient vaincu les jihadistes du groupe État islamique (EI). Une étape majeure en vue de leur intégration au sein du pouvoir central à Damas, en application d'un accord conclu en janvier avec le président Ahmed al-Charaa, déterminé à réunifier la Syrie.

« Nous annonçons aujourd'hui la fin de la mission des Forces démocratiques syriennes (FDS) et déclarons, en toute responsabilité, leur dissolution en tant que force militaire indépendante », a affirmé Mazloum Abdi ce mardi 25 août 2026 dans un discours en arabe puis en kurde. Il a fait cette annonce au palais présidentiel à Damas après une rencontre avec le président islamiste, en présence de responsables militaires et politiques **kurdes**.

Damas et les Kurdes négociaient depuis des mois l'application d'un accord conclu en janvier, prévoyant l'intégration complète des institutions kurdes dans l'appareil d'État. Dès sa prise du pouvoir en décembre 2024, le nouveau dirigeant islamiste syrien, qui a renversé **Bachar el-Assad**, s'était

attelé à réunifier le pays morcelé par une longue guerre civile et à démanteler les groupes armés. Profitant du chaos de la guerre civile (2011-2024), les Kurdes avaient pris le contrôle de larges parties du nord et du nord-est de la **Syrie** et y avaient établi une administration autonome.

Selon la télévision officielle syrienne, l'annonce de Mazloum Abdi prévoit également la dissolution de l'administration autonome ainsi que de toutes les structures militaires et civiles qui en dépendent, et leur intégration complète dans les institutions de l'État syrien. Mazloum Abdi a précisé que la dissolution de ses forces intervenait « après l'accord conclu avec le président Charaa et l'achèvement du processus d'intégration de nos forces au sein des brigades de l'armée syrienne ».

À lire aussi La Syrie face au défi de la réunification des zones kurdes du nord-est du pays

« Lourde responsabilité »

Les FDS, formées en 2015 à l'initiative de Washington, constituaient l'armée de l'administration autonome kurde en Syrie, et avaient combattu les jihadistes du groupe État islamique, sou-

tenues par la coalition internationale pilotée par les **États-Unis**. À leur apogée, elles comptaient environ 100 000 combattants, Kurdes et Arabes, et contrôlaient de vastes zones du nord et du nord-est de la Syrie, des régions riches en pétrole.

« Depuis la création des FDS, leurs combattants ont assumé une grande responsabilité durant l'une des périodes les plus difficiles » pour la Syrie, a fait valoir le chef kurde. « Ils ont libéré de nombreuses villes et localités syriennes, d'abord du régime baassiste, puis du terrorisme de Daech », a-t-il ajouté, en référence au pouvoir du président déchu Bachar el-Assad et en utilisant la désignation arabe du groupe État islamique.

La dissolution de cette force, longtemps la mieux entraînée et la plus organisée de Syrie, marque, selon les experts, la fin d'une époque pour les Kurdes du pays. Ces derniers avaient longtemps rêvé d'autonomie avant la chute de **Bachar el-Assad**, qui a conduit Washington à réorienter son soutien au profit des nouvelles autorités de Damas, favorables aux États-Unis.

D'autant qu'entretemps, le groupe État islamique a

été vaincu territorialement en Syrie en 2019, même si des résidus du groupe restent actifs dans le pays. « Les circonstances ont changé aujourd'hui et le pays est entré dans une nouvelle phase placée sous le signe de la paix et de la participation », a ajouté Mazloum Abdi.

Il a cependant souligné que « le droit à l'enseignement en langue kurde est l'un des droits les plus importants que notre peuple kurde revendique depuis des décennies », rappelant que **Ahmed al-Charaa** avait affirmé à plusieurs reprises son engagement à préserver ce droit. Selon l'analyste Fabrice Balanche, spécialiste de la Syrie, les Kurdes sont estimés à quelque deux millions sur une population de 20 millions d'habitants. Le président syrien avait signé en janvier un décret consacrant les droits nationaux des Kurdes et reconnaissant le kurde comme langue nationale, une mesure sans précédent depuis l'indépendance de la Syrie en 1946.

À lire aussi L'intégration des Kurdes permettra « de sortir la Syrie de la guerre civile et d'assurer la stabilité du pays »



SANA
26/08/2026

Kurdish enters Syrian schools for first time with two classes a week

Damascus, Aug. 26 (SANA) The Kurdish language will enter [Syria's formal education system](#) with the start of the 2026–2027 academic year under Decree No. 13 of 2026 and implementing instructions issued by the Ministry of Education.

[Kurdish](#) will be offered as an optional subject for two classes a week across all grades, in a step aimed at safeguarding cultural and linguistic rights and promoting diversity within an inclusive [Syrian national identity](#).

Recognition of Kurdish under Decree No. 13

President Ahmad [al-Sharaa](#) issued Decree No. 13 on January 16, 2026, stipulating that [Syrian Kurdish citizens](#) are an essential and integral part of the Syrian people and that their cultural and linguistic identity is an inseparable component of Syria's diverse and unified national identity.

The decree recognizes [Kurdish as a national language](#) and permits its teaching in public and private schools in areas where Kurds constitute a significant proportion of the population, either as an optional subject or as an educational and cultural activity.

From decades of exclusion to the classroom

For more than half a century, Kurds in Syria faced policies of discrimination and exclusion, particularly following the 1962 census in [Hasakah province](#), which deprived thousands of citizens of Syrian nationality and restricted their civil and political rights.

Those policies intensified after

the [now-dissolved Baath Party](#) seized power in 1963, particularly following the coup led by Hafez al-Assad in 1970, entrenching decades of legal, cultural and linguistic exclusion.

When the [Syrian revolution](#) began in March 2011, Syrian Kurds participated alongside other components of Syrian society, while the ousted regime sought to exploit, arm and support certain separatist parties to sow discord and weaken national unity.

Following victory and liberation, the state began addressing that legacy by consolidating equal citizenship and guaranteeing the cultural and linguistic rights of Syrian Kurds.

These efforts coincided with work to integrate the [Syrian Democratic Forces \(SDF\)](#) into state institutions under the March 10, 2025, and January 29, 2026, agreements, within the framework of building a united Syria for all its people.

Two classes a week, without affecting pass or fail

The Ministry of Education issued implementing instructions for [Decree No. 13](#) on January 26, establishing Kurdish as an optional subject taught for two classes a week across all grades.

The subject's mark will be included in the overall total but will not affect whether a student passes or fails, allowing students to learn Kurdish without adding academic pressure.

The National Centre for [Curriculum Development](#) was given six months to prepare [Kurdish-language](#) curricula for all educa-

tional stages, with drafting, approval and printing to be completed before the 2026–2027 academic year.

A specialized committee of linguistic and educational experts from several provinces began preparing the curricula on January 29. The education and educational supervision directorates were also tasked with securing teaching staff, whose proficiency in Kurdish will be assessed through written and oral examinations, along with training programs for teachers assigned to the subject.

The center opened applications on March 5 for qualified staff interested in helping draft the curricula, while the Ministry of Education announced on Aug. 17 that it was seeking Kurdish-language teachers from within and outside its workforce according to actual needs.

Where will Kurdish be taught?

The decree permits Kurdish-language teaching in public and private schools in areas where Kurds constitute a significant proportion of the population.

[Education Minister Mohammed Abdul Rahman Turko](#) said Decree No. 13 represents a qualitative shift in Syria's historical approach to the Kurdish issue and consolidates the principle of citizenship based on rights and duties in building the new Syria.

Turko said the ministry had begun implementing the decree by preparing curricula and securing teaching staff across Syria, including eastern regions, stressing that schools should be spaces

of national belonging rather than discrimination and exclusion.

Education authorities will determine the schools and number of teachers required based on available staff and local needs.

Language, identity and implementation challenges

[Kurdish affairs](#) researcher Mohammad al-Suleiman told SANA that learning one's mother tongue is a right that enables people to read, write and master its grammar while gaining access to its literature and creative expression.

He said language carries culture and collective memory through stories, poetry, proverbs, customs and traditions, noting that Kurdish had been threatened by the exclusionary policies of the ousted regime. Formal teaching, he said, would give the language legal status, help protect it from disappearing and create opportunities for its development.

Al-Suleiman identified standardized curricula and a limited number of specialized teachers as key implementation challenges, proposing a gradual start with primary-level curricula alongside training qualified teaching staff.

He said [teaching Kurdish](#) would strengthen cultural and linguistic identity and national belonging, while early exposure to an additional language supports language acquisition and makes linguistic and cultural diversity a source of strength for an inclusive Syrian national identity.

En Syrie, les Kurdes annoncent la dissolution de leurs forces armées

Formées en 2015 à l'initiative des Etats-Unis, les Forces démocratiques syriennes (FDS) constituaient l'armée de l'administration autonome kurde en Syrie, et avaient combattu le groupe Etat islamique (EI).

Le chef kurde syrien Mazloum Abdi a annoncé, mardi 25 août au soir, la dissolution de ses puissantes forces, qui avaient vaincu les djihadistes du groupe Etat islamique (EI), en application d'un accord avec le président Ahmed Al-Charaa.

« *Nous annonçons aujourd'hui la fin de la mission des Forces démocratiques syriennes (FDS) et déclarons, en toute responsabilité, leur dissolution en tant que force militaire indépendante* », a affirmé M. Abdi dans un discours en arabe puis en kurde. Il a fait cette annonce au palais présidentiel, à Damas, après une rencontre avec le président syrien, en présence de responsables militaires et politiques kurdes.

Le pouvoir syrien et les Kurdes négociaient depuis des mois l'application d'un accord conclu en janvier, prévoyant l'intégration complète des institutions kurdes dans l'appareil d'Etat.

Dès sa prise du pouvoir, en décembre 2024, le nouveau dirigeant syrien, qui a renversé Bachar Al-Assad, s'était attelé à réunifier le pays morcelé par une longue guerre civile et à démanteler les groupes armés. Profitant du chaos de la guerre civile (2011-2024),

les Kurdes avaient pris le contrôle de larges parties du nord et du nord-est de la Syrie et y avaient établi une administration autonome.

Selon la télévision officielle syrienne, l'annonce de M. Abdi prévoit également la dissolution de l'administration autonome ainsi que de toutes les structures militaires et civiles qui en dépendent, et leur intégration complète dans les institutions de l'Etat syrien. M. Abdi a précisé que la dissolution de ses forces survenait « *après l'accord conclu avec le président Al-Charaa et l'achèvement du processus d'intégration de nos forces au sein des brigades de l'armée syrienne* ».

« Absolument historique »

L'envoyé spécial américain en Syrie, également ambassadeur en Turquie, Tom Barrack, s'est félicité avec emphase sur X de cette décision « *absolument historique* », qui « *ressemble à une véritable intégration (...) visant à renforcer la souveraineté de la Syrie* ». Elle a lieu au lendemain de l'annonce, par les Etats-Unis, du [retrait de la Syrie de la liste des Etats accusés de soutenir le terrorisme](#), une étape majeure vers la relance économique.

Les FDS, formées en 2015 à l'initiative de Washington, constituaient l'armée de l'administration autonome kurde en Syrie, et ont combattu les djihadistes de l'EI, soutenues par la coalition internationale pilotée par les Etats-Unis. A leur apogée, elles comptaient environ 100 000 combattants, Kurdes et Arabes, et contrôlaient de vastes zones du nord et du nord-est de la Syrie, des régions riches en pétrole.

« *Depuis la création des FDS, leurs combattants ont assumé une grande responsabilité durant l'une des périodes les plus difficiles* » pour la Syrie, a fait valoir le chef kurde. « *Elles ont libéré de nombreuses villes et localités syriennes, d'abord du régime baassiste, puis du terrorisme de Daech* », a-t-il ajouté, en référence au pouvoir du président déchu, Bachar Al-Assad, et en utilisant la désignation arabe de l'EI.

La fin d'une époque, selon les experts

La dissolution de cette force, longtemps la mieux entraînée et la plus organisée de Syrie, marque, selon les experts, la fin d'une époque pour les Kurdes du pays.

Ces derniers avaient longtemps rêvé d'autonomie avant la chute de Bachar Al-Assad,

qui a conduit Washington à réorienter son soutien au profit des nouvelles autorités de Damas, favorables aux Etats-Unis.

D'autant qu'entre-temps l'EI a été vaincu territorialement en Syrie, en 2019, même si des résidus du groupe restent actifs dans le pays. « *Les circonstances ont changé aujourd'hui et le pays est entré dans une nouvelle phase placée sous le signe de la paix et de la participation* », a ajouté M. Abdi.

Il a cependant rappelé que « *le droit à l'enseignement en langue kurde est l'un des droits les plus importants que notre peuple kurde revendique depuis des décennies* », rappelant qu'Ahmed Al-Charaa avait affirmé, à plusieurs reprises, son engagement à préserver ce droit. Selon l'analyste Fabrice Balanche, spécialiste de la Syrie, les Kurdes sont estimés à environ 2 millions en Syrie, sur une population de 20 millions d'habitants.

Le président syrien avait signé, en janvier, un décret consacrant les droits nationaux des Kurdes et reconnaissant le kurde comme langue nationale, une mesure sans précédent depuis l'indépendance de la Syrie, en 1946.

Face aux sanctions américaines, la Chine joue la fermeté sur le dossier iranien

Devant les menaces américaines contre les partenaires commerciaux de Téhéran, Pékin affiche son inflexibilité tout en évitant l'escalade à un mois d'une nouvelle rencontre entre Xi Jinping et Donald Trump.

La Chine ne se laissera pas faire. Alors que le président américain, Donald Trump, a promis un « D Day » économique envers l'Iran, en s'attaquant notamment aux pays qui continueraient de commercer avec lui, le porte-parole du ministère des affaires étrangères chinois a déclaré, mardi 25 août, que la Chine défendrait ses « droits et intérêts légitimes ». Le quotidien étatique *China Daily* a fustigé la stratégie américaine : « Washington devrait abandonner l'idée illusoire qu'il peut contraindre la Chine à rompre ses liens économiques avec l'Iran. Si le reste du monde est forcé d'exécuter les ordres des Etats-Unis, le commerce international cesse d'être du commerce pour devenir une mondialisation sous autorisation, où Washington décide qui peut commercer avec qui. »

Les Etats-Unis menacent à présent les partenaires commerciaux de l'Iran de sanctions dites « secondaires » sur les échanges d'or, de technologie, de matériel d'aviation et de transport maritime. Washington a également imposé de nouvelles sanctions contre 60 individus, sociétés et navires accusés d'aider l'Iran à générer des revenus pétroliers, à se procurer des armes et à mener des actions de cyberguerre. Le Trésor américain vise en particulier des entreprises chinoises et hongkongaises susceptibles de soutenir les forces armées iraniennes, grâce à leurs technologies à double

usage, comme les drones. Les banques chinoises qui faciliteraient l'achat de pétrole iranien sont aussi dans le viseur de Washington.

Mais Pékin, de loin le premier partenaire commercial de Téhéran, estime cette relation tout à fait légitime. « La Chine n'entend pas céder au diktat de Donald Trump », analyse Thierry Kellner, maître de conférences au département de science politique de l'Université libre de Bruxelles. Surtout, le pays a les moyens de riposter, ce que n'ignore pas Washington. »

La Chine est le premier acheteur de pétrole iranien, par l'intermédiaire de petites raffineries privées, isolées des sanctions internationales, ce qui n'est pas le cas des grandes compagnies pétrolières publiques du pays. « Grâce à la Chine, l'Iran a pu mettre sur orbite un satellite espion, qui lui a permis de cibler avec précision des infrastructures et des bases américaines. La Chine a rendu un autre fameux service à l'Iran en exportant du perchlorate de sodium, de quoi produire le perchlorate d'ammonium qui sert de combustible liquide aux missiles balistiques iraniens, poursuit M. Kellner. Donc la Chine a veillé à assurer la survie de ce régime, mais sans s'engager directement, toujours avec un niveau de déni plausible, via des entreprises privées et non publiques, par exemple. »

Les moyens de contre-at-

taquer

En cas de sanctions secondaires, la Chine peut contre-attaquer. En 2025, quand Donald Trump avait engagé sa guerre commerciale, Pékin lui avait tenu tête, en appliquant des restrictions à l'exportation de terres rares, indispensables à l'industrie américaine. La dynamique s'est répétée durant l'été 2026 après l'imposition de restrictions sur l'importation de drones et de robots chinois par les Etats-Unis, suivies de contre-mesures chinoises, rappelle Wang Zichen, analyste en politique étrangère au Center for China and Globalization, un institut de recherche à Pékin.

« Le ministère du commerce a aussitôt tenu à préciser que les contre-mesures de la Chine sont généralement modérées, puis a souligné que la Chine attachait une grande importance à la stabilité, durablement acquise, des relations économiques et commerciales entre la Chine et les Etats-Unis, précise le chercheur. Cela résume l'approche probable de Pékin actuellement : réagir là où il estime que ses intérêts sont lésés, mais éviter de laisser un différend particulier déstabiliser inutilement la relation globale avant le sommet », soit la rencontre, prévue le 24 septembre, entre le président chinois Xi Jinping et Donald Trump, à la Maison Blanche.

Le dialogue est ainsi loin d'être

rompu. Mardi 25 août, la presse chinoise a fait la part belle à un mécanisme peu connu de la diplomatie sino-américaine, le China-US Track 1.5 Dialogue, lancé en 2023 sous la présidence de Joe Biden (2021-2025) et dont la troisième édition s'est déroulée le même jour à Pékin.

« Ce dialogue est devenu une plateforme d'échange importante entre les partis politiques, les communautés stratégiques, les milieux d'affaires, les institutions universitaires et la société civile, tant en Chine qu'aux Etats-Unis », s'est félicité le quotidien chinois *Global Times*.

Wang Huning, membre du comité permanent du bureau politique du Parti communiste chinois, considéré comme l'un des principaux stratèges politiques de Xi Jinping, est venu en personne saluer la délégation américaine. Il en a profité pour rappeler le consensus obtenu lors de la visite de Donald Trump en Chine, les 14 et 15 mai. Ce sommet avait contribué à consolider la trêve commerciale entre les deux pays, avec des engagements sur les droits de douane et les achats de produits agricoles américains, la commande d'avions Boeing et la promesse chinoise de continuer les négociations pour faciliter l'accès américain aux terres rares, son principal levier.

En juillet, la Chine a, de fait, exporté 29 tonnes d'oxyde

d'yttrium vers les Etats-Unis, une matière indispensable à l'industrie aéronautique, dont le Japon est privé depuis les déclarations de la première ministre, Sanae Takaichi, sur la question de Taïwan, en novembre 2025. Wang Huning a dit vouloir « *bâtir activement*

une relation constructive de stabilité stratégique entre la Chine et les Etats-Unis ».

Pékin n'a aucun intérêt à la confrontation avec Washington, mais ne souhaite pas non plus abandonner Téhéran. D'autant qu'une

guerre qui se prolonge détourne le regard des Américains de l'Asie – et du dossier taïwanais – et permet à la Chine de s'afficher comme un acteur responsable et pacifique. Selon une enquête du Pew Research Center, publiée le 15 juillet, la Chine est

désormais perçue de manière plus favorable que les Etats-Unis dans une majorité des pays interrogés. Cette enquête révèle aussi que la confiance envers Xi Jinping devance celle accordée à Donald Trump dans près de deux tiers des pays sondés.



RIZIK ALABI/THE
MEDIA LINE
AUGUST 27, 2026

Kurdish language officially introduced in Syrian schools for first time marking historic shift

DAMASCUS - For the first time, the Kurdish language will formally enter [Syria's education](#) system beginning with the 2026-2027 academic year, after being approved as an elective subject taught for two periods per week, marking a significant shift after decades of restrictions on Kurdish language and cultural identity in Syria.

For more stories from The Media Line go to themedialine.org

The decision comes in implementation of Decree No. 13 of 2026 and executive instructions issued by Syria's Ministry of Education, in a move aimed at safeguarding cultural and linguistic rights and promoting diversity within an inclusive Syrian national identity.

The introduction of [Kurdish](#) instruction is based on the decree issued by Syrian President Ahmed al-Sharaa on Jan. 16, 2026, which states that Syrian Kurdish citizens are "an essential and integral part of the Syrian people" and that their culture and language are part of Syria's national identity.

The decree also recognized

Kurdish as a national language and permitted its teaching in public and private schools in areas where Kurds constitute a [significant proportion of the population](#), either as an elective subject or as a cultural and educational activity.

The decision marks a shift in the state's approach to the Kurdish issue. For more than half a century, Syria's Kurds faced policies of discrimination and exclusion, most notably after the 1962 special census in Hasakah province, which stripped [Syrian](#) citizenship from tens of thousands of Kurds.

Related ArticlesSYRIAN PRESIDENT Ahmed al-Sharaa attends the opening of the Damascus International Fair, the first held since the fall of Bashar al-Assad's regime, in Damascus, last week. 'Sharaa is engineering something I call neo-jihadism,' says the writer. (credit: Khalil Ashawi/Reuters)

Restrictions deepened after the Baath Party came to power in 1963, affecting political, cultural, and linguistic life.

Executive decree imple-

menting Kurdish as an elective subject

On Jan. 26, Syria's Ministry of Education issued executive instructions implementing the decree, approving Kurdish as an elective subject to be taught for two periods per week across all grades covered by the decree. The subject's grade will be included in students' overall scores, but the result will not determine whether a student passes or fails.

The National Center for Curriculum Development was tasked with preparing Kurdish-language curricula for all educational levels and began work on Jan. 29 after forming a committee of linguistic and educational experts.

On Aug. 17, the ministry announced that it was recruiting Kurdish-language teachers from both within and outside its existing workforce. Applicants will undergo written and oral examinations to verify their proficiency in Kurdish, as well as training and qualification programs.

Decree represents a 'qualitative shift' in approach to

Kurdish issue

Education Minister Mohammad Abdulrahman Tarkou said in press remarks that the decree represents a "qualitative shift" in the historical approach to the Kurdish issue and reinforces a concept of citizenship based on rights and responsibilities.

Tarkou, who is himself a Syrian Kurd, added that the ministry is working to prepare curricula and secure teaching staff, including in eastern Syria, stressing that the goal is to make schools "a space for national belonging, not discrimination and exclusion."

The decision comes amid broader changes in relations between Damascus and the Kurds, as well as the restructuring of state institutions in northeastern Syria. The 2026-2027 academic year will provide the first practical test of turning the new legal recognition of Kurdish into classroom instruction, after decades in which language remained one of the central issues surrounding the identity and cultural rights of Syria's Kurdish community.

En Syrie, la dissolution des FDS scelle la fin de l'autonomie des Kurdes

Après l'annonce, mardi 25 août, de la dissolution des Forces démocratiques syriennes, les responsables kurdes négocient leur intégration à l'Etat syrien, à l'instar de Mazloum Abdi, nommé conseiller du président Ahmed Al-Charaa, dans la nuit de jeudi à vendredi.

La dissolution des Forces démocratiques syriennes (FDS), mises sur pied par les Etats-Unis en 2015 comme fer de lance de la lutte contre l'organisation Etat islamique (EI), et celle de l'Administration autonome du nord et de l'est de la Syrie (Aanes), qui a géré ces régions après la révolution de 2011, étaient devenues inéluctables. Les forces kurdes avaient perdu ces territoires après l'offensive des forces gouvernementales, et un accord d'intégration des institutions politiques et militaires kurdes au sein de l'Etat syrien a été signé le 29 janvier.

Le général Mazloum Abdi, le chef des FDS, a annoncé leur dissolution, mardi 25 août, du palais présidentiel, à Damas, à la demande pressante du président de transition syrien, Ahmed Al-Charaa, qui cherche à consolider son contrôle sur l'ensemble de la Syrie depuis qu'il a pris le pouvoir après la fuite du dictateur Bachar Al-Assad, en décembre 2024. Quelques jours plus tard, M. Abdi a été nommé conseiller à la présidence, dans la nuit de jeudi à vendredi, par le président Al-Charaa.

Cette annonce marque une nouvelle étape symbolique dans le processus d'intégration. « *Mazloum Abdi joue une carte majeure qui peut transformer la structure de pouvoir dans les zones kurdes. Mais, on est encore dans un cadre de négociations au sommet, et tout dépend*

de la concrétisation du processus d'intégration sur le terrain. Jusqu'à ce jour, on ne constate que très peu d'avancées », estime Arthur Quesnay, chercheur à l'université Paris-I Panthéon-Sorbonne.

L'Etat syrien est encore peu présent à Hassaké et à Kamechliyé, les deux grandes villes du Nord-Est syrien. Les salaires des fonctionnaires continuent d'être payés par l'Aanes, et les Asayiches (les forces de police kurdes) assurent toujours la sécurité locale. « *Le processus d'intégration ne s'est pas arrêté à l'annonce politique et militaire* », a estimé Mustafa Abdi, un membre de l'équipe présidentielle chargée de superviser la mise en œuvre de l'accord du 29 janvier, dans un entretien accordé au journal en ligne *The Amargi*, précisant que le processus « *est entré dans une phase de mise en œuvre qui nécessite l'achèvement d'un certain nombre de procédures et d'arrangements administratifs, sécuritaires et institutionnels* ».

Pressions américaines et turques

La dissolution des FDS scelle néanmoins définitivement la fin du rêve d'autonomie des 2,5 millions de Kurdes en Syrie. « *Cette nouvelle réalité n'est pas à la hauteur de nos ambitions concernant nos droits, notre administration en tant que Kurdes, mais tout le monde en a assez de la*

guerre et veut une vie meilleure et plus de stabilité », commente Sherwan Yousef, directeur de la plateforme pour le dialogue Defacto, qui a joué un rôle de médiateur dans les négociations. « *Les membres syriens du Parti des travailleurs du Kurdistan [PKK, un groupe séparatiste qui a mené une insurrection pendant des décennies en Turquie, et dont sont issues les FDS] ne sont pas contents de cet accord, mais ils n'ont pas d'autres options car le PKK est aussi engagé dans un processus de paix avec la Turquie* », poursuit-il.

La perspective d'une nouvelle guerre, en cas d'échec du processus d'intégration, ainsi que les pressions américaines et turques, ont laissé peu de marge de manœuvre aux responsables kurdes. Washington, qui a réorienté son soutien au profit des nouvelles autorités islamistes de Damas depuis la chute d'Al-Assad, a exercé d'importantes pressions sur la direction kurde. L'envoyé spécial américain en Syrie, Tom Barrack, a salué, mardi, une décision « *absolument historique* ». Ankara, qui a fait de la dissolution des FDS une condition sine qua non pour l'avancée des pourparlers de paix qu'elle a engagés avec le PKK, a salué une « *avancée importante pour renforcer l'autorité de l'Etat dans tout le pays et rassembler les différentes composantes de la société* ».

Le président Al-Charaa devrait réserver aux responsables kurdes un rôle dans le processus d'intégration. Au delà de la nomination du général Abdi, Ilham Ahmed, qui assume la diplomatie au sein de l'Aanes, devrait être nommée députée au Parlement syrien, avec un rôle au sein de la commission des affaires étrangères ainsi que de la commission qui sera chargée de rédiger la future Constitution. « *Mazloum Abdi a choisi d'accepter une intégration progressive tout en endossant un rôle dans le processus, ce qui lui permet d'éliminer ses opposants, car il devient le seul garant kurde de la transition vis-à-vis de Damas* », estime Arthur Quesnay.

Reconnaissance des droits

Alors que le noyau dur des FDS compte encore 30 000 combattants kurdes, après la défection de leurs alliés arabes en janvier, quatre brigades des FDS, composées chacune de 1 300 hommes, doivent être intégrées au ministère de la défense. Les Unités de protection de la femme (YPJ), la composante féminine des FDS, devraient, elles, rejoindre le ministère de l'intérieur, après le refus du gouvernement d'accepter des femmes au sein de son armée. « *Il est possible que Damas étende le nombre de brigades ou crée des unités spéciales, comme une brigade à Afrin*

ou une nouvelle unité antiterroriste. Le contrôle des frontières sera confié à des unités de gardes-frontières mixtes », estime Sherwan Yousef. « Les membres non syriens du PKK qui sont toujours en Syrie vont aller en Turquie ou sur les monts Qandil [la zone de repli du PKK en Irak] dans l'attente du processus de paix turc », poursuit-il.

Le départ des membres étrangers du PKK, qui ont exercé une influence considérable aux postes de commandement et dans les fonctions

administratives, est stipulé dans l'accord de janvier. « Les forces antiterroristes HAT sont en train de recruter à nouveau, et le noyau dur de l'appareil militaire et politique est toujours là, encadré par environ 5 000 cadres syriens du PKK. C'est un réduit militaire inquiétant pour Damas », ajoute Arthur Quesnay.

Les responsables kurdes font de la reconnaissance des droits de leur communauté, marginalisée sous le règne du clan Al-Assad, une exigence. Ils demandent que ces

droits, consacrés par un décret du président Al-Charaa en janvier, soient inscrits dans la future Constitution, notamment la reconnaissance de la langue kurde comme langue officielle. Deux heures optionnelles d'enseignement de la langue kurde vont être introduites dans les programmes scolaires des régions où la population kurde est significative à la rentrée prochaine, selon l'agence de presse officielle SANA.

Un autre point de contentieux porte sur les ressources qui

seront affectées aux régions kurdes. L'Etat syrien a repris le contrôle des champs d'hydrocarbures et des frontières, octroyant 10 % des revenus du pétrole aux Kurdes. « Jusqu'à quand le PKK va-t-il pouvoir continuer à ponctionner l'économie dans le Nord-Est syrien alors que les Etats-Unis et la Turquie vont être plus regardants ? Tous les réseaux clientélistes sont affectés, d'où un vide politique et une contestation contre le PKK dans les zones kurdes », note Arthur Quesnay.

Le Monde

Louis Imbert
27 août 2026

Israël cherche à isoler l'Iran et faire s'écrouler le régime

Alors que Donald Trump a durci les sanctions contre Téhéran, le 24 août, l'Etat hébreu espère qu'une révolte populaire provoquera la chute de la République islamique. Nombre de voix au sein de l'armée souhaitent de nouvelles frappes contre les infrastructures civiles iraniennes, afin d'accélérer le déclin du pays.

Un consensus s'impose en Israël, alors que le pays se tient en marge, depuis avril, du conflit qui s'éternise entre Washington et l'Iran : il faut faire de Téhéran un Etat failli. Cette logique maximaliste, qui a mené l'Etat hébreu à entraîner les Etats-Unis dans une tentative ratée de [renversement du régime, le 28 février](#), le pousse à saluer la pression économique accrue que Donald Trump lui a imposée, le 24 août, misant sur son étouffement.

Israël ne souhaite pas un accord entre Téhéran et Washington pour rouvrir le détroit d'Ormuz et tenter de réguler son programme nucléaire, au prix d'un allègement des sanctions américaines. L'isolement économique – relatif puisque la Chine entend perpétuer ses achats de pétrole – a le mérite,

pour l'Etat hébreu, de limiter le réarmement du régime et de causer des tensions en son sein, entre partisans d'une aggravation du rapport de force militaire et ceux qui ont conscience de leur dette envers une population exsangue.

« Les jours du régime sont comptés », estime, comme nombre de responsables politiques et militaires israéliens, Asaf Cohen, ancien expert de l'Iran au sein du renseignement. « Ce n'est qu'une question de temps avant que les Iraniens comprennent qu'ils n'ont rien à perdre et redescendent dans la rue. Ce sera un bain de sang, puis le régime fera face à la rage de sa population », poursuit cet ex-numéro deux du renseignement numérique de l'armée.

Israël estime que cette guerre, poursuivie par Washington à basse intensité, peut encore accélérer un soulèvement populaire, comme celui que le régime a écrasé en janvier, faisant preuve de sa détermination à réprimer sans limite.

L'Etat hébreu tire certes un bilan sombre de son opération, qui « a créé une situation stratégique bien pire pour Israël », estime Danny Citrinowicz, ancien responsable du bureau Iran au sein du renseignement militaire. « La crédibilité de notre menace militaire s'est évaporée. Ni Trump ni le prochain président américain n'y reviendront de sitôt, par crainte du blocage d'Ormuz. Israël est donc seul, et l'Iran est moins dissuadé que jamais. Nos intercepteurs manquent contre les missiles iraniens, alors qu'eux se réar-

ment. Washington et le Golfe nous blâment pour cet échec, et la menace nucléaire demeure », énumère cet expert, qui s'est opposé au conflit dès le premier jour.

Ce constat, en partie partagé en Israël, n'incite pas le premier ministre, Benjamin Netanyahu, à pousser en faveur d'un nouvel épisode guerrier de pleine intensité, si celui-ci ne peut résoudre la question nucléaire. « "Bibi" [Netanyahu] sait qu'une nouvelle guerre ne produira pas de résultats décisifs », analyse, fataliste, un responsable israélien.

Ce constat fait également douter l'Etat hébreu de l'appétit de Donald Trump pour un retour à des opérations militaires d'ampleur après les élections de mi-mandat, prévues début

novembre. Cela n'empêche pas nombre de voix, au sein de l'armée, de souhaiter des frappes contre les infrastructures civiles iraniennes, afin d'accélérer le déclin du pays. « *Ce n'est pas nous qui paierons la facture, mais les Etats du Golfe, contre lesquels l'Iran ripostera* », constate Raz Zimmt, patron du bureau Iran de l'Institut d'études de sécurité nationale, à Tel-Aviv.

L'option nucléaire

Cette posture s'inscrit dans la continuité de la « pression maximale » imposée à Téhéran depuis la sortie par Donald Trump de l'accord international

sur le nucléaire iranien (JCPOA), en 2018. « *Le temps d'un deal nucléaire est passé, l'Iran n'a plus grand gain à en espérer. Tout ce qu'il nous reste à faire, c'est créer les meilleures conditions pour que le régime s'écroule un jour* », estime Shahar Koifman, ancien responsable du renseignement militaire pour l'Iran, qui fut en son temps partisan du JCPOA et critiqua lui aussi dès les premiers jours cette guerre.

L'establishment sécuritaire israélien craint cependant que la nouvelle équipe en place à Téhéran finisse par se saisir de l'option nucléaire, comprise

comme le seul outil dont elle dispose, infiniment supérieur au blocage du détroit d'Ormuz pour dissuader Washington de lancer une nouvelle guerre. Avec quelle urgence ? Ces dirigeants pourraient attendre la fin du second mandat de Donald Trump et l'arrivée d'un nouveau président qui ne serait pas comptable de l'aventure iranienne du magnat. Ils constatent aussi qu'Israël demeure prêt à porter la guerre sur leur territoire. En sont-ils pour autant dissuadés ? Israël l'ignore.

L'Etat hébreu prête attention aux nouvelles qui filtrent du nouveau Guide suprême, Mojt

taba Khamenei. Une source proche de l'armée indique que celui-ci aurait défendu derrière portes closes, en 2025 – donc avant sa prise de fonctions –, une révision de la doctrine prudente de son père, Ali Khamenei, tué le 28 février. Pendant trente ans, celui-ci avait maintenu l'Iran au plus près du seuil de l'arme nucléaire, sans jamais franchir le pas. Israël n'a cependant constaté aucune révision formelle de cette doctrine, et estime que la nouvelle direction à la tête de la République islamique suit, par inertie, les traces de ses prédécesseurs.

Le Monde

Louis Imbert
27 août 2026

Les ambitions contrariées d'Israël pour renverser le régime iranien

Le gouvernement de Benjamin Nétanyahou pensait profiter de la guerre déclenchée de concert avec les Etats-Unis, le 28 février, pour faire chuter la République islamique. Mais les plans prévus par le Mossad pour faire intervenir les groupes d'opposition kurdes et l'ancien président iranien Mahmoud Ahmadinejad ont échoué.

L'establishment sécuritaire israélien est amer. La guerre qu'il a menée avec l'armée américaine pour renverser le régime iranien, **déclenchée il y a six mois, le 28 février**, a échoué. « *Le régime a survécu à la seule menace crédible qui pesait sur lui depuis des décennies. Nous avons perdu cette carte et les Iraniens sont plus sûrs d'eux que jamais* », déplore Avner Vilan, un ancien cadre du renseignement israélien, spécialiste de l'Iran. La menace nucléaire demeure. Aux Etats-Unis, démocrates et républicains blâment Israël pour avoir entraîné leur président, Donald Trump, dans cette aventure, qui remet en question le soutien à long terme de Wash-

L'opinion israélienne juge très négativement cette guerre, mais Benjamin Nétanyahou, le premier ministre, qui l'a préparée et menée, s'abstient encore d'en tirer le bilan, alors que les Etats-Unis accroissent la pression économique sur le régime de Téhéran et menacent de reprendre leurs frappes. Cependant, deux des plus hauts responsables du Mossad (le service de renseignement extérieur israélien) ont déjà payé leur insuccès : les directeurs du bureau Iran et du renseignement au sein de ce service, qui avaient planifié l'opération, ont été limogés en août – une première qui a suscité des remous en interne. L'armée, pour sa part, multiplie les fuites, assurant

s'être opposée à cette tentative de renversement du régime. « *Elle en veut au Mossad de nous avoir tous entraînés dans ces fantasmes de changement de régime* », affirme Raz Zimmt, expert de l'Iran à l'Institut d'études de sécurité nationale de Tel-Aviv.

« *Tout le monde est d'accord pour dire que c'est un échec, mais on se demande encore à qui revient la faute. Le Mossad défend son plan, affirmant qu'il n'a tout simplement pas été exécuté* », résume Avner Vilan. Ce débat a lieu dans la presse, où les détails du plan de renversement du régime ont été égrenés depuis mars, d'abord par le *New York Times*, puis par les quoti-

diens israéliens *Haaretz* et *Yediot Aharonot*.

Deux éléments font consensus parmi les sources que *Le Monde* a consultées : la tentative de faire franchir la frontière entre l'Irak et l'Iran à « *six ou sept groupes armés d'opposition kurdes iraniens en exil* », selon une source proche de l'armée, pour lancer un premier soulèvement populaire dans l'ouest du pays, en pleine guerre ; puis celle d'instrumentaliser l'ancien président Mahmoud Ahmadinejad (2005-2013), approché par Israël depuis au moins 2024 et censé incarner une alternative au sein du régime en suscitant des divisions.

Le « plan du Mossad »

Le 28 février, les premières frappes visent [le guide suprême Ali Khamenei \(1939-2026\)](#) dans sa résidence à Téhéran, ainsi que des chefs du renseignement intérieur. Elles se poursuivent contre l'appareil sécuritaire dans la capitale, mais elles se concentrent aussi, dès les premiers jours, sur les régions kurdes, où des installations militaires et la défense antiaérienne sont visées, ainsi que des bases de la police et quelques cibles sur la frontière elle-même.

Cela fait alors plusieurs mois qu'Israël et les Etats-Unis arment leurs alliés kurdes en Irak, qui ont fait état publiquement, dès 2025, de tentatives pour s'unifier. « *Le plan impliquait plusieurs milliers d'hommes issus de tous les groupes kurdes iraniens, sauf le PJAK [Parti pour une vie libre au Kurdistan]* », émanation iranienne du Parti des travailleurs du Kurdistan turc, précise cette source proche de l'armée. « *L'idée était qu'ils franchissent la frontière et rassemblent l'opposition dans de grandes villes kurdes de l'Ouest, pour ensuite avancer vers Téhéran.* » Selon le journaliste de *Yediot Aharonot* Nadav Eyal, Israël a été jusqu'à fournir à ses alliés des drapeaux de l'ancien régime monarchiste iranien, au lion doré, les engageant à ne pas lever d'emblèmes séparatistes qui heurteraient le sentiment national iranien.

« *Une centaine d'heures après l'assassinat du Guide suprême, le plan du Mossad devait commencer par l'ouverture, par l'armée de l'air, d'un couloir pour les Kurdes dans l'ouest de l'Iran* », censé protéger leur avancée depuis les airs, raconte au *Monde* le journaliste d'investigation israélien Ronen Bergman, du *New York Times*. Des frappes massives devaient réduire la capacité du régime à riposter par des tirs de missiles contre Israël.

« *Une vaste campagne d'influence devait contribuer à dé-*

clencher des manifestations en Iran, au beau milieu de la guerre, tandis qu'Israël bombardait des postes des bassidji [la milice populaire du régime] et des installations de sécurité intérieure, poursuit le journaliste. L'impact de ces frappes aurait dû être filmé au sol, puis diffusé. Nombre d'autres infrastructures critiques devaient être visées par des attaques physiques ou cyber. Puis les Kurdes et Ahmadinejad devaient entrer en scène. »

Israël souhaite susciter des défections au sein de la hiérarchie politique et sécuritaire. « [Mahmoud] Ahmadinejad faisait partie de cette séquence », assure, dès le mois de mai, à la chaîne américaine PBS, l'ancien chef du renseignement militaire Tamir Hayman, qui a servi durant cette guerre. L'ancien président iranien s'est imposé, après son mandat, comme le critique le plus acéré du régime en son sein. Il demeure sous résidence surveillée, mais se rend parfois à l'étranger pour donner des conférences. Selon le *New York Times*, il a rencontré David Barnea, alors patron du Mossad, à Budapest, dès 2024. Sa résidence à Téhéran est bombardée par Israël dès le premier jour du conflit – ces frappes auraient visé ses gardes.

« *Des parties essentielles du plan n'ont jamais été appliquées, dont celle qui reposait sur les Kurdes. Il n'y a pas eu de défections, personne n'est sorti du bois pour mener le changement* », déplore Asaf Cohen, ancien spécialiste de l'Iran et du renseignement numérique au sein de l'armée israélienne. De fait, tout a raté. De sources israéliennes, Donald Trump s'est opposé à l'entrée des forces kurdes en Iran dès la deuxième ou la troisième nuit de l'opération. Il s'en ouvre aux journalistes qui l'accompagnent à bord d'Air Force One, le 7 mars : « *Oui, j'ai décidé que non. Je ne veux pas que les Kurdes y aillent... Ils veulent y aller, mais je leur ai dit : je ne veux pas qu'ils y aillent. La guerre est assez compliquée sans (...)* qu'on y implique les Kurdes », tranche-t-il.

La Turquie de Recep Tayyip Erdogan, qui entretient d'excellents liens avec Donald Trump, s'y opposait, tout comme l'Irak, les deux pays y voyant une menace pour leur propre souveraineté. Mahmoud Ahmadinejad est demeuré en Iran, où il a assisté, en juillet, [aux obsèques du Guide suprême](#), entouré d'une nuée de gardes du corps.

Opération coup de poing

Benyamin Nétanyahou avait tôt fait de cette opération contre l'Iran l'objectif ultime de la longue guerre qu'il a menée dans six pays de la région, à la suite de l'attaque terroriste perpétrée par le Hamas, le 7 octobre 2023. L'appareil de sécurité, pour sa part, s'est laissé gagner par « *un sentiment d'euphorie* », reconnaît un officiel israélien, après les succès d'Israël contre le Hezbollah, en 2024, puis de la « *guerre de douze jours* » menée en juin 2025, avec l'aide de Washington, contre les installations nucléaires et balistiques de l'Iran.

Dès lors, le patron du Mossad, David Barnea, a pris le contre-pied de tous ses prédécesseurs qui, l'un après l'autre, avaient jugé impossible un renversement du régime de l'extérieur. Il en a fait sa priorité absolue. « *Barnea est l'homme le plus orienté vers l'action qui soit* », assure un ancien haut responsable de la sécurité israélienne.

L'armée, elle, a fait savoir, dès les premiers jours du conflit, qu'elle ignorait comment faire tomber un régime par les airs. Elle avait cependant planifié une nouvelle guerre contre l'Iran dès le lendemain de celle de juin 2025. « *Il y a une limite à ce que l'on peut accomplir en douze jours, et l'Iran reconstituait ses forces balistiques* », explique cet officiel israélien. De source proche de l'armée, l'Iran avait reconstitué en huit mois une très large part de sa capacité de production. [Les manifestations massives de janvier en Iran](#), réprimées dans le sang, ont accéléré la planification de la guerre.

« *L'armée a prévenu le gouvernement que cette opération pourrait avoir des conséquences négatives, mais elle est demeurée passive et ne s'est pas battue pour empêcher une tentative de changement de régime* », raconte le journaliste Nadav Eyal, du média *Yediot Aharonot*. Israël a donc mené cette guerre avec deux plans en partie contradictoires : une opération coup de poing censée encourager les Iraniens à renverser leur régime, et un plan de bombardement conjoint avec les Etats-Unis, censé affaiblir l'industrie militaire iranienne durant au moins cinq semaines, qui est vite apparu aux Iraniens comme une attaque contre leur pays.

Israël a par ailleurs mal apprécié la manière dont Téhéran se préparait à cette nouvelle guerre. « *Israël a été surpris que l'Iran bloque si vite le détroit d'Ormuz. Les Iraniens avaient tiré les leçons de la "guerre de douze jours" et décentralisé leurs centres de décision. C'est un petit capitaine de la marine des gardiens de la révolution qui a pris l'initiative de miner le détroit, sans autorisation* », assure ainsi Raz Zimmit.

Depuis, Israël mesure les conséquences de sa guerre. « *Ils nous ont tous entraînés dans cette aventure à partir d'un plan mal fagoté basé sur les Kurdes et sur Ahmadinejad. C'est l'un des pires échecs stratégiques de l'histoire d'Israël et une commission d'enquête devrait établir les responsabilités* », souhaite Danny Citrinowicz, ancien responsable du bureau Iran au sein du renseignement militaire.

Pourtant, la tentation de poursuivre le conflit demeure forte. Israël milite auprès de Washington en faveur d'une pression économique massive contre le régime, et défend discrètement des frappes contre ses infrastructures civiles, espérant que cet Etat, désormais failli, finira tôt ou tard par s'écrouler.Ø



Luc Mathieu
27 Août 2026

La dissolution des forces kurdes, une victoire pour Damas

Le plus dangereux, la reprise des combats, a été évité. Comme le stipulait l'accord, signé en mars, entre les dirigeants kurdes du nord-est syrien et le gouvernement central de Damas, après des semaines d'affrontements meurtriers, les Forces démocratiques syriennes (FDS), contrôlées par les Kurdes, ont été officiellement dissoutes et intégrées à l'armée nationale. «Nous souhaitons que cette journée marque un véritable passage des champs de bataille aux chantiers de construction, et de l'ère des armes à celle de la paix», a déclaré le chef des FDS, le général Mazloum Abdi, depuis le palais présidentiel.

Ville symbole

Il s'agit d'une victoire pour le chef de l'Etat syrien, Ahmed al-Charaa. Son armée avait repoussé par la force, début 2026, les forces kurdes de plusieurs de leurs bastions, depuis Alep jusqu'au-delà de l'Euphrate, allant jusqu'à assiéger Kobané, ville symbole de la résistance kurde face à l'Etat islamique, désintégrant, en même temps, le rêve d'au-

tonomie des Kurdes. Les Forces démocratiques syriennes, en première ligne lors des combats contre Daech de 2015 à 2019, avaient alors constaté l'absence de réaction des armées occidentales qui les avaient auparavant soutenues.

Mais le statu quo qui prévalait depuis menaçait de déboucher une fois de plus sur des combats. «C'est un soulagement, le risque d'explosion comme en janvier 2026 est aujourd'hui écarté, explique, depuis Damas, Arthur Quesnay, chercheur à l'Université Paris-I Panthéon-Sorbonne. Al-Charaa a obtenu la reddition des Kurdes qui ne sont plus dans une logique d'indépendance. Mais il faut maintenant appliquer l'accord, notamment pour le transfert des autorités locales qui peut être source de nouvelles tensions.»

Depuis sa prise de pouvoir en décembre 2024, après la fuite du dictateur Bachar al-Assad, le nouveau président syrien a toujours rejeté toute forme de fédéralisme. Les Kurdes ayant désormais abdicqué, seule la province druze de

Sweida échappe encore à son autorité.

Champs pétroliers

Théoriquement, l'administration des zones kurdes du nord-est aurait déjà dû revenir à Damas. Mais dans les faits, c'est toujours une autorité kurde qui est à l'œuvre, notamment à Qamishli, Kobané et Hassaké. C'est elle qui verse les salaires tandis que les checkpoints restent gérés par les Asayish, des forces de sécurité qui font office de police. Les soldats et policiers qui dépendent de Damas restent, eux, quasi invisibles.

Les dirigeants kurdes continuent, en parallèle, de négocier des postes au sein du gouvernement central. Ils en réclament une soixantaine, principalement au ministère des Affaires étrangères, au ministère de l'Intérieur et au sein de l'administration centrale. Les discussions se sont poursuivies, mercredi, dans les deux ministères.

Mazloum Abdi devrait obtenir un rôle à la présidence en tant que conseiller en charge des

négociations avec les minorités.

La dirigeante de premier plan Ilham Ahmed, coprésidente du comité exécutif de l'administration autonome kurde, n'a, en revanche, pas obtenu le poste qu'elle convoitait au ministère des Affaires étrangères et devra se contenter d'une nomination au Parlement.

Autre point symbolique à régler, celui de la langue utilisée dans les écoles du nord-est. Mazloum Abdi veut que les enseignements se fassent en kurde et refuse tout compromis, alors qu'Achmed al-Charaa souhaite le retour progressif de l'arabe.

Il entend aussi reprendre le contrôle économique de la région et des champs de pétrole de Rumeilan, à proximité de la frontière turque. La Compagnie syrienne de pétrole, qui dépend de Damas, a signé des accords avec des entreprises américaines et britanniques pour leur exploitation. Mais dans les faits, le contrôle des champs pétroliers reste aux mains des Kurdes.

Turquie. Désarmer les combattants kurdes, et après ?

La feuille de route sur la dissolution du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) pourrait permettre la libération de milliers de prisonniers en Turquie et mettre fin à quatre décennies de conflit. Mais elle laisse en suspens plusieurs questions épineuses, dont la plus importante est la démocratisation du pays

Turquie. Désarmer les combattants kurdes, et après ?

Diyarbakir, le 21 mars 2026. Des personnes brandissent une photo d'Abdullah Öcalan, chef du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), lors des célébrations du Nowruz, le Nouvel an kurde.

La Turquie a franchi une étape importante vers la fin de l'une des insurrections les plus anciennes du Proche-Orient. Le parlement a voté le 10 août 2026 une loi sur l'avenir des militants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Elle a reçu le soutien de 468 députés contre 88 et s'inscrit dans le cadre du processus de désarmement et de dissolution du PKK. Elle prévoit une suspension limitée des peines de prison contre des combattants, mais elle est loin d'offrir une amnistie générale.

La nouvelle législation établit le premier cadre juridique pour la dissolution du PKK et ouvre la voie à la réinsertion sociale des personnes faisant l'objet d'une enquête, poursuivies ou condamnées pour leurs liens avec l'organisation. Pour qu'elle entre en vigueur, le groupe armé doit tout d'abord cesser ses activités organisationnelles et remettre ses armes, dans le cadre d'un processus contrôlé par le Conseil de sécurité nationale

(MGK), organisme dirigé par le président turc en collaboration avec les principaux responsables de la sécurité du pays. Pour les personnes remplissant les conditions requises, leurs peines seront suspendues et, après cinq ou dix ans sans avoir commis de nouveaux délits de terrorisme, leurs dossiers seront classés sans suite. La loi exclut les condamnations pour crimes de sang, ainsi que les peines de réclusion à perpétuité prononcées avant le 1^{er} juin 2005, ce qui exclut du processus le leader du PKK Abdullah Öcalan, qui purge une peine de prison à vie depuis 1999 sur l'île d'Imrali, au sud d'Istanbul, en isolement presque total. « *Je souhaite que cette initiative, qui vise à débarrasser durablement la Turquie de la menace terroriste, à consolider notre unité et notre solidarité nationales, ainsi qu'à renforcer le climat de paix dans notre pays et dans notre région, soit bénéfique* », a écrit, le 4 août, le président turc, Recep Tayyip Erdoğan, sur son compte X.

Plus de 40 000 morts

Pour comprendre l'ampleur des enjeux, il faut remonter dans le temps. Le PKK a lancé sa lutte armée contre l'État turc en 1984 et plus de 40 000 personnes ont trouvé la mort lors d'affrontements et d'attaques, dont plus de la moitié étaient des militants. Les combats, mais surtout les

opérations militaires, ont provoqué le déplacement de dizaines de milliers de personnes dans le sud-est de la Turquie, à majorité kurde. Ankara n'est pas parvenue à mettre fin à la guérilla au cours de ces quatre décennies, mais elle l'a considérablement affaiblie, y compris à ses frontières.

Le nationalisme turc, conjugué à la violence du PKK, a conduit des millions de personnes à considérer la lutte des Kurdes pour leurs droits comme du « terrorisme » et du « séparatisme », tandis qu'une autre partie de la population voit dans l'État turc un oppresseur qui nie les droits de cette minorité, qui représente 20 % de ses 86 millions d'habitants. Les blessures ouvertes par des décennies de violence ont rendu la population des deux camps incapables d'adhérer sans réserve à cette nouvelle initiative.

« *Le peuple turc, qui a payé un lourd tribut pendant de nombreuses années, a désormais l'occasion de consolider la paix et de construire la démocratie* », a déclaré devant le parlement Gülistan Kiliç Koçyiğit, députée du Parti de l'égalité et de la démocratie des peuples (DEM) pro-kurde, qui sert de canal de communication entre le gouvernement et Öcalan, sans pour autant exercer officiellement le rôle de médiateur. « *Bien sûr, la*

proposition présente des lacunes, et il nous incombe de les combler », a-t-elle ajouté, faisant référence aux revendications en faveur de droits accrus pour les Kurdes et aux réformes démocratiques. Le parti estime que la loi pourrait concerner au total 125 000 personnes. « *Dans un premier temps, entre 3 000 et 3 800 de nos camarades emprisonnés seront libérés. Par ailleurs, 75 000 enquêtes et procédures judiciaires sont en cours, ainsi que 50 000 enquêtes menées à huis clos* », a déclaré le dirigeant du DEM, Tuncer Bakirhan, dans une interview accordée au média T24 le 15 août.

Quelle place pour Öcalan ?

L'exclusion d'Öcalan est l'une des failles les plus évidentes du nouveau cadre juridique. Le leader historique du PKK, âgé de 77 ans, a lancé l'année dernière un appel public pour que le groupe dépose les armes, arguant que la lutte armée pour les droits des Kurdes avait pris fin et qu'il fallait désormais rechercher de nouvelles avancées par la voie politique. La guérilla, dont le quartier général se trouve dans les montagnes de Kandil, en Irak, a fait état de désaccords sur ce processus et s'est montrée très critique à l'égard du nouveau cadre juridique. « *Cette loi comporte de graves lacunes et insuffisances. Les recommandations relatives à la démocratisation*

et au règlement de la question kurde figurant dans le rapport élaboré par la commission parlementaire¹ n'ont pas été reprises dans cette loi », indique un communiqué du groupe. « En ce sens, elle n'a pas pleinement atteint son objectif. Le fait de ne faire référence qu'au désarmement sans utiliser le terme "kurde" montre que le problème n'a pas été abordé de manière globale », poursuit le texte.

Il affirme également que le désarmement du PKK ne peut avoir lieu sans ouvrir une voie politique aux anciens militants :

On demande aux guérilleros de déposer les armes et de rentrer. Si, à leur retour en Turquie, ils ne peuvent pas participer à la vie politique démocratique fondée sur la liberté d'expression et d'association, et s'ils sont poursuivis et emprisonnés pour leurs propos et pour avoir créé des organisations, alors non seulement les guérilleros ne pourront pas descendre des montagnes, mais même les responsables politiques qui ont été contraints de se réfugier en Europe ne pourront pas retourner chez eux.

Absence de garanties

« Il n'y a que deux garanties. La première, non suffisante, c'est que la loi stipule que les personnes poursuivies peuvent rentrer », explique Reha Ruhavioğlu, directeur du Centre d'études kurdes (KSC), un organisme de recherche indépendant basé à Diyarbakir. « Mais la principale garantie réside dans la position d'Öcalan, qui dit à ses militants : faites-moi confiance. Il ne propose aucun mécanisme, mais affirme simplement : "Faites-moi confiance, je vous dis de rentrer" », ajoute-t-il.

La loi a suscité des réactions diverses au Parlement. Parmi les partisans du projet figurent le Parti de la justice et du développement (AKP) d'Erdoğan et ses partenaires au gouvernement, ainsi que le Parti d'action nationaliste (MHP)

d'extrême droite, qui avait lancé il y a deux ans le débat sur une éventuelle libération d'Öcalan. Le texte a également bénéficié du soutien du parti pro-kurde DEM. En revanche, les critiques sont venues du front le plus nationaliste du pays, qui a qualifié ce processus de « trahison », ainsi que de la gauche turque, qui se méfie du manque de transparence du processus de désarmement et soupçonne les calculs électoralistes d'Erdoğan, qui cherche à obtenir le soutien kurde pour s'assurer un nouveau mandat au pouvoir.

« On nous invite à nous engager dans une voie sans garanties », a mis en garde l'ancien député du DEM, Ertugrul Kürkçü. « Nous sommes sur le point d'achever le processus de désarmement. Cependant, nous n'avons pas encore résolu la question kurde », souligne Ruhavioğlu. « La partie kurde a foi, confiance et assurance dans le processus de démocratisation ; elle pense pouvoir faire pression sur Erdoğan et sur le gouvernement pour qu'ils mettent en œuvre des mesures de démocratisation, mais je ne partage pas cet avis », explique-t-il. Les plus méfiants se souviennent encore du processus de paix lancé par Erdoğan en 2013, une initiative ouverte à la société civile, au cours de laquelle des négociations avaient abouti à l'octroi de certains droits culturels aux Kurdes. Le processus a déraillé, donnant lieu à des affrontements entre le PKK et les forces de sécurité turques qui ont fait plus d'un millier de morts dans le sud-est de la Turquie.

L'exemple de la Colombie

Pour Baris Tuğrul, sociologue à l'université de Hacettepe, qui étudie le mouvement kurde, le processus actuel est « une résolution du conflit à la turque ». « La loi est une copie de l'accord de paix mis en œuvre en Colombie (avec les FARC), mais avec des

modifications très importantes. Là-bas, la participation politique était garantie, ainsi que le désarmement, la dissolution et la réintégration sociale. La loi turque, par exemple, prévoit une interdiction de cinq ans pour les acteurs qui déposent les armes », explique-t-il. « Comparé au processus de 2013, il est beaucoup moins transparent. Seuls Erdoğan, les agents de l'État et Öcalan en connaissent les détails », ajoute-t-il.

Tuğrul souligne que, contrairement aux processus de désarmement dans d'autres pays, en Turquie, les autorités s'adressent directement au chef du groupe, sans faire appel à des tiers ou à des médiateurs internationaux. « Ils sont en contact direct. Ils veulent régler la question entre eux, l'État et Öcalan », souligne-t-il. « La Turquie a toujours traité la question kurde comme une question de sécurité nationale, et non comme une question de démocratisation. Lors du processus de 2013, il y avait eu des initiatives un peu plus larges, impliquant des acteurs civils », explique-t-il.

Hatip Dicle, membre de la délégation kurde lors des pourparlers de paix qui se sont tenus entre 2013 et 2015, a déclaré à propos du processus précédent qu'Öcalan avait initialement refusé de demander au PKK de déposer les armes sans la garantie d'un accord formel avec la Turquie. « Comment peut-on abandonner la lutte armée sans accord ? Partout dans le monde, dans ce type de conflits, les armes sont la dernière chose à laquelle on renonce », a déclaré Dicle lors d'un entretien avec la journaliste et écrivaine Aliza Marcus². Cependant, le processus actuel semble partir du principe que le désarmement de la guérilla est une condition préalable à la réintégration sociale de ses militants et à l'octroi éventuel de droits au chef du groupe.

Le débat politique laisse également sans réponse des questions fondamentales, vitales pour des milliers de familles dont un proche est en prison ou à l'étranger : les militants seront-ils protégés contre d'éventuelles représailles ou des enquêtes répétées ? Auront-ils accès aux services sociaux de base ? « 70 % des Kurdes soutiennent le processus, mais beaucoup d'entre eux ne lui font pas confiance », souligne Ruhavioğlu. « Il y a un déséquilibre des pouvoirs. Erdoğan est la partie la plus puissante dans ce processus. Il considère ce processus comme un succès politique et souhaite faire campagne lors des élections en affirmant qu'il a, à lui seul, mis fin au terrorisme », explique-t-il.

Recomposition régionale

Le processus de dissolution et de désarmement se déroule dans une région en pleine mutation. Ankara a accéléré les négociations en anticipant l'instabilité à sa frontière avec l'Iran, mais surtout pour pouvoir consolider son influence en Syrie, après la chute du régime de Bachar Al-Assad et l'arrivée au pouvoir d'un nouveau gouvernement allié à la Turquie. Öcalan a contribué à la consolidation de ce processus dans le nord du pays arabe, grâce à l'intégration dans l'État syrien des milices kurdes liées au PKK. Après l'annonce de la fin de la lutte armée kurde en février 2025, Öcalan a adressé une lettre aux dirigeants kurdes syriens, leur demandant apparemment de se conformer à son appel. Après une série de tensions avec Damas, les milices kurdes ont finalement accepté de s'intégrer dans l'appareil d'État syrien, une mesure que beaucoup ont interprétée comme une « assimilation ». « Il s'agit d'un seul État, pas de deux. Il n'y aura qu'une seule armée et il ne peut y avoir deux armées », a déclaré en août 2025 le commandant général des Forces démocra-

tiques syriennes (FDS), Mazloun Abdi³. Ce dernier a signé le 25 août un accord en ce sens avec les autorités de Damas.

D'autre part, personne

n'ignore que la nouvelle réalité politique proposée par Erdoğan lui offre l'opportunité de s'assurer le soutien du parti pro-kurde DEM pour garantir son pouvoir, puisqu'il arrivera bientôt au terme de

son deuxième mandat présidentiel et que la loi actuelle l'empêche de se représenter. Le soutien kurde pourrait favoriser Erdoğan en divisant ses adversaires, à un moment où les attaques judiciaires

contre les partis d'opposition, en particulier le [Parti républicain du peuple \(CHP\)](#), ont créé une profonde fracture au sein de cette formation, provoquant même une scission au sein du groupe.



28 Août 2026

Syrie : le chef kurde Mazloun Abdi nommé conseiller présidentiel, le kurde autorisé dans les écoles

C'est désormais officiel : le président syrien [Ahmed al-Charaa](#) a nommé Mazloun Abdi conseiller à la présidence, vendredi 28 août. Le dirigeant kurde avait annoncé mardi la dissolution des puissantes [Forces démocratiques syriennes \(FDS\)](#) dans le cadre d'un accord d'intégration avec Damas.

Le ministère de l'Éducation syrien a en parallèle publié une décision autorisant la langue kurde dans les écoles "publiques et privées dans les régions où les citoyens kurdes forment une part notable des habitants", en application d'un décret présidentiel reconnaissant le kurde

comme langue nationale. Moustafa Khalil Abdi a commandé pendant des années les puissantes FDS, une force dirigée par les Kurdes et soutenue par Washington, qui avait été le fer de lance de la lutte contre le groupe jihadiste État islamique.

Mardi, il a annoncé [la dissolution des FDS](#), dans le cadre d'un accord conclu en janvier avec Ahmed al-Charaa visant à intégrer complètement les institutions kurdes dans l'appareil d'État.

"Inscrire les droits de notre peuple dans la Constitution"

Moustafa Khalil Abdi

avait déclaré la semaine dernière que [l'intégration de l'administration kurde à l'État syrien était maintenant achevée](#). "Notre combat se poursuivra afin d'inscrire les droits de notre peuple dans la Constitution", avait-il ajouté.

Les Kurdes, qui se plaignent historiquement de leur discrimination en Syrie, sont estimés à environ 2 millions dans le pays, sur une population de 20 millions d'habitants. Ils sont notamment concentrés dans le Nord-Est syrien mais sont également présents à Damas et Alep.

Mazloun Abdi a été contraint d'adhérer à l'accord d'intégration signé

entre les FDS et les nouvelles autorités de Damas à la suite des affrontements de janvier dernier, au cours desquels les Kurdes ont perdu de vastes portions de territoire au profit des troupes gouvernementales, alors même que Washington, soutien de longue date, a opéré un [rapprochement avec Ahmed al-Charaa](#).

Le président syrien avait de son côté signé un décret consacrant les droits nationaux des Kurdes et reconnaissant le kurde comme langue nationale – une mesure sans précédent depuis l'indépendance de la Syrie en 1946.

The New York Times

Ben Hubbard
Aug. 29, 2026

Turkey and Israel Vie for Middle East Influence as Tensions Spike

Tensions Spike Between Turkey and Israel as They Vie for Regional Influence
Israel's strike on a Syrian base to pre-empt the feared deployment of Turkish forces was part of a growing competition in the Middle East and beyond.

President Recep Tayyip Erdogan of Turkey has in recent years referred to Israel as a “terror state,” compared its prime minister, Benjamin Netanyahu, to Hitler and suggested the possibility of Turkish military intervention inside Israel.

Mr. Netanyahu, for his part, has called Mr. Erdogan an “antisemitic dictator,” and members of the Israeli government have accused Turkey of supporting terrorism and acting like “an enemy state.”

This war of words is the most visible feature of a growing rivalry between Turkey and Israel that analysts and officials fear could exacerbate volatility in the Middle East, a region already reeling from wars and their aftermath in Syria, Lebanon, Gaza and Iran.

Both Turkey and Israel are allies of the United States and have warm relations with the Trump administration. But the countries, boasting strong militaries that are increasingly active outside their borders, are pursuing strategic visions that put them at odds in the Middle East, the Horn of Africa and the Eastern Mediterranean.

The heightened military assertiveness by Turkey and Israel has fueled “an inevitable geostrategic competition and rivalry,” said Ziya Meral, the director of [Raven Research and Advisory](#), a global risk consultancy in London. That does not mean the two

countries will end up in open conflict, he said, but he warned that tension increased the risk of miscalculation and that limited military action by one side to “send a message” to the other “could really, really backfire.”

Israel made just such a move last week, when it [bombed a defunct air base in northern Syria](#) to pre-empt what Israeli officials said was the imminent deployment there of Turkish forces. Syria sits between Israel and Turkey, and both consider it crucial to their respective security.

The Turkish and Syrian governments denied plans for any such troop movement to the air base. No one was killed in the attack.

Tom Barrack, the U.S. ambassador to Turkey and special envoy to Syria and Iraq, [criticized the strike](#) in a post on social media as an “unnecessary escalation” and called on Turkey and Israel to “prioritize logical discourse over further military incidents.”

Relations between Turkey and Israel have not always been so bad. They have long had diplomatic and trade relations despite occasional disputes, usually related to Israel's conflict with the Palestinians.

Turkey was the first Muslim-majority country to recognize Israel after its founding in 1948, and Turkish forces did not participate in the subsequent wars with Israel. Turkey is a U.S. ally in NATO, and

Israel receives extensive military support from the United States.

Two recent events, however, have driven the relationship's acrimonious turn.

The first was Israel's war in Gaza, launched in response to the Hamas-led attack on Oct. 7, 2023, that killed about 1,200 people in Israel. Turkish officials criticized how Israel fought in Gaza and routinely accused Israeli forces of committing genocide. Mr. Erdogan called Mr. Netanyahu a “blood-sucking vampire” and voiced support for Hamas, which Israel, the United States and other governments consider a terrorist organization.

The second event was the [ouster of the dictator Bashar al-Assad](#) in Syria in late 2024 and the creation of a new government headed by President Ahmed al-Sharaa, a [former jihadist with strong ties to Turkey](#).

Turkey has provided Mr. al-Sharaa with diplomatic and military support aimed at stabilizing his fragile state. In the wake of Mr. al-Assad's ouster, meanwhile, Israeli strikes destroyed much of Syria's military equipment, citing distrust of Mr. al-Sharaa. Israel has also occupied territory in southern Syria, saying this aims to prevent cross-border threats from Islamic militants.

The Hamas-led attack in 2023 shaped Israel's approach to the region and to Turkey, said Gallia Lindenstrauss, a senior

research fellow at the Institute for National Security Studies in Tel Aviv.

“We do not allow threats to grow; we tackle them in the beginning,” she said. “That's the leading security doctrine, and that makes Israel more willing to take risks and less open to political settlements.”

Israel views Turkey as a growing military power with a weapons industry that competes in some markets against Israel's, with troop deployments in other countries — including, in part, Syria and Iraq — and with leaders who speak of Israel in a hostile fashion, she said.

“When you have an actor that has capabilities and is talking in a certain way and is also showing its willingness to employ its forces beyond its borders, that's something hard to ignore,” she said.

Recent events have also shaped Turkey's approach to Israel.

Turkish leaders see a humanitarian catastrophe in the war in Gaza, which the enclave's health authorities say has killed 73,000 people, including tens of thousands of women and children and an undisclosed number of militants. Turkish officials have called Israel's military advances in Lebanon and Syria destabilizing.

Turkey also strongly opposed the U.S.-Israeli war in Iran, saying it would provoke a dan-

gerous regional crisis, and sought to prevent it.

Disagreements in the Middle East color interactions between the two countries elsewhere, said Salim Cevik, a visiting fellow at the [Center for Applied Turkish Studies](#) in Berlin.

“Because Turkey and Israel consider themselves rivals in the region, they consider each other’s movements in other places also from a win-and-lose perspective,” he said.

In the Horn of Africa, Turkey has a close relationship with Somalia, which hosts a substantial Turkish diplomatic and military presence.

In December, Israel became [the first nation to recognize Somaliland](#), a breakaway region that declared independence from Somalia in 1991. At the time, Israel said the move was in line with the Abraham Accords, Israel’s recent normalization of relations with a few other Muslim-majority states. Mr. Erdogan called Israel’s recognition of

Somaliland “illegal and unacceptable.”

In the Eastern Mediterranean, Israel has stepped-up military and energy cooperation with Greece and Cyprus, both of which have longstanding territorial disputes with Turkey. Mr. Erdogan sought to play down the importance of new agreements between the three countries in December, comparing them to “a rattling tin can.”

This month, Turkey signed [a mutual defense pact](#) with Saudi Arabia and Pakistan, which analysts said was partly intended to create a counterweight to Israeli influence in the region.

The rivalry’s most perilous flashpoint, however, remains Syria.

Turkey seeks a stable, centralized Syria, Mr. Cevik said, while Israel prefers a divided state with a weak military that cannot pose a threat.

“These two visions conflict very fundamentally,” he said.

The Israeli strike last week on the Syrian air base, in the town of Abu al-Duhur about 40 miles south of the Turkish border, was a rare military act in a competition that has largely played out in harsh statements and rival diplomatic initiatives.

On Aug. 19, the day after the strike, Mr. Netanyahu said in [a video posted on social media](#) that Israel would not accept a Turkish military presence in Syria “that descends south because it threatens us.”

Two days later, Turkey announced that it would seek the arrest of Mr. Netanyahu through Interpol on charges including genocide and torture as part of a domestic case in Turkey over [Israel’s treatment of pro-Palestine activists](#) intercepted at sea on their way to Gaza.

In the days since, U.S. officials have worked to restore dialogue between the two governments. Some Israeli analysts have speculated that the attack in Syria was part of an effort by Mr. Netanyahu to

shore up his national security credentials ahead of Israeli elections in October.

Israel and Turkey are each unpopular among people in the other country, allowing officials to earn political points at home by criticizing the rival country.

Still, Mr. Cevik said, the heated language represents real disagreements.

He, too, said he did not expect Turkey and Israel to engage in direct military clashes.

“I don’t see it as likely because, primarily, the Americans have an interest in keeping these two countries away from active conflict,” he said.

David M. Halbfinger contributed reporting from Jerusalem, and Safak Timur from Istanbul.

Ben Hubbard is the Istanbul bureau chief for The Times, covering Turkey and the surrounding region.

LE COURRIER
Journalisme, indépendance

Ihsan Kurt
30 août 2026

La «paix» comme outil de puissance

Après plus de quarante ans de confrontation armée, l’Etat turc et le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) sont engagés dans un processus qui pourrait mettre fin à l’un des conflits les plus longs du Moyen-Orient contemporain. Le désarmement annoncé de la guérilla kurde, les appels du leader historique du PKK, Abdullah Öcalan, et les discussions autour d’un nouveau cadre juridique constituent une rupture. Toutefois, qualifier de «paix» ce processus – officiellement désigné par Ankara comme celui d’une «Turquie sans terrorisme» – risque d’en masquer la véritable portée.

En effet, la question n’est plus seulement celle de la fin militaire du PKK, mais du modèle politique susceptible d’apporter une solution durable à la question kurde. Il s’agit de savoir quelle paix se construit et au profit de qui. Ce qui se dessine ressemble moins à un nouvel équilibre politique qu’à une «paix hégémonique»: la fin du conflit armé permettrait à la Turquie, en crise économique et politique, de consolider sa stabilité intérieure tout en renforçant sa projection militaire régionale.

Désarmer sans reconnaître

Le premier paradoxe est d’ordre intérieur. Le processus avance alors que la démocratisation de la Turquie ne progresse pas au même rythme. L’opposition demeure sous forte pression et le Parti républicain du peuple (CHP), principal parti d’opposition, traverse d’importantes tensions internes. La simple présence de nombreux partis au Parlement ne suffit pas à faire du système turc une démocratie pluraliste. Quant au parti pro-kurde DEM, il entretient une relation complexe et ambiguë avec le pouvoir islamico-nationaliste et son allié ultranationaliste, le MHP.

Ankara semble poursuivre une double objectif: mettre fin à l’opposition armée du PKK et intégrer politiquement le mouvement kurde dans un système dont l’Etat conserverait la maîtrise. Le pouvoir central évoque le terrorisme du PKK et de la fin de la violence sans, jusqu’à présent, prononcer le mot «Kurde» dans aucun texte officiel. C’est ici que se situe la ligne de partage entre paix démocratique et paix hégémonique: la première transforme les rapports entre les parties, la seconde pacifie le conflit sans modifier le rapport de force initial.

Or aucune véritable procédure

de réconciliation n'est engagée pour répondre aux attentes des familles marquées par les disparitions, les morts, les déplacements forcés ou les emprisonnements politiques. Une commission vérité et justice n'est pas à l'ordre du jour. Ankara ne semble pas davantage disposé à reconnaître sa responsabilité dans les violations commises contre les civils.

Le pouvoir poursuit parallèlement un autre agenda, dicté par le projet d'une nouvelle Constitution qui reste tributaire des rapports de force politiques. Recep Tayyip Erdogan et son allié, le leader ultranationaliste Devlet Bahçeli, pourraient chercher à faire d'une pierre deux coups: obtenir la dissolution du PKK, tout en s'appuyant sur une partie de la représentation kurde pour réunir les soutiens nécessaires à une réforme consolidant le système présidentiel et, par extension, leurs pleins pouvoirs.

Les Kurdes se trouvent ainsi dans une position délicate. L'application des mesures adoptées par le Parlement dépendra également des équilibres au sein de l'appareil d'Etat et du Conseil de sécurité nationale, où l'institution militaire conserve une influence importante. Le désarmement peut donc progresser plus rapidement que la reconnaissance politique et les garanties juridiques.

De la paix intérieure à la puissance régionale

Le rapprochement entre Ankara et le PKK doit aussi être lu à l'échelle du Moyen-Orient. Une Turquie débarrassée de son principal conflit armé intérieur gagnerait en puissance dans une région marquée par l'instabilité. Pendant des décennies, la question kurde a constitué son principal facteur de vulnérabilité intérieure et a limité sa marge de manœuvre en Syrie et en Irak. Si une partie du mouvement kurde cesse de s'opposer militairement à la Turquie, cette faiblesse historique pourrait devenir un avantage stratégique.

C'est dans ce contexte qu'il faut analyser le discours de Devlet

Bahçeli, l'un des principaux architectes du processus, lorsqu'il évoque une «paix turque» dépassant les frontières nationales. Le président Erdogan préfère, quant à lui, parler d'une alliance entre «Turcs et Kurdes». Derrière cette formule apparaît en filigrane la perspective d'un rapprochement à dominante sunnite, susceptible de faire contrepoids à l'influence de l'Iran chiite.

Dans les deux cas transparaît une même ambition: faire de la Turquie le centre de gravité d'un nouvel ordre régional, porté par une vision que l'on peut qualifier de néo-ottomane. La paix avec le PKK devient ainsi un instrument de politique étrangère et un vecteur de projection de puissance.

Cette évolution ne peut laisser indifférents l'Iran, Israël ou les Etats arabes. Téhéran ne saurait accueillir favorablement un rapprochement durable entre une partie du mouvement kurde et Ankara, surtout s'il renforce un axe régional à dominante sunnite. Israël observe, de son côté, avec inquiétude l'expansion de l'influence turque en Syrie.

Les pays arabes ont également leurs raisons de rester prudents. Présenter la stabilisation de la Syrie et de l'Irak sous le concept de «paix turque» s'avère risqué dans un espace majoritairement arabe, où le souvenir de l'Empire ottoman et la méfiance envers les ambitions turques restent présents. Une Turquie s'appuyant sur un arrangement avec les organisations kurdes liées au PKK pour accroître son influence pourrait susciter de nouvelles résistances.

En Syrie, les Forces démocratiques syriennes (FDS), dominées par les forces kurdes liées au Parti de l'union démocratique (PYD), et leur projet utopique de «Rojava» – qu'elles définissent comme «écologiste, féministe et multiculturel» – entrent dans une nouvelle phase. Le processus d'intégration des forces kurdes a déjà commencé. Mais une représentation politique légale ne garantit pas une participation démocratique réelle

sans élections libres, institutions pluralistes et garanties constitutionnelles.

Reste alors la question essentielle: que gagnent les Kurdes?

Pour la Turquie, les bénéfices sont considérables: désarmement du PKK, diminution d'une menace intérieure historique, image de puissance stabilisatrice et accroissement de sa capacité d'action en Syrie. A cela pourrait s'ajouter la marginalisation du PKK comme organisation politico-militaire autonome, mais aussi celle d'organisations de femmes kurdes ayant acquis une importante sympathie internationale dans la lutte contre Daech.

Le processus revêt également une dimension électorale. Des élections anticipées à l'automne 2027 permettraient au pouvoir de présenter la «Turquie sans terrorisme» comme une réussite historique et de rechercher le soutien d'une partie de l'électorat kurde, qui représente environ 15% du corps électoral.

En Irak, les attaques répétées contre le territoire de la Région du Kurdistan appellent la vulnérabilité des acquis politiques kurdes et la fragilité des équilibres régionaux.

Une contradiction fondamentale apparaît donc: les bénéfices géopolitiques de la paix peuvent être immédiats pour Ankara, tandis que ses profits politiques restent hypothétiques pour les Kurdes. Si la Turquie les considère comme des partenaires, elle devra garantir leurs droits politiques et culturels et démocratiser sa relation avec ses propres citoyens kurdes.

Faire la paix sans faire justice?

Le processus engagé avec le PKK demeure profondément ambigu. Il repose en grande partie sur Abdullah Öcalan, érigé en «négociateur unique» alors qu'il reste prisonnier de l'Etat turc. Cette position paradoxale pose la question des rapports de force dans lesquels se négocie la paix. Une sortie du

conflit armé se dessine alors même que l'Etat turc poursuit son évolution autoritaire. Or la cessation de la violence ne suffit pas à construire une paix durable.

Celle-ci suppose aussi une confrontation avec les violences des années 1990: disparitions forcées, exécutions extrajudiciaires, villages détruits, déplacements de populations et violations des droits fondamentaux. Plusieurs chercheurs et acteurs de la société civile avancent trois exigences: poursuivre les responsables de crimes graves, créer une commission vérité et obtenir une reconnaissance officielle des responsabilités de l'Etat. Sans justice ni mémoire, la pacification risque de refermer le conflit sans en traiter les causes.

Après quarante ans de guerre, la question n'est donc plus seulement de savoir si Ankara fera la paix avec le PKK, mais ce qu'elle entend faire de cette paix. S'agit-il de construire une solution politique à la question kurde ou d'intégrer des forces aguerries par plusieurs décennies de guerre asymétrique dans la stratégie régionale turque, notamment en Syrie? Une telle instrumentalisation se heurterait à la diversité des acteurs kurdes comme aux rapports de force régionaux.

En somme, sans reconnaissance des droits politiques, linguistiques et culturels des Kurdes et sans garanties constitutionnelles, la paix risque de rester hégémonique: le conflit armé prendra fin sans que le rapport de domination soit véritablement transformé. A l'inverse, une reconnaissance politique et constitutionnelle ouvrirait la voie à une paix démocratique, susceptible de transformer les rapports entre l'Etat et les Kurdes et de contribuer à la paix et à la démocratisation de la région.

Ihsan Kurt est président d'AFKIV (Association pour la promotion du Fonds kurde Ismet Chérif Vanly), www.vanly.ch7



Aug 31, 2026

Iraq says rejected proposal to keep coalition forces after mission ends

ERBIL, Kurdistan Region - Iraqi Prime Minister Ali al-Zaidi rejected a proposal to allow some US-led coalition forces to remain in the country after the September 30 withdrawal deadline, the government spokesperson said Monday.

"The prime minister rejected a proposal for some international coalition forces to remain beyond September 30," state media quoted government spokesperson Haider al-Aboudi as saying during a press briefing in Baghdad. "The government is watching regional developments with interest, and Iraq will not be part of the conflict."

He did not disclose who had presented the proposal.

The September 30 deadline for the withdrawal of US and coalition forces was established in a 2024 agreement between Baghdad and Washington. It coincides with Zaidi's deadline to disarm paramilitary factions, some of which have linked their compliance to the full withdrawal of US troops.

In early June, the Iraqi prime minister ordered the formation of a committee to oversee the disengagement of political parties and armed factions from the Popular Mobilization Forces (PMF), a former paramilitary force that

includes Tehran-aligned armed groups, with the aim of bringing all armed groups and their weapons under state control.

"The government is proceeding with completing the procedures and obligations to restrict weapons to the state, regulate their frameworks, and unify decision-making," Aboudi stated, adding that the state is exercising its legal authority to manage society.

He described dialogue with the factions as positive and ongoing, adding that "the file will end before September 30, representing a transitional phase based on cooperation and mutual interests."

The withdrawal timeline and disarmament efforts follow a period of intense regional instability.

After the outbreak of the US-Iran war in late February, the Islamic Resistance in Iraq — an umbrella group that overlaps with the PMF and is aligned with Iran — launched roughly 700 attacks against US military bases and diplomatic missions inside and outside Iraq during the war.

In response, US forces carried out around 140 strikes on PMF bases, killing at least 70 members and injuring 270 others, according to Iraqi government figures.



Aug 31, 2026

Kurds in Rojava rally against end of Kurdish-medium schooling

ERBIL, Kurdistan Region - Kurdish students, parents and teachers rallied in northeast Syria's Rojava region on Monday against a Syrian government decision to end full Kurdish-medium schooling, arguing it falls short of their demands for language rights.

Rosev Ali, a tenth-grade student who has spent a decade studying in Kurdish, was

among the protesters in Amuda near Qamishli, rallying against a late August Damascus education ministry decision that made Kurdish a mandatory subject taught three times a week while ending full Kurdish-medium instruction in Rojava.

"If I had to go back and start learning Arabic from scratch, it would be incredibly hard -

and I'm not alone. All my friends are going through the same thing," she told Rudaw.

Ali also urged the Kurdish-led Democratic Autonomous Administration for North and East Syria (DAANES), which governs Rojava, not to acquiesce to the decision.

"We know sacrifices must be made - but we ask only one

thing. Do not let our Kurdish language be one of them," she said, addressing the Kurdish leadership.

Most subjects in Rojava schools have been taught in Kurdish for the past 15 years, since the withdrawal of ousted Syrian dictator Bashar al-Assad's forces from the enclave.

In addition to making Kurdish

a mandatory subject to be taught three times a week, the education ministry decree gives students in Rojava the option to study social studies, history, geography and philosophy in either Kurdish or Arabic during the coming academic year as a "transitional period" - with no such provi-

sion guaranteed beyond it. Arshak Baravi is a school instructor who has been teaching Kurdish even longer - since 1986, when he did so in secret. He was arrested multiple times by the toppled Ba'ath regime for teaching what it called a "foreign language."

Baravi told Rudaw that the new Damascus government's decision was "wrong."

"When they talk about integration, what they really mean is forced assimilation - they refuse to treat us as an ethnic community, as brothers," he said, urging that they "em-

brace our language, not be its enemy."

The Syrian education ministry said its decision stems from a January presidential decree which recognizes Kurdish as a "national language." Kurds in Rojava, however, argue it falls far short of their demands.

LA CROIX

31 Août 2026

Les Kurdes de Syrie obtiennent des avancées majeures

Après la dissolution des Forces démocratiques syriennes (FDS), les dirigeants kurdes espèrent obtenir de l'intérieur de l'État syrien des droits politiques, culturels et constitutionnels durables.

Coup sur coup, plusieurs annonces sont venues accélérer, ces derniers jours, le processus d'intégration des Kurdes au nouvel État syrien, après plus d'un an et demi de négociations et de confrontations avec Damas. Mardi 25 août, Mazloum Abdi, commandant en chef des Forces démocratiques syriennes (FDS), a annoncé depuis le palais présidentiel, à Damas, la dissolution de cette coalition de 35 000 combattants, qui fut le principal partenaire des États-Unis dans la lutte contre l'organisation État islamique en Syrie. « Nous voulons que cette journée marque un véritable passage des champs de bataille aux chantiers de reconstruction, et de l'ère des armes à celle de la paix », a-t-il déclaré. Deux jours plus tard, le président Ahmed Al Charaa le nommait conseiller à la présidence.

Après avoir perdu l'essentiel de leur autonomie militaire et territoriale en janvier, lors de l'offensive victorieuse des forces de Damas, les dirigeants kurdes

font désormais le pari de négocier leur intégration au nouvel État syrien en convertissant, selon la formule du site spécialisé Kurdish Policy Analysis, « une décennie de levier militaire » en droits politiques, culturels et constitutionnels durables.

La dissolution des FDS constitue une étape majeure de ce compromis : en renonçant à leur force armée autonome, les Kurdes répondent à l'une des principales exigences de Damas, qui cherche à rétablir son autorité militaire et politique sur l'ensemble du pays. Seules, désormais, la région de Soueïda, à forte présence druze, et une partie du Sud, occupé par Israël, échappent au pouvoir central. Les Kurdes syriens, environ 10 % de la population, avaient construit à la faveur de la guerre civile (2011-2024) une autonomie de fait dans le Nord-Est, dotée de ses propres institutions et d'une force militaire. Après la chute de Bachar Al Assad, un premier accord d'intégration avec Damas, signé en mars 2025, était resté lettre morte. Washington, qui a fait le choix de soutenir le nouveau pouvoir syrien, avait fait de l'intégration des FDS une priorité de sa politique.

Si leur dissolution est actée, l'in-

tégration réelle des combattants reste toutefois encore progressive : sur 35 000 hommes, environ un tiers a jusqu'ici rejoint l'armée nationale syrienne, selon Ibrahim Hamidi, rédacteur en chef du journal Al-Majalla. Un processus lent, en raison notamment de la vérification individuelle des profils destinée à écarter les cadres liés au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK).

Autre point longtemps litigieux : le sort des unités de protection de la femme (YPJ). Elles pourraient être intégrées au ministère de l'intérieur « en tant que force distincte et organisée », selon leur commandement, et seraient uniquement déployées dans le Nord-Est. En contrepartie, les Kurdes ont obtenu plusieurs concessions sur leurs droits culturels et civiques. En janvier, le président de transition Ahmed Al Charaa avait reconnu par décret le kurde comme « langue nationale » et rétabli la citoyenneté syrienne des Kurdes qui en avaient été privés à la suite du recensement de 1962.

Ce 28 août, le ministère de l'éducation a précisé que leur langue serait intégrée aux programmes officiels dans les régions kurdes, à raison d'au moins trois cours hebdoma-

dares. Lors de la première année scolaire de transition (2026-2027), certains enseignements seront également assurés en kurde. Des manuels sont en cours d'élaboration et des enseignants recrutés. C'est une rupture historique avec des décennies d'arabisation forcée et de marginalisation de la langue kurde sous le parti Baas.

Mais la pérennité de ces acquis reste suspendue à leur inscription dans le nouvel ordre institutionnel syrien. La prochaine étape se jouera en effet sur le terrain constitutionnel. Ilham Ahmed, l'une des principales dirigeantes de l'ancienne administration autonome et l'interlocutrice des négociations avec Damas, est d'ailleurs pressentie pour rejoindre le Parlement, avec en ligne de mire la rédaction de la future Constitution.

Pour Ibrahim Hamidi, c'est maintenant le plus difficile : habitués à exercer le pouvoir à Qamishli et Hassaké, Mazloum Abdi et Ilham Ahmed doivent apprendre à évoluer dans le jeu politique damascène. « Les règles du jeu y sont complètement différentes », souligne-t-il. De leur capacité à s'y adapter dépendra la place que les Kurdes parviendront à se faire dans la nouvelle Syrie.



WASHINGTON KURDISH INSTITUTE

Kurdistan Digest
August 2026

Kurdistan Region of Iran (Rojhelat)

August brought another sustained escalation of pressure on Kurdish society in Rojhelat as the Iranian regime combined mass arrests, incommunicado detention, heavy prison sentences, flogging, executions, and lethal border enforcement.

The Iranian regime arrested or detained at least 66 Kurdish citizens during August. The crackdown reached well beyond organized political activity, targeting environmental and civil activists, charity workers, women, children, village council members, cultural figures, singers, media activists, former political prisoners, relatives of opposition figures, and other civilians.

At Least 66 Kurdish Citizens Arrested or Detained

The Iranian regime arrested or detained at least 66 Kurdish citizens during August, with operations concentrated across Rojhelat, including, Mahabad, Bukan, Marivan, Kamyaran, Piranshahr, Oshnavieh, Urmia, Sardasht, Senna, Divandarreh, Takab and Ilam.

One of the first major operations unfolded around Marivan and Kamyaran. On August 4, Jamal Rostami, a 57-year-old founding member of a local charitable organization, was detained in Kamyaran. Two days later, regime security forces surrounded [Ney village](#) near Marivan and arrested Saman Khosravi, Hawre Parvazeh, Arya Maroufi, Zanyar Asvar, Poshtivan Tatar and Saro Roshani. Several of the men were involved in environmental or community activity.

In Mahabad, Shirzad Payaniani, 32, was arrested on August 3 after Ministry of Intelligence (Ettela'at) forces

raided his family home without presenting a warrant. His location was not disclosed after the arrest. The following day, Bahman Modirzadeh, a member of the Qotur city council, was detained by IRGC Intelligence forces. His arrest followed online activity opposing executions.

The Hengaw Organization for Human Rights also reported the arrest of Zanyar Fathi in Marivan, while [Rahim Has-sanpour](#) was arrested in Sardasht and transferred to an IRGC Intelligence detention facility in Urmia. Environmental activist Awat Karami, known for work connected to protection of the Zagros forests, was violently detained at his home in Negel near Senna. Seyed Latif Sabri was subsequently arrested in Mahabad.

The crackdown also reached Kurdish activists outside Rojhelat. Shahriar Shams, a former political prisoner and student activist, was arrested in Tehran on August 11. In Ilam Province, 21-year-old Arian Tarvand was violently detained by IRGC Intelligence forces in Mehran on August 12. [Tarvand's arrest](#) followed an IRGC Intelligence operation at his home.

By mid-August, the regime had widened the crackdown across Bukan, Miandoab, Mahabad and Oshnavieh. The [Kurdistan Human Rights also reported that at least 11 Kurdish](#) citizens were arrested across the four areas between August 13 and 15, including Sediq Karimi, Masoud Alani Kohneh-Ghaleh, Hadi Azizi, Omid Chavbazi, Amir Soleimani, Mohammad Hajizadeh, Shwana Divazi, Loghman Ghorbani, Rahman Khouzan, Esmaeil Badsar and Zakaria Badsar.

The Badsar case showed the regime extending pressure directly into families. Security forces initially detained Esmaeil Badsar, the father of Zakaria Badsar, after failing to locate his son. His detention was used to pressure Zakaria into surrendering himself. Amir Soleimani, arrested in Mahabad during the same broader wave, is also the brother of a Kurdish political activist living abroad.

Children were also drawn into security operations. On August 16, IRGC Intelligence forces raided Kachaleh village near Urmia and detained Eyvaz Behnamoun, Shaban Ahmadvash and Ebrahim Ahmadvash. Bafrin Ahmadvash, a Kurdish child, was also detained during the operation. Their whereabouts remained undisclosed in the immediate aftermath. [The Kachaleh arrests](#) included Bafrin Ahmadvash and three relatives.

In Piranshahr, Nazanin Hosseinpour, a 34-year-old mother of two, was arrested on August 16 after being summoned to the Ministry of Intelligence office. She was denied access to a lawyer and family visits. Her father was reported to be affiliated with a Kurdish opposition party outside Iran, placing her case among several August arrests in which relatives of political figures were themselves subjected to regime pressure.

A separate family was targeted in Divandarreh. Maryam Moradian, Sirous Hamidi and their 16-year-old daughter Kurdia Hamidi were arrested on August 14 and transferred into detention. Kurdia was released four days later, while her parents remained in custody without access to a lawyer or family visits at the time their

case was documented. [The arrest of the Divandarreh](#) family included their 16-year-old daughter.

The regime also moved against local civic and community figures. In Mahabad, village council member Karim Rasouli was detained, while Farzin Khediripour and municipal engineer Mohammad Vatmani were arrested in separate operations. Civil activist Shirin Masoudi was violently arrested at her workplace on August 19 and transferred to a Ministry of Intelligence detention facility in Urmia, where she was denied access to a lawyer and family contact. Masoudi was seized at her [workplace in Mahabad](#).

Cultural and media activity also came under pressure. Abed Alizadeh, a Kurdish media activist from Takab, was arrested after years of public activity involving social issues, protest movements and Kurdish language and culture. In Mahabad, blogger Seyran Arabi was detained by cyber police after publishing a video connected to Kurdish singer Mohammad Mamli, and her social-media page was taken offline.

Another wave followed on August 23 and 24. In Piranshahr and Naqadeh, regime forces detained Soran Mahmoudi, Mohammad Danesh-Mayeh, Loghman Seyyideh and former political prisoner Salam Azari and transferred them to undisclosed locations. Mahmoudi and Azari had previously faced cases tied to alleged connections with the Democratic Party of Iranian Kurdistan.

In Oshnavieh, Sanan Farasati, Saadoun Dastari and Rahman Azarakhsh were arrested on

August 23 and 24 by Ministry of Intelligence forces and taken to unknown locations. Moloud Roosta and Kamran Jangoli were also detained amid the late-August operations in the area.

The crackdown reached Ilam Province again on August 23 and 24. Kurdish singer Amin Naseri was arrested after being shot in the leg during a security operation. Younes Bakri, Yaser Havasizadeh and Rouhollah Gholami were detained the following day without warrants, with no immediate access to lawyers or family contact.

Mass Sentencing, Flogging and Judicial Pressure

One of August's largest judicial cases came in Mahabad, where [16 Kurdish residents](#) were sentenced to more than 77 years in prison combined. Abdullah Houshmand and Abdulrahman Qoveh each received seven years and one month. Twelve other defendants received five-year sentences, while Nazanin Elyasi, also known as Golaleh, received two years and Kamal Masoudi received five months. The charges included "assembly and collusion," alleged membership in the Kurdistan Free Life Party (PJAK), "propaganda against the state," and social-media activity supporting Kurdish opposition parties.

The defendants had been arrested by regime security forces in Mahabad between October and December 2024 and transferred to an Intelligence Ministry detention facility in Urmia for interrogation. They were denied access to lawyers, telephone calls and family visits during detention. The August verdicts extended an earlier wave of security arrests into years of imprisonment.

In Bukan, Rahim Shilani and Azad Rasouli-Fard were each [sentenced to two years](#) in prison for the purchase and sale of Starlink satellite equip-

ment. Both men had been arrested on January 30 and transferred to an Intelligence Ministry detention facility in Urmia, where they were held for 52 days. During detention they were denied access to lawyers and family visits and were subjected to physical and psychological torture.

The Starlink convictions showed the regime extending security prosecutions into access to communications technology capable of bypassing state-controlled internet restrictions. The case was also [documented independently](#) as a combined four-year prison sentence against the two Kurdish men.

In another Bukan case, Manijeh Khoshnoud, a 58-year-old Kurdish activist, was [sentenced to three months in prison](#) on the charge of "propaganda against the state." She had been arrested at her family home on May 26 after regime security forces raided the residence without a warrant and confiscated her laptop, mobile phone and books. She had previously received a 10-month prison sentence in 2024 on the same broad accusation.

The regime also continued to use corporal punishment alongside imprisonment. On August 22, Neda Dadejani and Setayesh Sarabi, two Kurdish women from Qorveh, were summoned to court and immediately taken into custody. Authorities then [carried out 31 lashes against each woman](#) before transferring them to the women's ward of Senna Central Prison to begin serving their prison sentences.

Each woman had previously been sentenced to one year in prison, 31 lashes and two years of internal exile to Nikshahr on charges of "disrupting public order and tranquility." They were also each sentenced to two additional years in prison for "assembly and collusion" against internal security. Their flogging and imprisonment were carried out

despite pending requests for electronic monitoring.

Mehdi (Sikan) Roshani, a Kurdish political prisoner from Malekshahi in Ilam Province, also faced the possibility of a death sentence. Following his rearrest in July, he was [formally charged with moharebeh and efsad-e fel-arz](#), or "enmity against God" and "spreading corruption on earth." The charges can carry the death penalty.

Roshani remained in Ilam Central Prison while the new case was handled by Branch Six of the Investigation Office of the Ilam Public and Revolutionary Prosecutor's Office. As of August 12, no indictment had yet been issued and the case remained under investigation. He had previously been arrested during the January protests in Malekshahi and sentenced to three years in prison, later reduced to nine months.

Executions and Death-Penalty Pressure

The Iranian regime continued executing Kurdish prisoners throughout August, including prisoners convicted in national-security, *qisas*, and drug-related cases.

Among the most politically sensitive cases was Omid Behzad, a 21-year-old Kurdish university student from Urmia. Behzad was [executed at Urmia Central Prison on August 3 alongside Pouria Safvat](#) after the two men were accused of espionage for Israel. Behzad was a student at Islamic Azad University of Urmia and had been arrested in March 2026.

The execution proceeded despite information that [Behzad's lawyer had secured the annulment of his death sentence by the Supreme Court on August 1](#), only two days before he was put to death. His family was summoned for a final visit on August 2. The regime's judiciary presented a conflicting account, maintaining that the

espionage convictions had received final judicial approval. Behzad was nevertheless executed at dawn the following morning, leaving a direct contradiction over the status of his Supreme Court appeal at the time he was put to death.

On August 8, Payam Pakzad, a 41-year-old Kurdish prisoner from Bojnord and father of four, was [executed at Zanjan Central Prison](#) under *qisas* following a murder conviction. Pakzad had been arrested approximately three years earlier after a killing at the construction site where he worked and was subsequently sentenced to death. His execution was not publicly announced by the regime's state or judiciary-affiliated media.

On August 18, Kaveh Refoussheh, a 35-year-old Kurdish man from Senna, was [executed at Senna Central Prison despite a public effort to stop the execution](#). He had been sentenced to death under *qisas* following a killing during an altercation approximately three years earlier. On the evening before his execution, residents and civil-society activists gathered outside the prison, called for clemency and chanted against executions. The regime carried out the sentence early the following morning.

The following day, Donya Mohammadi, a 20-year-old Kurdish woman from Eyvan-e Gharb who was 18 when arrested, and Khodadad Mohammadi, a retired Kurdish teacher and father of five from the same area, were [executed at Ilam Central Prison in separate qisas cases](#). Both had been imprisoned for approximately two years before their executions on August 19. Neither execution had been publicly announced by the regime's state media or judiciary at the time the cases became known.

Also on August 19, Mohsen Darabi, a Kurdish prisoner from Kermanshah, was [executed at Isfahan Central](#)

Prison on drug-related charges. He had been transferred to solitary confinement before the execution and was put to death alongside several other prisoners convicted in separate drug cases. His execution was not publicly announced by the regime.

On August 23, Ardalan Sabzi Balkhkanlou, a 38-year-old Kurdish prisoner and father of one, was **executed at Maku Prison after approximately four years of imprisonment.** He had been sentenced to death under *qisas* following a killing during a group altercation. The execution was carried out at dawn and had not been announced by the regime's official media.

The cases arose from different criminal and national-security proceedings, but August again showed the scale with which the Iranian regime continues to use capital punishment against Kurdish prisoners. Behzad's execution was particularly severe because his death sentence had reportedly been overturned only two days before he was put to death, while several other executions were carried out without public announcement and after prisoners had been moved into solitary confinement shortly before their deaths.

Kolbars and Kurdish Border Civilians Killed

The western border remained deadly during August as regime border forces continued to use live ammunition against Kurdish kolbars and civilians dependent on cross-border work.

On August 10, regime border guards **shot and killed Mohammad Towhid-Panah**, a 25-year-old kolbar from Saqqez, in the Hangeh-ye Zhal border area of Baneh. Border forces opened fire on a group of kolbars at close range and without prior warning, killing Towhid-Panah at the scene. He had married approximately four months earlier and his wife was pregnant.

Three days later, Musa Zibapour, a Kurdish kolbar from Piranshahr and father of three, was **killed by direct regime gunfire near Baneh.** Border forces opened fire without warning at approximately 4 p.m. on August 13, killing him at the scene. Zibapour had previously been seriously wounded by regime forces while working as a kolbar in the Piranshahr border region in 2021.

Other kolbars were seriously wounded during the opening

days of August. Goran Khedri was **shot by border guards on August 4**, while Hassan Mostafazadeh was shot the following day in the same Hangeh-ye Zhal border area and required transfer to a medical facility in Tabriz because of the severity of his injuries. Bakhtiyar Amini, a father of three from Baneh, was severely wounded in the leg by a landmine explosion in the same border zone.

On August 18, Milad Tabad, a 28-year-old kolbar from Marivan and father of one, **died from injuries** inflicted when regime border forces shot him in the head nearly a year earlier. Tabad had been shot on August 25, 2025, in the Tateh border highlands while carrying no goods. He spent months in intensive care and remained in poor physical condition before dying from the injuries on August 18.

On August 19, regime border forces **killed Yousef Mamehpour** in the Barda Spian border area near Sardasht. Mamehpour, a 30-year-old Kurdish man from Vardeh village and father of a young son, was transporting livestock toward the Kurdistan Region of Iraq when forces opened fire. A bullet struck him around the kidney and abdominal area

and he died from his wounds. Another Kurdish civilian was seriously injured in the same shooting.

Mamehpour's killing reflected the economic reality of Kurdish border communities, where kolbar work, livestock movement and small-scale cross-border trade frequently overlap. For families in these areas, such activity remains an important source of income, yet regime forces continue to treat these routes as security zones in which unarmed Kurdish civilians face the risk of lethal gunfire.

Violence also reached Kurdish civilians away from the border. On August 20, Pouria Naderi, a 29-year-old Yarsani Kurd from Kermanshah who had previously been detained during the *Jin, Jiyan, Azadi* uprising, was **killed during** an operation by Intelligence Ministry forces in Kermanshah. Naderi had previously spent months in security detention and had remained under pressure from security agencies. An armed confrontation broke out after intelligence forces surrounded him, leaving Naderi dead and two intelligence personnel wounded.